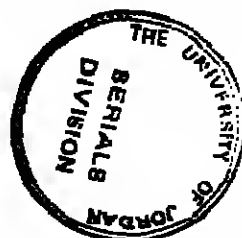


« Sans visa » : la deuxième libération de Hô-Chi-Minh-Ville

# Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14913 - 7 F

SAMEDI 12 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

L'éventuelle restitution à la Syrie du territoire conquis en 1967

## M. Rabin est vivement critiqué par les colons israéliens du Golan

Le chemin de Damas

Des gestes symboliques en concessions substantielles. M. Itzhak Rabin avance hardiment sur le long chemin de la paix au Proche-Orient. Homme pressé, affrontant la réalité, le premier ministre israélien, en deux mois de règne, multiplie les initiatives témoignant d'un profond changement de politique : gel partiel des implantations juives en Cisjordanie, autorisation des contacts avec l'O.L.P., libération d'un premier contingent de détenus politiques, offre aux Palestiniens d'un calendrier prévoyant, après des élections, une période intérimaire d'autonomie dans les territoires occupés.

Mais c'est - contre toute attente - dans ses relations avec la Syrie qu'Israël enregistre désormais les progrès les plus prometteurs. Certes, bien des signes annonçaient, de longue date, une détente entre Damas et Jérusalem. Pendant la guerre du Golfe, Syriens et Israéliens s'étaient retrouvés dans le même camp, celui de l'Amérique. Privé de l'appui de Moscou, et ayant fait son deuil du vieux rêve d'une « parité stratégique » avec l'Etat juif, le président Assad, en 1991, a initié un processus d'une négociation directe avec l'« ennemi arabe ». Son consentement déboucha sur la conférence de Madrid, puis sur les pourparlers bilatéraux de Washington.

A véritable « percée » diplomatique remonte au 24 août, jour où le chef de la délégation israélienne déclara que son pays n'excluait plus - pour la première fois - l'idée d'une évacuation partielle du Golan, conquis sur la Syrie en 1967 et annexé en 1981. Jeudi 10 septembre, M. Rabin s'est montré encore plus explicite, en proposant un « retrait limité » du plateau en échange d'une « paix totale » avec Damas. Cette fois, l'un des grands tabous d'Israël vole en éclats.

Prévisible était donc la colère de la droite israélienne, pour qui céder un pouce de territoire tient du sacrilège, et celle des principaux intéressés, les quelque douze mille colons israéliens du Golan. Syriens et Israéliens en majorité du Parti travailliste, ces derniers ont quelques raisons objectives de craindre la trahison.

L'ETAT juif ne tenait-il pas le Golan pour son « filin », qui le mettait à l'abri des attaques syriennes et lui assurait de précieuses ressources hydrauliques, même si sa valeur militaire avait quelque peu décliné, à l'époque des missiles à longue portée ? Il n'empêche. Aujourd'hui, M. Rabin n'entend pas laisser échapper l'occasion d'un tournant historique : la paix avec la Syrie vaut bien quelques concessions sur le chemin de Damas.

Il restera - plus tard - aux diplomates et aux experts à imaginer sur le terrain un compromis salvant à la fois la sécurité d'Israël et l'honneur national de la Syrie, pour qui la reconquête du Golan est depuis toujours une « ardente obligation ». Dans l'immédiat, les négociations israélo-syriennes reprendront lundi 14 septembre à Washington sous un meilleur présage. Et, à terme, la paix des chevaliers que M. Assad dit appeler de ses vœux n'est plus tout à fait un rêve.

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a annoncé, jeudi 10 septembre, qu'Israël était disposé à négocier avec la Syrie un « retrait limité » du Golan, conquis en 1967 et annexé en 1981. Malgré ses assurances que rien ne sera fait en ce sens « aussi longtemps que la Syrie ne se déclarera pas prête à une paix totale », la droite nationaliste israélienne et les colons du Golan ont très vivement réagi. Le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk Al Chareh, a jugé « inacceptable » la proposition israélienne.



Lire nos informations page 3

### Nouvelle négociation sur la Bosnie

Les dirigeants musulmans, serbes et croates de Bosnie-Herzégovine doivent se retrouver, vendredi 18 septembre, à Genève pour des négociations directes sur le conflit qui ensangante ce pays. M. Cyrus Vance et lord Owen, co-présidents de la Conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie, ont obtenu, à l'issue d'un séjour de cinq heures, jeudi 10 septembre, à Sarajevo, que les chefs des trois communautés participent personnellement à ces discussions.

A Paris, M. Pierre Joxe a qualifié d'« inacceptable » le démenti des autorités bosniaques quant à l'implication de leurs forces dans l'« assassinat », mardi, de deux « casques bleus » français et réclamé la condamnation des coupables.

Lire nos informations page 3

Estimant que le PNB américain peut doubler

## M. George Bush dévoile un « programme » économique

M. George Bush a annoncé, jeudi 10 septembre, à Detroit (Michigan), un doublement du produit national brut des Etats-Unis d'ici au vingt et unième siècle, grâce à la mise en œuvre de ce qu'il a appelé un « programme pour un renouveau de l'Amérique ». Il a indiqué qu'il accepterait d'en débattre à la télévision, dans les semaines à venir, avec son concurrent démocrate, M. Bill Clinton. Le président sortant n'a cependant apporté aucun élément vraiment nouveau dans le débat économique en cours.

WASHINGTON

de notre correspondant

En bon conservateur, convaincu de la sagesse naturelle des forces du marché, George Bush s'aime et le mot est la notion de « programme ». Interrogé un jour sur sa « vision » de l'Amérique de demain, M. Bush avait lancé, avec mépris et en guise de réponse, « Ah oui, ce truc de la vision ». Pourtant, le président sortant, et candidat républicain, a dû se rendre à l'évidence : ses concitoyens les plus chers, les électeurs, demandent de la « vision ».

Il n'est pas de confiance dans l'avenir, ils imaginent volontiers leur pays sur le déclin, ils veulent qu'on les rassure ; ils savent, intuitivement, qu'au des points faibles de l'économie américaine ne figure pas dans les chiffres de la comptabilité nationale mais

e'en est pas moins corrosif : un moral en baisse.

Et M. Bush, qui traîne toujours, dans les sondages, dix points derrière son concurrent démocrate, M. Clinton, a bien été obligé, à son tour, après nombre d'échecs, de dessiner à grands traits - et sans grande surprise - sa « vision » du devenir économique de l'Amérique. Il l'a fait à Detroit (Michigan), symbole du déclin industriel des Etats-Unis.

Pour être certain que la bonne parole du président, tout empreinte d'optimisme sur l'avenir, ne soit pas démentie par les journalistes, la campagne Bush avait échafé cinq minutes de temps d'antenne, jeudi soir, sur trois des grands réseaux de télévision.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 4

### M. François Mitterrand a subi une intervention chirurgicale

M. François Mitterrand a été opéré de la prostate, vendredi matin, 11 septembre, à Paris. Selon un communiqué émis par le professeur Adolphe Steg, l'opération a été réalisée à l'hôpital Cochin, aujourd'hui dirigé par le professeur Bernard Dabry, et le docteur Claude Gubler, médecin personnel du président, « son état est satisfaisant ». Le président de la République avait été hospitalisé, la veille, dans le service d'urologie de l'hôpital Cochin.

A 12 h 01, la présidence de la République a publié le bulletin médical suivant : « Le président François Mitterrand a été hospitalisé le 10 septembre 1992, dans le service d'urologie de l'hôpital Cochin. Des troubles urinaires d'origine prostatique, de l'installation récente et d'évolution rapide vers la rétention ont conduit à poser l'indication d'une intervention chirurgicale. Une résection transurétrale de la prostate a été effectuée le 11 septembre 1992. L'intervention s'est déroulée normalement. L'état du président de la République est satisfaisant. Signé : Adolphe Steg, Claude Gubler. »

Le dernier bilan de santé du président de la République, qui avait été publié le 22 juillet dernier, avait fait ressortir des « résultats normaux ».

Lire la suite page 22

## Danemark : au pays du « non »

Les Danois n'ont pas honte d'avoir voté contre Maastricht, mais tout est suspendu au référendum français

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

« Si le Danemark dit « non » à Maastricht, on parle d'un « problème », mais si la France fait la même chose, c'est une « catastrophe ». Cela montre bien que nous sommes considérés comme un petit wagon dans le train européen... » Vieux militant anti-Brexellois et secrétaire général de la « campagne populaire contre le Marché commun », M. Kai Lemberg admet que le résultat du référendum du 2 juin fut une énorme surprise pour beaucoup, et ce particulièrement dans les rangs de la « résistance ». Pour quelles raisons 50,7 % des Danois ont-ils rejeté le traité d'Union européenne ?

Sur ce point, il est pratiquement d'accord avec tous les spécialistes qui ont analysé le scrutin à la loupe : craintes d'une perte de souveraineté, d'une centralisation excessive, d'une bureaucratisation accrue, rejet de la politique étrangère et de défense commune, dispositions jugées insuffisantes en matière de

politique sociale et de protection de l'environnement, mécontentement des agriculteurs et des pêcheurs.

Des sentiments et des impressions, pas toujours rationnels ni justifiés, mais que les responsables politiques ne sont pas parvenus à maîtriser. « Plus le ministre des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, s'employait à expliquer les choses à sa manière habituelle un peu brutale, remarque un ancien député

libéral, et plus le « non » progressait dans les sondages. » Aucun regret, aucune mauvaise conscience ce tout cas d'avoir boudé Maastricht (avant de remporter l'Euro 92 de football) ne se manifeste en ce début d'automne. Au contraire : le mois dernier, une nouvelle enquête donnait 60 % aux partisans du « non ».

ALAIN DEBOVE

Lire la suite page 4

■ Oui à la nation, non au nationalisme

un point de vue de MARC FUMAROLI

■ Bonn : le chancelier Kohl met en garde

contre les risques d'un retour aux « rivalités d'acier »

par HENRI DE BRESSON

■ On demande au peuple un quitus pour le

passé et un blanc-seing pour continuer.

nous déclare M. Jean-Pierre Chevènement

■ M. Barre, professeur d'Europe

par DANIEL CARTON

■ La plupart des organisations économiques

et sociales sont favorables au « oui »

par JEAN-MICHEL NORMAND

pages 8 et 9

## MAX GALLO

## L'EUROPE

## CONTRE

## L'EUROPE

### Les faits contre les propagandes

EDITIONS DU ROCHER

## Le bizutage au pilori

Le ministère de l'éducation nationale veut éviter les dérapages qui accompagnent la rentrée

Une rentrée scolaire sans cris, sans tomates, sans jets de poire ou de farce ? Et un mot, sans bizutages ? Le ministère de l'éducation nationale et de la culture a rendu publique, jeudi 10 septembre, une circulaire destinée à « prendre des mesures efficaces afin que ces traditions ne donnent plus lieu à des incidents ou des débordements inadmissibles du point de vue du respect des personnes ».

Sans interdire les rites d'accueil des nouveaux élèves pratiqués dans certains établissements, le ministère entend assurer en « juste équilibre » entre un folklore potache et des dérapages inacceptables.

La publication de ce texte réglementaire a été accélérée à la suite d'un accident survenu à Nancy, mercredi 9 septembre.

MICHELLE AULAGNON et JEAN-MICHEL DUMAY

Lire la suite page 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 250 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 35 p. ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F SWE ; Suisse, 1,90 F S ; USA (NY), 2 \$ ; USA (other), 2,50 \$.

M0147 - 0912 0 - 7.00 F





# DÉBATS

Maastricht

# Oui à la nation, non au nationalisme

par Marc Fumaroli

E réferendum français sur le statut de la région de Maastricht a déjà eu, quelle que doive être son issue, un résultat excellent. Il a secoué la torpeur estivale et hexagonale des Français. Il les a obligés à saisir l'importance de la question pour prendre garde à cette Communauté européenne, qui a rendu si confortable leur prospérité depuis quarante ans, et à qui ils doivent d'avoir échappé à un rude tour d'air européen. Il leur a permis de se proposer de Maastricht nous arrache à la politique de clocher, et le *crescendo* de ses empoignades nous fait lever les yeux un peu plus loin et plus haut. Du même coup, dans le même mouvement, il nous rappelle les traits généralement voilés de la psychologie française se révèlent et se révèlent. Il s'avère que l'Europe, que l'on veut réduire à une technologie nivélisée, peut être aussi un espace d'émancipation humaine.

Dans le même temps, l'ombre portée de cette conscience, le nationalisme, se déploie et se concentre pour profiter de ce réveil. La question européenne, si elle est capable de nous faire réfléchir, nous rend aussi fiers.

Cette fièvre du Commerce quotidien, est aussi l'occasion pour leurs vieux démons de reprendre du service. La tentation de les suivre est vive. L'Europe, et pas seulement l'Europe, est devenue un espace psychologique. C'est ainsi que la preuve que notre engagement européen est le meilleur contexte pour faire prévaloir notre vocation politique sur l'économisme triomphant. Le nationalisme nous aveugle sur ce que le sèdre du sentiment national a

Cette «témpteuse sous crâne» collecté d'un autre côté, autre. Elle peut nous faire passer à un autre stade, moins confus, de notre propre compréhension de nous-mêmes et de nos rapports avec autrui. Dès maintenant, dans la lutte des «oui» et des «non», une ligne de faille nous sépare de nos voisins. Les frontières anciennes frontières entre partis et courants d'opinion. Il ne s'agit plus cette fois d'idéologies fumeuses, de querelles de personnes ou de clans, de froissement d'intérêts locaux ou catégoriels; c'est la nation, bien ou mal comprise, qui se présente à nous. C'est elle que j'ai voulu chercher, et il lui faut prendre parti par elle-même et pour elle-même, à un moment où la tutelle qu'exerce sur elle sa «classe politique administrative» est déconstruite, et où l'Etat socialiste n'est plus que l'Etat social. C'est elle qui nous libère, cette hésitation nous change de la névrose coutumière, et de l'abolition rousseau ou la société civile française se réfugie le plus souvent. Une lumière, encore une fois, se fait dans la nuit de l'exploit, et s'impose. Elle intimidera, je le gage, même les habiles qui songeront à l'exploiter.

Le commun dénominateur des «oui» et des «non», sincères ou pas, est par principe l'intérêt national. Mais dans les deux camps, avec

[illegible]

## Le philtre iacobin

Du côté des «non», on veut identifier comme en 1793 nation et Etat, on fomenté les amertumes nationalistes inséparables de cet amalgame, même lorsqu'on pimente le vieux philtre jacobin d'un zeste de «déficit démocratique».

Ceux qui votent « oui » disent oui à la nation, à ses chances de croissance et même de renaissance dans une Europe où les Etats sont liés pour le meilleur ou bâillonnés pour le pire. Ils savent qu'ils découvriront, dans les années à venir, les défauts, s'inscrivent dans le droit-fil d'un projet d'origine française, et dont le succès irrécusable est le fruit au premier chef d'une volonté française. C'est une volonté, e de degré de persévérance, rare dans nos annales. Si l'Europe n'est, depuis la fin de la guerre, qu'un vaste chantier socialiste, ne s'est pas démolie, et n'a pas dans l'ensemble molli, e est bien sur ce point essentiel. La construction européenne a été poursuivie avec constance par la classe et la République, par Robert Schuman et Jean Monnet, par Charles de Gaulle et Georges Pompidou, par Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand. A une telle continuité, on ne peut guère citer d'autre précédent dans notre histoire que :

«grand dessein» de Richelieu, parachevé par Mazarin, ou le gouvernement des cardinaux Dubois et Fleury sous Louis XV. Comme le «victoire sur la maison de Heby-

bourg au dix-septième siècle, où l'équilibre européen de stature française au dix-huitième, l'engagement européen de la France est un de ces « mystères d'Ezra » (on disait sous Richelieu, *arzana* *aperçu*) qui nous échappent. L'Europe de l'Etat et le vouloir-vivre de la nation. Un tel mystère d'Etat tire les conclusions d'une longue suite d'événements et d'échecs restants à la nation, et en déduit une ligne de conduite à l'extérieur qui jouit d'un assentiment général, même s'il n'est pas unanime. Jamais la nation française n'a été une nation sans une vie vivante cosmopolite, paisible, brillante dans les lettres et les arts, que sous deux cardinaux-ministres de Louis XIV, après les guerres de Louis XIV, avant la faiblesse de Louis XV, sous Louis XVI, sous Napoléon, habile et modéré. Tournons-nous, plutôt que du côté de Valmy, d'Austerlitz et de Verdun, du côté de cette Europe française des Lumières, qui nous a fait une nation et non pas une nation du monde. On y trouvera une France contagieuse, et non pas rétractée et ombreuse.

Flus solides que les liens dynastiques d'Ancien Régime, quoique moins riantes, les institutions communales ont valu à la France, outre la prospérité, dont elle était libre de faire un meilleur emploi, un système d'alliances stables, au sein duquel l'Angleterre avait sa place. Quelquefois le biais de ce concert européen institutionnel, l'influence de la France sur les affaires du continent a pu s'exercer sans prêter tort au franc au soupçon d'hégémonie. La règle du jeu perfectionnée par une série de traités d'Etat à Etat, dont Maasricht fut le dernier en date, favorisait un équilibre européen qui réservait à la France un rôle central, mais qui interdisait à toute puissance, France, Angleterre ou Allemagne, de jouer un rôle dominant. On est en droit d'espérer, et c'est l'intention du traité de Maasricht, que ce système d'alliances deviendra plus solide encore si les Etats européens pour l'Europe centrale et orientale, contrepoids au modèle américain et japonais, s'il fallait faire le procès de l'Etat français, socialiste ou non, ce ne serait pas sur ce terrain, où son bilan est particulièrement honnête, qu'il faudrait l'attaquer. L'accablèrent-ils, au nom de toutes ses fautes, pour n'avoir pas voulu qu'on lui ôte tout ce qu'il employé à maintenir ? Ce serait la plus sottise et suicidaire des vengeances.

## Rancunes et rancœurs

Il devrait aller de soi qu'il n'est pas dans le génie de la Communauté européenne de laisser les Seins d'Alliances imposer leur ordre par les armes au reste de l'Europe et à plus forte raison de l'univers. Fester contre la prétendue « impuissance » de l'Europe communautaire face à la tragédie yougoslave relève du *César de Pagnol*. Que dire alors de la prétendue « impuissance » de l'horreur funèbre qui s'est abattue sur le Liban, la Somalie, l'Afghanistan, le Cambodge ? Demander à la CEE de se comporter, en Yougoslavie ou ailleurs, en archange armé de la civilisation, c'est vouloir transformer une alliance de démocrates en alliance de tyrans. C'est vouloir cela au nom de principes humanitaires et non violents ! Que diraient nos va-et-vient-guerre si les gouvernements des Douze, les prenant au mot, déclenchaient la mobilisation générale et l'envol groupé de leurs armées ? Que diraient nos va-et-vient-guerre en Serbie, l'ordre du jour étant : Ciel ? La tragédie yougoslave est un cruel miroir de la tragédie européenne de 1870, de 1914, de 1940. Nos seules ressources pour mettre fin à ce drame qui nous bouleverse sont donc : la force et la blocus économique, l'embarquement sur les armes, la diplomatie et la pression diplomatique.

En réalité, le nationalisme du « nous » est à tout prix faïre du traité de Manastirich un croquemitaine. Nous sommes invités à protester sur lui toutes les rancunes, rancœurs et exaspérations internes à l'Europe. Les autres traités de Manastirich, les autres traités à dessein, On veut faire oublier que ce traité, comme tout l'édifice européen, vaudra pour la nation française ce que la nation française vaudra elle-même. Riche, entrepreneur, avoué, médecin, journaliste, industriel, obéit elle-même à une crise en Europe. Appareur, ambre, balnéaire, tenue en lisère, dans ses frontières, elle n'y serait qu'une servante. Il est pathétique d'entendre accuser le grand émissaire bruxellois de tous les maux, comme s'il s'agissait de l'archevêque de Cologne, ou du ministre de l'Intérieur, ou d'un évêque.

rale verrouillant plus que jamais la nation dans un « Etat fort », déchaîné en paroles, mais aussi ridiculement déphasé ?

Les temps sont mûrs au contraire pour comprendre et faire expé-  
di-er les maux que la Nation française  
doit à la grosse rhétorique du nationa-  
lisme. Les grands coups de genette  
antifrançaises ont couvert et fait  
oublier les maux de nos provinces et  
nos cités, de nos meurs, de notre  
langue. Bruxelles n'y est pour rien.  
Les diatribes contre la bureaucra-  
tie abstraite de Bruxelles, qui ne sont  
pas sans fondement, fontient trop  
facilement sur des choses qu'on ne  
sauroit contester : dans deux ou trois  
temps le pli et le ton. Avant de  
hurier à la lune, il faudrait d'abord  
regarder du côté du soleil enflam-  
mé français. Bruxelles n'est pour  
rien, mais elle a encore le mérite  
d'être l'école de la démocratie qui  
opprime l'esprit de franchise en  
France. Les institutions et les textes  
communautaires ont imité trop  
respectueusement nos modernes mes-  
sieurs les rois-de-cœur. On pourrait  
poursuivre ce thème jusqu'à dire  
qu'il y a eu un moment où, comme  
aujourd'hui, le nationalisme, le « non »,  
comme tous les nationalismes, cria à  
l'état humilié et offensé pour  
détourner l'attention des réformes  
qui s'imposent à lui. C'est un sys-  
tème de passe-partout. Notre  
histoire récente nous offre maint souf-  
frons d'inflation culturelle, la pollution  
des ondes et des eaux égée :  
« Maastricht, vous dis-je, Maastricht ! ». C'est « le poumon » du  
Méditerranéen de Molène. Quel caïman  
pourrait-il avaler ? Mais aussi quel  
essui-tout, le spectre de Maastricht est  
brandi pour faire croire au retour  
des Roches par les faillies de la ligne  
Maginot. Encore heureux qu'il n'y ait  
aucun cas moyen de rattracher à  
cette dévotion, pourvu qu'elle soit  
contaminée d'un froid mécon-  
nisme administratif, hélas tout  
français, et être pourtant fort bien  
déformé par Michel Massenet.

dans un livre qui fera date. Ce que ne nous disent pas les Conventionnels du «non», c'est la réaction de nos alliés au nouveau Valmy qu'ils nous promettent, le 20 septembre.

La Communauté européenne, on finit de l'oublier, est fondée avant tout sur la coopération franco-allemande. Elle est d'abord le garde-fou, jalousement respecté, contre toutes les tentatives de l'Allemagne qui nous ramènerait, cette fois sans même l'espoir de la victoire de Verdun, aux cauchemars du dix-neuvième siècle et du début vingtième. Elle est aussi le garant de la sécurité pour nous, français, et depuis que l'Allemagne, cessant d'être un État humilié, est redevenue un État unifié, et voit s'ouvrir à elle, à l'Est, une vaste zone d'influence, la Russie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, le moment, par un vain coqoricco gaullien, de lancer un défi à nos armés et alliés ? Ils peuvent fort bien en tirer la conclusion qu'il est temps aussi de se débarrasser de la Russie, l'ennemi du pire à mériter son nom, et bien celle-ci.

## Une raison d'espérer

« Une des merveilles, payée à quel prix, de notre après-guerre, parmi tant de déceptions et de replis, c'est cette amitié franco-allemande à laquelle le général de Gaulle a donné un tour définitif. Survivant après tant d'horreurs, cette coopération étroite est la pierre angulaire de la paix européenne. Sous nos yeux, elle a limité au lieu d'attiser l'embrasement yougoslave. Elle est notre raison majeure d'espérer des jours meilleurs.

frisons-nous donc aujourd'hui, par un «non» provincial et buté, ranimer à contretemps les soupçons, les rancunes? Les concessions de souveraineté volontaires et révocables consenties par nos deux Etats, comme par les autres Etats des

Douze, soudent leur alliance. Faisons plus : favorisons la sympathie des deux nations. Cette sympathie nous servira : nos deux langues peuvent faire contrepoids à l'anglais. Sachons démontrer à nos voisins d'outre-Rhin que la nation française, sa langue, ses mœurs sont plus conformes à leur vocation européenne que l'imitation d'une Amérique fantasmagorique.

Peut-on un peu plus élever le débat ? En opposant des grandes forces qui ont existé et des grands hommes qui ont disparu, le déséquilibre n'un peu l'autre en 1940-1945, nos deux nations sont dépositaires, pour l'essentiel, du génie philosophique de l'Europe. Ce n'est pas faire injure à nos autres partenaires, grands chanciers dans leur ordre, que de l'affirmer. Ce genre de grandeur invisible est une donnée capitale du problème qui se pose à nous. Le dialogue entre le génie philosophique français et l'allemand est ancien. Il suffit de nommer Descartes, Kant et Husserl, Taine et Nietzsche, Bergson et Heidegger, pour rappeler à jamais le Quartier latin et Heidelberg, Munich, Berlin. Il n'exclut pas le dialogue entre Paris et Rome, Paris et Londres, Paris et Madrid, Paris et Athènes, mais il est le plus mystérieux de tous et le plus second pour l'orientation spirituelle du monde.

N'écoutez donc pas les sirènes avides du nationalisme français. Elles sont nuisibles à la nation française. Ne les laissons pas diaboliser Maastricht. Ce n'est qu'un instrument. C'est à nous, nations d'Europe, à lui imprimer un sens. Songeons plutôt, après avoir donné corps à l'Europe, à lui rendre une âme. Et pour cela, commençons par retrouver la nôtre.

► Marc Fumaroli est professeur au Collège de France.

# Un « oui » protestataire

par Alain Touraine

Un vote en faveur du «non» est manifestement décisif. Mais la France a-t-elle joué un rôle constamment moteur dans la construction européenne, va-t-elle jouer celle-ci à bas ? Ce que les Danois se sont permis, pour des bonnes ou des mauvaises raisons, de suggérer n'est pas que le «non» puisse entraîner des conséquences destructrices que nul ne peut sous-estimer. Regardons d'ailleurs quelles sont les forces les plus organisées en faveur du «non» : le Front national et le Parti communiste. Ces deux forces se trouvent en effet aux secteurs les plus archaïques de la société française. Cette argumentation contre le «non» est si forte, si évidente que le mouvement d'opinion en faveur du «non» ne paraît pas avoir eu et n'a pas eu une autre signification : il est un vote de défiance à l'égard de Mitterrand. Ce qui ajoute à son absurdité, puisque Chirac et Giscard, eux aussi, votent «oui» et qu'un gouvernement d'union nationale «non» est une hypothèse absurde.

Mais l'extrême faiblesse de la campagne pour le « non » ne justifie pas les réactions du « oui » se contentant d'arguments négatifs, mettant en avant l'impossibilité d'arrêter un coup parti depuis longtemps. On e même le droit de trouver ridicules les jeunes militants socialistes qui vont prêcher sur les places l'abandon des capitales et des défenses. Le mot même d'un patriotisme gaulliste, comme Philippe Séguin, méritant une réponse plus argumentée que l'affirmation vague que plus l'Europe est intégrée et plus la France est forte : on attend encore des preuves. C'est tout ce qu'on peut dire. Car, l'union monétaire est un nouveau pas en avant dans une union économique que nous construisons depuis longtemps, mais nous ne pouvons plus nous contenter de développer une bureaucratie pesante au service d'un libéralisme plus subtentifié qu'europeen et d'éligner encore plus les intérêts des différents gouvernements. Il faut que l'indispensable « oui » soit chargé d'exigences et même de revendications qui convergent vers un objectif central : faire de l'Europe un Etat fédéral démocratiquement géré et capable d'assurer les responsabilités

tés internationales qui correspondent au poids des pays européens dans le monde.

Certains veulent, aussi, une Europe sociale : je n'en suis pas sûr car c'est bien au niveau national que se sont construites les lois sociales, les politiques de négociation, les systèmes de sécurité sociale. L'Europe est une puissance économique et elle doit être un gouvernement : la répartition des responsabilités dans l'Europe est entre les Etats nationaux, tout d'abord, et ceux-ci la politique sociale et en particulier les domaines de la santé, de l'éducation et de l'information. Si l'on vote « oui », c'est à l'Europe qu'il faut donner un rôle nouveau, en imposant un rapprochement des politiques économiques, budgétaires, fiscales, est le chemin le plus court et le plus sûr pour aller vers une Europe sociale, où la démocratie sera associée à la démocratisation.

## Rompre avec le laisser-faire

Le « non » des Danois s'est voté un appel à la démocratie locale et au rejet des monstres bureaucratiques; le « oui » des Français doit avoir le même sens, mais dans une optique politique responsable de construction intertemporelle de l'Europe. Le « oui » ne doit pas se contenter d'aller dans le sens de l'histoire; il doit marquer une évolution qui se place en-dehors presque uniquement à l'intérieur de l'internationalisation de la vie économique. Le moment est venu de passer et d'engager la construction d'une Europe démocratique. Ce qui suppose un vote positif mais impose une campagne active, une vigilance accrue, une discussion dangereuse d'une économie globalisée et d'une société parvenue entre le repli sur soi et la dépendance à l'égard des centres de la culture et de la stratégie mondiale.

Ajoutons que ce vote pour une Europe politique et démocratique, s'il est explicite, aura deux conséquences positives. La première est de redonner à la France, seul grand pays à recourir au référendum, un rôle moteur dans l'avancée et la transformation de l'idée européenne. La seconde, plus concrète, est de préparer la modi-

fiction indispensable de la carte politique de la France. Le Parti socialiste, désormais sur un autre continent que le Parti communiste, doit faire partie d'une majorité pro-européenne et modernisatrice avec une droite démocratique tout à fait étrangère à la tentation nationale-populaire représentée le plus fortement par le Front national, mais qui n'est pas le seul aspect du FN. Le congrès n'a pas que de telles idées. L'inspiration fait facilement l'unité, mais les défenseurs du « oui ». Mais je souhaite que pendant les jours qui nous séparent encore du 20 septembre le débat s'éclaire, car il aura de toutes manières des conséquences favorables pour un « oui » qui ne sera pas plus une simple formalité que les plus mauvaises des décisions qui se sentiront poussées par les décisions passées.

Le combat des nationaux contre les fédéraux a été et restera toujours un des axes de la politique française. C'est en choisissant une Europe politique et démocratique, c'est-à-dire la solution ouverte par la fédération, que nous triompherons de la décadence et de la décadence de la société française vers l'effritement vers la base, vers le corporatisme le plus étroit ou le xénophobie la plus chargée de racisme et de peur de l'avenir. C'est pourquoi la campagne française pour « l'ouï » ne doit pas être une simple allégeance à l'Allemagne et au gouvernement ; elle doit être avant tout l'occasion de faire reculer les forces réactionnaires, le parti de l'avenir et aussi l'abandon, le passage aux tendances de la « décadence ».

Il est donc de la plus haute importance de mettre fin au danger de la décadence.

Enfin, nous le sentons tous, nous devons voter, si possible, se reproduire plus la situation humanitaire de grands pays incapables de reconnaître à temps les responsabilités écrasantes de Milosevic et à arbitrer derrière les discours humanitaires pour cacher leur impuissance, alors même que l'opinion publique s'est émue de la souffrance des victimes et demande une action plus décidée. Et, encore, et surtout, il ne s'agit pas de dire qu'il faut continuer à faire l'Europe, mais au contraire de réclamer pour l'Europe une capacité d'agir qui lui manque dramatiquement.

## TRAIT LIBRE



L'ANSCHÉLUSS d'après MILLET... SEVIĆ



# ÉTRANGER

Le conflit en Bosnie-Herzégovine

## Des négociations sont prévues à Genève

A l'issue d'un séjour de cinq heures, jeudi 10 septembre, à Sarajevo, les deux principaux négociateurs dans le conflit yougoslave, M. Cyrus Vance pour l'ONU et Lord Owen pour la CEE, ont obtenu des dirigeants des parties en guerre en Bosnie-Herzégovine qu'ils se retrouvent vendredi 18 septembre à Genève pour des discussions directes. M. Vance a indiqué que les responsables des trois communautés - Musulmans, Serbes et Croates - l'avaient assuré de leur présence à Genève.

Venant de Croatie, où ils ont rencontré le président Franjo Tudjman ainsi que le leader des Croates de Bosnie, Mate Boban, M. Vance et Lord Owen sont arrivés en convoi blindé à Sarajevo, qu'ils ont quitté par avion cinq heures plus tard, un cessez-le-feu provisoire ayant permis à un avion français de décoller de l'aéroport de la capitale, fermé depuis une semaine. Les deux hommes devaient rencontrer vendredi à Belgrade les présidents yougoslave, M. Milan Panic, et serbe, M. Slobodan

Milosevic. Après leurs entretiens de Sarajevo, notamment avec le président Alija Izetbegovic, M. Vance et Lord Owen ont fait preuve de prudence quant à l'issue du conflit, déclarant que « lentement, peu à peu, patiemment, nous mettrons fin à ce conflit, mais cela prendra du temps ».

Les négociations qui vont démarrer la semaine prochaine « se feront en session continue », nous n'allons pas le faire sur une base temporaire. Cela sera un processus continu », a précisé M. Vance, ajoutant que « l'ouverture de couloirs humanitaires en Bosnie-Herzégovine, le contrôle des frontières et de l'espace aérien de Bosnie » avaient été abordés lors de ses conversations dans la capitale bosniaque. Après avoir indiqué que « bien sûr, il y aurait des hauts et des bas, que parfois les combats reprendraient en intensité, parfois ils diminueraient », Lord Owen a quant à lui prévenu : « Ne sous-estimez pas la détermination de la communauté internationale ». L'arrivée des deux co-présidents de la

Conférence sur l'ex-Yougoslavie a été marquée par de violents bombardements et tirs d'artillerie dans les secteurs ouest de Sarajevo. Vingt-quatre personnes ont été tuées et deux cent cinquante autres blessées dans les combats et bombardements de Sarajevo au cours des dernières vingt-quatre heures, a-t-on appris de sources officielles bosniaques.

Paris hante le ton

Parallèlement, réunis à Genève dans le cadre de la Conférence internationale, les représentants des belligérants ont donné un premier accord à des mesures destinées à renforcer la sécurité en Bosnie-Herzégovine. Un porte-parole de l'ONU a indiqué que les délégations gouvernementales de Bosnie-Herzégovine, Croatie et Yougoslavie (Serbie et Monténégro), ainsi que des communautés serbe et croate de Bosnie, avaient « accepté en première lecture » les

propositions qui leur ont été faites en ce sens. Les mesures envisagées portent « sur les vols des avions et hélicoptères militaires, sur la situation des forces militaires sur le terrain, sur le déploiement des armes anti-aériennes (DCA) ainsi que sur les couloirs aériens ».

Les représentants des belligérants doivent, toutefois, confirmer leur accord après consultations avec leurs responsables. Après quoi, des « recommandations » en vue de la reprise de l'aide humanitaire sous l'égide de l'ONU seront faites mardi à M. Vance et à Lord Owen.

Sarajevo par le ministre de la défense confirmant sans doute possible que les soldats français tués et blessés le 8 septembre l'ont été par des tirs venant d'une partie bosniaque», souligne un communiqué de M. Joxe, qui ajoute : « Ces tirs ont été exécutés de façon délibérée, de jour, à une distance de moins de 100 mètres, et pour tuer, alors que le passage du convoi avait été au préalable annoncé et négocié avec les responsables des forces présentes sur le terrain ».

Le ministre précise qu'« aucune faute, aucune imprudence ne peut être imputée aux éléments français dans cette affaire », pour réitérer « la demande du gouvernement français au gouvernement de Sarajevo de prendre toutes ses responsabilités dans cette affaire afin de poursuivre et faire condamner les coupables des assassinats du 8 septembre ». - (AFP, AP, Reuters)

## M. Boutros-Ghali recommande l'envoi d'environ 7 000 « casques bleus » supplémentaires

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a présenté jeudi 10 septembre aux membres du Conseil de sécurité son rapport sur la situation en Bosnie-Herzégovine, dans lequel il recommande un important renforcement des effectifs de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine. Pour être appliquées, ces mesures doivent être approuvées par une résolution du Conseil de sécurité.

La force de protection de l'ONU, actuellement composée de 1 500 « casques bleus » (fournis pour l'essentiel par la France et dans une moindre mesure par le Canada et par l'Ukraine), devrait être multipliée « par deux ou trois », selon M. Boutros-Ghali. Ces hommes devront « se conformer aux règles normales d'engagement des forces de maintien de la paix » et seront donc « autorisés à utiliser la force en cas d'auto-défense » ; cela inclut « des situations où des

personnes armées tentent par la force d'empêcher les troupes de l'ONU de remplir leur mandat », a-t-il précisé. M. Boutros-Ghali a encore ajouté qu'au cas où les attaques contre les forces de l'ONU ne cesseraient pas, le Conseil de sécurité « devrait envisager de prendre de nouvelles mesures ».

Les renforts de la FORPRONU devraient, selon le rapport du secrétaire général, consister en quatre à cinq bataillons d'infanterie supplémentaires, deux compagnies de reconnaissance blindées, deux compagnies d'infanterie blindées, des unités antiaériennes et divers personnels médicaux, de génie civil et de communication, les personnels civils étant chargés d'établir la liaison avec les organismes humanitaires.

Le commandement de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, qui collabore avec le secteur de Sarajevo, quatre ou cinq nouvelles zones à déterminer en consultation avec le HCR. Le Haut Commissariat aux réfugiés établirait onze centres de stockage, reliés les uns à la Croatie, les autres à la Serbie et

au Monténégro, et à partir desquels l'aide humanitaire sera acheminée.

M. Boutros-Ghali ne prévoit pas pour l'instant d'étendre la mission des « casques bleus » à la protection des civils détenus dans des camps, mais il n'a pas exclu que le mandat de la FORPRONU puisse être élargi à l'avenir si le Conseil de sécurité le décide.

Les États-Unis ont déjà fait savoir qu'ils ne fourniraient pas de hommes. La France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège et le Danemark se sont dits prêts à fournir des détachements pour cette opération dont le coût n'est pas révélié pour le moment. M. Boutros-Ghali a tenu à indiquer dans son rapport que ce coût ne serait pas imputé au budget général de l'Organisation, mais assuré par les seuls pays européens et d'éventuelles contributions volontaires. Les États-Unis et le Japon ne sont ainsi pas fiers d'y contribuer financièrement.

SERGE MARTI

## Une cargaison d'armes destinées aux Musulmans a été saisie à bord d'un avion iranien

Les autorités croates ont confirmé, jeudi 10 septembre, la saisie, le 4 septembre sur l'aéroport de Zagreb, d'une cargaison d'armes et de munitions à bord d'un Boeing 747 iranien chargé d'aide humanitaire destinée à la Bosnie. Le New York Times, citant des sources américaines à Washington, avait fait état dans son édition de jeudi de cette saisie portant sur 4 000 fusils et un million de cartouches.

« Au cours d'un examen de la cargaison avec des représentants de la FORPRONU (Force de protection de l'ONU), il a été établi que, outre l'aide humanitaire, il y avait un nombre significatif de petites armes d'infanterie et de munitions », a indiqué le ministre croate des Affaires étrangères. Il a déclaré avoir informé Téhéran de cette affaire et « exprimé l'espoir qu'un tel incident ne se reproduirait pas ». Selon certaines informations, la

fouille de l'appareil aurait été opérée sur la foi de renseignements d'origine américaine.

Le porte-parole du département d'État américain, M. Richard Boucher, s'est félicité de cette « action prompt et louable » des autorités croates et a rappelé que l'Iran était tenu, en tant que membre des Nations unies, de respecter l'embargo sur les armes décrété par l'ONU à l'encontre des républiques ex-yougoslaves.

Un embargo contesté

Les forces musulmanes de Bosnie dénoncent les effets de cet embargo qui les prive de moyens de se défendre contre des milices serbes abondamment équipées par l'armée fédérale ex-yougoslave. Les médias serbes font de leur côté régulièrement état de « parachutages » d'arme-

ments destinés aux Musulmans, mais c'est la première fois qu'une tentative de violation de l'embargo est officiellement découverte.

Le président iranien Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, qui effectue une visite officielle en Chine, a qualifié jeudi de « pure fabrication » les informations du New York Times sur la découverte de cette cargaison d'armes. Mais il n'a pas exclu, lors d'une conférence de presse, que Téhéran propose des armes aux Musulmans si le conflit de Bosnie n'était pas réglé par d'autres moyens.

Le ministère croate des Affaires étrangères a envoyé un rapport sur l'affaire au comité des sanctions de l'ONU. Le Boeing iranien a été renvoyé à Téhéran après saisie des armes qu'il transportait. - (AFP, Reuters)

## YOUgoslavie

## Nouvelle crise entre M. Panic et M. Milosevic

BELGRADE

de notre correspondant

Le ministre des Affaires étrangères de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), M. Vladislav Jovanovic, a démissionné, jeudi 10 septembre - une démission que le premier ministre, M. Milan Panic, s'est empressé d'accepter, après avoir menacé à plusieurs reprises de mettre sur la touche « l'ancienne équipe [serbe] qui a conduit le pays au désastre ».

Dans sa lettre de démission, M. Jovanovic - un proche du président de Serbie, M. Slobodan Milosevic - explique qu'il lui est « impossible » de rester plus longtemps dans un gouvernement qui « pratique de plus en plus ouvertement une politique contraire aux intérêts de la Serbie et du peuple serbe ». M. Jovanovic constate que « l'approche et la conception de M. Panic du règlement de la crise

sur le plan international ainsi que certains de [ses] procédés (...) sont profondément contraires à [sa] conception de la dignité et du droit national ».

Violente critique

Depuis mercredi, la presse de Belgrade faisait état de rumeurs selon lesquelles M. Panic s'apprêtait à un remaniement ministériel destiné à se débarrasser des membres de son cabinet qui lui avaient été « imposés » par la classe politique serbe en échange de son investiture. Auparavant, le premier ministre avait violemment critiqué la délégation yougoslave à la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, lançant en public : « C'est en diplomatie comme en football : on ne garde pas une équipe qui perd quinze matches sur 12 à 0 » et se démarquant des « combines

balkaniques ». Vendredi 4 septembre, M. Panic était passé aux actes et avait remplacé l'ensemble de la délégation, évincant ainsi tous les membres serbes - partisans inconditionnels de M. Milosevic - de cette équipe.

La démission du ministre des Affaires étrangères remet à l'ordre du jour le conflit entre M. Panic et M. Milosevic, le premier prônant une politique d'ouverture et le second ne paraissant toujours pas enclin à la moindre concession. Le conflit avait failli, la semaine dernière, coûter son poste à M. Panic. Celui-ci avait survécu à une motion de censure déposée par les députés socialistes (ex-communistes) de M. Milosevic et leurs alliés ultranationalistes grâce à la pression de l'opinion publique et de la communauté internationale.

FLORENCE HARTMANN

## EN BREF

ALLEMAGNE : premières condamnations d'extrémistes xénophobes. - Le tribunal de Rostock a condamné, jeudi 10 septembre, trois jeunes extrémistes de droite à des peines de prison ferme pour leur participation aux émeutes xénophobes qui avaient eu lieu dans cette ville à la fin du mois d'août. Le plus lourd condamné - neuf mois - frappe un jeune homme de dix-huit ans venu exprès de Dresde pour participer aux émeutes. Les violences contre les foyers de demandeurs d'asile se sont poursuivies dans la soirée de mercredi dans plusieurs localités de l'ex-RDA. A Quedlinburg, dans le Harz, où les incidents se déroulent pour la troisième nuit consécutive, la police a procédé à 71 arrestations. - (AFP, AP)

ITALIE : le PSI accepte l'entrée de l'ex-PCI dans l'Internationale socialiste. - Le Parti socialiste italien (PSI) a donné son accord, mercredi 9 septembre, pour l'entrée de l'ex-Parti communiste italien (PCI), devenu Parti démocratique de la gauche (PDS), dans l'Internationale socialiste (IS), ont indiqué les responsables des deux partis. Le PSI s'était jusqu'à

présent toujours opposé à ce que le PDS rejoigne les rangs de l'Internationale socialiste. A l'issue d'une longue réunion, le secrétaire du PDS, M. Achille Occhetto, a affirmé que le dirigeant du PSI, M. Bettino Craxi, lui avait donné son accord « sans aucune contrepartie ». Le PDS pourrait faire son entrée dans l'Internationale socialiste lors du prochain congrès de l'organisation qui doit se tenir à Berlin, du 15 au 17 septembre. - (AFP)

Assassinat d'un conseiller provincial du MSI. - Un conseiller provincial de Rome, M. Franco Ercoi, âgé de quarante-neuf ans, qui était l'un des principaux dirigeants du Mouvement social italien (MSI, néo-fasciste) à l'Assemblée provinciale romaine, a été assassiné, jeudi 10 septembre, devant son domicile de Velletri à quarante kilomètres au sud de la capitale italienne. Selon la police, l'attentat pourrait être lié aux intérêts commerciaux de M. Ercoi à Velletri. - (AFP, Reuters)

GRÈCE : nouvelle grève générale de quarante-huit heures. - A l'appel, de la Confédération générale des travailleurs grecs

(GSEE), une nouvelle grève générale de quarante-huit heures a été organisée, mercredi 9 et jeudi 10 septembre en Grèce, pour protester contre des projets gouvernementaux de réformes de la sécurité sociale. Il s'agit de la quatrième action de ce type en un mois (le Monde du 5 septembre). Des dizaines de milliers de grévistes ont défilé jeudi soir dans les rues d'Athènes. - (AFP, Reuters)

Dix mois de prison pour Helmut Voigt. - Un ancien colonel de la Stasi, Helmut Voigt, a été condamné, jeudi 10 septembre à dix mois de prison ferme par un tribunal d'Athènes pour « usage de faux passeport ». Helmut Voigt, qui a demandé l'asile politique à la Grèce et fait appel du jugement, est recherché par la justice allemande qui lui reproche ses liens passés avec le terrorisme international, l'accusé de complicité dans l'attentat perpétré par Carlos contre la Maison de France à Berlin en août 1983. Les autorités grecques ont annoncé qu'elles répondraient favorablement à une demande d'extradition d'Helmut Voigt. - (AFP)

## “LE” BARUK

Comprendre la langue mathématique





## DIPLOMATIE

La ratification du traité de Maastricht

# Allemagne : le chancelier Kohl met en garde contre les risques d'un retour aux « rivalités d'hier »

Le débat budgétaire de rentrée s'est poursuivi mercredi 9 et jeudi 10 septembre à Bonn. Les principaux dirigeants de la majorité et de l'opposition ont profité pour répondre aux critiques contre le traité de Maastricht en Allemagne et à l'étranger.

BONN

de notre correspondant

A mi-parcours de la première législature de l'Allemagne réunifiée, les leaders de la majorité et de l'opposition ont l'habitude de se affronter mercredi 9 septembre au Bundestag pour débattre des problèmes de la réunification et préparer les opinions publiques de l'Est et de l'Ouest à accepter d'indivisibles sacrifices. Le chancelier Helmut Kohl et le chef de l'opposition, M. Björn Engholm (SPD), qui prônaient à cette occasion leurs discours de rentrée, ont en l'un et l'autre profité pour défendre l'objectif des accords de Maastricht.

La ratification du traité européen, qui relève en Allemagne du Parlement, est acquise, du moins si l'électorat français ne le condamne pas. Les discussions commenceront en octobre, immédiatement après le référendum en France. Les grandes lignes de la réforme constitutionnelle nécessaire ont déjà fait l'objet avant l'été d'un accord au sein de la commission ad hoc des deux chambres du Parlement. « L'Europe ne

dolt plus jamais reprendre les chemins erronés des vieux nationalismes », a souligné M. Engholm. « Maastricht est, malgré toutes ses insuffisances et des erreurs de négociation de la part du gouvernement fédéral, une marche décisive pour plus d'intégration », a-t-il ajouté.

Pour sa part, M. Kohl a affirmé, à l'intention notamment des électeurs français, qu'il serait illusoire de croire que le futur grand marché intérieur européen puisse être viable sans le toit de l'union politique. « Je le dis à l'adresse des critiques en Allemagne, en dehors de l'Allemagne, dans les pays qui ont un référendum, c'est se tromper que de croire que l'on puisse commencer et avoir une coopération économique supranationale dans une communauté tout en laissant de côté l'unification politique. Il n'y a pas un seul exemple dans l'histoire que cela fonctionne ».

## Un pacte de solidarité pour l'Est

Avertissant que « la retombée dans les rivalités d'hier et d'avant-hier est une régression vers la barbarie », le chancelier a réaffirmé devant les députés qu'il n'y avait pas pour son pays d'alternative. « Quand on regarde en Europe, qu'on entend certains des propos qui se tiennent en France avant le référendum on ne peut ignorer que certains, en Europe, s'inquiètent de nouveau du spectre de l'Allemagne. Que cela soit justifié ou non, peu

importe. Nous devons répliquer à cela de manière mesurée et le mieux que nous puissions faire est de placer cette Allemagne réunifiée et libre sous le toit d'une union européenne ».

Le consensus entre les grands partis de l'opposition et de la majorité allemande s'arrête à l'Europe. Malgré les appels périodiques à la formation d'une grande coalition pour résoudre les problèmes de l'Est de l'Allemagne, les chrétiens démocrates et les sociaux-démocrates continuent de défendre des visions sensiblement différentes sur la façon d'intervenir.

Reprochant au gouvernement un manque de direction politique, M. Engholm souhaite une action plus interventionniste des pouvoirs publics, notamment en matière d'investissement. Il a défendu une nouvelle fois la nécessité d'un engagement direct de l'Etat fédéral au niveau industriel pour stabiliser la situation économique et sociale dans l'ancienne RDA, maintenir une structure industrielle dans les régions en crise.

Face aux attaques de l'opposition, le chancelier, qui célébrera en octobre ses dix ans de gouvernement, a défendu son bilan en insistant sur le passage sur ceux qui viennent une nouvelle fois de prédire sa chute imminente. Admettant des erreurs dans la gestion de l'unification, il a souligné qu'un avantage sur un terrain vierge et qu'il fallait bien apprendre en marchant. Il s'est remis à l'appréciation des élec-

teurs lors des prochaines élections législatives dans deux ans.

Dans les deux camps, on s'est affirmé prêt à un dialogue, que personne ne veut refuser à priori, sur les problèmes majeurs du pays. Mais chacun pose ses conditions et il n'y a pas de raison de penser que l'appel lancé par le chancelier Kohl pour discuter d'un pacte de solidarité pour l'Est débouchera plus que les tentatives précédentes similaires sur cette fameuse grande coalition que ni les uns ni les autres ne jugent actuellement nécessaire. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de dialogue, mais celui-ci se déroulera à un autre niveau.

Tout le monde est conscient qu'aucune stabilisation n'est possible sans la participation des syndicats et du patronat d'une part, des régions et collectivités locales de l'autre, appelés les uns comme les autres à se servir la ceinture dans cette phase délicate.

Malgré des polémiques souvent vives, les ponts n'ont jamais été tout à fait coupés entre le gouvernement et l'opposition. La majorité du Parti social-démocrate au Bundestag et la pression de l'opinion publique dans des domaines comme l'immigration, obligent les uns et les autres à des compromis. Il est rétrospectivement évident que la direction du SPD, après des mois d'empoignades, a ouvert de discussions sur une modification de la Constitution concernant les règles d'accueil des demandeurs d'asile.

HENRI DE BRESSON

# Danemark : au pays du « non »

Suite de la première page

Les Cassandre qui prédisaient une calamité économique immédiate se sont largement fourvoyés. La chute de la Bourse, la hausse des taux d'intérêt et du chômage (311 000 sans-emploi, soit 11 % de la main-d'œuvre active) ne leur auraient pas permis de prédire que le Danemark allait être beaucoup plus sensible à la morosité internationale qu'au rejet du traité. Au Conseil national de l'agriculture, M. Ole Linnéus a constaté cependant qu'il n'y a pas de crise économique, mais une conjoncture qui n'est jamais été bonne pour l'idée européenne, dit-il. En 1986, l'acte unique n'est approuvé par référendum à une forte majorité parce que nous étions en de bon boom économique... Et de se lamenter aujourd'hui sur ses compatriotes qui pensent « pouvoir toujours se débrouiller tout seuls ».

## Le danger des nationalismes

Ce « non » fut, en partie, une façon pour certains de remettre la coalition minoritaire de centre droit, emportée dans plusieurs scandales, ainsi que le premier ministre conservateur, M. Poul Schlüter, lequel célébrait, jeudi 10 septembre, le dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir. Une vote-sanction qui s'appliquait également aux sociaux-démocrates et à la Confédération générale du travail (LO) dont les appels au « oui » n'ont pas été suivis. « C'est la faillite de la classe politique traditionnelle et des grands systèmes établis, les citoyens veulent maintenant plus de décentralisation », commente un sociologue.

A Copenhague, on attend le résultat du référendum français avant de prendre quelque initiative que ce soit. Mais c'est un calme

artificiel qui règne dans les milieux politiques. Si le « non » l'emporte en France, les choses vont changer : c'est le retour à la case départ. « Avec des conséquences dangereuses pour tous », souligne M. Björn Westh, l'un des principaux dirigeants du Parti social-démocrate (environ 30 % de l'électorat). Il faudra agir vite et le Danemark doit s'engager activement pour éviter une brusque poussée des nationalismes et du chauvinisme dans plusieurs pays. Cela veut dire, par exemple, accélérer l'élargissement de la Communauté aux pays actuellement candidats, s'occuper davantage de l'Europe de l'Est et des problèmes d'environnement, doter les fonds régionaux de développement de moyens financiers plus importants ».

## La possibilité d'un protocole additionnel

En revanche, si les Français disent « oui » à Maastricht le 20 septembre et si la ratification des accords se poursuit sans accroc dans les autres pays, les choses se compliqueront pour le Danemark. Personne n'entend ici quitter la Communauté : 80 % sont favorables à la coopération européenne dans son cadre actuel. Il convient donc d'éviter un éventuel isolement. Le problème, pour le gouvernement, est que le camp du « non » regroupe des sensibilités fort diverses - allant de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par les chrétiens, les écologistes et les pacifistes - qui refusent souvent de s'asseoir à la même table et qui n'ont pas de représentation parlementaire consistante. Dans ces conditions, s'il faut trouver un compromis, avec qui le rechercher ?

Dans la plus grande discrétion, un préparé au ministère des affaires étrangères, un Livre blanc comprenant différents scénarios. Ce

document pourrait être présenté au Parlement début octobre. Une renégociation du traité qui prendrait en compte les « dérogations danoises » à tout le moins, par les partenaires de Copenhague. Une possibilité serait de préparer, avant la réunion des douze chefs d'Etat et de gouvernement à Edimbourg, en décembre, un protocole additionnel récapitulant les points sur lesquels - pour le moment - le Danemark n'est pas d'accord avec le traité de Maastricht.

Le problème est que, si l'on en croit les analyses du scrutin du 2 juin, ces points sont nombreux et de taille : la politique étrangère et de défense commune, la troisième phase de l'union économique et monétaire, la police européenne, le principe de subsidiarité, la dimension sociale et les palliatifs du « déficit démocratique ».

Dans les discussions à venir, le Parti social-démocrate danois tient une place déterminante. Alors qu'en 1986, il avait prôné le « non » à l'acte unique, il a cette fois fait campagne pour le « oui » à Maastricht mais 60 % au moins de ses électeurs n'ont pas entendu ses conseils. « Aucune solution ne pourra se dégager sans lui. Il faut d'abord respecter à 100 % le résultat de notre référendum », explique M. Björn Westh. Le fait que les Danois aient rejeté Maastricht n'est pas un problème pour le Danemark, mais un problème pour les Douze, un problème que ceux-ci doivent régler rapidement en soulignant qu'ils veulent rester ensemble. Si l'on néglige ce « non », si l'on dit, comme l'ont fait imprudemment certains, qu'il n'y a aucune importance, les petits pays, à l'avenir, ne feront plus confiance aux grands et ce n'est pas bon du tout dans la perspective de l'élargissement de la Communauté ».

## Un deuxième référendum

Un rapprochement semble s'amorcer entre les sociaux-démocrates, dans l'opposition depuis dix ans, et les membres du gouvernement, à commencer par le ministre libéral des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen. Ce der-

nier, après avoir défendu le traité de Maastricht - si vigoureusement que ses adversaires n'hésitent pas à l'accuser de « haute trahison », - a lui-même besoin de se rafraîchir une santé politique. C'est sans doute la raison pour laquelle, de retour de l'Edimbourg, lundi soir 7 septembre, il a déclaré que « Maastricht était mort » et souhaité que tous les politiciens de la Communauté commencent à se demander pourquoi il est aussi difficile d'obtenir une large adhésion populaire à ce traité.

Ces propos ne pouvaient qu'être appréciés des sociaux-démocrates qui cherchent une issue à leurs déchirements internes. Le premier ministre conservateur, M. Poul Schlüter ne voulait pas être en reste et il a proposé d'organiser un nouveau référendum - un autre geste de conciliation en direction de la gauche.

Si le principe du deuxième référendum au Danemark paraît désormais acquis - en cas, bien entendu, de victoire du « oui » en France et de ratification par les autres pays, - il reste à savoir à quelle date et sur quel thème. Les sociaux-démocrates semblent penser pour un vote portant sur tous les éléments du traité de Maastricht qui ne suscitent pas de disputes profondes dans la population. Ce serait une façon d'assurer une fragile unité interne, de marquer quand même une certaine identité européenne, en espérant qu'avec le temps, leurs électeurs se rallieront à l'ensemble des accords.

Quant à la date de cette consultation, elle demeure très incertaine. Pour les uns, les Danois devraient de nouveau se rendre aux urnes avant la fin de l'année - « pour ne pas, comme le dit un industriel, fêter le ridicule avant de prendre la présidence des Douze au 1<sup>er</sup> janvier 1993 ». D'autres, moins pressés, parlent du début ou de la fin du printemps de l'année prochaine, selon l'attitude et la « compréhension » dont feront preuve les partenaires européens du Danemark. En tout cas, pour le ministre des affaires étrangères, « une chose est sûre, ce ne sera pas le 2 juin ».

ALAIN DEBOVE

## AMÉRIQUES

CHILI

# Une fusillade fait quatre morts à Santiago

SANTIAGO

correspondance

Un groupe armé a attaqué jeudi 10 septembre la demeure de l'intendant de la région de Santiago (1), faisant trois victimes parmi les policiers chargés de la protection de la résidence. L'attaque a cependant été rapidement repoussée après qu'un des assaillants a été tué.

Cet acte de violence a surpris le Chili à la veille d'un jour férié controversé puisque l'« commémoration » du coup d'Etat du 11 septembre 1973. Le général Pinochet, toujours commandant en chef de l'armée de terre, avait annoncé ces jours derniers, suscitant une forte réprobation, qu'il entendait fêter vingt et un coups de canon. Cette fois-ci, les mitrailleuses auront précédé le canon.

Selon le ministre de l'Intérieur, M. Enrique Krauss, l'assailant tué aurait été identifié comme faisant partie du Front Lautaro (FL). Ce groupe armé est l'un des deux groupes terroristes encore actifs dans le pays et s'est principalement signalé dans les attaques à main armée et dans le meurtre de policiers. L'autre groupe, le Front Manuel Rodríguez (FMR), « bras armé » du Parti communiste chilien de 1985 à 1987, est notamment accusé de l'assassinat du sénateur conservateur Jaime Guzmán en avril 1991 ainsi que de l'enlèvement du fils de l'industriel

et patron de presse Augustin Edwards d'octobre 1991 à février 1992. Ces groupes ont cependant été déstabilisés à la fois par de nombreuses arrestations parmi leurs membres et par le rétablissement d'un pouvoir démocratique à la Moneda. Leurs actions ont souvent dérapé du politique au criminel, que ce soit lors d'attaques de banques ou de fourgons blindés. Quant à leur discours politique, qui se fonde en grande partie sur le refus de l'impunité accordée aux principaux responsables des violations des droits de l'homme pendant la dictature, il ne semble plus guère mobilisateur.

Les actions terroristes ont lieu en effet dans une atmosphère de paix civile et, encore une fois, la réprobation de la classe politique a été générale. Un représentant du Parti socialiste au Congrès a déclaré que l'attaque de jeudi n'avait « aucune justification idéologique possible ». Reste que ces actions permettent également aux partis conservateurs affaiblis par leurs divisions, et à certains éléments des forces armées, soucieux de se présenter comme garants de la sécurité nationale, de mettre en avant un phénomène d'insécurité dont serait actuellement victime le pays, phénomène qui n'est pourtant confirmé par aucune statistique.

BRUNO ADRIAN

(1) L'intendant est le représentant du pouvoir central dans une région.

# M. George Bush dévoile un « programme économique »

Suite de la première page

C'est qu'il s'agit aussi d'une première : le discours de Detroit a marqué l'entrée en campagne de l'équipe du nouveau secrétaire général de la Maison Blanche, l'ancien secrétaire d'Etat M. James Baker. Plus précisément, c'est un des plus fidèles des « Baker's Boys », M. Robert Zoellick, secrétaire général adjoint, qui a supervisé de bout en bout ce « programme » pour un renouveau de l'Amérique, très académiquement divisé en trois parties : objectif pour l'avenir, diagnostic du mal actuel, moyens à mettre en œuvre.

L'objectif se veut un grand dessin, à la façon de la « Nouvelle frontière » de Kennedy. A l'aube de l'an 2000, les Etats-Unis, a dit M. Bush, doivent rester une « superpuissance militaire », une « superpuissance économique » et doivent devenir une « superpuissance exportatrice ». D'ici aux premières années du vingt et unième siècle, leur PIB devra avoir doublé, pour atteindre 10 000 milliards de dollars (5 700 milliards en 1991). Selon les experts, cela supposerait, dès maintenant, un taux de croissance de l'ordre de 3,5 % à 4 % par an. Ce taux n'est à l'heure actuelle que de 1,4 %. Mais M. Bush a fait valoir que les Etats-Unis possèdent nombre de atouts de départ nécessaires : inflation de 3 % seulement, taux d'intérêt (à court terme) les plus bas depuis vingt ans, plus fort potentiel de haute technologie au monde, productivité en hausse constante.

## Aucune mesure véritablement nouvelle

Reste que « tout n'est pas rose », a poursuivi le président en établissant un diagnostic réaliste de la situation présente. L'économie américaine ne cesse de perdre des emplois. Il y a les coupes draconiennes dans les industries de la défense à l'heure de l'après-guerre froide. Il y a la transformation du tissu industriel du pays : les entreprises « se réorganisent » pour une économie globale plus compétitive ; elles veulent un personnel moins nombreux, plus qualifié. Cela se traduit par des centaines de milliers de licenciements, chez les « cols bleus » comme chez les cadres de la classe moyenne. « Le boom économique des années 80 », a ajouté M. Bush, a suscité un boom de l'endettement général - que les Américains paient aujourd'hui. Vieux de cinquante ans, le système bancaire américain n'est pas à la hauteur et doit lui aussi se transformer.

Les remèdes envisagés et les moyens à mettre en œuvre pour réaliser les objectifs du « renouveau de l'Amérique » sont beaucoup plus flous. M. Bush n'annonce pratiquement aucune mesure précise ni nouvelle. A aucun moment il ne fait de la réduction du déficit budgétaire une priorité. Il évoque une politique : moins d'Etat, moins d'impôts, plus de concurrence, plus

de libre entreprise. M. Bush répète qu'il veut alléger le fardeau fiscal dans son ensemble, mais ne propose aucune diminution spécifique des impôts. Il maintient qu'il veut « dégraisser » le gouvernement, mais se borne à des propositions un tantinet électorales : réduction de 33 % le budget de la Maison Blanche pour peu que le Congrès en fasse autant de son côté ; diminuer de 5 % le traitement des fonctionnaires les mieux payés (ceux qui gagnent plus de 75 000 dollars par an).

Outre le contrôle de l'inflation et des taux d'intérêt, le rôle principal que le président assigne au gouvernement sera d'ouvrir des marchés partout dans le monde. M. Bush entend consacrer un deuxième mandat à une agressive politique de libéralisation du commerce. Après avoir conclu un accord de libre-échange avec le Canada et le Mexique (le NAFTA, soumis à ratification du Congrès), il veut que les Etats-Unis en fassent d'autres avec d'une part, les pays de la zone Pacifique (non spécifiés) et, d'autre part, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

Que M. Bush ait été obligé à moins de deux mois de l'élection de présenter pareil programme - qu'il aurait pu formuler au début de sa campagne - en dit long sur l'insuccès de ses prêches sur les valeurs familiales mais également sur l'importance que l'opinion attache à l'économie. Pour l'heure, les sondages indiquent que les Américains accordent toujours une légère préférence à M. Clinton quand il s'agit de remédier aux maux économiques.

ALAIN FRACHON

o BRÉSIL : Démission du secrétaire général de la présidence. - M. Jorge Bornhausen, également conseiller politique du président Fernando Collor de Mello, a démissionné jeudi 10 septembre. M. Bornhausen avait tenté de persuader le chef de l'Etat brésilien, accusé de corruption, de démissionner. De source proche du gouvernement, on affirme que le ministre de l'Economie, M. Márcio Marques Moreira, et son collègue de la Celso Borja seraient eux aussi sur le point d'abandonner le président Collor. - (APF)

o Le Pérou va régler ses dettes aux Etats-Unis. - Le Pérou va régler aux Etats-Unis 826 millions de dollars de dettes bilatérales contractées depuis 1983, a-t-on appris jeudi 10 septembre de source officielle américaine à Washington. Les Etats-Unis sont le dernier des dix-sept gouvernements créditeurs du Pérou à signer un accord bilatéral avec ce pays depuis l'accord global intervenu avec le Club de Paris en 1991 sur le remboursement de 6 milliards de dollars de dette accumulés depuis 1985, ont indiqué des officiels américains ayant requis l'anonymat. - (AFP)

**Le Monde** HORS-SÉRIE  
**L'EUROPE DE MAASTRICHT**  
 EN VENTE EN KIOSQUE 25F

Un dossier indispensable pour mieux comprendre l'avenir de l'Europe.

LIVRES  
**POLONAIS**  
 et livres français  
 sur la Pologne et l'Europe de l'Est  
 Livres russes  
 Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
 Tél. : 43-26-51-09



AMÉRIQUES

Une fusillade fait quatre morts à Santiago

SANTIAGO  
Les dirigeants du Congrès national africain (ANC) ont décidé, jeudi 10 septembre, de répondre favorablement à la proposition du chef de l'Etat, M. Frederik De Klerk, qui souhaitait la tenue, « de toute urgence », d'une rencontre au sommet avec l'ANC, pour débattre des moyens de mettre un fin aux violences qui secouent le pays. Ces pourparlers devraient réunir une délégation gouvernementale, conduite par M. De Klerk, et une délégation de l'ANC, conduite par son président, M. Nelson Mandela.

« L'échec d'un tel sommet ramènerait irrémédiablement le pays en arrière », a prévenu le secrétaire général de l'ANC, M. Cyril Ramaphosa, estimant que cette réunion devait être « minutieusement préparée ». Evénement les récents événements du Ciskei et le « meurtre prémédité » de vingt-huit manifestants de l'ANC -

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

L'ANC a accepté la proposition de M. De Klerk d'une rencontre au sommet

Les dirigeants du Congrès national africain (ANC) ont décidé, jeudi 10 septembre, de répondre favorablement à la proposition du chef de l'Etat, M. Frederik De Klerk, qui souhaitait la tenue, « de toute urgence », d'une rencontre au sommet avec l'ANC, pour débattre des moyens de mettre un fin aux violences qui secouent le pays. Ces pourparlers devraient réunir une délégation gouvernementale, conduite par M. De Klerk, et une délégation de l'ANC, conduite par son président, M. Nelson Mandela.

« L'échec d'un tel sommet ramènerait irrémédiablement le pays en arrière », a prévenu le secrétaire général de l'ANC, M. Cyril Ramaphosa, estimant que cette réunion devait être « minutieusement préparée ». Evénement les récents événements du Ciskei et le « meurtre prémédité » de vingt-huit manifestants de l'ANC -

SOMALIE

Les premiers soldats de l'ONU attendus le 14 septembre à Mogadiscio

Les premiers soldats de l'ONU, chargés de protéger l'acheminement de l'aide humanitaire, devraient arriver à Mogadiscio, lundi 14 septembre, a annoncé, jeudi, l'envoyé spécial de l'ONU en Somalie, M. Mohamed Sahnoun. Ce premier contingent sera composé de soixante-trois soldats pakistanais.

En attendant, une nouvelle mission de l'ONU s'est rendue, jeudi, en Somalie, pour évaluer les besoins de la population, afin d'organiser l'acheminement de l'aide humanitaire. M. Sahnoun, est dirigé conjointement par le secrétaire général

Paroles d'affamés

Il n'y a pas, pourrait-on croire, trente-six manières de filer la drame de la Somalie, de raconter les ravages de la guerre civile et de la famine. Ces cohortes d'enfants faméliques, avec leurs yeux immenses et leurs bras en brindilles, ces femmes qui implorent, ces lentes agonies sur fond de désert ocre et de feux d'assaut : ne les a-t-on pas déjà vus mille fois ? Comment témoigner de l'horreur en évitant l'écueil des images rabêchées, le piège du misérabilisme ? Le reportage de Canal Plus, réalisé par l'agence Capa, y parvient globalement.

Quatre lieux ont été visités : Baidoa, la « ville-mouroir » et ses quelques dix mille déplaçés ; Mogadiscio, la capitale-martyre, soumise au joug des milices armées ; les villages du Sud, où se côtoient fermiers (presque) prospères et hordes d'affamés ; et enfin, le camp de Liboi, au Kénya, cette « ville aux tentes », où se côtoient des réfugiés et des soldats. On ne s'embourbe pas dans les misères du monde : on retient l'essentiel, sans tomber dans le sentimentalisme excessif.

La seconde originalité de l'émission tient, paradoxalement, à l'attention portée aux « acteurs » du drame somalien. Les horreurs de la famine et de la guerre ne sont pas noyées dans la foule - celle des gens, celle des chiffres. Elles ne révoltent dans les mots, les gestes de chacun. « Si tu arrives à acheter du lait, du sucre

C. S.

■ ANGOLA : l'UNITA refuse l'idée d'un gouvernement de coalition. Selon le responsable pour l'information de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jorge Valentim, en cas de victoire à l'élection présidentielle de septembre, l'UNITA formerait un gouvernement d'unité nationale, pouvant accueillir « des personnalités » du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA, ex-parti unique). « Mais, a-t-il précisé, mercredi 9 septembre, à Luanda, il ne faut pas confondre un gouvernement d'unité nationale avec un gouvernement de coalition. » - (AFP).

■ RWANDA : le premier ministre reçu par M. Roland Dumas. Le premier ministre, M. Dumas Nsanyimana, s'est entretenu, jeudi 10 septembre, à Paris, avec le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, sur l'évolution des négociations de paix qui se déroulent actuellement en Tanzanie. M. Dumas a souligné que « l'on fasse preuve de réalisme », aussi bien du côté du gouvernement que de l'opposition armée du Front patriotique rwandais (FPR). Le président Mitterrand avait reçu, en juillet, son homologue rwandais, M. Juvénal Habyarimana. - (AFP).

LIBÉRIA

Plus de quatre cents « casques blancs » pris en « otage » par les rebelles

Le président intérimaire, M. Amos Sawyer, a annoncé, dans la soirée du mercredi 9 septembre, que les maquisards du Front national patriotique du Libéria (NPFL), dirigé par Charles Taylor, détenaient « en otage » plus de quatre cents soldats de la Force onustienne d'interposition (ECOMOG), stationnés dans l'intérieur du pays. Tout en déclarant la libération « immédiate et sans condition » des « casques blancs » ouest-africains, M. Sawyer a indiqué que son gouvernement tenait la direction du NPFL pour « personnellement responsable » de leur sort.

La direction de l'ECOMOG avait ordonné, lundi, le retrait de ses troupes, en butte à l'hostilité croissante des rebelles du NPFL qui contrôlent une grande partie du territoire libérien (le 11 septembre). Mercredi, le commandant de l'ECOMOG, le général algérien Ishaya Bakut, a effectué une visite éclair à Abidjan, en Côte-d'Ivoire, pour rencontrer le président Félix Houphouët-Boigny et le ministre des affaires étrangères Amara Essy. La Côte-d'Ivoire n'a pas encore accepté la proposition libérienne et par le gouvernement libérien et par les rivaux du NPFL, les maquisards du Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO), d'apporter son soutien aux troupes de Charles Taylor. - (AFP).

NIGER

Le gouvernement souhaite que la sécurité soit assurée « par tous les moyens »

Les autorités de Niamey ont donné le feu vert aux forces de sécurité et de défense pour assurer la sécurité des citoyens par « tous les moyens », a annoncé, dans la soirée du jeudi 10 septembre, le porte-parole du gouvernement. Cette décision, annoncée à l'issue d'un conseil des ministres, fait suite à une attaque commise mardi, près d'Agadez, contre un convoi de voyageurs. Selon la radio nationale, les passagers - tous des civils - ont été assaillis par un groupe de « vingt-cinq rebelles touaregs », qui les ont rançonnés avant de les passer à tabac. Neuf de ces passagers auraient été torturés et sont dans un état critique.

Par ailleurs, des sources gouvernementales ont fait savoir, jeudi, que soixante-douze combattants touaregs du Front de libération de l'Aïr et de l'Azawad (FLAA) avaient été arrêtés en territoire algérien, par les forces de sécurité de ce pays. Parmi les prisonniers figuraient deux importants responsables du FLAA, le commandant Rissa Boula et M. Mohamed Awchiki. - (AFP, Reuters).

■ DJIBOUTI : le Front uni de l'opposition a démis son président. Le comité du Front uni de l'opposition a décidé, mercredi 9 septembre, de démettre son président, M. Mohamed Djama Elabe, et de le remplacer par M. Mohamed Ahmed Issa, dit « Cheikho ». Dans un communiqué, le comité a déploré la « défection » de M. Elabe, qui a annoncé, mercredi, son intention de faire légaliser son parti, le Mouvement pour la paix et la réconciliation (MPR). - (AFP).

ASIE

« Anges » contre « démons » à Bangkok

Quatre mois après la répression des manifestations en faveur de la démocratie, les Thaïlandais retournent aux urnes

BANGKOK

de notre correspondant

« Anges » contre « démons » : ainsi simplifie-t-on ici une bataille électorale dont l'issue indiquera à quel rythme la Thaïlande se démocratise, et si elle est capable de se doter d'un système de gouvernement relativement stable.

Les « anges », ce sont ceux qui ont manifesté contre le pouvoir militaire en mai, leurs sympathisants et les forces sur lesquelles ils s'appuient. Ils peuvent compter sur les classes moyennes nées du boom économique, surtout en secteur urbain, et sur certains milieux d'affaires. Ils veulent démocratiser le système politique et, pour ce faire, comptent sur l'aide d'une légion d'organismes qui entendent élever le scrutin et le déroulé dans de bonnes conditions - à commencer par Poll Watch, comité officiel de surveillance de scrutin, dont les cinquante mille agents, souvent bénévoles, de l'étudiant à l'universitaire, ont entrepris une campagne pour « éduquer » l'électeur.

Les « démons », ce sont les tenants du système, ceux qui ont été solidaires de la répression ou qui, plus prudemment, n'ont pas dénoncé les méthodes de l'armée. Certains sont des « patrons » de provinces dont ils ont souvent fait la propriété et où leur assise est incontestable. D'autres aiment à acheter des voix des ruraux, surtout dans les campagnes les plus pauvres, où une voix vaut encore de 20 F à 30 F. La plupart appartiennent à l'establishment politique qui a dirigé le pays pendant plus de cinquante ans, à l'exception d'un seul, quand il le fallait au putsch, a dominé la vie publique du royaume depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1932. Leur poids financier demeure considérable et leurs réseaux très efficaces, surtout dans les campagnes du nord et du nord-est.

Cinq formations... en lice

Les « anges » - mais ils ne le sont pas tous, tant s'en faut - ont pour favoris trois formations politiques : le Palang Dharma, le parti de M. Chamlong Srimuang, ancien gouverneur de Bangkok, et le parti des « jeunes de mai » ; le parti démocrate de M. Chuan Leekpai, personnalité plus pondérée ; et le Parti de la nouvelle aspiration (PNA) du général Chaovalit Yongchayudh, ancien chef des forces armées. Les « démons », quant à eux (ils le sont à des degrés très

divers) ont changé leurs labels, trop liés au souvenir de la répression de mai. Mais, sous de nouvelles dénominations, on retrouve un personnel politique à peu près identique... et beaucoup de généraux.

Le Chat Thai a récupéré une partie des élus de la majorité pro-militaire de la précédente Assemblée élue le 22 mars. Un nouveau parti, le Chat Pattana (parti du développement national), créé par le général Chatichai Choonhavan, le premier ministre que les militaires avaient limogé en février 1991, a attiré davantage encore de barons.

Les « anges » ne s'entendent guère. Dans le sud et à Bangkok, leurs fiefs respectifs, les démocrates et le Palang Dharma se sont fait une guerre ouverte. Sa réputation de « Monsieur propre » vaudra bien des voix au général Chamlong. Il peut compter également sur ses soutiens de mai, même si certains lui reprochent de n'avoir pas trop cherché, à l'époque, à éviter une confrontation avec les militaires. M. Chuan, chef des démocrates, a quant à lui, sa modération pour atout : elle en fait un premier ministre acceptable même par les forces armées. Si le général Chaovalith est plus controversé, son PNA est une formation bien organisée, qui paraît avoir retrouvé de quoi financer une solide campagne électorale.

Dans l'autre camp, M. Chatichai semble tenir sa revanche à l'égard de soixante-trois ans. Une partie de sa fortune a été confisquée par une commission gouvernementale qui l'a jugé « inhabituellement riche » après son passage au pouvoir. Il accueille le scrutin comme l'occasion de se laver de cette accusation et aussi de corriger l'image laissée par son gouvernement (1988-1991), que beaucoup estiment avoir été l'un des plus corrompus de l'histoire thaïe. Le Chat Thai, lié à l'armée, est la cinquième formation susceptible de gagner assez de voix pour avoir son mot à dire au sein du futur Parlement.

Mais aucun de ces grands partis ne semble capable de franchir la barre des cent élus, alors que la Chambre compte trois cent cinquante députés. La Thaïlande devra donc s'accommoder, quoi qu'il en vienne, d'un gouvernement de coalition. Si les « anges » obtiennent la majorité des sièges, encore faudra-t-il qu'ils s'entendent, et surtout qu'ils ne se fassent pas de la peine à l'Assemblée nationale. S'ils n'y parviennent pas, M. Chatichai se retrouvera dans la position de faiseur de roi - à moins qu'il se résigne, contrairement à ce qu'il dit, à diriger lui-même un cabinet. Dans tous les cas de figure, le successeur de M. Anand Panyaraj

chun, le premier ministre intérimaire nommé par le roi et qui n'est pas candidat aux élections, ne pourra s'appuyer que sur une majorité parlementaire instable. Et il devra naviguer entre deux écueils : l'armée et la rue.

L'armée à l'arrière-plan

Certes, les forces armées ont dû faire marche arrière. Ceux qui commandaient à l'époque de la répression de mai ont été limogés en août, et un nouveau remaniement du commandement vient d'intervenir à l'occasion des promotions annuelles de septembre. L'armée se retrouve entre les mains de soldats jugés plus professionnels. Elle n'a plus perdu son emprise sur plusieurs entreprises d'Etat, dont la Thai Airways. Mais cette institution conserve de solides atouts, politiques et financiers.

Certains généraux accueilleraient même comme une provocation la nomination de M. Chamlong ou du général Chaovalith à la tête du gouvernement. D'un autre côté, si le PNA, contrairement à ses engagements, s'entendait avec les partis pro-militaires de l'Assemblée pour former un gouvernement, on ne pourrait exclure des manifestations, ce qui fournirait un bon prétexte à l'armée pour intervenir de nouveau dans l'arène politique.

Qu'il soit celui des « anges » ou des « démons », ou une combinaison des deux, le prochain gouvernement souffrira de la comparaison avec celui de M. Anand. Appelé, une première fois par les militaires, à gérer le royaume au lendemain du coup d'Etat de février 1991, puis, une deuxième fois par le roi après la répression de mai 1992, le premier ministre sortant ne s'est pas contenté d'expédier les affaires courantes. Il a remis de l'ordre dans les finances du pays ; et, cette année, il a tenté de calmer les esprits tout en rétablissant un climat de confiance en s'appuyant sur des technocrates.

L'économie thaïlandaise a ainsi mieux résisté que prévu la crise de mai : les évaluations du taux de croissance pour 1992 oscillent entre 6,4 % à 7,8 % (contre 7,5 % pour 1991). Les candidats au poste de premier ministre se sont, d'ailleurs, tous engagés à poursuivre son œuvre. Mais le prochain gouvernement, quel qu'il soit, n'aura pas les coudées aussi franches.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Pour mettre fin à un afflux d'armes venant du sud  
Déploiement d'un millier de soldats de la CEI à la frontière afghane

Un millier de soldats de la CEI ont pris position le long de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, avec pour mission de mettre fin à l'afflux d'armes venant de ce dernier pays, a annoncé jeudi 10 septembre l'agence Inter-Tass. Ce déploiement d'unités de Russie, d'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Kazakhstan - peu significatif pour une frontière montagneuse courante sur près de 2 000 kilomètres - avait été évoqué la semaine dernière par un communiqué de ces Etats (le Monde du 6-7 septembre), dont les dirigeants avant celui d'Ouzbékistan - sont menacés par la remontée des turbulences venant du sud.

L'éviction lundi du président tadjik, M. Nabiev, obtenue par l'opposition semble avoir exacerbé celle-ci dans le sud du Tadjikistan : de nouveaux affrontements très meurtriers y ont eu lieu jeudi, dans le district de Bakhtar, entre clans partisans et opposants du président démis, selon Tass, qui évoque la « difficulté croissante pour les soldats russes sur place d'observer la neutralité ». Alors que la presse d'Iran met en garde contre « l'intervention dans les affaires intérieures du Tadjikistan » - seul pays persanophone de la CEI où l'influence de Téhéran est de plus en plus sensible - le département d'Etat américain a demandé jeudi à ses ressortissants d'éviter tout voyage dans cette République.

Les violations de l'ex-frontière soviétique se multiplient aussi entre l'Iran et l'Azerbaïdjan : « Plus de cent Azerbaïdjanais et vingt-six iraniens y ont été arrêtés au cours des quatre derniers

jours », selon Tass. La décision annoncée au printemps dernier par M. Boris Eltsine de créer des « frontières russes » excluant notamment l'Azerbaïdjan ne s'est pas concrétisée, en raison notamment d'un réchauffement des relations entre Moscou et Bakou, dont les nouveaux dirigeants demandent maintenant l'adhésion de leur Etat à la CEI. Une demande à laquelle s'oppose l'Azerbaïdjan, membre fondateur de la Communauté, dont la guerre avec ses voisins pour le contrôle du Haut-Karabakh ne connaît aucun répit : la nouvelle session de pourparlers qui s'était ouverte mardi à Rome dans le cadre de la CSCE n'a été interrompue jeudi sur un constat d'échec.

Dans le Nord-Caucase, dépendant de la Fédération de Russie, le déploiement de dix bataillons des troupes de l'intérieur russes - les « bérés framboises » - autour de la République « rebelle » de Tchétchénie a été vivement dénoncé par les dirigeants de celle-ci, qui ont repri lundi la visite du fils du président turc Turgut Ozal. Et alors que la « Confédération des peuples montagnards du Caucase » a annoncé le rappel de ses volontaires - en grande partie tchétchènes - partis soutenir les autunnistes abkhazes contre les Géorgiens, une trentaine de ces volontaires ont été tués jeudi, « sur un champ de mines » selon Tbilissi, entre les lignes abkhazes et géorgiennes. Un nouveau cessez-le-feu sur ce front le long de la mer Noire qui devait intervenir jeudi n'a pas été respecté, selon Tass.

■ BIRMANIE : levée du couvre-feu après quatre ans. Le gouvernement militaire birman a décrété, jeudi 10 septembre, le levé du couvre-feu en vigueur depuis le coup d'Etat de septembre 1988. Il a aussi libéré 31 prisonniers politiques, selon la radio de Rangoun. - (AFP).

■ PAKISTAN : des inondations font plus de 200 morts. De 200 à 300 personnes ont péri au Pakistan, surtout dans le nord, en raison d'inondations provoquées depuis le 8 septembre, par de violentes pluies de mousson. - (AFP, Reuters, UPI).

■ PHILIPPINES : affrontements entre l'armée et des maquisards communistes. Dix-huit guérilleros communistes de la Nouvelle Armée du peuple (NPA) et quatre militaires ont été tués lors d'affrontements près de Cagabato, au sud des Philippines. - (AFP).

■ SRI-LANKA : explosion d'une bombe à bord d'un ferry. Au moins 24 soldats et 15 civils ont été tués, le jeudi 10 septembre, par l'explosion, au nord-est de l'île, d'une bombe placée à bord d'un ferry. Les autorités ont mis cette action sur le compte des « Tigres » du mouvement séparatiste tamoul LTTE. - (AFP).

**KIM**  
91, rue de Rivoli - Paris 1<sup>er</sup>  
Tél. : 42-50-23-41  
Mr. Louvre

**10 000 pulls CASHMERE**  
100 % CASHMERE DOUBLE FIL

**NOMBREUX COLORIS ET MODELES**  
**750 F-850 F**



## PROCHE-ORIENT

## « Israël n'a pas seulement changé de gouvernement mais de politique »

souligne M. Shimon Pérès, en visite officielle à Paris

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, devait clore vendredi 11 septembre une visite officielle de trois jours à Paris, au cours de laquelle il a plaidé pour un rôle actif de l'Europe dans le processus de paix.

« Notre gouvernement est beaucoup mieux que celui de M. Shamir », en quelques mots, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a pratiquement tout dit lors d'une rencontre avec quelques journalistes. Ce qui a permis un progrès dans les négociations de paix sur le Proche-Orient, en particulier un déblocage avec la Syrie, c'est essentiellement ce « mieux », pense-t-il.

M. Pérès parle avec l'assurance tranquille du représentant d'un gouvernement satisfait d'avoir « mieux » compris et la conjonction et les Arabes, « Israël n'a pas seulement changé de gouvernement mais aussi de politique », affirme-t-il ; avec la Syrie, comme avec les Palestiniens, puisqu'ils sont les partenaires-clés de la négociation. Mais aussi avec l'Europe, que le

gouvernement de M. Itzhak Rabin veut voir jouer un rôle à sa mesure dans le processus de paix.

Le nouveau cabinet israélien ne donne plus la priorité à la conclusion d'un accord sur l'autonomie des territoires de Cisjordanie et de Gaza, mais cherche à parvenir à un règlement avec tous les Arabes. Finis donc les accords de paix séparés avec l'un ou l'autre des partenaires arabes, à la manière de ceux de Camp David avec l'Égypte ? « La paix est indivisible », répond M. Pérès. Cela ne veut pas dire qu'il faille « retarder la négociation avec l'un ou l'autre » des vis-à-vis arabes, « mais la concurrence est positive » et « stimulante ».

Cette proposition de simultanéité, ou pour tout le moins de parallélisme, devrait rassurer les Palestiniens et les Syriens, qui craignent chacun que l'autre ne fasse cavalier seul dans la négociation. A l'adresse des premiers, le gouvernement israélien a multiplié les gestes allant du gel des implantations à une proposition de calendrier pour la mise en place de l'autonomie. La Syrie s'est vu promettre une rétrocession d'une partie du Golan, annoncée en 1981. Et, surtout, affirme M. Pérès, ce qui a provo-

qué un dédai à Damas, c'est que « nous avons informé les Syriens que nous étions sérieux », et qu'il n'y avait plus de « besoin de sécurité » de toutes les parties.

« Le mot paix n'existe pas dans le lexique politique syrien », dit-il quelque peu abusivement. Maintenant les Syriens parlent de paix. Les dix derniers jours de négociation à Washington ont permis un « dialogue » et un « échange de documents », mais « il faut continuer », car la résolution 242 ne traite pas uniquement de questions territoriales. Elle est un « cadre politique global ». M. Pérès sait que la Syrie réclame la restitution de la totalité du Golan. « Je ne pense pas, dit-il, qu'il s'agit de la position finale d'un côté ou de l'autre. Il est trop tôt pour cela ».

## Un rôle important pour l'Europe

Bien sûr, Israël souhaiterait un contact « à un niveau plus élevé » avec les Syriens, à l'échelon ministériel ou, mieux, des chefs d'État. Mais M. Pérès ne se fait pas d'illusions. Il est peu probable que le président Hafez Al Assad se rende en Israël comme l'avait fait l'an-

ci président égyptien Anouar el Sadate. C'est une question de « caractère », de « tempérament », estime-t-il.

Quant à l'Europe, elle doit jouer un « rôle extrêmement important » au sein des négociations multilatérales, au niveau économique d'abord, et M. Pérès se réjouit que la prochaine réunion de la commission sur le développement économique soit prévue à Paris pour octobre prochain. Mais, ce qui est tout à fait nouveau dans la bouche d'un dirigeant israélien, l'Europe doit jouer un rôle « égal à celui des Américains et des Russes » au sein des pourparlers sur le désarmement.

Voilà qui mettra du baume au cœur des pays de la CEE, en particulier de la France, qui s'apprêtaient à dire que la Communauté soit exclue des questions politiques et militaires, alors qu'elle lui demande toujours de mettre la main au portefeuille. Quant au traité de Maastricht, sans vouloir s'immiscer dans le référendum français, M. Pérès plaide pour une « Europe unie, sans laquelle le monde serait plus pauvre ».

MOUZA NAÏM

Après les déclarations de M. Rabin sur le Golan

## La droite nationaliste et les colons crient à la « capitulation »

Après l'événement déjà laissé entendre à la Knesset, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a explicitement affirmé, jeudi 10 septembre, à la radio, que son pays est « prêt à accepter des concessions territoriales sur le Golan en échange d'une paix totale avec la Syrie ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Si le but de M. Rabin était de préparer l'opinion publique israélienne à l'idée d'un retrait, même partiel, du plateau du Golan, il a parfaitement réussi. Ses déclarations de plus en plus explicites, à la Knesset puis à la radio, ont

soulevé une virulente polémique. Au sein de la classe politique et dans les médias on ne parle plus que de l'avenir du Golan et de son importance stratégique. On s'interroge sur le sérieux des ouvertures de paix syriennes et sur la crédibilité du président Hafez Al Assad.

Et dans cette polémique, c'est la droite nationaliste qui a d'abord donné le ton. Parlé depuis son échec cinglant aux élections du 23 juin, le Likoud trouvait enfin l'occasion de sortir de sa léthargie et d'essayer de mettre en difficulté M. Rabin. Le premier ministre travailliste avait, il est vrai, pris le risque de toucher à un sujet tabou. Et quel tabou ! Lorsque depuis deux semaines on parle en Israël de « consensus national », on évoque, en effet, d'abord « Jérusalem éternelle » et tout de suite après « le Golan partie intégrante d'Israël ».

C'est dire que les témoins du Likoud, comme l'ancien ministre Ariel Sharon, ont en beau jeu ces dernières vingt-quatre heures de dénoncer la « capitulation » de M. Rabin et de relayer ainsi la bruyante campagne lancée par ceux qui sont immédiatement concernés par cette polémique : les quelque 12 000 « colons » habitant les trois localités israéliennes du Golan.

## M. Rabin a marqué des points

Sous le choc des déclarations du premier ministre, leurs porte-parole n'ont pas hésité à parler de « trahison » de M. Rabin, l'homme qui, à la veille des élections, leur avait promis « qu'Israël ne descendrait jamais du Golan ». Se sentant « floués et trahis », un des responsables locaux, M. Elie Malka, a annoncé qu'il « combattrait pour tous les moyens le politique de M. Rabin ». Des manifestations et une campagne de signatures sont prévues dans les jours à venir.

Car la bataille du Golan reste, à ce stade, une « guerre des mots », dans laquelle ce sont les éléments les plus extrémistes qui font entendre leurs voix. Les

autres se taisent ou murmurent leurs opinions. Or, tous ceux qui sont un jour allés à Katsria, au kibboutz El Rom on au moshav Ramot savent parfaitement que dans ces localités du Golan, on trouve de nombreux « colons » qui disent : « Ce sera dur, mais pour une paix véritable nous sommes prêts à tout abandonner ici, et à partir... ».

Mais on n'en est pas encore là. Personne ne peut prévoir quelle tournure prendront les négociations israélo-syriennes. Cependant, dans la bataille pour faire prendre conscience à l'opinion publique que l'idée d'un retrait du Golan est envisageable, M. Rabin a déjà lui aussi marqué certains points. En dehors du soutien naturel des « colons », il s'est assuré le ralliement des « durs » du Parti travailliste, qui pendant des années étaient des inconditionnels de la colonisation du Golan.

C'est le cas du ministre de l'Agriculture, M. Yaacov Tsur, qui explique à présent « qu'il n'est plus possible d'ignorer la perte intervenue dans les négociations avec les Syriens. C'est pourquoi, malgré notre attachement aux implantations, il faut comprendre que la promotion de la paix risque d'impliquer certaines concessions territoriales ».

Quant à la presse, elle accorde un large soutien à la politique de M. Rabin. Certes de nombreux commentateurs restent encore sceptiques sur la « métamorphose » du président Assad. Ils attendent des preuves plus tangibles de sa volonté de paix. Toutefois, les deux plus forts tirages de la presse israélienne se montrent particulièrement élogieux pour le premier ministre : « Personne ne court existence, le gouvernement Rabin a fait don d'un territoire pour la paix israélo-syrienne que tous les autres gouvernements israéliens depuis 1948 », écrit Maariv. La même formule est reprise presque mot pour mot par Yedioth Aharnoth : « Depuis que ce gouvernement travailliste est en place, la paix israélo-syrienne ne relève plus de la pure fantaisie, elle appartient désormais au domaine du possible. » (Interim.)

Neuf personnes blessées lors d'une manifestation de falashas. Six juifs éthiopiens et trois policiers ont été blessés, jeudi 10 septembre, lors d'une manifestation à Jérusalem de plusieurs centaines de falashas venus réclamer que les clercs de leur communauté - qui compte quelque 40 000 personnes - soient reconnus comme des rabbins. Une vingtaine de personnes ont été arrêtées au cours de la manifestation, a indiqué la police. (AFP.)

IRAK : deux semaines après l'instauration de la zone d'exclusion aérienne

## L'opposition en exil dénonce la poursuite du harcèlement des populations du Sud

L'interdiction faite à l'Irak par les États-Unis, le Grande-Bretagne et la France de survoler les régions de son propre territoire situées au sud du 32<sup>e</sup> parallèle (le Monde du 28 août), entre vendredi 11 septembre dans sa troisième semaine. A ce jour, Bagdad a respecté cette zone d'exclusion aérienne mais n'en poursuit pas moins une politique de harcèlement systématique des populations à majorité chiite de cette région.

L'opposition irakienne est unanime à le dire : la capacité de nuisance du régime irakien demeure très grande. Les autorités de Bagdad ont encore plusieurs cordes à leur arc, et c'est à une véritable guerre d'usure qu'elles se livrent dans le sud du pays.

L'aviation reste clouée au sol certes, mais « nous sommes inquiets. Le régime a procédé au cours des derniers jours dans les villes de cette région à un très grand nombre d'arrestations, qui sont faites pratiquement à la tête du client, y compris dans les villes saintes de Najaf et de Karbala (située au nord du 32<sup>e</sup> parallèle). La décision des alliés d'imposer une zone d'exclusion n'est qu'une demi-mesure, qui risque d'avoir des effets contraires à ceux escomptés », nous a affirmé M. Sahib Al Hakim, secrétaire général de l'Organisation des droits de l'homme en Irak (ODHI) basée à Londres.

M. Al Hakim se dit alarmé par des informations parvenues à l'ODHI de « sources dignes de foi », selon lesquelles les autorités irakiennes ont tenté de faire transférer des dépôts de produits alimentaires et pharmaceutiques au nord du 32<sup>e</sup> parallèle, voire à Bagdad. L'objectif, s'agit-il, en vertu de « renoncer à l'administration civile des régions couvertes par la zone d'exclusion pour semer le pagaille et affaiblir la population ».

Déjà, un blocus est imposé à la région des marais, les rebelles qui s'y cachent sont obligés de sortir la nuit pour piller, voire de vendre leurs armes pour pouvoir se nourrir. « Nous venons d'apprendre que des agents à la solde du régime ont dynamité une fabrique de vêtements à Nasiriyah. De deux choses l'une, ou les deux à la fois, dit-il, Bagdad veut imposer l'ortostat à la population pour justifier une répression sévère et/ou entreprendre la destruction, même partielle, de l'infrastructure de la région pour la mettre à genoux ». L'ODHI affirme que, depuis juillet dernier, dix-neuf officiers et sous-officiers ont été arrêtés, officiellement pour « négligence ». « Mais ils pourraient bien avoir refusé de participer à la répression », estime M. Al Hakim.

Selon un autre opposant, M. Ahmad Chalabi, l'un des dirigeants du Congrès national irakien, plusieurs villes sont déjà privées des services de l'État, notamment

Diwaniyah et Amara. Des Irakiens résidant à l'étranger ont appris par leurs proches que « des milliers de personnes, dont des vieux et des notables, ont été arrêtées dans les villes » et que le régime tente de dresser les clans les uns contre les autres en armant certains chefs de tribu ou en accordant sélectivement des privilèges. Quant aux promesses du régime d'amnistier les rebelles qui se rendent, elles ne sont, selon M. Chalabi, qu'un plat réchauffé, les autorités ayant déjà fait miroiter ce genre de promesses à des opposants qui se sont retrouvés derrière les barreaux.

L'opposition basée en Iran et regroupée au sein du Conseil suprême de la révolution islamique irakienne affirme pour sa part que l'armée irakienne continue de bombarder les marais du Sud.

## Réduction des vols alliés

Est-ce à dire que l'interdiction de survol ne sert à rien ? « Non », répond M. Chalabi. Il est essentiel qu'elle soit maintenue, de même que l'embargo imposé par les Nations unies. Mais ce n'est pas suffisant. La zone d'exclusion ne doit être qu'un « premier pas. Nous voulons que soit établie une véritable zone de sécurité », à l'instar de celle qui existe dans le Kurdistan, au nord du pays, où les autorités irakiennes n'ont pas droit de cité.

On n'en est pas là. Le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, a laissé entendre mardi que les alliés pourraient réduire le nombre de sorties au sud du 32<sup>e</sup> parallèle de leurs avions stationnés en Arabie saoudite, si Bagdad continue de respecter la zone d'exclusion aérienne. Le nombre de patrouilles de reconnaissance a déjà sensiblement diminué, passant de cinquante-quatre lundi à vingt-six mercredi. Au cours de la dernière semaine il y en avait eu cent par jour en moyenne. Mais le Pentagone affirme que la réduction de la population se poursuit, les autorités irakiennes incitant même des villages. Ce que Bagdad a aussitôt démenti.

Les pays du Golfe, l'Arabie saoudite notamment, qui, avant l'imposition de la zone d'exclusion, avaient exprimé des réticences, ont maintenant pour l'instant été suffisamment consultés à ce sujet, viennent d'approuver publiquement la mise en place du parallèle allié. Mais avaient-ils vraiment le choix, malgré leurs craintes d'un morcèlement toujours possible de l'Irak, dont l'Iran, qui « patronne » une partie de l'opposition chiite, serait d'une certaine manière bénéficiaire ? Le Conseil de coopération du Golfe, qui rassemble les six monarchies pétrolières de la région, a estimé mercredi, dans un communiqué, que l'imposition de la zone d'exclusion était conforme aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

M. Na.

## LIBAN

## Les élections dans le Kesrouan ont été fixées au 11 octobre

BEYROUTH

de notre correspondant

Sans prendre de répit, ni en accord d'exclusion, ni au sein de l'opposition, tels les phalanges, ou dans le bord opposé, comme le mouvement Amal, se sont mis en quête d'une solution pour sortir de l'impasse provoquée par les récentes élections législatives contestées, le gouvernement libanais a convoqué les électeurs du Kesrouan aux urnes pour le 11 octobre. Le boycottage du précédent scrutin, le 30 août dernier, avait été si général dans cette circonscription dotée de cinq sièges que les élections avaient dû y être annulées, faute de candidats. Cette

détermination à aller de l'avant de la part du pouvoir a été considérée comme un défi par l'opposition, qui a aussitôt appelé à un nouveau boycottage.

Deux candidatures ont toutefois été enregistrées, celles de MM. Antoine Akiki et Charbel Zouein. On attribue aux autorités l'intention de susciter des candidatures même si cela devait être perçu comme une provocation. La démarche de l'État intervient alors que l'impasse post-électorale demeure totale, et que des membres éminents de l'opposition, notamment M. Raymond Edde, continuent de réclamer l'annulation des élections.

L. G.

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13  
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris  
(AFP.)

**Le Monde**

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 43-60-30-10  
Téléc. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M.-Gautier  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

**Le Monde**  
PUBLICITE  
Jacques Lesourne, président  
Michel Cros, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avri  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc. MONOPOL 634 128 F  
Téléc. : 46-62-98-73 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Médias et Réseaux Europe SA.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 38-15 - Tapes LEMONDE  
ou 38-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE/ LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 096 F	2 960 F

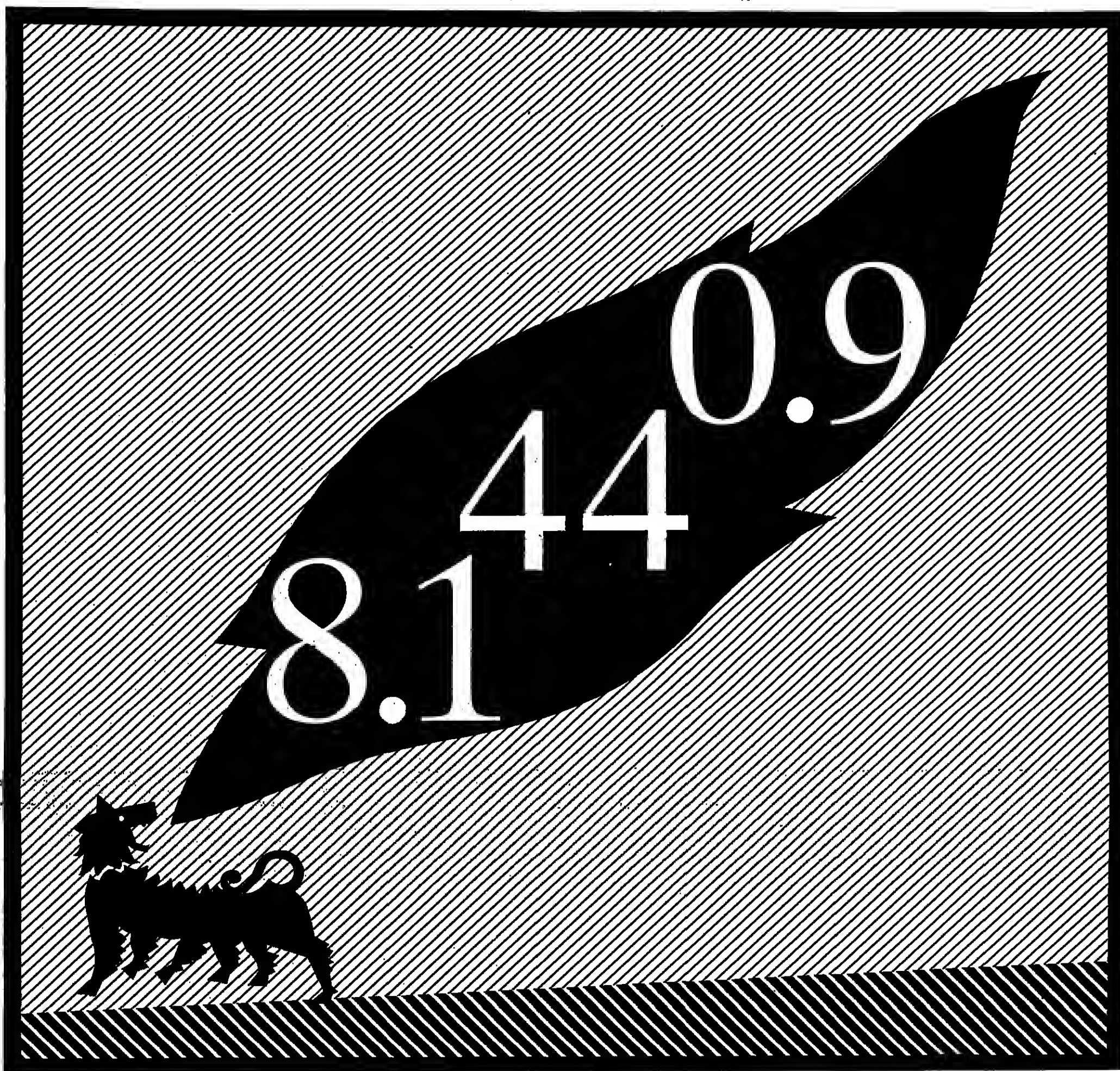
ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
PP. Paris 197  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Quand le chien à six pattes se met à parler chiffres, il parle de milliards de dollars.



Jetons un coup d'œil  
sur les chiffres du Groupe Eni  
pour 1991.

Chiffre d'affaires:  
44 milliards de dollars.

Capital investi net:  
35,9 milliards de dollars.

Marge opérationnelle brute:

8,2 milliards de dollars.

Autofinancement:

5,9 milliards de dollars.

Investissements:

8,1 milliards de dollars en 1991.

Bénéfice net: 0,962 milliards de  
dollars en 1991.

Chiffres à l'appui, le chien à

six pattes apparaît comme  
l'un des groupes industriels leader  
en Europe et dans le monde.

Une position de force et de  
prestige que le Groupe Eni  
s'est construite au fil des années  
avec plus de 400 sociétés  
contrôlées et implantées dans

plus de 70 pays. Avec environ  
25.000 personnes  
travaillant hors d'Italie, le  
Groupe Eni voit loin: 38 milliards  
de dollars d'investissements  
ont été prévus pour la période  
1992/95.

C'est pour cela que le Groupe

Eni ne manquera jamais d'énergie.



L'énergie globale.

Agip, AgipPetroli, Snam: énergie. EniChem: chimie. Enirisorse: métallurgie et activités minières "non oil". Nuovo Pignone, Snamprogetti, Saipem: mécanique, ingénierie et services. Savio: mécanique textile. Terfin: activités diverses. Sofid, Eni Int. Holding B.V.: financier. Eniricerche: recherche scientifique.



## POLITIQUE

## La campagne pour le référendum

QUE de même n'invocait-on pas dans cette campagne référendaire ? Une telle démarche présente l'avantage de n'encourir aucun démenti des figures de notre histoire. Nul ne peut contester, il est vrai, que l'on appelle au secours du « oui » le souvenir de Robert Schuman ou de Jean Monnet. Mais d'autres références sont plus controversées. Au hit-parade de l'appropriation du vote des ancêtres célèbres, Charles de Gaulle occupe évidemment une place de choix. On se dispute les échos du général dans les deux camps du RPR.

Les partisans du « oui » se réclament de son action européenne. M. Jacques Chirac, dans *Libération* du 11 septembre, souligne que « le choix essentiel » est celui « du rejet d'une zone de libre-échange et de la mise en œuvre du traité de Rome » — a été fait en 1956 et que « le général de Gaulle en a été le catalyseur ». Mais les partisans du « non » démentent cette filiation et font

emparaître comme témoin trahissant la première ministre, MM. Michel Debré, Maurice Couve de Murville et Pierre Messmer. Ils ont le soutien des associations qui s'atta-

quent à défendre et à illustrer la mémoire du premier président de la V<sup>e</sup> République.

Ils ont reçu jeudi le renfort de l'émir Philippe de Gaulle qui, citations à l'appel, a répliqué qu'en 1956 son illustre père s'était inquiété des risques d'« usurpation permanente de souveraineté » par la Commission de Bruxelles et qu'il écrivait dans ses *Mémoires d'espoir* : « A quelle profondeur d'illusion ou de parti pris faudrait-il plonger pour croire que des nations européennes, forgées au long

mêmes et n'en plus former qu'une seule ? »

UN peu plus rétro, certains évoquant Jean Jaurès qui, le 20 septembre, aurait voté « oui », à en croire M. Pierre Bérégovoy. Le premier ministre rappelle dans le *Quotidien du référendum* que, selon le fondateur de l'Humanité, « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme rapproche de la patrie ». On ne sait rien du vote de Léon Blum, mais M. Jean-Pierre Chevènement, l'autre soir à la Mutualité,

n'e pas craint d'enrôler Gambetta dans sa campagne pour le « non » avant de citer, à travers Victor Hugo, Napoléon et le roi de Rome. M. Philippe Séguin, lui, on le sait, se réclame plutôt de Napoléon III, l'initiateur du plébiscite de 1870, auquel il a consacré un livre.

M. Jean-Marie Le Pen remonte plus haut dans le cours du temps. Embrassant toute l'histoire pré-révolutionnaire, il en appelle aux rois de France. De Cléopâtre à Louis XVI, le président du Front national les rallie tous à la cause du « non ». Avec la Pucelle d'Orléans, en prime. Le chef de file de l'extrême droite y adjoint les poils de 14 et les soldats d'Indochine et d'Algérie. Pour la période 1940-1944, M. Le Pen ne précise pas comment auraient voté Pétain, les collaborateurs et les Résistants. C'est un vrai problème.

DANS la dernière livraison de sa *Lettre*, M. Michel Debré assure que « Laval aurait dit oui » à Maastricht. Pour sa part, Maurras, le théoricien de la révolution nationale, aurait, paraît-il, dit « non ». C'est M. Jacques Pioncard d'Assac, un conseiller en matière d'antisémitisme et d'antimaçonisme, qui l'affirme récemment dans les colonnes de *Présent*, quotidien d'extrême droite.

Il est un ancêtre encore bien vivant, malgré ses presque cent ans, qui a pris fermement position pour le « oui ». C'est M. Antoine Pinay, l'homme du franc fort. Pour rassurer ceux qui pourraient s'effrayer de la perspective de la monnaie unique, M. Alain Lamassoure, au nom de l'UDF, n'a pas craint, jeudi soir, dans le cadre de la campagne officielle, de se placer sous son auguste patronage. C'est le temps du rétro.

OLIVIER BIFFAUD

## Un entretien avec M. Jean-Pierre Chevènement

« On demande au peuple un quitus pour le passé et un blanc-seing pour continuer » nous déclare le fondateur du Mouvement des citoyens

M. Jean-Pierre Chevènement, député PS du Territoire de Belfort, ancien ministre, fondateur du Mouvement des citoyens, explique, dans l'entretien qu'il nous a accordé, les raisons de sa campagne pour le « non » au référendum. Il appelle les Français à refuser de donner à M. Mitterrand un « quitus » pour le passé et un « blanc-seing » pour l'avenir.

« Au stade de la campagne où nous sommes, y a-t-il encore matière à débattre du traité de Maastricht ? Tous les arguments portant sur le traité lui-même, en faveur du « oui » ou du « non », ne sont-ils pas maintenant bien connus ?

— Il faut débattre et argumenter jusqu'à la fin, en résistant aux faibles campagnes et en démontant les contre-arguments. Cela seul est digne de la démocratie. Entre le « oui » et le « non », la lutte est, certes, inégale. Il est pittoresque de voir qu'on nous présente l'Union économique et monétaire comme un remède au système monétaire européen, au lieu du traité de Maastricht comme une correction de l'Acte unique.

« Ceux-là mêmes qui vantaient les « cercles vertueux » du SME, inventés, je vous le rappelle, en 1978 par M. Giscard d'Estaing, puis adoptés par la gauche en 1983 — insistent aujourd'hui sur les inconvénients d'un système qui prend la France en étau entre les taux d'intérêt allemands et un dollar devenu hyper compétitif.

« De même, le président de la République ne m'avait pas donné l'impression, en 1985, de faire de l'Acte unique une description aussi épicalement que d'aujourd'hui. Bizarre, non ?

— *Acte unique que vous avez approuvé...*

— En effet, j'y voyais un parachèvement du Marché commun, mais je n'avais pas perçu les graves déviations auxquelles il a donné lieu dans sa mise en œuvre. Je vais en prendre deux exemples. La première concerne, en 1990, la libération des capitaux, acceptée par la France sans aucune contrepartie quant à l'harmonisation des fiscalités sur le revenu du capital.

— Vous étiez au gouvernement lors de l'approbation de cette directive...

— Sans trahir le secret du conseil des ministres, je crois me souvenir que j'ai été le seul à m'élever contre cette décision qui, visiblement, avait été prise en dehors du conseil.

« L'Allemagne, qui avait envisagé un moment d'instituer une retenue à la source, y a renoncé en 1989. En définitive, c'est la France qui a été obligée d'aligner

sa fiscalité : l'imposition sur le revenu des obligations est passée de 25 % à 15 %.

« Le deuxième exemple de déviation dans la mise en œuvre de l'Acte unique concerne la prolifération de directives à caractère bureaucratique. Il y en a eu, à ma connaissance, plus de trois cents, dont beaucoup sont tout à fait inutiles et, même, dangereuses. En 1989, le Conseil d'Etat, par l'arrêt Nicolo, a reconnu la suprématie du règlement communautaire sur la loi française. C'est la fin de la démocratie citoyenne. Tout cela ne découle pas du texte de l'Acte unique.

## « Les dérives de l'Acte unique »

— Maastricht vise, notamment, à corriger des défauts dont vous considérez qu'ils sont bien réels.

— Je vois les dérives. Je ne vois pas en quoi Maastricht les corrige. Car ces dérives ont résulté, essentiellement, de l'absence de volonté politique, et Maastricht ne change rien à la mécanique décisionnelle de la Communauté. Prenons un exemple emprunté à la législation de la concurrence. Celle-ci donne au commissaire compétent, M. Brittan, des pouvoirs très étendus. Mais c'est quand même en vertu d'un règlement adopté par le Conseil — et c'est-à-dire par le gouvernement français de l'époque, celui de M. Michel Rocard — que la Commission a pris la décision de refuser l'absorption de De Havilland par l'Adspatiale et Selenia. Or est-ce la responsabilité ? Est-ce M. Brittan, qui a exposé l'adéquation d'une majorité de la Commission — les commissaires français s'abstiennent ? Ou bien ne faut-il pas chercher la responsabilité au niveau des gouvernements ? En quoi Maastricht empêche-t-il, pour l'avenir, de semblables dérives ?

— La décision que vous citez, quel qu'elle soit, n'est pas d'un abus de pouvoir technocratique, mais d'une orientation politique adoptée par l'instance législative de la Communauté, autrement dit par les gouvernements, dont la légitimité est démocratique.

— Certes. Permettez-moi, cependant, de faire un peu de science politique. La Commission prépare et exécute les décisions du Conseil, dont la composition est variable. Les ministres changent. Les commissaires européens restent. A leurs côtés travaillent treize mille cinq cents fonctionnaires compétents, ayant pour mission essentielle de réglementer, dans des conditions qui finissent forcément par échapper à la vigilance des gouvernements. Il faut avoir fait partie des conseils des ministres européens, qui se passent à huis

clos, pour comprendre qu'à 4 heures du matin, l'accord se fait dans une certaine opacité, et pas seulement pour l'extérieur. Et, dans l'exécution, la Commission est maîtresse de ses critères.

— Sur ces deux sujets — la monnaie et le contrôle démocratique — les réponses apportées par les partisans du traité ne semblent-elles pas rencontrer une assez large audience ?

— L'audience est un argument d'autorité, qui répute à mon esprit laïque. Or est-ce le contrôle démocratique dans le traité de Maastricht ? Dans la procédure de « codécision » entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission ? Je consulte la lecture de l'article 189 B et C du traité. Un citoyen averti comprendra que le Parlement européen est conçu comme un point d'appui de la Commission dans le dialogue conflictuel qu'elle entretient en permanence avec le Conseil.

« Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie ! »

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

« La fin du fin de la démocratie ! » Le traité de Maastricht ne restaure pas les prérogatives du Conseil par rapport à la Commission. Dans le traité de Rome, la décision politique appartient déjà au Conseil. Maastricht ne change rien. Et la réunion épisodique, à huis clos, de douze chefs d'Etat et de gouvernement renouvelables tous les cinq ou sept ans, confondant en leurs mains le législatif et l'exécutif, n'est pas quand même le fin du fin de la démocratie !

## Le PCF accuse le pouvoir de « porter atteinte à la sincérité du scrutin »

La Fête de l'Humanité sera aussi et surtout, cette année, le vendredi 11 au dimanche 13 septembre, au parc paysager de La Courneuve, celle du « non ». Refusant tout amalgame avec les autres expressions du « non », le directeur du quotidien du Parti communiste français, M. Roland Leroy, a tenu à préciser, jeudi, au cours d'un déjeuner de presse, qu'il ne s'agit pas, le 20 septembre, pour les électeurs, « de dire « oui » ou « non » à François Mitterrand mais de se prononcer sur un texte porteur de graves dangers ».

M. Roland Leroy a profité de l'occasion pour réaffirmer ses divergences avec ceux des communistes contestataires qui préconisent, tel M. Philippe Herzig, un « pacte démocratique pour l'après-référendum » parce que, dans leur esprit, « les « non » ne doivent pas rester fermés à ce que disent les « oui », c'est-à-dire à la volonté d'approfondir la construction européenne sans cesse ». De l'avis de M. Leroy, les souvenirs « un peu cultistes » du passé plaident contre tout « pacte censé » et toute « perspective encadrée ». Bref, pour la direction du PCF, qui privilégie désormais le pilonnage à court terme, le sujet n'est pas d'actualité.

Faisant, dans l'immédiat, fiacre de tout bois, le bureau politique du PCF a diffusé, jeudi, une déclaration dans laquelle il proteste contre le contenu du courrier officiel adressé à chaque électeur.

Outre le texte intégral du traité sur l'Union européenne, le texte de la question posée et celui du décret du 10 juillet pris par le président de la République pour l'organisation du référendum, les électeurs reçoivent le projet de loi autorisant la ratification du traité. Or ce dernier document se présente sous la forme de deux textes : l'article unique du projet de loi et un exposé des motifs résumant le traité.

C'est la teneur de cet exposé des motifs qui provoque la colère des dirigeants communistes car elle s'oppose évidemment à l'argumentaire des adversaires du traité de Maastricht. Ils n'acceptent pas d'y lire que la « France (...) une à ses voisins, se donne par le traité les moyens d'être plus forte et plus sûre », ni que, « au sein d'une Communauté devenue plus démocratique, les Français, les Européens, maîtriseront mieux leur avenir », ni que « dans un monde d'incertitudes, l'Union européenne sera un

pôle de paix et de stabilité ». Parlant de « propagande unilatérale » et de « déni de démocratie », le bureau politique du PCF juge « inacceptable le procédé utilisé par le gouvernement » et invite « tous les élus indignés à s'adresser à la population ».

Les présidents des groupes communistes du Parlement ont assisté écrit à M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, chargé de veiller à la régularité des opérations de référendum, pour le prier d'intervenir en soutenant qu'une telle présentation équivaut à « un détournement de pouvoir » et à « une dénaturation inadmissible en droit ».

« Mais aujourd'hui », affirme M. Leroy, « le pouvoir a opté pour une manière plus pernicieuse qui, sous couvert d'objectivité, pousse en introduction un exposé des motifs sans indication d'origine. Les Français à voter « oui ». Cette manœuvre est destinée à amener l'électeur à penser que seuls existent des raisons pour voter « oui ».

Réponse de l'Institut Maitland : lorsqu'il a été suivi par le gouvernement pour avis sur le texte de ce projet de loi, adopté tel quel, avec cet exposé des motifs, par le conseil des ministres, le Conseil constitutionnel n'a émis aucune objection. Jeudi, l'Humanité tirait à la « une » : « L'Etat viole la liberté de vote ». Vendredi matin, cette même accusation ne semblait guère ébranler en dehors du parti.

A. R.

o Deux sondages accordent 53 % au « oui ». — Deux nouvelles enquêtes (une de CSA pour le *Parisien*, réalisée les 9 et 10 septembre auprès de huit cent neuf personnes, l'autre d'IPSOS pour le *Point*, effectuée les mêmes jours auprès de mille six personnes par téléphone) donnent des résultats identiques : 53 % pour le « oui » et 47 % pour le « non ». D'autre part, *Midi Libre* et l'*Indépendant* de Perpignan publient un sondage réalisé par CSA les 3 et 4 septembre auprès de huit cents personnes résidant en Languedoc-Roussillon selon lequel, dans cette région, le « non » obtiendrait 51 % et le « oui » 49 %, tandis que 31 % ne se prononceraient pas.

## Le Conseil d'Etat confirme les décrets organisant la consultation

Il est des plénitudes qui réussissent à mettre au jour de réelles difficultés juridiques. Ainsi le Conseil d'Etat a-t-il, jeudi 10 septembre, en assemblée du contentieux pour trancher un point de droit soulevé par un électeur qui contestait l'ensemble des décrets organisant le référendum, notamment son motif que certains d'entre eux ont été signés par le chef de l'Etat, alors que, d'après lui, ils n'auraient dû l'être que par le chef du gouvernement.

La décision rendue par la haute juridiction administrative pourrait avoir une certaine importance en cas de consultation. Celle-ci déclare dans son communiqué : « Sont de la compétence du président de la République tous les décrets effectivement délibérés en conseil des ministres, et non seulement les décrets délibérés en conseil en vertu d'un texte. Lorsqu'il signe un décret en conseil des ministres, le pré-

sident de la République en devient juridiquement l'auteur et le décret ne peut plus être modifié que par lui ».

Cette position a permis au Conseil d'Etat de confirmer la légalité de tous les décrets pris pour organiser la campagne référendaire et la consultation du 20 septembre, à l'exception de deux points de détail dont l'annulation n'empêche en rien la tenue du référendum. Ainsi le gouvernement n'a pas choisi la bonne procédure pour étendre aux opérations référendaires les dispositions du code électoral applicables aux municipales, aux cantonales et aux législatives et réprimant certaines irrégularités de propagande. De même, le Conseil supérieur de l'audiovisuel n'avait pas le droit de prévoir une dérogation à la date de la fin de la campagne électorale pour les émissions de RFI à destination de l'Asie, de l'Océanie et de l'Amérique.

Ils répondent aux questions qu'ils n'ont pas toujours envie d'entendre.

Chère de l'écriture

2 France

A 12 h, François-Henri de Virieu reçoit Boutros Boutros-Ghali

Propos recueillis par PATRICK JARREAU



# POLITIQUE

## M. Raymond Barre, professeur d'Europe

WASQUEHAL (Nord)

de notre envoyé spécial

Enfin une campagne comme il le faut. Explicite, convaincante, comme le conseiller M. Mitterrand. Solliciter l'intelligence des Français plutôt que de leur imposer le débat sur le référendum s'est avéré. Il a signifié, par lettre, à M. Séguin qu'il ne pouvait pas le suivre dans la voie que celui-ci avait choisie.

Pourtant, M. Barre n'est pas persuadé, le RPR se retrouvera. « Parce que ce mouvement a toujours gagné quand il était divers », qu'il rassemblait à la France. En attendant, en attendant l'impérative à ses yeux, il faudra que le traité soit adopté. Pour cela, le député de Savoie « investit pour le oui », « sans état d'âme », sans excès de langage aussi, car « les électeurs du « non » sont parfois maltraités ». « Je n'ai pas le droit de donner des consignes de vote, dit-il. Le référendum représente, pour chacun, une signature individuelle ».

M. Barre était que, le 20 septembre, « le boulet de la défaite » ne passe pas. Alors il rappelle à l'assistance et la courage et la ténacité des hommes de gauche, de droite et du centre à construire l'Europe. Et il reprend, un temps, sa fonction de coprésident du Comité des Jeux olympiques d'Albertville : « Si les JO n'appartenaient ni au « oui » ni au « non », la soif de la cérémonie d'ouverture, devant deux milliards de téléspectateurs, la France était fière, enfiévrée, unanime ». M. Barre serait presque tenté de compléter le traité de Maastricht par un ou deux principes olympiques.

BRUNO CAUSSE

(1) Titre d'un « pol » de rue de M. Barre publié dans le Monde du 9 mai.

entraîneront un assainissement des économies des pays de la Communauté et donneront ainsi une base solide à la croissance de ces économies ».

M. Barre veut que l'on comprenne simplement que Maastricht « est une occasion unique de faire émerger une personnalité européenne », que ce traité est « un succès considérable », que la France ne peut se permettre de compromettre. « La France assure-t-elle à toujours été considérée dans la Communauté comme l'initiatrice. Le « non » serait une stupéfaction. Personne n'aurait plus le cœur à l'ouvrage ». M. Barre reconnaît volontiers que l'ouvrage n'est pas parfait. Il est mal écrit. Il se gausse de « voir les Français se transformer en défenseurs de la pureté de la langue et de la qualité de la grammaire ».

La Commission a aussi ses défauts. « Elle a tendance à faire trop de zèle », mais elle a rendu « d'énormes services ». Mais, selon lui, « ceux qui disent « oui » à l'Europe mais « non » à Maastricht ont trahi une façon égoïste de dire qu'ils ne sont pas pour l'Europe ». Ce traité, affirme M. Barre, sera aussi ce que la France

en fera. « La France a-t-elle expliqué, tirera tout à fait parti de ce traité lorsqu'elle aura remis en ordre ses affaires... ». Le Marché commun nous a profité parce que de Gaulle en 1959 a donné un coup de balai. Il nous faudra aussi une remise en ordre ».

Les Français y sont-ils disposés ? M. Barre en doute. Récuser le départ de M. Mitterrand ne suffit pas. « Ce sont les Français qui ont élu M. Mitterrand. Ils l'ont porté aux nues au moment de la guerre du Golfe. Si on continue à traiter les problèmes politiques de cette façon, nous n'en sortirons jamais ». Seule, confiait-il, avait cette réunion, « une grande cohésion nationale » pourra sortir la France de l'ornière. Car, il s'attend que, pour l'opposition, « les circonstances soient propices à des réconciliations éternelles qui ne dépasseront pas le cap des législatives ». Mais cette campagne, il en est sûr, convaincra, laissera des traces. Alors de quel sera fait l'après-Maastricht ? « On aura l'occasion d'observer ce qui va se passer et peut-être de s'amuser un peu », glisse-t-il. Ce professeur-là est incorrigible.

DANIEL CARTON

## La plupart des organisations économiques et sociales sont pour le « oui »

En dépit du refus général de donner une consigne de vote, les frontières entre partisans et adversaires des accords de Maastricht sont assez claires. Au total, une majorité d'organisations économiques et sociales se déclarent favorables au « oui » lors du référendum du 20 septembre.

Syndicalistes du monde salarié ou agricole, représentants patronaux ou professionnels, personnes n'appelle formellement à voter en faveur du « oui » ou du « non » lors du référendum du 20 septembre. « Nous ne donnons aucune consigne de vote », affirment invariablement les porte-parole. Or, ce principe à peine énoncé, chacun s'empresse de donner son opinion à l'égard d'un débat « auquel on ne peut être indifférent ». Non dénué d'une certaine hypocrisie, cette attitude reflète les réticences qui s'expriment, dans un sens ou dans un autre, à l'intérieur de chaque organisation. Peut-être exprime-t-elle aussi une — heureuse — évolution des esprits, personne ne paraissant sérieusement envisager qu'un adhérent ou un sympathisant de tel ou tel organisme puisse déterminer son choix au seul vu d'une consigne lancée d'en haut. Reste que la lecture du traité de Maastricht que proposent les partenaires sociaux, après quelques heures d'influence auprès de l'électeur.

Le CNPF apparaît comme l'un des plus actifs promoteurs de la construction européenne. Lors de sa conférence de presse de rentrée, M. François Perigot, président du CNPF, a estimé qu'un « oui » risquerait « de déstabiliser définitivement un élan dont nous savons qu'il est encore tellement fragile ». Cependant, il considère comme « normal que chaque dirigeant d'entreprise se détermine librement ». Difficile, en effet, d'engager le CNPF en tant que tel dans le camp du « oui » lorsque l'on sait qu'un certain nombre de patrons — dont MM. Jean-Louis Girard, ancien président de la commission sociale de l'organisation patronale, Pierre Suard (CGE) ou Jacques Calvet (PSA) se veulent les représentants sont hostiles à Maastricht.

Approuvé par l'état-major du CNPF, M. Perigot a néanmoins précisé qu'à titre personnel il n'a pas la moindre hésitation sur l'attitude à adopter.

FO « ne donnera, ni directement ni indirectement, de consigne de vote pour le référendum » alors qu'en juin, elle avait soutenu (avec la CFTD et la CFTC) une déclaration de la commission exécutive de la Confédération européenne des syndicats (CES) affirmant qu'il n'y a pas d'alternative crédible au traité de Maastricht « si ce n'est la désintégration de l'espace économique et social européen ». A contrario, M. André Bergeron, son ancien secrétaire général, est favorable, à titre personnel, à cet accord, tout comme l'Union des cadres et ingénieurs (UCI-FO), considérant que « la pente naturelle des événements incite à répondre « oui ».

Malgré la sévérité dont son organisation fait traditionnellement preuve à l'égard de Bruxelles, M. Luc Guyon, président de la FNSEA, s'efforce de modérer les tentatives anti-européennes du monde agricole. Sans donner de mot d'ordre, il rappelle que depuis trente ans la politique agricole commune « a connu globalement plus de hauts que de bas ». « Attention à ne pas cracher trop fort dans la soupe », prévient-il. Au contraire, le MODEP (proche de la gauche) et la Coordination rurale se font les propagandistes du « non ».

Dans le sillage du Parti communiste, la CGT se range sans hésitation dans le camp du « non ». Maastricht, estime-t-elle, permet « aux banques comme aux grandes forces économiques et financières d'imposer le renforcement généralisé de l'austérité et de la rigueur ». M. Louis Vianet, successeur de M. Henri Krasucki, entend expliquer que « les salariés ont intérêt à dire « non » mais se refuse à fournir une consigne formelle pour le 20 septembre. Une fois encore, cette prudence de langage s'impose-t-elle vraiment ?

JEAN-MICHEL NORMAND

## Les élections législatives de mars 1993

### Le « parachutage » de M. Quilès dans le Tarn provoque une crise au sein du PS local

ALBI

de notre correspondant

La fédération socialiste du Tarn vit des heures difficiles. Ses militants viennent d'apprendre que le premier secrétaire, M. Jacques Magot, et cinq autres membres du secrétariat fédéral s'apprêtent à rendre leur mandat le 25 septembre prochain. Consignataires d'un texte adressé aux adhérents par le poste, ils y affirment que la direction fédérale est « déstabilisée par des majorités de circonstance, sans contenu politique », depuis janvier 1991.

A cette date, une lutte s'était engagée pour la désignation du candidat socialiste à la succession du président du conseil général, Jacques Durand, décédé. Le courant de M. Lionel Jospin, majoritaire dans la fédération, n'avait pu imposer son candidat face à M. Thierry Carognac, fabiusien, soutenu par les rocardistes et par certains jospinistes.

Les démissionnaires mettent en cause les élus départementaux, accusés d'agir « souvent avec le seul souci de conserver le « prêt-à-porter » de leur mandat à court terme ». « La méthode utilisée pour organiser le parachutage de M. Paul Quilès se situe tout à fait dans ce cadre, affirment-ils, en même temps qu'elle est révélatrice de la faiblesse de notre exécutif fédéral ». Le ministre de l'intérieur, fabiusien, a été invité à se présenter aux élections législatives dans la circonscription d'Albi-Carmaux, par le député sortant, M. Pierre Bernard, qui ne souhaite pas se représenter (le Monde du 20 juin).

## Les partisans périgourds du « non » marquent des points

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

Le département de la Dordogne, qui accueille chaque année plusieurs centaines de milliers de touristes étrangers, est pourtant l'apaisé aujourd'hui d'affiches vantant le traité de Maastricht aux géomètres. M. Yves Guéna, sénateur RPR, ancien ministre, maire de Périgueux, a donné le 10, le 18 juin dernier, en usant notamment d'un argument qui a étonné les partisans du « non » : « L'Europe n'est pas un pays, elle est une idée ». « On ne peut pas dire que l'Europe n'est pas un pays », a-t-il dit. « L'Europe n'est pas un pays, elle est une idée ». « On ne peut pas dire que l'Europe n'est pas un pays », a-t-il dit. « L'Europe n'est pas un pays, elle est une idée ».

Vice-président chargé des finances d'un conseil général que préside, depuis les dernières élections cantonales, M. Gérard Fayolle (RPR), M. Pierre Chausse, modéré, a pris la tête d'un premier comité pour le « oui ». « Les principaux élus de l'UDF », « Refusons Maastricht », c'est-à-dire la solidarité franco-allemande, rouvrir la porte aux nationalismes et au plus redoutable d'entre eux, le nationalisme allemand, explique cet ancien préfet qui fut, jadis, le bras droit de l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Alain Juppé. M. Chausse et de ses amis à parfoi du mal à se faire entendre.

La droite libérale a beau fustiger le « démagogie » des propos de M. Guéna, elle ne parvient pas à stopper la machine RPR dont l'efficacité saute aux yeux. Les gaullistes périgourds ne font pas dans la dentelle, mais à en juger par le nombre de cars qui ont contribué au succès du dernier meeting de Philippe Séguin à Bordeaux, ils commencent à marquer des points. Ils ont même convaincu M. Frédéric de Saint-Sernin, l'un des « jeunes lions » du RPR et l'un des proches collaborateurs de M. Alain Juppé, de se prononcer pour le « non », sans pour autant faire campagne. Seul M. Jean-Jacques de Peretti, maire de Sarlat, membre lui aussi de l'appareil RPR, défend le « oui ». Une attitude contraire eût quelque peu surpris : la cité de La Boétie est sans doute la ville la plus européenne du Périgord. Depuis plusieurs années, les commerçants sarlatsais acceptent d'être régis avec toutes les monnaies de la CEE.

Sur le terrain, le PS se montre plutôt discret. Les socialistes locaux, qui ne se sont pas remis de leur revers de mars dernier, ne sont pas d'humeur à défendre le traité avec un enthousiasme de conquérants, même s'ils tiennent régulièrement meeting. Qui plus est, le PS ne fait pas front commun. Pendant que M. Bernard Aguiar, député, accuse M. Guéna d'être « le xénophobe dans la fragilité des consciences », son collègue « chevènementiste », M. Michel Suchod, tout en refusant de participer au « mariage médiatique », annonce qu'il votera « non ». Tout comme le Parti communiste (13 % des voix aux dernières régionales), le Front national et les chausseurs, dont le chef de file, M. André Goutail, bat la campagne en affirmant que Maastricht sonnera le glas du monde rural et des paysans.

DOMINIQUE RICHARD

## sur le traité de Maastricht

### La forme olympique de M. Michel Barnier

LYON

de notre bureau régional

Il y a des « nuls » au RPR qui veulent sonner clair. M. Michel Barnier s'emploie à faire entendre ainsi le sien, « sans nostalgie ni illusion » (1). Le président du conseil général de Savoie veut mener une campagne positive. Pour l'Europe de Maastricht, mais aussi pour l'opposition. Il tient meetings avec son voisin de Haute-Savoie, M. Bernard Boisson (CDS), et le président du conseil régional de Rhône-Alpes, M. Charles Millon (RPR). Pour un peu, les trois portraits réunis en première page du journal distribué à ces réunions révéleraient le lointain printemps 1989 des cadets de la droite.

Mais M. Barnier, toujours « en souci de rénovation », souhaite désormais que ce soit M. Jacques Chirac qui le conduise. D'ailleurs, il sera à Grenoble, le 18 septembre, à la réunion animée par le président du RPR. La veille, à La Motte-Servoleux, le député de Savoie aura partagé l'estrade avec M. Edouard Balladur, qu'il « apprécie ». Et jeudi 10, il est venu à Lyon pour une tribune aux côtés de M. Michel Noir, guère en faveurs avec le RPR local.

« Je rigole », avait commenté le secrétaire départemental du mouvement, M. Jean Besson, partisan du « non », à l'idée de voir ces deux Michel ensemble. M. Barnier connaissait les risques de cette sorte lyonnaise : « Tamber dans un nid de crabes ». Ce qui ne l'a pas empêché de déclarer aux sept cents personnes réunies sous la bannière étoilée du Forum européen que « le moment viendra où Michel Noir et le RPR auront envie de se battre autour d'une table ». M. Barnier juge impensable que l'opposition se passe

de M. Noir. Comme il estime inconcevable qu'elle se prive du meurtre d'Epinal. Certes M. Barnier a soutenu l'autre « tentative de rénovation » du RPR, celle de MM. Pasqua et Séguin. Mais lorsque le débat sur le référendum s'est ouvert, il a signifié, par lettre, à M. Séguin qu'il ne pouvait pas le suivre dans la voie que celui-ci avait choisie.

Pourtant, M. Barnier n'est pas persuadé, le RPR se retrouvera. « Parce que ce mouvement a toujours gagné quand il était divers », qu'il rassemblait à la France. En attendant, en attendant l'impérative à ses yeux, il faudra que le traité soit adopté. Pour cela, le député de Savoie « investit pour le oui », « sans état d'âme », sans excès de langage aussi, car « les électeurs du « non » sont parfois maltraités ». « Je n'ai pas le droit de donner des consignes de vote, dit-il. Le référendum représente, pour chacun, une signature individuelle ».

M. Barnier était que, le 20 septembre, « le boulet de la défaite » ne passe pas. Alors il rappelle à l'assistance et la courage et la ténacité des hommes de gauche, de droite et du centre à construire l'Europe. Et il reprend, un temps, sa fonction de coprésident du Comité des Jeux olympiques d'Albertville : « Si les JO n'appartenaient ni au « oui » ni au « non », la soif de la cérémonie d'ouverture, devant deux milliards de téléspectateurs, la France était fière, enfiévrée, unanime ». M. Barre serait presque tenté de compléter le traité de Maastricht par un ou deux principes olympiques.

BRUNO CAUSSE

(1) Titre d'un « pol » de rue de M. Barnier publié dans le Monde du 9 mai.

## M. Balladur contredit M. Pasqua

POITIERS

de notre envoyé spécial

M. Edouard Balladur aime bien les choses carrées exprimées dans des phrases rondes. « J'ai l'intention de voter « oui », a-t-il tout simplement dit en préambule de son intervention, jeudi 10 septembre à Poitiers, invité par M. Jean-Yves Charnaud, député (RPR) de la Vienne, l'ancien ministre « tire que son entourage n'omet jamais de compléter par « d'Etat », — est venu délivrer son message européen à trois cents personnes classées dans la catégorie des « socio-professionnels ». La réunion avait un petit caractère institutionnel, n'a été rompue ni par M. René Monory, ancien ministre (tout court), sénateur et président (UDF-CDS) du conseil général, ni par M. Jean-Pierre Raffarin, député européen et président (UDF-PR) du conseil régional Poitou-Charentes. Leurs interventions n'ont été sobres et rapides.

Le député (RPR) du quinzième arrondissement de Paris qu'est, pour le moment, M. Balladur s'est réjoui de ce référendum qui, selon lui, réhabilite la politique et les hommes qui la font. Il a aimablement enjoint à son auditoire de « ne pas mêler la politique intérieure à cette affaire ». Il a précisé, mais ce n'était pas nécessaire, qu'il souhaitait un débat sans excès, qu'il n'y a pas ceux qui aiment la France, qui disent « non », et ceux qui n'aiment pas la France, qui

disent « oui », a glissé l'ancien ministre en ajoutant, sans beaucoup de conviction, que l'affaire ne se joue pas entre les archaïques et les modernes.

Selon M. Balladur, « ce traité est bon pour l'Europe et il est bon pour la France », et « le choix n'est pas entre la France et l'Europe ». La double assertion vaut évidemment pour M. Charles Pasqua, qui soutient l'opposition exactement inverse (le Monde du 11 septembre). Adversaire du « non », l'ancien ministre affirme que si le traité n'était pas ratifié, il n'existerait plus. Il n'y aurait donc pas de négociation. « Je ne dis pas que tout s'effondrerait, a-t-il précisé, mais il y aurait des secousses. Et il faudrait attendre avant de reprendre des discussions ».

A ceux qui affirment, comme M. Philippe Séguin ou comme M. Jean-Marie Le Pen, que la France n'aurait pas plus de pouvoir que « le Dakota du Sud » ou « le Texas », M. Balladur a répondu, sans les nommer, que « rien ne pourra être imposé à la France », puisque les décisions seront prises à l'unanimité par le Conseil européen en matière de politique étrangère et de sécurité. De même, il a reproché à ceux qui veulent l'extension de la pratique référendaire d'en faire une consultation présidentielle. Là, ce sont les oreilles de M. Pasqua qui sifflaient.

O. B.

Les « quadras » du « non » se mobilisent. — Huit jours après la réunion dans l'Oise d'une quarantaine de « quadras » de l'opposition favorables au « oui » à Maastricht, une trentaine de « quadras » de l'opposition favorables au « non » se sont réunis, jeudi 10 septembre à Paris. « On dit trop souvent que nous sommes ringards, que nous avons des idées d'un autre siècle. Nous avons voulu prouver que les valeurs de la nation et de l'Etat que nous défendons sont primordiales, quelle que soit la génération », a déclaré M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire. Le RPR fournit l'écrasante majorité de ce groupe de jeunes parlementaires, qui rassemblent notamment M. Christine Boutin (UDC), El-

sabeth Hubert (RPR), MM. François d'Amberg (UDF), Jean-Louis Debré (RPR), François Fillin (RPR), Eric Raoult (RPR).

L'œuvre française dénonce ceux qui veulent « détruire les nations ». — Dans un communiqué publié, mercredi 9 septembre, l'Œuvre française, organisation dirigée par M. Pierre Sidon, appelle « les Français non reniés à voter non » au référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Dénonçant le « plan des ploutocrates et des financiers qui vise à détruire les nations », ce groupe d'extrême droite affirme que « l'Europe n'est définie que par sa géographie, de l'Atlantique à l'Océan, sa biologie et son génie ».

**ISTH** INSTITUT DE SCIENCES THÉORIQUES

DEPUIS 1963

**DROIT - SCIENCES ÉCO**

Il y a 30 ans

Souhaitons méthodologique

• Stages de pré-entrée (septembre 92)

• Stages annuels (octobre 92)

**SUCCÈS CONFIRMÉS**

Centre Alfort 42 24 10 72

Centre Paris 45 85 59 35

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

## La campagne pour le référendum

Les députés de l'opposition favorables au « oui » à Maastricht ont tenu, jeudi 10 septembre, une réunion à Poitiers. Invité par M. Jean-Yves Charnaud, député (RPR) de la Vienne, l'ancien ministre « tire que son entourage n'omet jamais de compléter par « d'Etat », — est venu délivrer son message européen à trois cents personnes classées dans la catégorie des « socio-professionnels ». La réunion avait un petit caractère institutionnel, n'a été rompue ni par M. René Monory, ancien ministre (tout court), sénateur et président (UDF-CDS) du conseil général, ni par M. Jean-Pierre Raffarin, député européen et président (UDF-PR) du conseil régional Poitou-Charentes. Leurs interventions n'ont été sobres et rapides.

## Le PCP accuse le pouvoir de « atteinte à la sincérité du scrutin »

Le PCP a accusé le pouvoir d'« atteinte à la sincérité du scrutin » lors du référendum sur le traité de Maastricht. Le parti communiste a déclaré que le gouvernement « cherche à manipuler l'opinion publique » et que le référendum est « une mascarade ». Le PCP a appelé les électeurs à voter « non » et à rejeter le traité de Maastricht.

Le PCP a également accusé le pouvoir de « trahison » et de « collaboration avec l'ennemi ». Le parti a déclaré que le gouvernement « trahit les intérêts du peuple français » et que le traité de Maastricht est « une trahison ». Le PCP a appelé les électeurs à voter « non » et à rejeter le traité de Maastricht.

Le PCP a également accusé le pouvoir de « manipulation » et de « fraude ». Le parti a déclaré que le gouvernement « manipule l'opinion publique » et que le référendum est « une fraude ». Le PCP a appelé les électeurs à voter « non » et à rejeter le traité de Maastricht.

Le PCP a également accusé le pouvoir de « trahison » et de « collaboration avec l'ennemi ». Le parti a déclaré que le gouvernement « trahit les intérêts du peuple français » et que le traité de Maastricht est « une trahison ». Le PCP a appelé les électeurs à voter « non » et à rejeter le traité de Maastricht.

## Le Conseil des décrets

Le Conseil des décrets a tenu, jeudi 10 septembre, une réunion à Paris. Le conseil a discuté des projets de décrets relatifs au référendum sur le traité de Maastricht. Le conseil a décidé de voter « non » au référendum et de rejeter le traité de Maastricht.



سكزا من لامل

## SOCIÉTÉ

### ENVIRONNEMENT

Cinq jours après la décision de M<sup>me</sup> Ségolène Royal

## Le gouvernement revient sur l'interdiction d'importer des déchets australiens

« Il n'y a plus d'obstacle à l'exécution par la société TREDI du contrat d'importation de pyralène en provenance d'Australie. » C'est en ces termes diplomatiques placés à la fin d'un long communiqué embarrasé que le ministère de l'Environnement et celui de l'Industrie ont annoncé, jeudi 10 septembre, l'annulation de la mesure d'interdiction prise cinq jours plus tôt par M<sup>me</sup> Ségolène Royal (le Monde du 8 septembre).

Cette affaire, qui faisait suite à l'interruption des importations de déchets ménagers, a très vite opposé deux conceptions. Le ministre de l'Environnement souhaitait appliquer le principe posé à la conférence de Rio selon lequel les usines de traitement doivent

être construites à proximité du lieu de production des déchets. Le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, au contraire, veut développer en France une industrie du traitement des résidus industriels. M. Dominique Strauss-Kahn vient justement de signer le mariage entre Rhône-Poulenc et le groupe Lyonnaise des eaux-Dumez, qui s'unissent pour créer une firme spécialisée dans cette nouvelle activité. Autant dire que l'initiative de M<sup>me</sup> Royal lui a paru intempestive.

Le ministre de l'Industrie a donc demandé l'arbitrage du premier ministre et, en attendant, n'a pas manqué de faire remarquer que « traiter du pyralène est une activité parfaitement acceptable », que « le transport n'est pas plus dangereux que transporter d'autres produits chimiques » et qu'enfin « quand on brûle du pyralène, on fait moins de déchets que lorsqu'on craque du

pétrole lourd ». M. Strauss-Kahn se faisait ainsi l'écho des milieux industriels concernés chez lesquels l'oukase du ministre de l'Environnement avait provoqué un véritable tollé. Leur position était d'ailleurs soutenue par M. Brice Lalonde, ancien ministre de l'Environnement, qui, n'ayant pas participé comme représentant de la France à la conférence de Rio, se trouvait à l'aise pour critiquer l'intervention de son successeur.

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a finalement donné raison aux intérêts industriels et commerciaux. Restait à expliquer le revirement. M<sup>me</sup> Ségolène Royal et M. Strauss-Kahn se sont donc attelés à la rédaction d'un communiqué qui « réaffirme les principes guidant la politique de la France en matière de déchets industriels ». Celle-ci serait désormais la suivante : les entreprises françaises

traitent des déchets industriels en provenance de pays qui ne possèdent pas les installations adéquates ; les transports et traitements respectent des règles strictes de sécurité et de protection de l'environnement ; la France souhaite limiter ces mouvements en contribuant au développement des technologies de traitement des déchets dans les pays tiers ; en attendant, au nom de la « solidarité écologique », elle préfère traiter les déchets industriels sur son sol plutôt que de laisser les pays tiers les disperser dans la nature. Des démarches auraient été faites auprès du gouvernement australien pour « étudier la possibilité d'installer dans ce pays une usine de traitement de résidus industriels ».

M. A.-R.

### POINT DE VUE

## Les limites du principe de proximité

par Jacques Vernier

Le tapage fait autour de l'entrée en France de déchets hospitaliers ou d'ordures ménagères allemands ou de déchets toxiques australiens semble faire oublier que toute une réglementation internationale avait été patiemment élaborée sur ce sujet pendant ces dernières années. Les « coups de poing » réglementaires procèdent plus d'un souci médiatique que d'une saine gestion du difficile problème du transfert transfrontalier des déchets.

Le « principe de proximité » (traiter les déchets le plus près possible de leur lieu de production) a certes une motivation évidente : les déchets, non transportés, ne se « perdent »

pas en route. Mais le principe de proximité a plusieurs effets pervers. Pour certains déchets très spécifiques, mieux vaut en Europe un petit nombre de grandes installations de traitement spécialisées, performantes, faciles à surveiller, plutôt qu'une dissémination d'installations de fortune. Paradoxalement, plus le déchet est dangereux ou spécial, plus il faut savoir accepter de le transporter loin, vers l'installation la mieux adaptée, quitte à ce que les précautions les plus strictes soient prises lors du transport.

Le deuxième « bémol » au principe de proximité est qu'il s'oppose, d'une certaine manière, à la priorité

donnée à la valorisation et au recyclage des déchets. Des circuits spontanés de recyclage se sont mis en place, notamment pour les déchets métalliques, les batteries de plomb (recyclées à 90 % en France), etc. Un excès de bureaucratie pourrait les fragiliser gravement. Certes, il est vrai que, sous couvert de recyclage, les centres des évangélistes frauduleux ont été découverts ici ou là. C'est pourquoi le recyclage doit avoir ses règles. Mais, sous réserve de précautions, le recyclage ne doit pas être freiné par la réglementation.

Le troisième « bémol » au principe de proximité est qu'à trop vouloir

traiter les déchets tout près de leur lieu de production, on crée des sortes de monopoles locaux ou régionaux qui renchérrissent le coût de traitement des déchets. Un coût trop fort poussera soit à l'évacuation clandestine (et on revient à vingt ans en arrière), soit au stockage sur place dans les usines de production.

Enfin, si l'évacuation de nos déchets vers les pays pauvres doit absolument être prosaïque (le tiers-monde ne doit pas être la poubelle du monde), l'investissement ne fera pas totalement nos portes aux déchets du tiers-monde, qui ne peuvent pas s'équiper, d'embûches, des centres de traitement nécessaires.

Toute une philosophie équilibrée du transfert transfrontalier des déchets est en train de s'élaborer au niveau international. Ce fut d'abord la directive européenne de 1984, applicable, seulement, aux déchets dangereux, décidée après l'errance des fûts de Seveso. Ce fut, en 1989, les conventions de Bâle sous l'égide de l'ONU (pas de transfert de déchet vers un autre pays s'il n'a pas donné son consentement préalable et s'il n'a pas l'installation adéquate) et de l'OMC-IV (signée par la Communauté internationale pour les Douze d'exporter des déchets vers soixante-dix pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique). C'est, enfin, la révision proposée dès 1990 par la Commission de Bruxelles de sa directive de 1984. Cette révision étend le champ de la réglementation européenne à tous les déchets (et non plus seulement aux déchets dangereux), soumet les transferts à une caution remboursée si le déchet arrive bien, mais simplifie les procédures pour les déchets valorisables. Il s'agit d'un texte équilibré, qui n'attend plus que son adoption par les ministres des Douze... Leur devoir premier est l'adoption de ce texte mûrement réfléchi, et non le tapage.

M. Jacques Vernier est député européen, maître de Douai, délégué à l'environnement du RPR.

### Les Nations unies tentent d'empêcher l'exportation de matières toxiques vers la Somalie

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) négocie actuellement avec les gouvernements italien et suisse afin de prévenir le déversement de déchets toxiques, par des entreprises de ces pays, en Somalie. Cette démarche fait suite à la divulgation d'un contrat signé entre des entreprises européennes et le docteur Nur Elmy Osman, se présentant comme ministre de la santé de la République somalienne (le Monde du 9 septembre). Le contrat conclu pour vingt ans (1991-2011) prévoit l'envoi annuel de près de 800 000 tonnes de déchets hautement toxiques. Selon le directeur général du PNUE, M. Mostapha Tolba, des entreprises italiennes auraient déjà déversé 1 million de tonnes de déchets toxiques sur les côtes de la Somalie. La Somalie étant actuellement en situation d'anarchie, le PNUE espère interrompre ce commerce dangereux en discutant directement avec les gouvernements des pays occidentaux dont dépendent les entreprises peu scrupuleuses. (AFP)

### RELIGIONS

Réunies à Prague

## Les Eglises protestantes et orthodoxes dénoncent la résurgence du nationalisme en Europe

Après dix jours de travaux, l'assemblée générale de la Conférence des Eglises européennes ou Konferenz Europäischer Kirchen (KEK) s'est achevée vendredi 11 septembre à Prague. Elle a réuni plus de cinq cents délégués et observateurs de 112 Eglises luthériennes, réformées, méthodistes, baptistes, anglicanes, orthodoxes, etc., venus de tous les pays d'Europe. Le cardinal milanais Martini représentait les catholiques, qui n'appartiennent pas à la KEK. Dans leur déclaration finale, les délégués ont surtout mis en garde les Eglises d'Europe contre tout risque de récupération nationaliste et envoyé un message aux responsables religieux de l'ancienne Yougoslavie.

### PRAGUE

de notre envoyé spécial

Née en janvier 1959 en pleine guerre froide, la Conférence des Eglises européennes tenait, pour la première fois, son assemblée générale à l'est de l'ancien rideau de fer, à Prague. Dans une ville dont l'histoire religieuse est sanglante, cette assemblée d'Eglises, six ans après celle de Stirling, en Ecosse, avait dû avoir un goût de retrouvailles et de « réconciliation ». Mais dès l'ouverture, lors d'un culte sur la Vieille-Place de Prague, le pasteur tchèque Smetana avait adopté le profil bas. Alors qu'il exposait « la haine contenue par des régimes totalitaires » et que reviennent les vieux démons du nationalisme, n'est-il pas « arrogant », s'est-il interrogé, de parler d'unité des Eglises ?

Les guerres à dimension confessionnelle en Yougoslavie, en Irlande, en Arménie, les conflits entre catholiques et orthodoxes en Ukraine et en Roumanie, le prosélytisme religieux dans une Europe de l'Est - spécialement la Russie - libérée du carcan de l'athéisme et du marxisme obligent les Eglises à remettre sur le métier leur ouvrage œcuménique.

Cette pour sortir de leur isolement des Eglises protestantes et orthodoxes isolées dans les pays de l'Est, la KEK, au prix de compromis politiques, a sans doute, en trente ans, atteint son objectif. Elle a notamment joué un rôle dans la préparation de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Mais aujourd'hui, comme l'a affirmé Jean Fischer, secrétaire général de la KEK, « l'ennemi n'est plus derrière un mur, il est au sein de chacune de nos sociétés », citant les ghettos, les exclus, les barrières discriminatoires, la remontée des tendances « chauvaines » et nationalistes, le désastre écologique à l'Est, etc.

### « Mur d'argent »

L'assemblée de Prague a pointé pour redéfinir une stratégie adaptée à cette nouvelle situation en Europe. Ses flottes ont tenté au manque d'expérience de délégués nouveaux pour les trois quarts, de même qu'à une certaine difficulté à assumer un héritage contesté. Ainsi, au prix d'un éclat, les Eglises orthodoxes ont accepté de sacrifier l'un de leurs représentants au comité central, l'évêque roumain Antoine de Transylvanie, qui, pendant des années, avait interdit à la KEK toute déclaration contre le régime de Ceausescu. A l'heure où la communauté des Douze joue son avenir sur le traité de Maastricht, la KEK

garde imperturbablement ses distances vis-à-vis d'une « Europe des riches », abritée derrière un « mur d'argent » qui aurait succédé au rideau de fer.

Dans ces conditions, il n'était guère possible d'espérer plus que de longues séries de témoignages et de déclarations d'intention. Les premiers ont souvent été bouleversants, comme celui de Santa Kric, musulmane, médecin à Sarajevo, placée au cours d'une table ronde sur la Yougoslavie entre un évêque orthodoxe serbe, Mgr Lenzky, et un franciscain croate. De même, des délégués protestants d'Irlande du Nord sont venus dire les risques qu'ils prenaient pour maintenir, à travers la prière et les études bibliques, le contact avec des catholiques.

Avant même cette assemblée de Prague, la KEK avait pris une initiative de paix en invitant à Genève, le 20 septembre prochain, le patriarche orthodoxe Pavle de Serbie, le cardinal Kurbic de Zagreb et un dignitaire musulman de Bosnie. Hier agent de liaison entre les Eglises de l'Est et de l'Ouest, la KEK s'est trouvée ainsi un nouveau rôle dans la médiation sur le terrain des conflits - au nom d'un « ministère de réconciliation » dont les contours restent à préciser, - dans la défense des droits des minorités nationales, la protection des réfugiés et du droit d'asile, la lutte contre toutes les formes de racisme et de xénophobie.

### « Hiver œcuménique »

L'assemblée de la KEK a ainsi pris la mesure du principal danger qui guette aujourd'hui les Eglises en Europe, celui de la récupération nationaliste. « Nous ne pourrions jamais accepter qu'un nationalisme à base religieuse, dit la déclaration finale, s'exprime dans la domination ou la violence à l'égard d'autres groupes ethniques. Nous n'accepterons jamais non plus qu'un gouvernement se serve d'une Eglise ou d'une religion pour imposer un nationalisme à base religieuse, ou que les frontières d'un Etat ne soient nécessairement contenues qu'un seul groupe ethnique. »

Face à cette menace, le chaud et le froid que jette l'Eglise catholique sur son dialogue avec les autres Eglises protestantes, anglicanes, orthodoxes n'en paraît que plus troublant aux responsables de la KEK. A la Pentecôte 1989, à Bâle, celle-ci avait organisé avec le Conseil des conférences épiscopales catholiques d'Europe (CCEE), présidé par le cardinal Martini, un rassemblement œcuménique sans précédent, sur le thème de la paix et de la justice. Mais, depuis, les relations se sont refroidies, surtout entre orthodoxes et catholiques. A Prague, Jean Fischer a parlé d'un « hiver œcuménique ».

Les temps sont-ils mûrs pour une relance confiante de ce dialogue ? Rien n'est moins sûr. La présence à Prague du cardinal Martini et, pour la France, de Mgr Villot, a été appréciée. Mais la position du président italien du Conseil des conférences épiscopales d'Europe est affaiblie, notamment depuis la déclaration du cardinal Ratzinger sur la primauté du pape de Rome (le Monde du 16 juin) et depuis la création d'une cellule de cardinaux très proches du pape (Mgr Lustiger, Mgr Glemp, etc.), chargée de coordonner toutes les initiatives catholiques en Europe. Aussi, exprimant son tour l'espérance d'un « nouveau Bâle », le cardinal Martini s'est bien gardé de fixer un rendez-vous. « Quant au futur, il est dans les mains de Dieu », a-t-il ajouté dans une prière.

HENRI TINCO

### JUSTICE

## M. Michel Reyts remis en liberté « sans marchandage »

La décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, qui a ordonné, jeudi 10 septembre, la remise en liberté sans contrôle judiciaire de M. Michel Reyts, « a été prise dans une ambiance très sereine, sans aucune pression de quelconque », ont déclaré les avocats du PDG de la SAGES, M<sup>me</sup> Philippe Billand et Lef Forster.

« Nous n'avons fait aucune concession. Il n'a jamais été question d'un quelconque marché avec le juge Van Ruymbeke pour la libération de M. Reyts », ont-ils ajouté. Inculpé de trafic d'influence

aggravé, faux et usage de faux dans le dossier sur le financement du PS et du PCF instruit par le juge Renaud Van Ruymbeke, M. Reyts, qui est âgé de soixante-sept ans, avait été écroué le 27 février dernier. Il était le seul parmi une quinzaine de personnes inculpées dans cette affaire à être maintenu sous mandat de dépôt. Sa remise en liberté est assortie d'une caution de 500 000 F, mais elle ne fait l'objet d'aucune restriction dans ses déplacements (le Monde du 11 septembre).

**Le Monde**  
DES PHILATELISTES  
N° 466  
1992-1993  
LES TAAR  
1500

France  
CES TIMBRES  
VENUS DU FROID  
Nouvelle formule

Septembre. En vente en kiosque

### BON DE COMMANDE DU N° 466 DU « MONDE DES PHILATELISTES »

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
France métropolitaine seulement : 30 F (port inclus)  
Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ x 30 F = \_\_\_\_\_ F  
(les virements ne sont pas acceptés.)  
Commande à faire parvenir avec votre règlement à  
LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75001 PARIS CEDEX 16  
Pour être servi, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque bancaire ou postal.



SOCIÉTÉ

Le bizutage au pilori

Suite de la première page

Un enfant de trois ans a été blessé au cours d'un bizutage organisé par les étudiants de l'Ecole européenne des ingénieurs en génie des matériaux, rattachée à l'Institut national polytechnique de Lorraine. Un des «bizuts» a refusé de plonger la tête dans la fontaine du parc de la Pépinière et, au cours de la bousculade qui a suivi, un enfant qui jouait dans le parc a été renversé. Il est victime d'une double fracture à la jambe. Ses parents ont porté plainte contre l'étudiant pour blessures involontaires.

La circulaire ministérielle a été envoyée aux recteurs d'académie sans passer par la voie traditionnelle du Bulletin officiel. S'appuyant sur les textes existants, elle incite les chefs d'établissements à prendre des «mesures exemplaires» en cas de débordement. Les proviseurs doivent insister sur ce sujet dans le règlement intérieur de l'établissement, rappelant le devoir de tolérance et le respect d'autrui. Les sanctions disciplinaires et pénales encourues devront être affichées et les victimes encouragées à porter plainte en cas d'infraction prévue par la loi, pour coups et blessures ou attentat à la pudeur notamment.

De la plaisanterie à l'humiliation

Enfin, les recteurs seront chargés de remettre au ministre, avant le 15 décembre prochain, les résultats d'une enquête sur le bizutage dans les établissements de leur académie, et les sanctions prises. Il devrait être ainsi possible de ne pas faire l'amalgame entre les pratiques qui relèvent du folklore et les véritables débordements.

Car le bizutage recouvre des réalités bien différentes. Souvent simple plaisanterie intellectuelle (fausse «colle» ou interrogation, orchestrée par un ancien) ou vaste pantalonade de rue carnavalesque, à l'image des moqueries d'un ton, le rite initiatique prend aussi,

dans certains cas, la forme de mesures vexatoires à connotation généralement sexuelle («rituel de la banane» ou simulateur de fellation, strip-tease, «pompes» suggestives, graffiti corporels, voire de brimades physiques caractérisées etc.) (1).

Difficile, faute de statistiques, de mesurer l'ampleur de ces dérives. Chacun s'accorde cependant à reconnaître que la tradition du bizutage, tombée en désuétude dans les années 70, a ressurgi depuis quelques années dans les classes préparatoires et les grandes écoles. «Le bizutage dur est très «typé», explique M. Claude Deschamps, professeur en classe de mathématiques spéciales au lycée Louis-le-Grand à Paris et vice-président de l'Union des professeurs de spéciales. On le retrouve, à Paris, dans les classes préparatoires à Saint-Cyr et certaines prépas agro. C'est plutôt le fait de classes préparatoires scientifiques. Mais, dans l'ensemble, la situation est à peu près partout contrôlée par l'encadrement enseignant et la direction.

Au lycée précisément, les chefs d'établissement sont unanimes à condamner les pratiques dures et redoublent de recommandations dans les jours qui précèdent la rentrée. «La brimade physique, les mesures vexatoires, imposées par la force ou l'intimidation, sont scandaleuses et inacceptables», indique M. Marcel Peytavi, proviseur du lycée Joffre à Montpellier et secrétaire général du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

«En revanche, on ne peut pas s'opposer au jeu partagé, qui implique souvent élèves et enseignants», estime M. Peytavi. Au chef d'établissement donc de jouer la carte du dialogue avec les délégués d'internat, ou souvent les premiers bizutages, et avec les «Z» des classes préparatoires aux grandes écoles, ces délégués-anciens cooptés par les anciens, afin de rendre le «rite» si possible «intelligent, mesuré, et surjoué».

limité dans le temps». Quant aux proviseurs qui interdisent les bizutages dans leur établissement, comme au lycée Lakanal à Sceaux, l'an dernier, ils ne peuvent empêcher qu'ils se déroulent à l'extérieur.

De leur côté, les écoles de commerce semblent être expertes dans l'art du bizutage «soft». Si à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, la pratique est totalement interdite depuis plusieurs années, en revanche elle s'organise dans certaines écoles de province. A l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, le bizutage est géré par le bureau des élèves : traditionnel défilé dans les rues - cette année déguisés en Batman - et temps fort sous forme d'un «week-end d'intégration», à Ramatuelle, pour les volontaires.

«Tester la cohésion de l'équipe»

«Rien de choquant à signaler depuis cinq ans, mises à part les traditionnelles «chansons paillardes», confie M. Hubert Bonal, directeur de l'école. «Un projet humanitaire ou lié à la conservation du patrimoine peut aboutir aux mêmes objectifs : provoquer la rencontre, tester la cohésion de l'équipe, assurer l'adhésion à un projet collectif», souhaite-t-il. L'école de commerce de Grenoble va dans le même sens. Cette année,

le bizutage consistera à vendre des stylos au profit de l'Association des enfants de la Terre. Le reste du programme concocté par le bureau des élèves demeure toutefois plus classique.

Différents textes réglementaient déjà les pratiques du bizutage. Le décret sur les droits et obligations des lycéens de février 1991 précise qu'une sanction disciplinaire doit être appliquée en cas d'atteinte

aux personnes ou aux biens». Mais, ainsi que l'indique la circulaire publiée jeudi 10 septembre, ces textes «n'ont pas été appliqués avec la rigueur nécessaire». Bien qu'officiellement interdit, le bizutage est toléré par la plupart des chefs d'établissement, qui le considèrent comme le domaine réservé des élèves. «Est ainsi autorisée, durant une période déterminée, indique M<sup>me</sup> Brigitte Larguette qui

termine une thèse d'ethnologie à l'Ecole des hautes études en sciences sociales sur le phénomène du bizutage, ce que la morale et la loi interdisent.

La commission nationale consultative des droits de l'homme, qui a rendu en mars 1992 un avis sur «les outrances auxquelles conduisent les pratiques du bizutage» réclamant que soient prises des mesures préventives, a accueilli avec satisfaction la circulaire du ministre de l'éducation nationale et de la culture. Pour la commission, les bizutages, présentés comme des rites initiatiques, «aboutissent trop souvent à des excès qui constituent des traitements dégradants au sens de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme».

La peur de représailles

Les dévies - qui restent somme toute limitées - auraient pu être sanctionnées par le juge. Or, une seule plainte a été déposée, en 1974, par un étudiant brûlé lors d'un bizutage. L'affaire fut classée sans suite. Les victimes, sous l'emprise d'une forte contrainte morale, hésitent à faire appel à la justice, de peur de représailles ou d'exclusion du groupe. Cette «omerta» touche aussi «les enseignants, qui préfèrent ignorer ces pratiques, ainsi que les directions des établissements concernés», indique la commission des droits de l'homme. M. Gérard Follou, son secrétaire général, estime toutefois que cette circulaire n'est qu'un «premier pas».

Avis partagé par M. Jean-Claude Delarue, président de l'Association de défense des usagers de l'administration et des services publics (ADUA), parti en guerre contre toute forme de bizutage depuis 1989. Le texte réglementaire ne concerne en effet que les collèges et les lycées et ne s'applique pas aux établissements d'enseignement supérieur. Le bizutage a encore de beaux jours devant lui.

MICHELLE AULAGNON et JEAN-MICHEL DUMAY

(1) La revue *Panoramas* aux éditions Arlé-Cortel vient de publier récemment de nombreux témoignages sur la question dans un dossier spécial consacré aux différentes formes de bizutage.



En 1928, déjà...

La circulaire du ministre n'est pas la première du genre. Déjà, le 20 octobre 1928, le ministre de l'éducation nationale avait signé une dépêche ministérielle interdisant toute espèce de brimade dans les établissements d'enseignement public n'a pas reçu son application entière. (...) Je ne saurais tolérer de tels abus et vous invite à vous montrer d'une rigueur absolue.

Le 8 décembre 1944, un nouveau texte revenait à la charge : «Il est inadmissible que certains jeunes Français exercent sur leurs camarades des violences

qui évoquent indésistiblement les mœurs du nazisme par la prétention d'imposer par la force une volonté capricieuse et même de porter atteinte à la conscience. (...) Je considère que la responsabilité des chefs d'établissements est gravement engagée dans cette affaire.

Même écho dans une circulaire du 7 septembre 1954 : «Je crois devoir reprendre de la façon la plus formelle les instructions qui condamnent ces pratiques, indignes de jeunes gens qui bénéficient du double privilège d'une haute culture et d'une

formation morale dispensées par des maîtres éprouvés (...)

Et encore le 1<sup>er</sup> septembre 1962 : «(...) En dépit des nombreuses instructions et mises en garde diffusées par mes prédécesseurs, la pratique des brimades envers les nouveaux élèves subsiste dans certains établissements, notamment dans ceux qui comptent des classes préparatoires aux grandes écoles (...)

DÉFENSE

Major général de la gendarmerie

Le général Jean-François Sardet reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 9 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Gendarmerie. - Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Jean-François Sardet, major général de la gendarmerie nationale.

• Armement. - Est élevé au rang et à l'appellation d'ingénieur général de classe exceptionnelle, l'ingénieur général hors classe Jacques Bousquet, nommé inspecteur général de l'armement.

(nommé commandant l'école de l'air et l'école militaire de l'air), Jacques Deroche (nommé directeur technique de la Force aérienne tactique) et Michel Gammagat.

Sont nommés : chargé de mission auprès du chef d'état-major des armées, le général de brigade aérienne Alain Courthien ; général de division au général commandant la

Force aérienne tactique, le général de brigade aérienne Jean-Jacques Brun.

• Service de santé. - Sont promus : médecin général inspecteur, les médecins généraux Jean Drouot et Pierre Mathe ; vétérinaire biologiste général inspecteur, le vétérinaire biologiste général Jean Mass ; médecin général, les médecins-chefs Jacques de Saint-Julien et François Delorme.

ESPACE

Nouveau succès pour la fusée Ariane

La fusée européenne Ariane a, une nouvelle fois, effectué un sans faute en mettant en orbite, vendredi 11 septembre, peu avant 1 h 30 (heure française), deux satellites de télécommunications américain et espagnol. Pour ce 53<sup>e</sup> lancement, les responsables d'Arianespace avaient choisi une des versions les plus puissantes de la famille Ariane, une Ariane 44 LP, équipée de deux propulseurs d'appoint à liquide et de deux autres à poudre, seule capable de placer sur orbite cette charge utile d'un peu plus de 3,5 tonnes.

Le premier des passagers de cet ensemble est le satellite espagnol Hispanat-1, construit par le consortium Matra Marconi Space aux termes d'un contrat de 1 milliard de francs prévoyant la réalisation de deux satellites.

Cet engin de 2 200 kilos devrait relayer les télécommunications civiles et militaires de l'Espagne et

assurer la retransmission de programmes de télévision à destination de l'Amérique centrale et de l'Amérique latine.

Quant au second passager, l'américain Satcom C-3, d'une masse d'environ 1 300 kilos, construit par GE-Astro Space, il fait partie d'une nombreuse famille qui doit permettre la retransmission de programmes de télévision câblée en Amérique du Nord.

Vaisseau Soyuz à vendre

Après avoir proposé récemment aux enchères la vente en France d'une capsule scientifique ayant volé dans l'espace, les Russes récidivent pour se procurer des devises qui leur manquent cruellement. Ils offrent en effet de céder, pour 10 millions de marks (environ 34 millions de francs), le vaisseau Soyuz TM-13, qui, en octobre 1991, était encore mené à la station orbitale Mir. Un musée de Munich serait intéressé, mais la Russie n'écartera pas la possibilité de le vendre à un riche particulier.

Le Monde  
RADIO TELEVISION

Tournée Europe 2  
ENVOLEZ-VOUS AVEC LUI !



TOUTES LES DATES SUR 36-15 EUROPE2

Le Monde  
Radiovision  
EMI







# CULTURE

## LA MOSTRA DE VENISE

### Les femmes et les enfants. D'abord ?

Un voyage de quatre siècles et deux images réalistes venues de l'ex-URSS

#### VENISE

de notre envoyée spéciale

D'une grâce constante et obstinée, et extrêmement anglaise, Sally Potter, danseuse, chorégraphe, chanteuse et féministe, n'a pas eu peur de grand-chose, si ce n'est d'elle-même, pour réaliser *Orlando*, film tentant comme le péché et décevant comme la vertu. Virginia Woolf, avec son roman bomo-nyme, offrait une métaphore tourmentée et allusive de sa passion saphique du moment. Sally Potter met la passion aux nobilités et, pour entreprendre son voyage dans le temps, lui préfère l'élégance languide de l'esthétique préraphaélite (1).

Orlando, jeune gentilhomme fortuné, n'a pas un destin banal : il vit quatre cents ans en ne vieillissant que d'un jour. De 1600 à maintenant, il saute en souplesse de l'état de chouchou timide d'Elizabeth I<sup>re</sup> à celui d'épave - de fille mère contemporaine. Car, entre-temps, Orlando sera devenu Orlando, se contemplant au réveil dans son miroir et disant : « Pas de différence, exactement la même personne, sauf le sexe. » Bien vu. Sauf que Sally Potter, pour faire passer ce message féministe, enlève toute émotion à cette bouleversante métamorphose : on dirait simplement que l'impeccable Tilda Swinton a trouvé de Earl Grey plutôt que l'Orange Pekoe habituel dans son tea pot du matin.

Il reste qu'*Orlando* est un somptueux album d'images, un grand ballet spatio-temporel orchestré avec une habileté étonnante et un goût sans faille qui laisse les yeux éblouis et le cœur sec. Il n'aura pas suffi de louer les talentueux services des décorateurs de Peter Greenaway (Jan Roelfs et Ben Van Os), ni d'admirer beaucoup de bougies à la *Barry Lyndon* de Kubrick, pour extraire de ce très beau sujet toute l'ambiguïté, la cruauté et la souffrance sous les dentelles, qu'il exigeait.

A des années de lumière de Sally Potter, la Géorgienne Lana Gogoberidze. Bien qu'il s'agisse encore d'un rapport au temps. Le temps méchant, à peine passé et dont on craint tant qu'il ne revienne... Avec *Yolki Pcoraze* (la valse sur le fleuve Pcora), elle joue de sa mémoire, cette bistrine est beaucoup la sienne, et comme telle, impérativement émouvante. Union soviétique, 1937 : une petite fille de treize ans dont les parents viennent d'être arrêtés comme « ennemis du peuple » rentre chez elle. Un officier du KGB y est déjà installé.

#### Une comédie musicale sans musique

On pense au *Silence de la mer* de Vercors mais expansif et charmeur, à la géorgienne. Il n'y a pas de haine entre les deux, plutôt des rapports boursins comme entre un oncle insouciant et une nièce rebelle. Et cette relation sans espérances est juste, sensible. Parallèlement, hélas, on voit ce qu'il advient de la mère de l'enfant, très lourdement, en noir et blanc. Authentique, là aussi, le sort affreux de ces femmes condamnées à errer à pied dans l'hiver russe, fante de place dans les camps de travail, mais Lana Gogoberidze les affuble d'oripeaux seyants, les fait discuter dans la neige, en gros plan, montrant les limites de ce qu'on peut encore appeler la distanciation brechtienne, si on est indulgent.

De l'indulgence, on aimerait tant en avoir pour Kira Muratova. Mais d'être pour la première fois coproduit par la France ne lui a pas réussi. Son *Pollster sentimental*, une espèce de comédie musicale sans musique, affligée par son humour forcé et sa nervosité vaine. C'est une fable sur la maternité ; un milicien trouve un bébé dans un champ de choux, il veut adopter la petite abandonnée, une femme médecin l'a devancé. On voit le milicien et sa jeune épouse, nus nus, préparer à plusieurs reprises leur petit déjeuner, ce n'est pas très intéressant ; on voit des vacanciers très froids se ficher contre des chiens et répéter dix fois la même chose.

Ce n'est plus le *Syndrome esthétique* (précédent et remarquable film de Kira Muratova), mais le symptôme hypochondriaque. Un coup pour rien. S'il y avait que les femmes... Mais ces jours derniers,

il y eut aussi les enfants. Le Sud italien leur est un berceau peu douillet. D'Aurelio Grimaldi, on connaissait déjà l'exquise sens de la demi-teinte, manifesté comme scénariste de Marco Risi pour *Meri per sempre* et *Ragazzi fuori*, chroniques brutales du monde des travestis et des taulards, des jeunes louards sans espoir. Pour sa première réalisation - la *Discesa di Aclà a Floristella* (la descente d'Aclà à Floristella) - en compétition, il plonge dans les mines de soufre de la Sicile des années 30. Un angelot de onze ans (Francesco Cusimano), d'un blond incongru - donc un moulin noir - y subit les pires violences. Les mineurs, poussés par la misère et aidés par la complaisance de Grimaldi (l'ailé social à bon dos), sont devenus des bêtes sauvages. On tabasse les enfants esclaves tout le temps (ces bleus sur leur peau blanche, c'est ravissant), on les viole aussi un peu - ils sont si tentants - malgré le sermon du curé rappelant opportunément que le bon Dieu s'est fiché à Sodome... Le tout nimbé d'une lumière caressante digne des cartes postales impubères de David Hamilton. Éprouvant.

#### Trois cauchemars de Fellini

Plus intéressant qu'un aussi d'un style un peu trop coquet pour le thème traité, la *Corsa dell'innocente* (la course de l'innocent), de Carlo Carlet, encore un premier film. Là, nous sommes en Calabre, et un petit garçon (Mannuel Colao), après avoir assisté au massacre de toute sa famille (corps transpercés tombant au ralenti, flots de sang giclant artistiquement sur l'écran), tente d'échapper à ses poursuivants. Assez déprimant.

Quand soudain, au milieu d'un programme vidéo, sont apparus, superbes et par leur présence même, leur essence même, d'une terrible mélancolie, trois très grands films miniatures, trois petits chefs-d'œuvre de deux minutes chacun, les spots de publicité de Federico Fellini pour le Banco di Roma. Ce n'est pas la pub, c'est du Fellini. Tout pur, pas besoin de signature. Inspirés par les propres rêves du *maestro*, que son analyste jungien lui a conseillé de consigner dans un *Libro dei sogni*, ce sont trois cauchemars d'un homme replet et moyen, joué par Paolo Villaggio, un des héros de la *Voce della luna*, dernier long métrage de Fellini à ce jour.

Dans le premier, il est en voiture sous un tunnel qui s'effondre. Dans le deuxième, il est dans une cave en compagnie d'un lion qui pleure. Dans le troisième, attaché sur des rails, tandis que le train arrive et qu'une beauté saccageuse grimpe sur un arbre l'encourage à prendre la vie comme elle va. Chaque fois l'homme se réveille en sursaut et court chez son psy (le divin, burocratique, Fernando Rey), qui l'envoie se faire ressourcer au Banco di Roma.

Pour notre part, nous ne serons pleinement rassurés que lorsque Federico Fellini quittera l'échantillon, fût-il génial, pour revenir au grand format.

DANIEL HEYMANN

(1) *Orlando* a été adapté au théâtre par deux fois : Bob Wilson a dirigé l'adaptation à la Schaubühne de Berlin et un groupe brésilien, BBL, en donnera son interprétation au Centre Pompidou cet automne.

## CORRESPONDANCE

### Pierre Boulez et la Cité de la musique

Pierre Boulez, directeur de l'Ensemble Inter Contemporain, nous écrit :

Je me dois de rectifier un point mineur dans l'article d'Alain Lompech sur l'Opéra Bastille (*Le Monde* du 9 septembre).

En ce qui concerne les chœurs pour la Cité de la musique, l'alternative ne s'est jamais posée entre Jean-Marie Blanchard et Alvaro Durel de la façon dont elle est exposée. J'ai pleinement approuvé la nomination de ce dernier en tant que président du conseil d'administration.

## RENTREE DES ARTISTES

### Au plus près de l'humain

Aurélien Recoing, Dominique Valadié et le combat de l'amour



Aurélien Recoing et Dominique Valadié

#### FAUST

ou Théâtre d'Aubervilliers

« Je l'ai reconnue quand je l'ai rencontrée, dit Aurélien Recoing de Dominique Valadié. On rêve longtemps sur les uns et sur les autres et, finalement, le choix de travailler ensemble est évident. La première fois que nous avons joué dans la même pièce, c'était pour le Tartuffe, avec Antoine Vitez. Ces deux-là ont en commun d'avoir été choisis, on peut même dire « chéris », par celui qui fut l'un de nos meilleurs professeurs en scène et directeurs de théâtre. Tous deux sont liés par son enseignement, sa vision du théâtre et l'émotion partagée de l'évoluer vu vivre, puis mourir, trop brutalement.

« J'ai l'impression qu'en travaillant ensemble nous restons fidèles au chemin d'Antoine. Il avait une grande confiance en Aurélien, le chouchoutait. Il l'avait tenu, enfant, sur ses genoux. J'avais la certitude qu'en travaillant avec lui je ne m'ennuierais pas. » Aujourd'hui, Dominique Valadié sent qu'elle passe un nouveau cap dans sa « carrière », un mot qui ne correspond pas, mais pas du tout, à son parcours sensible, exigeant, dans les plus

grands rôles des répertoires classiques et contemporains : « Pour la première fois, je vais me trouver avec des gens plus jeunes que moi. Ça fait un coup de vieux, mais ça me plaît beaucoup. Comme me plaît le fait de n'avoir pas trop de texte. Il me reste du temps pour parler du travail, mais aussi de ce que les autres pensent, de parler de la vie. »

« On commence à devenir plus jeunes que nos corps », ajoute Aurélien Recoing, qui a déjà joué de réminiscence autour de lui, entre Serge Merin, des acteurs effectivement très jeunes, comme Julie Brochen. « J'en connaissais certains : j'en ai vu d'autres au Conservatoire. C'est une absolue nécessité de savoir ce que font les acteurs au tout début de leur carrière et d'essayer de se projeter vers le futur en imaginant ce que l'on pourrait faire ensemble. »

La réponse est venue : *Faust*, œuvre fragmentaire et bouleversante du Portugais Fernando Pessoa (1). « Le texte développe beaucoup de formes, explique Aurélien Recoing qui s'apprête à le mettre en scène et en interpréter le rôle principal. Il relève aussi bien de la littérature fantastique, du grotesque, du constructivisme ou du surréalisme. Pessoa a

vraiment brossé toutes les idées du début du siècle. Grand lecteur de Claudel, il parle d'amour, de quelques choses qui peuvent commencer, puis s'arrêter. Une combustion lente qui perdure toute la vie.

« A la différence de la rencontre d'un Faust qui s'est réjoui et de Marguerite dans l'œuvre de Goethe, il y a dans le Faust de Pessoa - un jeune homme de trente ans qui cache en lui un vieillard - toute la conscience d'une vie qui s'effondre, le dialogue de deux personnes, Faust et Marie, qui se connaissent très bien et qui, lors d'un rendez-vous, peuvent enfin tout se dire sans la secours d'un philtre, de l'alcool, ou de quelque artifice que ce soit. Le mythe de Faust revu par Pessoa est beaucoup plus humain. »

OLIVIER SCHMITT

(1) Sous-titré « tragédie subjective », *Faust* est paru aux Éditions Christian Bourgois dans la traduction de Pierre Léprieux-Costa et André Velter. 256 pages. 100 F.

► Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, du 6 au 30 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 16 heures. De 70 F à 120 F. Tél. : 48-34-67-67.

## THÉÂTRE

### Les naufragés du chemin perdu

Une religieuse et un poète s'arrachent une camisole de force

#### LE FOU ET LA NONNE

à la Main-d'Or

« Avec un petit peu d'amour, tout devient toujours facile ; avec de la haine, et de l'envie, jamais », écrit Antoine Artaud, son lit de l'asile psychiatrique de Rodez, et c'est vrai : en clinique, les fenêtres barrées, les portes, les cris déréglés de ceux qui se réveillent d'un électrochoc, l'air feutré de double jeu qui accompagne les soins font que toutes les choses qui passent, les plus insignifiantes, les plus banales, peuvent être vues par l'intérieur comme autant de signes de « haine », et Artaud dit juste, qui ajoute : « J'entendrais toujours la vie s'élever contre la vie. »

Comment ne pas voir apparaître l'ombre d'Antoine Artaud dès les premières secondes du *Fou et la nonne* de Stanislas Witkiewicz ? La pièce met en jeu un poète enfermé dans un asile, auquel on psychanalyse le mariage d'une jeune religieuse. « La jeune fille catholique qui m'a consolé me la paiera cher », écrit de son côté Artaud en avril 1946 à Rodez : dans les cahiers de notes qu'il griffait tous les jours, il exprime, comme Witkiewicz dans sa pièce, la présence obsessionnelle de la religion catholique, de Jésus-Christ, de l'Église. Comme s'il existait une imbrication quelconque part inévitable entre deux « débalancements », celui de l'être que gague la foi, celui de l'être qui perd l'esprit.

Retournons-nous vers un exemple de foi chrétienne et d'extrême sensibilité, un grand poète lui aussi : Blaise Pascal. Il s'emploie à cerner la transformation de l'irréligieux en croyant : « Dieu inspire à l'âme une nouvelle lumière qui traverse le repos qu'elle trouvait dans les choses qui faisaient ses délices. Un scrupule continu le combat dans cette jouissance... Elle commence à considérer comme un néant son esprit, son corps, ses parents, ses amis, sa prospérité, sa santé, sa maladie, et la vie même. » Ici, en termes bien sûr particuliers, Blaise Pascal donne une sorte de tableau clinique du retrait, de l'effacement sur soi, du schizophrène. Et, par un de ces tours d'écriture en quoi il est maître, enveloppant sous l'appellation « choses périssables » tout ce qui est l'allant de la vie, il précise que l'être atteint par Dieu « considère les choses périssables comme périssables et même déjà priées » : la désespérance du schizophrène.

Frappée est aussi, chez Blaise Pascal, la préoccupation du « débalancement », qui plane jour et nuit, tel un mirage appelé et refusé, dans la tête d'Artaud et de Witkiewicz. Il définit le poète converti comme celui qui, « ayant perdu le chemin, se reconstruit à l'aide de la foi, et connaît ainsi son égarement, aurait recours à ceux qui sauraient parfaitement ce chemin ». Mais il reste hors d'atteinte. Car tout comme le Dieu de Blaise Pascal « est à lui-même son chemin » (et

n'en confie la clé à personne), les médecins de la clinique sont à eux-mêmes leur thérapie, que l'intérieur conteste : « Je suis très fatigué, ai besoin de dormir, et les chrétiens profitent de mon dégoût pour me pousser hors de la chair », écrit Artaud. Et le poète enlève de Witkiewicz : « Le bromure, la morphine, quelle saleté... et chaque effort pour leur mentir coûte tant qu'on fait ensuite une bêtise, un petit faux pas, et on reste enfermé sans jamais voir venir la fin. »

#### La religion pour thérapie

Stanislas Witkiewicz a écrit le *Fou et la nonne* en 1923 : il avait perdu le chemin neuf ans auparavant, en 1914, quand sa fiancée s'était tuée sans qu'il ait vu venir quoi que ce soit. Il avait pris cela sur lui (lui-même ne devait se tuer qu'en 1939). En 1915, il était en Afrique, un ami l'y avait emmené pour le bousculer un peu, puis il y a un tron dans ce qu'il en sait de ses jours : il est en Russie, mais où, et qu'y fait-il, surtout en octobre 1917 ? La seule chose qu'il a dite est sa découverte de Picasso à Petrograd. Il rentre en Pologne.

En 1923, il se marie, ce qui ébranle son entourage, et il écrit le *Fou et la nonne*. La religion pour thérapie, ce n'est pas une chose impensable en Pologne, terre catholique (rappelons-nous la photographie des ouvriers insoumis de Gdansk, tous à genoux, en prière),

mais Witkiewicz se dit non croyant. Son poète, se retrouvant en camisole après la venue de la religieuse, crie : « Voilà pour les flirts avec les gens d'Eglise ! » et : « Au nom de quoi, la gueule ouverte, ai-je avalé tous ces poisons ? »

La pièce de Witkiewicz est présentée au Théâtre de la Main-d'Or, adaptée et mise en scène par Abbès Zahmani avec une énergie spirituelle, une imagination formelle remarquables. La figuration du délire « se détache dans la glaise électrique d'une lumière de malade », comme disait Artaud des toiles de Dali. Cécilia Horu (la Nonne) ont une vigueur jeune de présence, saisissante, une « résistance », ils éclairent d'une vie immédiate les deux (prétendus ?) égarés, celui de la croyante et celui du débranché. Jeu très attachant aussi d'Azize Kaboucha, en psychanalyste consultant de la clinique un peu trop dénonciateur, un peu trop condescendant et profond est une heure de belle découverte, qui vous laisse, pour citer Artaud avant de finir, « au coin d'un bois qui tourne court sur le vide ».

MICHEL COURNOT

► Jusqu'au 27 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 17 heures. Tél. : 48-05-67-89.

## Les intermittents du spectacle sous la Coupole

Une centaine d'intermittents du spectacle, syndiqués au min, ont occupé l'Académie française, jeudi 10 septembre en début d'après-midi. Environ deux cents CRS ont investi les lieux, pour déloger les manifestants un par un. Des portes et des vitres ont été cassées. Loin de se décourager, les intermittents ont continué d'exprimer leurs revendications dans la cour. Ils demandent la prolongation jusqu'au 31 décembre de leur régime actuel d'assurance-chômage et la poursuite des négociations. Cinquante à soixante manifestants ont été interpellés, dont Jean Vnirio (Fédération CGT du spectacle) et le chanteur Francis Lalanne, qui, ayant dénoncé et laissé flotter ses cheveux au vent, a déclaré : « L'État est un inennemi, les Fran-

çais des copropriétaires, et le gouvernement un syndicat qui aurait tendance à prendre ses copropriétaires pour de simples locataires. » Le syndicat FO n'a pas participé à la manifestation, qu'il a cependant soutenue. Les syndicats annoncent d'autres actions, notamment une manifestation le 17 septembre et une grève nationale reconductible le 24 septembre.

► Nait blanche au Max Linder. - Le cinéma Max Linder offre sa salle, pour la nuit du vendredi 11 septembre au samedi 12 septembre, aux intermittents techniques du cinéma et de la télévision. A partir de minuit, seront projetés des courts et des longs métrages

## EN BREF

► Au cabinet de M. Jack Lang. - Le directeur du Centre national de la bande dessinée d'Angoulême, M. Denis Raison, a été nommé, jeudi 10 septembre, conseiller technique du ministre de l'éducation nationale et de la culture. Agé de quarante-deux ans, M. Raison sera chargé, entre autres, « de concevoir et de mettre en œuvre des projets exemplaires pour conforter la place de la culture dans le traitement des grands problèmes de société », a annoncé le ministre.

► Cycle de conférences à la Cinémathèque française. - Le Collège d'histoire de l'art cinématographique, mis en place à la Cinémathèque et animé par Jean Douchet et Jacques Aumont, s'ouvrira le 22 septembre par un cycle de conférences sur le thème « Les

cinéastes en exil ». Tous les mardis, jusqu'au 24 novembre, seront successivement abordés plusieurs aspects des influences européennes sur Hollywood, le passage en France de réalisateurs étrangers, le cas d'exilés plus ou moins volontaires tels que Bunuel, Kubrick, Boorman ou Jonas Mekas.

► Palais de Chaillot, salle Lotte-Henner. Renseignements et inscriptions : 45-53-21-86, poste 120.

Le Monde  
RADIO TELEVISION



## CULTURE

## ARTS

## Rebeyrolle l'enragé

Où l'on redécouvre un guerrier de la peinture

C'est la résurrection la plus spectaculaire de la rentrée : Paul Rebeyrolle, qui n'avait pas exposé dans une galerie parisienne depuis plus de dix ans - et que les institutions muséales ne traitaient pas mieux que les marchands - bénéficie de deux expositions dans deux des plus connues et illustres galeries françaises, chez Daniel Leïning et chez Daniel Templin. Première surprise.

Second paradoxe : dans ces salles hautes et lumineuses, sous des plafonds de plâtre et de plâtre, Rebeyrolle accroche des tableaux furieux, des satires de la richesse et du pouvoir, des images d'une misanthropie sans réserve ni nuance. Ce contempteur des furtives vite faites et des autorités

vite couchées se munit dans les beaux quartiers. On espère, sans trop y croire, que sa leçon sera comprise de leurs habitants.

Elle est explicite cependant, jusqu'à la provocation. Chez Templin, l'exposition s'intitule « les Panthéons ». On y voit des singes présenter leur infortuné roi à des bustes d'empereurs qui ressemblent tous à Vitellius, et se juchent en ricanant sur des effigies de marbre et d'or. On y voit des figures de grands hommes s'effriter jusqu'à ce qu'il n'en reste plus qu'une trogne plâtrée. On y voit encore des puissants dans l'exercice de leurs fonctions, magistrats réunis autour d'une baignoire où suragne un suspect, et colloques de zombis. Chez Leïning, des tableaux de deux

séries plus anciennes, les *Aveugles* et *On dit qu'ils ont la rage*, montrent des corps torturés, des visages exsangues et déformés, des masses nocturnes sous de grosses lampes blanches.

## Dans la tradition des satiristes

Nulle équivoque donc : alors que l'art contemporain comme on l'af-fectonne dans les musées se veut insignifiant et aseptisé, la peinture de Rebeyrolle vitupère, dénonce, proteste, insulte et vocifère. Elle n'hésite pas à procéder par stéréotypes - le jage vicieux, le politicien crapuleux - et reprend à son compte la tradition des satiristes et des expressionnistes. Daumier, Rouault, Dix et Grosz, et des siècles plus tôt Callot et Bosch, ont fixé l'image de l'ignominie humaine. Rebeyrolle suit leur exemple, inspiré par une époque qui ne craint aucune comparaison en matière de crimes et d'horreurs.

Pour autant, il n'imité ni ne parodie ses prédécesseurs, grâce à la dextérité étonnante de ses assemblages et artifices. Avec une feinte désinvolture, comme s'il ne cessait d'improviser au gré de ses humeurs et du hasard, Rebeyrolle se sert de n'importe quel pour peindre, de terre et de plâtre, de polyester en mousse et de carton, de fleurs artificielles et de crin.

Avec ces matériaux disparates, il obtient des compositions aux dominantes cendrées ou terreuses, très homogènes, très spectaculaires.

et réussit des trompe-l'œil et des effets de textures auprès desquels ceux qui ne font la notoriété de Barcelon ne sont qu'exercices de débutant. Ses chimpanzés aux yeux jaunes d'œuf et au poil bouclé sont d'un animalier de grand talent, comme ses lézards et serpents fabriqués en pressant des tubes de couleuvre.

Il arrive même qu'ils soient presque trop réussis, les harmonies trop bien équilibrées : un désaccord s'esquisse entre la représentation, évidemment tragique, et la manière, d'une habileté qui fait obstacle à l'expression. La satire s'émoussie parfois d'un peu de rhétorique. Elle convainc moins alors, comme convainquent moins les toiles les plus élaborées de l'artiste, entre enragé virtuose de la crise de nerfs, autre maître des empiètements agités et des effets de matière subtils. Peut-être cet art de l'entracte gagnerait-il à ne pas s'exposer par séries trop nombreuses et répétitives. Ainsi verra-t-on mieux, et sans les soupçonner d'artifice, les tableaux les plus puissants de Rebeyrolle. Ce serait justice car il en est d'excellents dans l'une et l'autre exposition.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Daniel Templin, 4, avenue Marceau, 75008 Paris; tél. : 47-20-15-02. Jusqu'au 17 octobre. Galerie Leïning, 13-14, rue de Téhéran, 75008 Paris; tél. : 45-63-12-19. Jusqu'à fin octobre.

## Simplex symboles

Giuseppe Penone expose ses œuvres récentes, troublantes

Sur le sol sombre de la galerie, des branches d'arbre sont posées en équilibre, branches au dessin irrégulier. Sur chacune d'elles est posé, en équilibre, un voile fait de rubans de terre cuite superposés. Les plis et les ondulations du voile suivent exactement la ligne brisée de la branche qui le supporte. Chaque sculpture se tient droite, sans support enfoncé en terre, sans fixation d'aucune sorte. On croirait que le plus faible courant d'air peut la renverser et la casser.

Apparence sans doute, mais apparence étonnante : le visiteur osé à peine s'approcher, il passe avec précaution entre les pièces, il se garde de les effleurer, il se tait même, convaincu de la fragilité de ces édifices sans épaisseur qui semblent voués à la destruction. Ce sont d'effrénés symboles du temps, dépouillés et inquiétants.

Ceux que Penone a rangés en ligne à l'étage, une vingtaine, sont d'une conception moins simple. Peut-être même peinent-ils par excès de complication et surcharge d'allusifs et métaphores, quelques-uns très usés. Contre une feuille de papier blanc épais, l'artiste, fidèle à cette technique qui lui est familière, a frotté une partie de son corps enduit d'encre typographique. Il a obtenu un dessin très noir, assez étrange, où les fragments anatomiques semblent plutôt des nœuds et des ombres.

Le papier est posé par terre entre deux vitres. Jusqu'à là, rien de si simple. Mais, sur chaque dessin, Penone a posé à l'envers une sorte d'autocollant de verre prolongé par un tube découpé, lequel tube est enveloppé d'une mue de serpent (Penone a sollicité des jardins zoologiques afin de se constituer une collection de ces peaux desséchées).

## Une variante du minimalisme

La mue suggère la peau de l'homme imprimée sur le papier, comme pour souligner la proximité de l'humain et de l'animal. Elle évoque encore le renouvellement des êtres et rappelle que la vie naît de la mort - considération somme toute passablement banale. Quant au serpent lui-même, il a été le héros de si nombreux récits mythiques que son évocation ne fait qu'ajouter encore d'autres réminiscences et références à toutes celles que suscitent ces pièces évidemment allégoriques. Leur mise en scène séduit l'œil par son étrangeté spectaculaire, les constructions de verre et les dépouilles diaphanes de vipère au de couleur peuvent rétenir par leur pittoresque, mais l'artifice est trop sensible, la leçon trop clairement énoncée pour que l'on ne préfère pas les terres cuites.

Il reste que Giuseppe Penone, après s'être longtemps enfoncé dans l'évocation de végétal et du minéral, après avoir été deux décennies durant l'artiste des arbres écorchés et des feuillages de bronze, est parvenu dans ces deux œuvres à se renouveler. Son art, qui se tenait jusqu'à la proximité du minimalisme, dont il était la variante métaphysique mi-écologiste, aspire désormais de plus en plus au symbolisme. Il n'est pas loin de se vouloir métaphysique, même s'il ne s'agit que d'une métaphysique élémentaire. Bien avant les artistes de l'art pauvre, les futuristes avaient accompli une évolution du même ordre. Passée leur période machiniste et moderniste, ils avaient voulu en revenir

► Galerie Durand-Dassart, 28, rue de Lappe, 75011 Paris; tél. : 48-06-92-23. Jusqu'au 10 octobre.

LA GAMME CITROËN AX  
FAIT SA RENTRÉE!  
VENEZ L'ESSAYER...... ET PROFITEZ D'UN  
FINANCEMENT SÉDUISANT  
455 F PAR MOIS LA PREMIÈRE ANNÉE\*\*

\* Opération Essai. Venez chercher votre pin's après essai d'un véhicule de la gamme CITROËN AX dans les Points de vente affichant l'opération. \*\* Exemple de financement pour l'achat d'une CITROËN AX TEN 3 portes AM 93, commandée durant l'opération. Location avec option d'achat (LOA) CREDIPAR® sur 61 mois hors assurance facultative. Après versement d'un dépôt de garantie de 7.575 F TTC et un premier versement de 2.525 F TTC, puis 12 loyers de 454,50 F TTC et 48 loyers de 1.161,50 F TTC, l'option d'achat finale est de 10.100 F TTC, couverte en partie par le dépôt de garantie. Coût total en cas d'acquisition : 73.831 F TTC. Prix clés en main au 1<sup>er</sup> juillet 1992 : 50.500 F TTC. (1) Sans réserve d'acceptation du dossier par CREDIPAR. (2) Premier loyer. RELATIONS CLIENTÈLE 05 05 24 24 (appel gratuit) ou MINITEL 3615 CITROËN.

CITROËN préfère TOTAL

CITROËN

Du 1<sup>er</sup> au 22 septembre 92.

## PHILATÉLIE

## En filigrane



► Bureaux touristiques à La Réunion. - Quatre bureaux de poste touristiques viennent d'ouvrir à la Réunion avec mise en service d'oblitérations originales : « La Rivière, berceau de l'artisanat », « Sainte-Clotilde et sa région », « Saint-Benoît, pays des lèches », « Saint-Gilles-les-Bains, dans l'océan Indien ». Pour les obtenir, s'adresser à la direction de La Poste de la Réunion, division PCC, 97405 Saint-Denis Cedex.

► Hongrois de tous les pays, unissez-vous ! - La poste hongroise a émis, le 3 août, un timbre de 15 forints à l'occasion de la 3<sup>e</sup> Conférence mondiale des Hongrois expatriés, qui se déroulait à Budapest du 19 au 21 août.

► Médailles olympiques à Saint-Vincent. - Saint-Vincent rend hommage aux médailles d'or

des Jeux olympiques d'Albertville avec deux feuillets de sept timbres chacun à l'effigie des champions, émis le 10 août : Alberto Tomba, Patrick Ortlieb, ainsi que Fabrice Guy et Edgar Grospiron.

► Ventes. - Ventes à prix nets Yves Duv. (Paris, tél. : (1) 42-82-08-68) de septembre-octobre : au catalogue, cinq mille lots de France, DOM-TOM et colonies françaises, dont une majorité d'« petits prix », de 50 F à 500 F.

Vente sur offre Daniel Dutertre (Paris, tél. : (1) 42-98-09-29) clôturée le 24 septembre : au programme, plus de trois mille lots dont une belle sélection de classiques de France, des colonies françaises, et des assemblages divers (collection de gros chiffres par départements par exemple), Europe et monde entier.

Yvert et Tellier  
édition 1993

Innovation de taille pour l'édition 1993 des catalogues Yvert et Tellier : l'abondance de matière justifie la création, cette année, de deux volumes au lieu d'un : un tome I « France » et un tome II « Monaco, Europe, Nations unies et Andorre ». Cette scission ne vaudra pas s'opérer au détriment de ces dernières collections qui étaient « tirées » par les timbres de France.

Autre innovation, le tome I présente une étude de huit pages sur le 5 c au type « Blanc ». Dans l'ensemble, les cotes des timbres classiques restent stables, avec quelques hausses pour les timbres sur lettres. Le 5 F Empire, par exemple, passe de 11 000 F à 12 000 F.

Les hausses touchent plus systématiquement les timbres oblitérés détachés. Réajustement « technique », probablement, quand on sait que la mode est d'avantage aux timbres sur lettre. La meilleure preuve en est que, dans cette édition, trois cents nouvelles cotes sur lettres ont été ajoutées pour des timbres de 1939 à 1944. Et là, les bons prix ne manquent pas : par exemple *Guyennais* (n° 461), émis en 1941, oblitéré 65 F, sur lettre 500 F et sur lettre seul (au tarif d'affranchissement de l'époque) 1 500 F. Les hausses sont plus visibles pour certaines spécialités : non dentelés (jusqu'à + 50 %), préoblitérés « Sage », timbres-taxe et timbres pour colis postaux. À noter la disparition de la rubrique « Épreuves de luxe ».

Par ailleurs, est paru le volume consacré aux timbres d'outre-mer, « Océan Indien à Zanzibar (O-Z) », une somme de plus de huit cents pages.

P. J.

► Catalogues Yvert et Tellier, tome I « France », 352 pages, 72 F; tome II « Monaco, Andorre, Nations unies, Europe », 224 pages, 45 F; tome VII « Outre-mer (de O à Z) », 284 pages, 180 F. Par correspondance : Yvert et Tellier, 37, rue des Jacobins, 80038 Amiens Cedex 1 (joindre 20 F de frais de port).

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 1, place Hubert-Breuve-Méry 94052 Ivry-sur-Seine Cedex. Téléphone : (1) 49-60-33-28. Télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde**  
RADIO TELEVISION

## THÉÂTRE







## ÉCONOMIE

Dans son rapport annuel 1991-1992

## Le Fonds monétaire international insiste sur le caractère quasi universel de sa mission

## BILLET

## Fragile livre sterling

Les marchés financiers vont-ils accorder le bénéfice du doute à M. John Major qui, jeudi 10 septembre, a réaffirmé qu'il n'était pas question pour la Grande-Bretagne de dévaluer sa monnaie nationale ? En assurant qu'un réajustement de la parité de la livre sterling au sein du mécanisme de change du système monétaire européen (SME) constituerait une « trahison de notre avenir », le premier ministre tente d'éloigner les appétits de la spéculation, et de gagner un répit. Mais, après la réunion, le week-end dernier, des ministres des finances des Douze, on a vu que la crédibilité de ce genre de déclaration est éphémère. Si c'est aujourd'hui la lire italienne qui est la plus durement attaquée parmi les monnaies européennes, la situation de la livre britannique n'est guère enviable. Rien de plus frustrant pour un gouvernement que de voir sa politique dictée par les lois émanant du marché. Or c'est bien ce qui se passe. Par conviction européenne personnelle, par crédibilité politique et logique économique (la bataille contre l'inflation reste prioritaire), M. Major veut que la livre reste fermement ancrée au SME. Dès lors, Londres ne peut que faire le gros dos devant la tempête monétaire en cours. Si la livre est attaquée, la Banque d'Angleterre interviendra. Si cela est insuffisant, l'emprunt de 73 milliards de francs contracté il y a huit jours servira à soutenir la parité de la monnaie nationale. Et si cela ne suffit pas ? La « signature » de la Banque d'Angleterre n'est évidemment pas en cause, mais l'ampleur du déficit budgétaire limite cependant les capacités d'emprunt. Dès lors, on voit mal comment le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, pourrait éviter de procéder à une hausse des taux d'intérêt. Une telle décision déclencherait un tourbillon politique en Grande-Bretagne. Déjà, le gouvernement a dû mal à résister aux pressions conjuguées de son propre parti, de l'opposition, du patronat et des syndicats qui, non sans raison, arguent qu'il est illusoire d'espérer une reprise économique sans une baisse des taux, seule mesure susceptible de restaurer la confiance de l'industrie et des consommateurs. La question est de savoir combien de temps M. Major peut maintenir une telle rigueur, sachant que la reprise est largement conditionnée par des facteurs sur lesquels il n'a aucune prise : la chute du dollar par exemple, mais aussi, à court terme, le résultat du référendum français sur Maastricht. Si le « non » devait l'emporter, les pressions en faveur d'une sortie de la livre du SME ou d'un réajustement monétaire - c'est-à-dire d'une dévaluation - deviendraient probablement intolérables. En attendant, M. Major ne peut qu'inlassablement répéter qu'il n'y aura pas de dévaluation...

LAURENT ZECCHINI

Les tensions au sein du Système monétaire européen  
Les pays du G7 pourraient se concerter pour stabiliser le deutschemark

Les tensions au sein du Système monétaire européen (SME) continuent de provoquer l'inquiétude des milieux économiques et financiers, tandis que les esquisses d'une coopération monétaire internationale se font jour. Le ministre japonais des finances, M. Tsutomu Hata, a ainsi déclaré vendredi 11 septembre que les membres du Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) pourraient annoncer une intervention concertée destinée à stabiliser le deutschemark, lors de leur rencontre à Washington la semaine prochaine.

« Tous les pays membres considèrent la stabilité des taux de change comme une chose importante. Il se peut qu'ils confirment [la nécessité] (...) d'une coordination », a-t-il déclaré à la presse. Dans son édition du 11 septembre, le quotidien économique japonais *Nihon*

Avec la récente adhésion de dix nouveaux pays, le Fonds monétaire international (FMI) compte désormais 167 États membres. Dans son rapport annuel 1991-1992, rendu public vendredi 11 septembre, cette institution insiste sur son caractère désormais quasi-universel. Nous nous orientons, est-il écrit, vers un « système monétaire global ». L'assemblée générale du FMI s'ouvre le 22 septembre à Washington.

Parmi les nouveaux venus au FMI, les plus notables sont la Russie et la Suisse. Ce dernier pays s'était jusqu'à maintenant tenu à l'écart des organisations financières internationales. La situation financière de la Confédération helvétique, quoique encore enviable, n'est plus non plus tout à fait ce qu'elle était. Désormais, les quinze États issus de l'ex-Union soviétique sont en relation avec le FMI. A cette occasion, ce dernier a reconnu « à chaque pays, le droit souverain d'établir sa propre monnaie ».

Bien que le rapport n'en fasse pas état, la prochaine assemblée générale, qui s'ouvrira à Washington le mardi 22 septembre, sera certainement l'occasion de vives discussions au sujet de la place et du rôle qu'occuperont plusieurs des nouveaux pays membres. Il est entendu que l'on va créer, pour la Russie et certains pays qui se groupent autour d'elle, un « régime spécial » au sein du conseil d'administration. Au sein de ce dernier, tous les pays membres sont représentés soit à titre individuel (États-Unis,

Allemagne, Japon, Grande-Bretagne, France), soit par groupes. En revanche, apparaît beaucoup plus délicate l'attribution d'un vingt-quatrième siège pour un groupe que présiderait la Suisse. Pour pouvoir l'attribuer et s'en tenir à ce chiffre, jugé excessif par certains, il conviendrait de supprimer un groupe déjà existant, celui des pays d'Afrique francophone. Or Paris défend l'existence de ce groupe particulier.

## Centre de formation à Vienne

Avec l'accession des pays de l'est européen et des États successeurs de l'ex-URSS, le Fonds change quelque peu de rôle - ou plutôt distribue différemment ses différentes missions. Sa tâche d'assistance et d'aide technique et tendance à fortement augmenter. Une initiative importante est la création, en liaison avec d'autres organisations internationales, d'un centre de formation dont le siège sera à Vienne. Ses créateurs ont l'intention d'y accueillir les futurs fonctionnaires des pays ex-communistes.

Dans son nouveau rapport, le FMI consacre une place importante aux résultats de sa mission dite de « surveillance » (qu'il faudrait traduire en français par l'expression « droit de regard »). Celui-ci s'exerce statutairement sur la politique de taux de change menée par chaque État membre. Le Fonds a interprété cette mission au sens le plus large.

Un lieu d'employer l'expression impersonnelle et sans grande signification « le Fonds est d'avis que... », le rapport préfère distinguer entre les différentes opinions exprimées sur tel ou tel sujet par tel ou tel groupe du conseil d'administration - sans toutefois les nommer. Plusieurs administrateurs

ont « le sentiment que le dollar conserve une importance toute particulière dans le système, ce qui confère aux États-Unis une responsabilité particulière ». Le rapport ajoute : bien que certains membres du conseil croient que le monde compte de plus en plus sur les trois plus grands pays industriels (États-Unis, Allemagne et Japon) pour que leur monnaie respective serve d'ancrage au système monétaire, seulement un petit nombre d'entre eux s'attendent à la formation de groupes monétaires régionaux importants en dehors de celui qui s'annonce en Europe. « Beaucoup d'administrateurs », ajoute le rapport, soulignent que la stabilité des prix devrait être l'objectif prédominant des politiques monétaires menées dans les grands pays, non pas parce qu'un haut niveau d'emploi et la croissance sont des objectifs moins importants, mais parce qu'il est prouvé qu'il est très difficile d'atteindre ces objectifs en l'absence d'une stabilité des prix ».

A propos du franc, on lit dans le rapport : « Bien qu'il y ait au sein du conseil quelque sympathie pour le souci exprimé par les autorités françaises au sujet du haut niveau des taux d'intérêt, la plupart des administrateurs pensent que cela est inévitable (...). Une politique ferme de taux est considérée comme nécessaire pour permettre au franc de parer le rôle d'ancrage dans le SME ».

## Des engagements en hausse

Dans la phase actuelle de faiblesse conjoncturelle, la plupart des administrateurs estiment que les gouvernements « devraient s'abstenir d'avoir recours à une politique discrétionnaire d'ajustement macroéconomique à la situation du moment (fine tuning) ». Au cours de l'exercice sous revue, le Fonds a

substantiellement augmenté (d'environ 50 %) ses engagements. Ceux-ci se sont élevés pendant l'exercice à 8,7 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS, un droit de tirage spécial égal à 1,48 dollar) contre 5,6 milliards pendant l'exercice 1990-1991. Les trois principaux emprunteurs, l'Argentine, le Brésil et l'Inde en absorbent presque les deux tiers.

Au 1<sup>er</sup> avril, fin de l'exercice annuel, cinquante-trois pays avaient passé un accord avec le FMI. Celui-ci disposait à cette date de 20,9 milliards de DTS de ressources disponibles. L'augmentation de 50 % des quotas décidée en juin 1990 (leur montant devrait passer de 90 à 130 milliards de DTS) n'est toujours pas en vigueur.

## La question des arriérés

La raison en est que les pays qui ont déjà ratifié cet accord n'ont pas encore tous adopté le troisième amendement. Or il était stipulé que celui-ci devait être ratifié à concurrence de 85 % des voix (pondérées) pour que l'accroissement des ressources du Fonds soit mis en vigueur.

Le troisième amendement concerne la nouvelle procédure visant les pays qui ne sont pas en règle avec le FMI. Ce rapport, comme les précédents, s'attache à la question des arriérés. Ceux-ci ne représentent qu'un peu plus d'un milliard de DTS mais les pays membres voient là une question de principe. Après que le Panama a réglé sa dette, dix pays d'où pas rempli leurs obligations de remboursement vis-à-vis de l'institution. Plusieurs d'entre eux ont passé avec cette dernière les accords prévus par la nouvelle procédure.

L'attention des réunions préparatoires à l'assemblée générale (elles commenceront dès le 18 septembre) sera particulièrement concentrée sur la situation des pays de l'ex-URSS et, en particulier, de la Russie. La seule indication jugée positive en provenance de la Russie concerne un certain ralentissement de l'inflation. Celle-ci ne serait plus aujourd'hui que de 8,9 % par mois.

PAUL FABRA

J.-M. N.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Le Conseil d'Administration s'est réuni le 8 septembre 1992 sous la présidence de M. Roger Papaz pour examiner les points suivants :**

**AUGMENTATION DE CAPITAL**

Le Conseil a constaté que, compte tenu des conversions d'obligations effectuées à l'échéance de l'emprunt ex-GFII 7 % 1971, le capital de la société est porté à 176 176 400 francs, divisé en 8 761 764 actions de 100 francs chacune.

**ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ**

L'exploitation locative du patrimoine se déroule de façon satisfaisante en regard de la conjoncture actuelle. Le taux d'occupation global actuel est de 97,82 %, se répartissant ainsi : 99,13 % pour les immeubles d'habitation et 91,66 % pour les surfaces commerciales. L'immeuble de bureaux de 5 370 mètres carrés d'Isy-les-Moulineaux livré courant été 1991 est en bonne voie de pleine occupation à des conditions de rentabilité intéressantes. La commercialisation des immeubles de bureaux de Surmeuse et Levallois est actuellement lancée dans un marché rendu difficile par une offre abondante. Il est toutefois précisé que l'immeuble de Levallois bénéficie, dès son achèvement et temporairement, de recettes locatives jusqu'à fin février 1993.

**RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1992 - PRÉVISIONS DE L'EXERCICE**

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 177 713 000 francs, en progression de 4,39 %. Le résultat d'activité et d'exploitation a été de 103 958 000 francs, en hausse de 5,06 %. Le bénéfice net est en augmentation, à 130 739 000 F contre 126 507 000 francs pour la période correspondante de 1991. Les prévisions établies pour l'ensemble de l'exercice permettent d'envisager une progression du prochain dividende.

**RENONCIATION AU STATUT DE SII**

L'aménagement au fil des années des avantages liés au statut spécifique de SII alors que les contraintes subsistent, le nouvel environnement fiscal ou financier - abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés, conditions d'éligibilité aux Plans d'épargne en actions (PEA) - ont déterminé le Conseil d'Administration de la société à convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire le 9 décembre 1992, afin de lui soumettre la décision de renoncer au statut de SII.

L'adoption par le GFC du statut de droit commun devrait lui permettre d'assurer son développement, sans contraintes, de manière harmonieuse, équilibrée et prudente, et d'obtenir l'éligibilité de ses titres au PEA dès sa création.

GFC

## SOCIAL

Pour la formation de 8 000 chômeurs

## Treize fédérations professionnelles signent des accords-cadres avec le ministère du travail

M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, a signé jeudi 10 septembre avec les dirigeants de treize fédérations professionnelles, représentant neuf secteurs d'activité, des accords-cadres pour la formation professionnelle de demandeurs d'emploi. Engagée pour une période de dix-huit à vingt-quatre mois, l'opération devrait s'adresser à huit mille chômeurs. « Nous avons pu être aujourd'hui un nouvel outil pour le traitement du chômage », s'est félicitée M<sup>me</sup> Aubry, satisfaite de voir que « les entreprises se mobilisent pour la formation des demandeurs d'emploi ».

Cette action vient de loin. Elle est née, dès l'arrivée de M<sup>me</sup> Aubry rue de Grenelle, de l'enquête qu'elle avait demandé aux préfets de réaliser auprès des professions pour copier les secteurs connaissant des difficultés de recrutement. Elle s'est poursuivie avec une réorientation des formations vers les secteurs porteurs d'emploi et avec la concentration des moyens sur les points les plus sensibles. Depuis longtemps, le ministère du travail espérait que les entreprises ouvriront leurs centres de formation,

aux capacités parfois excédentaires, à des chômeurs qui pourraient ainsi côtoyer des salariés.

En utilisant toutes les formules disponibles, et en mobilisant les sources de financement nécessaires, le dispositif imaginé devrait permettre de développer l'offre de formation, là où elle est quantitativement insuffisante en regard des perspectives d'emploi, et d'assurer une ingénierie des formations, là où l'offre est qualitativement inadéquate.

Le projet repose sur l'intérêt commun des entreprises, pour faire face à leurs besoins de main-d'œuvre qualifiée, et des demandeurs d'emploi, qui auront plus de chances de trouver un débouché. Pour le service public de l'emploi, l'ANPE a été désignée comme l'opérateur d'actions qui seront localisées. Avec certaines grandes entreprises, il est envisagé de mettre en place des réseaux efflu d'élargir le bénéfice de l'opération à des PME d'un même bassin d'emploi ou à des sous-traitants qui recherchent du personnel formé.

A. Lo.

## SANTÉ

Le testament du médecin-conseil de la CNAMTS

## Le rapport du docteur Béraud provoque une vive polémique

Le docteur Claude Béraud, médecin-conseil de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), a décidé de quitter ses fonctions sur un coup d'état. Présentant un rapport sur les « gaspillages » dont souffre la branche maladie de la Sécurité sociale, il a déposé le « très grande fréquence de la petite délinquance » parmi les professionnels de la santé, qu'il estime « certainement plus répandue (...) que chez les adolescents au chômage ».

Le docteur Béraud s'en est pris aux dépassements d'honoraires excessifs, au non-respect de la tarification, sans oublier « la grande délinquance », certes « exceptionnelle », mais dont les risques sont « très graves » : interventions chirurgicales inutiles réalisées pour des « objectifs personnels », demande de remboursement d'actes fictifs, fraudes sur les prothèses... Au total, « excessifs abus et fraudes ont coûté 120 milliards de francs à l'assurance-maladie sur une dépense annuelle de 573 milliards ». Moins catégorique, M. Gilles Johannet, directeur de la caisse nationale, considère tout de même que « 60 milliards auraient pu être aisément économisés ».

Ces propos ont suscité une réaction de M. René Teulade, ministre des affaires sociales, selon lequel « ce dossier doit être traité sereinement car « les médecins ne sont pas des délinquants ». Quant au docteur Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), il s'est indigné devant des propos « infamants », assurant qu'il « prendrait toutes mesures nécessaires à la réparation de cet affront ». Ces déclarations interviennent alors que le gouvernement, la caisse nationale et les syndicats de médecins viennent de reprendre les interminables discussions destinées à mettre sur pied un mécanisme de rationalisation des dépenses de santé.

Certes brutales, elles d'en relèvent pas moins l'engagement grandissant et compréhensible - d'un nombre croissant de techniciens de la Sécurité sociale - à l'égard de réformes sans cesse promises mais invariablement repoussées à des jours meilleurs. Ce décalage entre le discours et la pratique constituent parfois un sentiment d'impunité qui ne peut qu'encourager certains comportements antidémocratiques et fort coûteux. Mais dont on ne saurait accuser l'ensemble du corps médical.

PAUL FABRA

J.-M. N.



## ÉCONOMIE

### AFFAIRES

Sur fond de rivalité entre Wallons et Flamands

## Le groupe néerlandais ING prêt à lancer une OPA sur la Banque Bruxelles-Lambert

Le premier groupe financier des Pays-Bas ING (International Nederlanden Group) a annoncé, jeudi 10 septembre, être prêt à lancer une OPA sur la deuxième banque belge, la Banque Bruxelles-Lambert (BBL) (le Monde du 11 septembre). Est-ce le prélude à une bataille boursière d'envergure ou la BBL va-t-elle passer facilement sous contrôle néerlandais ?

BRUXELLES

de notre correspondant

Cette prise de contrôle par un groupe néerlandais serait bien vue par les Flamands de Belgique qui s'inquiètent de l'invasion du capital français dans le royaume, surtout depuis la restructuration de la Société générale de Belgique, passée sous la coupe de Suez. Mais la réponse ne sera connue que dans plusieurs semaines, au terme d'une

procédure complexe pouvant conduire à la réussite d'une OPA. L'actionnariat de la BBL est très diversifié. Trop, disent ses cadres, qui souhaitent une direction plus unie et une politique visant à acquérir une dimension européenne. Depuis plusieurs mois, le groupe italien SBH Investment, entré dans la société au début des années 80 et détenteur actuel de 4,72 % de son capital, voulait se défaire de ses parts. Mais son offre de vente à 3 800 francs belges l'action (627 francs) n'avait pas trouvé preneur. Jusqu'au conseil d'administration extraordinaire de l'issue duquel on a appris, jeudi 10 septembre, qu'ING - qui détient aujourd'hui 10,03 % de la BBL, avec sa filiale belge, la compagnie d'assurances La Patriotique - faisait une offre de 3 600 francs, supérieure à la cotation en Bourse (3 200 francs mercredi 9 septembre). Le hic est que la Commission bancaire de Belgique a estimé qu'il fallait en passer par la procédure

de l'OPA (offre publique d'achat), en raison des synergies qui allaient s'établir.

### Une partie politico-financière

Du coup, ING a informé l'ensemble des actionnaires qu'il était d'accord pour cette OPA, mais à plusieurs conditions. Notamment qu'il puisse procéder à un audit pour en savoir plus sur les comptes de la société; et qu'il puisse détenir au moins 51 % du capital au terme de l'OPA. Le conseil d'administration a donné son accord.

Les regards se portent maintenant sur M. Albert Frère, patron du Groupe Bruxelles-Lambert (GBL), investi dans de nombreux secteurs de l'économie belge, et auquel certains Flamands reprochent de s'intéresser surtout aux francophones. Il y a quelques mois, GBL avait paru vouloir céder sa participation (13,49 % en propre, quelque 25 % avec ses sociétés

satellites, notamment la Royale belge, qu'il contrôle avec l'UAP) dans le capital de la banque qui porte son nom et dont il est l'actionnaire principal. Soudainement un ancrage belge, il avait songé au Crédit communal. Sans résultat.

Au siège du groupe du magnat de Charleroi, on déclarait jeudi soir que GBL ne se porterait pas acquiescent des actions de SBH, sur lesquelles il a un droit de préemption, ce dont chacun se doutait bien. Mais on refuse de dire si l'on vendra à ING, « parce que beaucoup de choses ne sont pas claires à ce stade ».

Une belle partie en perspective, tant financière que politique, dans le contexte acrimonieux entre Wallons et Flamands. Jeudi après-midi, M. Jacques Thiery, président de la Banque Bruxelles-Lambert, partait pour Paris, où il avait de nombreux rendez-vous. Peut-être pour se trouver des alliés.

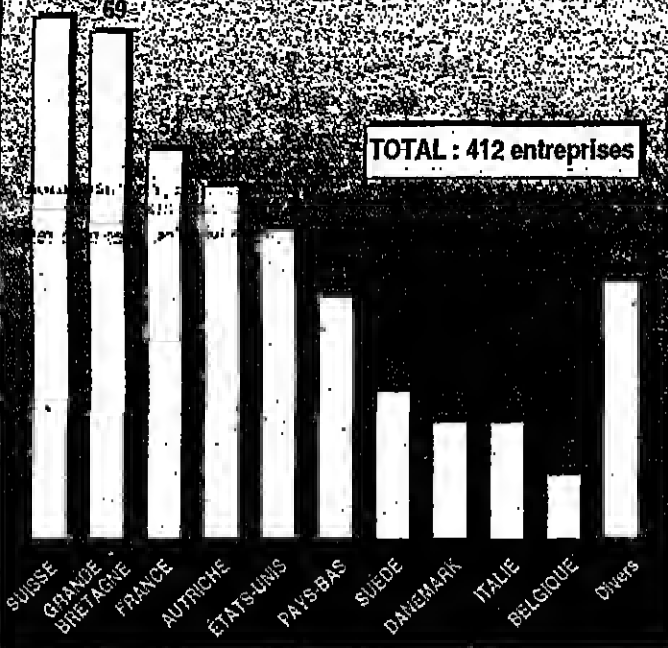
JEAN DE LA GUÉRIÈRE

### ÉTRANGER

Pour un montant de 111,9 milliards de francs

## Près de 9 000 entreprises ont déjà été privatisées dans l'ex-Allemagne de l'Est

Acquisitions étrangères en ex-RDA au 30 juin 1992 (nombre d'entreprises privatisées achetées)



Au 10 septembre 1992, ce sont 8 781 entreprises d'Allemagne de l'Est qui ont été privatisées. La Treuhandanstalt (THA), organisme public à qui incombe, depuis 1990, la tâche de privatiser les entreprises d'Est de l'ex-RDA, a présenté jeudi 10 septembre son bilan à Paris, à l'occasion de sa première émission d'un emprunt obligataire.

La vente, depuis deux ans, de milliers d'entreprises au secteur privé a rapporté 32,9 milliards de marks (111,9 milliards de francs) à la THA. Les acquéreurs se sont engagés à investir l'équivalent de 504 milliards de francs dans ces entreprises, et à maintenir ou créer 1,2 million d'emplois. Sur les 12 000 entreprises qui devaient être privatisées, après démantèlement de plusieurs gros combinats en unités économiques rationnelles, un peu plus de 3 000 n'ont pas encore trouvé preneur. Quelque 1 600 entreprises ont dû être fermées, entraînant la perte de 250 000 emplois.

« Nous avons pourtant tenté de couvrir toutes les entreprises qui couvrent le moindre potentiel », explique M. Birgit Breuel, présidente du directeur de la Treuhandanstalt. « Il nous a fallu répondre à un gigantesque défi : assainir ces entreprises, leur doter de fonds propres, améliorer leur gestion, les

adapter au marché, réduire leur personnel, répondre à l'effondrement des marchés d'Europe de l'Est. Aujourd'hui, les privatisations marchent bien. Durant le seul mois de juillet, nous avons vendu 600 entreprises. »

Les investisseurs étrangers qui avaient acquis 437 entreprises au 30 juillet 1992 se sont engagés à réaliser l'équivalent de 45,6 milliards de francs d'investissements, et à sauvegarder 115 000 emplois. Les Français figurent dans le peloton de tête des acquéreurs étrangers, juste derrière les Britanniques et les Suédois. En termes d'emplois sauvegardés (19 300) et de promesses d'investissements (9,2 milliards de francs), ils sont même les tout premiers. Avec 53 rachats d'entreprises, la France a réalisé environ 20 % du total des investissements étrangers. Selon M. Breuch, ce pourcentage devrait bientôt doubler « grâce aux projets en cours, notamment le rachat prochain de raffineries par un consortium mené par Elf-Aquitaine ». La THA compte avoir achevé l'essentiel des privatisations d'entreprises d'ici au début de 1994. Mais dès la fin de 1992, certaines branches comme les services, le bâtiment et l'agro-alimentaire devraient être entièrement privatisées.

P. K.

### INDICATEURS

**CEI**  
Inflation : + 0,1 % en juillet. Les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en juillet dans l'ensemble de la Communauté européenne, a annoncé jeudi 10 septembre Eurostat, organisme de statistiques de la CEE. Le taux d'inflation en rythme annuel s'est établi à 4,1 % en juillet dans la CEE, son plus bas niveau depuis novembre 1988. Selon Eurostat, ces bons résultats s'expliquent par les accroissements « bas à modérés » de l'indice des prix dans certains États membres, et même par des baisses au Royaume-Uni (-0,4 %), au Danemark (-0,4 %), et en Grèce (-1,9 %).

### TRANSPORTS

Alors que la Commission de Bruxelles enquête sur les risques d'un monopole aérien

## Sabena satisfait de l'alliance avec Air France

BRUXELLES

de notre correspondant

Le président de la compagnie belge Sabena, M. Pierre Godfroid, s'est déclaré satisfait de l'accord de partenariat conclu avec Air France il y a cinq mois, lors d'une conférence de presse tenue à Bruxelles le jeudi 10 septembre. Il a annoncé une augmentation prochaine des vols de sa compagnie entre Paris et Bruxelles, avec l'octroi d'avantages aux clients les plus fidèles sur l'ensemble de son réseau.

Les relations avec le transporteur français sont fondées sur « une logique de coopération » et non d'absorption, a dit M. Godfroid. « Il s'agit de tirer parti des points forts de chacun. Le domaine de l'informatique, où Air France excelle, donne, par exemple, de très bons résultats (...). L'essentiel de notre stratégie est basé sur l'Europe et l'Afrique. Nous nous battons plus sur les services que sur les prix ». Fin octobre,

Sabena assurera une « navette horaire » entre Bruxelles et Paris avec un « service simplifié ».

La date choisie pour cette conférence de presse n'est sans doute pas fortuite. La Commission de Bruxelles examine en effet l'accord qui permet à Air France et à différents partenaires regroupés autour du Groupe Bruxelles Lambert de M. Albert Frère, de contrôler 37,5 % du capital de la Sabena par l'intermédiaire d'une société de droit belge, Newco.

La procédure de notification vient de s'achever, a indiqué M. Godfroid, qui « ne pense pas qu'il y ait de désaccord entre la Commission et nous » (Sabena et Air France). Il semble toutefois qu'il y ait quelques problèmes, notamment au sujet du quasi-monopole dont les deux compagnies bénéficieraient sur les destinations de l'Afrique noire francophone.

J. de la G.

### INDUSTRIE

A la satisfaction des Suédois

## M. Strauss-Kahn souhaite « aller plus loin » dans le rapprochement Renault-Volvo

Le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, a déclaré, jeudi 10 septembre, qu'il fallait « aller plus loin » dans la coopération entre Renault et Volvo, « toutes les synergies possibles entre les deux constructeurs n'étant pas encore au rendez-vous ».

Leurs liens sont encore trop « ténus », a poursuivi le ministre qui a ajouté : « Faudrait-il aller vers la fusion entre les deux groupes ? C'est le souhait des entreprises, mais le gouvernement

n'a pas tranché. Du reste, une nouvelle loi serait nécessaire et actuellement aucun projet n'est sur le bureau du conseil des ministres. »

Cette déclaration de M. Strauss-Kahn a été appréciée à Göteborg, siège du groupe automobile suédois, où la direction s'est immédiatement déclarée « satisfaite ». Le constructeur suédois s'est réjoui de la déclaration de M. Strauss-Kahn, qui a la fin de l'année dernière, par l'entourage de l'ancien premier ministre, M. Edith Cresson.

La hausse des dépenses prévues pour cette année - 1 335 milliards de francs - est de 3,5 % par rapport à 1991. Le déficit global prévu pour 1992 initialement fixé à 89,5 milliards de francs avait été porté à 135 milliards de francs en avril, au regard des moindres rentrées fiscales. La Caisse des dépôts a estimé récemment que ce déficit pourrait atteindre 165 milliards de francs, hors recettes des privatisations (10 milliards de francs jusqu'à présent pour 1992).

### BUDGET

Pour contenir l'évolution des dépenses

## M. Sapin annonce une nouvelle régulation budgétaire

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Michel Sapin, a annoncé jeudi 10 septembre à Paris qu'une prochaine régulation budgétaire allait intervenir pour contenir l'évolution des dépenses du budget 1992 au niveau prévu.

Au cours de son point de presse hebdomadaire, M. Sapin a indiqué qu'il y avait « une maîtrise absolue des dépenses » du budget 1992. « Des décisions seront prises pour que cette maîtrise soit réelle », a déclaré M. Sapin. Le déficit du secteur public sera selon lui « en dessous de 3 % du produit intérieur brut (PIB) » en 1992 (quelque 210 milliards de francs), limite

## COMMUNICATION

Le groupe allemand progresse de 10 %

## Bertelsmann ignore superbement la crise des médias

Premier européen et second mondial de la communication, le groupe allemand Bertelsmann a réalisé un chiffre d'affaires de 16 milliards de deutschemarks (55 milliards de francs) pour son exercice 1991-1992 clos le 30 juin et un bénéfice de 570 millions de deutschemarks.

GÜTERSLOH

de notre envoyé spécial

Pour réussir durablement dans la communication, pour sentir les boules profondes des opinions publiques sans s'étouffer dans l'écume, faut-il être provincial ? On pourrait le penser de Gütersloh, petite ville de Rhénanie-du-Nord-Westphalie où les murs en briques présagent déjà l'Allemagne du Nord. Bertelsmann est né là il y a près de deux siècles et y est resté ancré.

Conjoncture oblige, tous les concurrents l'arguent les voiles. Soit ils subissent le recul des marchés publicitaires, soit ils paient une diversification mal conduite, soit les deux. Voyez Hachette. Le groupe allemand Bertelsmann n'a pas ces soucis : « Nous avons observé les problèmes de nos concurrents sans qu'ils nous touchent », dit son président, M. Mark Wössner. L'année 1991-1992 fut, en effet, « brillante ».

Le bénéfice net de 570 millions de deutschemarks (en baisse de 5,6 %) a été obtenu alors que le groupe s'est déchargé de pratiquement toutes ses dettes, investi la somme record de 2,8 milliards de marks (avec une conception particulière qui fait considérer les transferts d'auteurs ou les frais de lancement comme des investissements) et a distribué en bonus de participation 1,8 mois de salaire à ses 48 000 employés dans le monde. Avec une rentabilité élevée (13,7 % de retour sur capital), Bertelsmann peut payer un dividende de 15 % aux actions sans droit de vote. Ce qui permet à la société d'origine familiale d'attirer des capitaux neufs sans perdre le pouvoir.

### La première place à la presse

Les ventes en hausse de 10 %, à 16 milliards de deutschemarks, viennent de sept branches aux résultats « très satisfaisants ». L'édition musicale, seule, procède des interrogations. Le coût des artistes, qui a quintuplé ces dernières années, et la féroce concurrence dans cette industrie, désormais extrêmement concentrée à l'échelle mondiale (Bertelsmann est cinquième derrière Sony, Warner, Polygram et EMI), rendent la vie périlleuse. Ici comme ailleurs, le groupe allemand s'est gardé de tout aventurer en refusant de reprendre les disques Virgin.

M. Wössner a concédé un second sonci : des pertes dans

l'édition aux États-Unis et en Espagne. Mais, pour le reste, aucun problème. Les clubs de livres (23 millions d'abonnés dans le monde dont 6,5 en Allemagne) assurent des bénéfices continus, tout comme l'édition d'encyclopédies ou même l'imprimerie.

Dans la liste des prix d'excellence, la première place est revenue cette année à la presse, regroupée dans la filiale Grüner und Jahr. M. Wössner s'est félicité du « développement sensationnel », en France, du magazine économique *Capital* (200 000 exemplaires mensuels) et de l'entrée, à marche régulière, dans le secteur de la presse quotidienne allemande. Propriétaire d'un seul titre en 1989 (*Hamburger Morgenpost*), le groupe en contrôle désormais douze, qui représentent au total 1,5 million d'exemplaires par jour, 430 000 le dimanche et 1,6 million de gratuits.

### Plaire à la clientèle

Restent les médias électroniques, où Bertelsmann mène une stratégie d'association parce « c'est un autre monde que l'écrit ». Depuis le début des années 80 et la liberté donnée aux télévisions privées en Allemagne, Bertelsmann a lancé RTL Plus avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Mais ce partenariat, qui doit encore donner naissance à RTL Plus 2, une chaîne de cinéma, fin septembre, connaît des remous. Car le projet de Bertelsmann de créer à l'automne Vox, une chaîne d'informations et de loisirs, est vu par la CLT comme une concurrence pour RTL Plus, dont elle veut développer l'information. Les deux partenaires en sont venus au tribunal, mais M. Wössner se dit convaincu qu'un accord à l'amiable sera trouvé dans les semaines qui viennent.

La réussite du provincial s'explique-t-elle par sa seule prudence ? Sûrement pas. Le groupe allemand, isolé des capitaux et des modes, compte d'abord sur le marketing.

Sans état d'âme, Bertelsmann est le BSN de la communication : livres et journaux sont des « produits » qui doivent d'abord plaire à la clientèle. Il s'appuie aussi sur une politique de personnel qui, sans éviter les nipponismes (« participation » et « motivation » à tous les étages), offre des salaires confortables. Bertelsmann, surtout, investit à long terme et procède à peu d'acquisitions (2 % du chiffre d'affaires cette année). Le groupe, enfin, dispose d'épais fonds propres, ce qui contraste avec ses concurrents.

Sans projet immédiat dans la presse quotidienne en France, M. Wössner investira cette année dans les « loisirs », la télévision et les marchés de l'Europe de l'Est.

ÉRIC LE BOUCHER

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Legrand

### RESULTATS SEMESTRIELS : bénéfice net + 7 %

Le Conseil, réuni sous la présidence de M. François Grapotte, a arrêté les comptes consolidés du 1<sup>er</sup> semestre :

(en millions de F)	1 <sup>er</sup> semestre 1992	1 <sup>er</sup> semestre 1991
Chiffre d'affaires	5 225	5 026
Bénéfice net (part du Groupe)	364	339
% du chiffre d'affaires	7,0%	6,7%
Marge brute d'autofinancement	772	749
% du chiffre d'affaires	15%	15%
Investissements industriels	465	567
% du chiffre d'affaires	9%	11%

Par ailleurs on rappelle que BACO, l'un des spécialistes français de la protection différentielle et des appareils de commande et de signalisation a rejoint le Groupe LEGRAND à la fin du mois de juin.

Entreprise performante (8% de marge nette et 17% de cash-flow), exportant 25% de son chiffre d'affaires, BACO vient renforcer le potentiel technologique et industriel du Groupe.

INFORMATION FINANCIERE Tél. : (1) 43 60 01 80



## VIE DES ENTREPRISES

A la suite d'une augmentation de capital

## Le Crédit lyonnais apporte 1 milliard de francs à Pinault

Décidément, le mois de septembre est favorable à M. François Pinault : il y a tout juste un an, activement soutenu par le Crédit lyonnais, il négociait le rachat du Printemps, point de départ de la réorientation de son groupe des industries du bois vers la distribution. Aujourd'hui, à la suite d'une augmentation de capital de 1 milliard de francs qui lui est réservée, la banque (via Citinvest) devient actionnaire pour 20 % du holding de tête du groupe la Financière Pinault. Elle était déjà présente dans le tour de table du groupe pour 7,5 % mais au niveau de Pinault S.A., détenue à 49,5 % par la Financière Pinault et à 5,5 % par les Assurances générales de France. Mais la famille Pinault conserve 51 % du groupe, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Financière Pinault.

Cette opération illustre la profonde mutation des affaires de M. François Pinault : outre son désengagement progressif de l'industrie (vente il y a quelques jours de son secteur mobilier de bureaux, cession d'Isoroy en août, de l'emballage en juillet, des meubles de cuisine en avril), le groupe a décidé début septembre de réorganiser ses activités de distribution autour du Printemps. On ne sait pas encore la forme exacte que prendra cette réorganisation (fusion, offre publique d'échange, apport d'actifs ?) sur laquelle travaille le patron du Printemps, M. Jean-Jacques Delort.

Le milliard apporté par le Crédit lyonnais ne servira pas au désendettement du groupe (une quinzaine de milliards de francs), réalisé par les désengagements : déjà, ceux-ci ont permis de récolter

3,5 milliards de francs. De même, il n'est pas à rapprocher des rumeurs qui persistent depuis un mois sur un éventuel rachat au britannique Storehouse d'Habitat France. Manifestement, le groupe regarde le dossier, mais il se refuse de confirmer ou d'infirmer les intentions qui lui sont prêtées. Si celles-ci se concrétisaient, elles permettraient un retour sous la bannière tricolore de la chaîne de meubles chère au cœur des cadres supérieurs.

Selon M<sup>me</sup> Patricia Barbizet-Dussart, désormais directrice générale de la Financière Pinault, l'entrée du Crédit lyonnais donne à la Financière Pinault les moyens de continuer à se développer et d'étudier « d'autres projets dans d'autres secteurs ». Si tel est bien le cas, on n'a pas fini de parler de Pinault.

F. V.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## BOURSE

Les actions Maxwell Communication n'ont pas... Les autorités boursières françaises ont découvert par hasard que l'action Maxwell Communication avait été rachat de la Bourse de Londres depuis... le 8 juin. Ni la direction du Stock Exchange ni la société ou ses banques françaises ou étrangères n'en avaient averti le marché parisien, où le titre négocié sur le marché à règlement mensuel est suspendu depuis le 29 novembre 1991 à un cours de 3,35 francs. Pour cause de minimum de désengagement aux actionnaires français du groupe, la Société des

Bourses françaises a donc décidé une reprise des cotations du 14 au 23 septembre. Après ces huit jours, le titre sera rachat pour être transféré au hors-cote. A ce jour, il y aurait un million de titres à l'achat contre quatre millions à la vente.

## CAPITAL

BSN a conclu son projet de protection du capital. Dans un entretien aux Echos du 11 septembre, M. Antoine Riboud, président de BSN, a annoncé un assouplissement de son projet de protection contre une offre publique d'achat (OPA). L'assemblée générale extraordinaire

du 30 septembre doit se prononcer sur une modification statutaire, aux termes de laquelle un actionnaire pourra exprimer en assemblée plus de 6 % du total des droits de vote s'il détient des actions à vote simple, et 12 % pour tenir compte des droits de vote double. Cette disposition cessera d'être applicable si un actionnaire parvenait à détenir au moins 90 % du capital. Annoncé en juillet (Le Monde du 27 juillet), ce projet n'a soulevé les protestations d'actionnaires minoritaires qui contestent le bouclage du capital. M. Riboud indique qu'il a décidé d'abandonner le seul de limitation des droits de vote de 90 % à 67 % de détention du capital.

## ACCORDS

Sema Group : entrée prévue de France Télécom et bénéfice en hausse. - France Télécom et le groupe franco-britannique de services informatiques Sema Group ont abouti à un accord de principe permettant à l'opérateur public des télécommunications de faire son entrée dans le capital de Sema Group, a indiqué, jeudi 10 septembre, M. Pierre Bonelli, président de Sema. Cet accord de principe reste soumis à l'approbation des pouvoirs publics, a ajouté M. Bonelli. Cette alliance aurait également un volet industriel sur lequel Sema n'a pas voulu donner de détails. D'autre part, M. Bonelli a présenté le premier semestre 1992 du groupe comme « le plus rentable depuis la fusion en 1988 » de Sema Metra avec Cap Group Plc. Le bénéfice après impôt progressé de 11,5 %, atteignant 5,8 millions de livres (7 millions de francs), contre 5,2 millions au premier semestre 1991. Le bénéfice net (part du groupe) a atteint 4,8 millions de livres contre 4,3 millions (-11,6 %). Ces chiffres n'incluent pas les coûts de la vente de la filiale de la SOFRES à la fin de 1991, qui s'est élevée à 15,4 millions de livres. Le chiffre d'affaires a atteint 195,4 millions de livres, contre 200,9 millions au premier semestre 1991. A périmètre comparable, la progression est de 8,3 %.

Pathé Télévision et Philips ont une filiale commune pour la CDI. Pathé Télévision (du groupe Charbon) sera majoritaire (65 %) dans une filiale créée en commun avec Philips Electronics grand public pour l'édition de disques compacts interactifs (CDI) et leur distribution mondiale par vidéo. Le CDI est un nouveau type de matériel qui sert en France le 21 septembre. Branché sur un téléviseur, il autorise des programmes audiovisuels interactifs. La nouvelle société compte éditer plusieurs titres par an, programmes de connaissance ou de divertissement, destinés aux jeunes. Pathé s'appuiera notamment sur ses archives filmées pour créer des disques interactifs sur les deux guerres mondiales.

Rhône-Poulenc corrigé ses évaluations. - Moins de quinze jours après la publication de ses résultats semestriels et la confirmation d'une progression de 20 % du résultat opérationnel sur l'année (Le Monde du 27 août), Rhône-Poulenc vient de corriger ses évaluations. La tendance s'est brutalement inversée en août avec la chute du dollar et des sous de 4,80 francs. Cette baisse a entraîné un afflux de produits américains en Europe et a amplifié la baisse des prix des intermédiaires chimiques. Et la crise politique et économique brésilienne a pesé sur l'activité de Rhône-Poulenc dans ce pays. « Compte tenu de ces incertitudes, la progression du résultat opérationnel de 1992 pourrait être que de +10 % à +15 % par rapport à 1991 », a précisé le groupe jeudi 10 septembre. La réaction à la Bourse a été immédiate et le certificat d'investissement a perdu 11,57 % à 330 francs dans un marché de 354 000 titres.

## RÉSULTATS

Le Rhône-Poulenc corrigé ses évaluations. - Moins de quinze jours après la publication de ses résultats semestriels et la confirmation d'une progression de 20 % du résultat opérationnel sur l'année (Le Monde du 27 août), Rhône-Poulenc vient de corriger ses évaluations. La tendance s'est brutalement inversée en août avec la chute du dollar et des sous de 4,80 francs. Cette baisse a entraîné un afflux de produits américains en Europe et a amplifié la baisse des prix des intermédiaires chimiques. Et la crise politique et économique brésilienne a pesé sur l'activité de Rhône-Poulenc dans ce pays. « Compte tenu de ces incertitudes, la progression du résultat opérationnel de 1992 pourrait être que de +10 % à +15 % par rapport à 1991 », a précisé le groupe jeudi 10 septembre. La réaction à la Bourse a été immédiate et le certificat d'investissement a perdu 11,57 % à 330 francs dans un marché de 354 000 titres.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 11 septembre ↑

## Calm

Pour la deuxième séance consécutivement, la Bourse de Paris était orientée à la hausse vendredi 11 septembre dans un marché tournoyant assez calme. En progression de 0,91 % dès le début des échanges, les valeurs françaises, après avoir un instant perdu le tonus de leur envol, papillonnent 0,5 % peu après le midi-journée. Toutefois, la nouvelle de l'intervention chirurgicale subie par le président de la République n'a eu que peu d'influence sur le tendresse. Aux alentours de 13 h 30, les gains affichés par l'indice CAC 40 avoisinaient 0,7 %.

De côté des valeurs, la réaction réservée aux analyses qu'on en a fait par les dirigeants de Carrefour a fait plutôt bonne impression, indiquant les gestionnaires. M. Jacques Fournier, le nouveau PDG du groupe, s'attend pour 1993 et les deux années suivantes à une progression des résultats de 20 % par an. Le titre monte de 1,5 % à 2.195 F après avoir atteint à l'ouverture 2.238 F.

Sur le marché au comptant, on relevait la suspension de cotation des titres Eux et Force, ainsi que celle de Eux barreau de Paris et de Eux de Calais. Ces trois filiales à 80 % de la Lyonnaise des eaux et de la Générale des eaux seraient sur le point d'être regroupées au sein d'une grande société de distribution d'eau dont la capitalisation boursière pourrait atteindre 2 milliards de francs. Au terme du regroupement, la Lyonnaise défendrait 75 % de la nouvelle entité, la Générale 10 % et 15 % se retrouveraient dans le public.

NEW-YORK, 10 septembre ↑

## Nette hausse

Après un début de matinée assez tranquille, Wall Street a retrouvé le chemin de la hausse, jeudi 10 septembre, grâce aux perspectives d'une inflation légèrement modérée aux Etats-Unis, ainsi qu'à une bonne réaction au dernier discours du président Bush qui a dévoilé son programme pour une renaissance de l'Amérique. Au terme des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 3 305,19, soit une hausse de 33,77 points soit une nette progression de 1,03 %. L'activité a également été soutenue par 222 millions d'actions échangées.

Un franc mouvement de hausse a été amorcé en début d'après-midi par le discours du président Bush devant le Club économique de Detroit, dans lequel il a exposé un plan optimiste prévoyant un doublement du produit intérieur brut national d'ici le début du vingt et unième siècle. Ce programme devrait être équilibré par une réduction des impôts et des dépenses, ainsi que par une expansion du commerce mondial.

L'espérance d'un bon résultat de l'indice de prix de gros, qui sera de la vente, a encouragé les investisseurs à acheter. D'autre part, les demandes d'allocation-changement ont progressé de 8 000 à 384 000 durant la semaine achevée le 29 août.

VALEURS	Cours de 9 sept.	Cours de 10 sept.
Alcoa	86 3/4	89 1/4
AT&T	42 5/8	43 5/8
Bell	38 7/8	37 1/8
Chemical Bank	21 3/4	22 1/8
De Post de Reuters	48 3/4	47 1/2
Emerson	44 5/8	45 1/4
Exxon	52 3/4	52 1/8
Ford	40 7/8	41 3/8
General Electric	24 1/8	24 1/4
General Motors	23 1/8	23 1/4
Goodyear	83 1/2	85 1/2
IBM	65 1/8	65 1/4
ITT	65 1/8	65 1/4
Johnson & Johnson	54 1/8	54 1/4
McDonald	57 1/4	58 1/4
Merck	54 1/8	54 1/4
Union Carbide	108 1/8	112 1/4
United Tech.	13 1/2	13 5/8
Union Pacific	18 1/4	18 1/2
Xerox Corp.	78 3/8	77 1/4

LONDRES, 10 septembre ↑

## Progression

Les valeurs ont regagné du terrain jeudi 10 septembre au Stock Exchange. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 21,1 points, soit une progression de 0,5 % à 2 340,6 points. Le volume des transactions s'est élevé à 478,7 millions de titres contre 386,1 millions la veille.

Puisieurs résultats de sociétés satisfaisants et le redressement de la livre ont permis au marché de gagner quelque chose. L'ouverture en hausse de Wall Street et deux nouveaux sondages donnés 53 % de « oui » au référendum français sur Maastricht ont également contribué à une meilleure tenue des valeurs.

TOKYO, 11 septembre ↓

## Vif recul

La Bourse de Tokyo a clôturé vendredi 11 septembre en forte baisse sur des ventes liées aux contrats à terme sur indice. Le Nikkei, principal indicateur de la place, a chuté de 800,78 points (4,24 %), à 18 107,68 points. Les échanges ont totalisé environ 700 millions d'actions contre 600 millions jeudi.

Les espoirs d'une ouverture à la hausse ont été écartés par des ventes liées à l'échéance du contrat septembre ce vendredi, ce qui a incité les investisseurs à prendre leur bénéfice et à se retirer sur le marché. On constatait les professionnels.

Le pessimisme persistant des milieux d'affaires japonais, révisé par l'annonce trimestrielle de la Banque du Japon publiée vendredi, a également pesé sur la tendance.

VALEURS	Cours de 10 sept.	Cours de 11 sept.
Agricoltura	1 350	1 350
Alitalia	1 350	1 350
Eni	1 350	1 350
Fininvest	1 350	1 350
Imperial Chemical	1 350	1 350
Imperial Chemical	1 350	1 350
Imperial Chemical	1 350	1 350
Imperial Chemical	1 350	1 350
Imperial Chemical	1 350	1 350
Imperial Chemical	1 350	1 350

## PARIS :

## Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	4620	4640	Immob. Hôpître	1030	1048
Amstel Assemblée	185	185	Isomac Computer	145	145
B.A.C.	23 70	23 70	LPBM	53	53
Bou Verme	670	670	Locam	75 10	75 10
Bou Verme	450	450	Metra Comm.	295 70	295 70
Bou Verme	219	219	Metra	125 20	125 20
Bou Verme	770	770	Metra	440 50	440 50
Bou Verme	283 50	283 50	Phone-Alp. Ecu (L)	294	294
Bou Verme	889	712	Phone-Alp. Ecu (L)	80	84
Bou Verme	162	164	Phone-Alp. Ecu (L)	223	212
Bou Verme	268	269	Phone-Alp. Ecu (L)	319	319
Bou Verme	1080	1084	Phone-Alp. Ecu (L)	428	440
Bou Verme	265	265	Phone-Alp. Ecu (L)	326	326
Bou Verme	97	97	Phone-Alp. Ecu (L)	269	269
Bou Verme	259 50	259 50	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	1010	1010	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	349	351	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	1050	1065	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	124	130	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	117	113	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	152	152	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	180	180	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	106	106	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	54 90	54 90	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	358	359	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	180	180	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	785	785	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	162 10	163 50	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84
Bou Verme	83	83	Phone-Alp. Ecu (L)	84	84

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 septembre 1992

Nombre de contrats estimés : 103 390

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	106,60	107,04	107,22
Précédent	106,10	106,52	107,02

Options sur notionnel	Options d'achat	Options de vente
Prix d'exercice	Déc. 92	Mars 93
107	1,29	1,80
	1,52	1,65

CAC 40 A TERME (MATIF)	Septembre 92	Octobre 92	Novembre 92
Dernier	1 769	1 780,50	1 800,50
Précédent	1 791	1 801,50	1 822,50

## CHANGES

Dollar : 4,87 F ↑

Le dollar poursuivait sa progression vendredi 11 septembre à Paris, où il cotait 4,8790 francs, contre 4,8020 hier à la clôture. La devise américaine était également en forte hausse à Francfort, au fixing à 1,4340 DM, contre 1,4083 jeudi à la clôture.

FRANCFORT	10 sept.	11 sept.
Dollar (en DM)	1,4085	1,4340
TOKYO	10 sept.	11 sept.
Dollar (en yen)	123,28	124,06

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (11 sept.)	9 15/16-10 %
New-York (10 sept.)	3 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises	101,70	102,10
Valeurs étrangères	85,90	85,50
SBF, base 100 : 31-12-91		
Indice général CAC	476,13	476,53
SBF, base 1000 : 31-12-87		
Indice CAC 40	1 756,77	1 774,18

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles	3 271,39	3 285,16
Londres (indice Financial Times)		
100 valeurs	2 327,50	2 340,60
30 valeurs	1 696,70	1 707,40
Mines d'or	66,68	65
Fonds d'Etat	68,53	68,91

FRANCFORT

Dollar	10 sept.	11 sept.
	1 525,26	1 528,67

TOKYO

Nikkei Dow Jones	18 908,67	18 107,69
Indice général	1 414,97	1 415,95

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
	Demandé	Offert
\$ E-U	4,8790	4,8798
Yen (100)	123,28	124,06
DM	1,4340	1,4340
DM	1,4340	1,4340
DM	1,4340	1,4340
DM	1,4340	1,4340
DM	1,4340	1,4340
DM	1,4340	1,4340
DM	1,4340	1,4340
DM	1,4340	1,4340

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3	3 1/8	3 1/16	3 1/16	3 1/8	3 1/4
Yen (100)	4 3/16	4 5/16	1 13/16	1 15/16	3 1/16	3 1/16
DM	11 1/2	11 5/8	4 1/2	4 1/2	11 1/16	11 1/16
Deutschmark	9 5/8	9 3/4	1 1/2	1 1/2	9 1/16	9 1/16
Franc suisse	7 9/16	7 11/16	7 11/16	7 13/16	7 11/16	7 13/16
Lire italienne (1000)	26 1/2	26 1/4	14 3/4	26 1/2	18 3/4	19
Libra sterling	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
Peso (100)	13 3/8	13 5/8	13 3/16	13 13/16	18 1/16	18 5/16
FRANC FRANÇAIS	10 1/8	10 1/4	10 5/16	10 7/16	10 5/16	10 7/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

L'agence Moody's baisse la notation de la Société générale et met la BNP sous surveillance. L'agence de notation financière américaine Moody's a annoncé, jeudi 10 septembre, qu'elle avait abaissé, de AAA à AA1, la notation de la dette, des certificats de dépôt à long terme et des lettres de

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67



## MARCHÉS FINANCIERS

**Second march**

[illegible]

## DANGER

**Better**

## REFERENCES

1. **NAME**  
 2. **DATE**  
 3. **TIME**  
 4. **PLACE**  
 5. **REMARKS**  
 6. **SIGNATURE**  
 7. **DATE**  
 8. **TIME**  
 9. **PLACE**  
 10. **REMARKS**  
 11. **SIGNATURE**  
 12. **DATE**  
 13. **TIME**  
 14. **PLACE**  
 15. **REMARKS**  
 16. **SIGNATURE**  
 17. **DATE**  
 18. **TIME**  
 19. **PLACE**  
 20. **REMARKS**  
 21. **SIGNATURE**  
 22. **DATE**  
 23. **TIME**  
 24. **PLACE**  
 25. **REMARKS**  
 26. **SIGNATURE**  
 27. **DATE**  
 28. **TIME**  
 29. **PLACE**  
 30. **REMARKS**  
 31. **SIGNATURE**  
 32. **DATE**  
 33. **TIME**  
 34. **PLACE**  
 35. **REMARKS**  
 36. **SIGNATURE**  
 37. **DATE**  
 38. **TIME**  
 39. **PLACE**  
 40. **REMARKS**  
 41. **SIGNATURE**  
 42. **DATE**  
 43. **TIME**  
 44. **PLACE**  
 45. **REMARKS**  
 46. **SIGNATURE**  
 47. **DATE**  
 48. **TIME**  
 49. **PLACE**  
 50. **REMARKS**  
 51. **SIGNATURE**  
 52. **DATE**  
 53. **TIME**  
 54. **PLACE**  
 55. **REMARKS**  
 56. **SIGNATURE**  
 57. **DATE**  
 58. **TIME**  
 59. **PLACE**  
 60. **REMARKS**  
 61. **SIGNATURE**  
 62. **DATE**  
 63. **TIME**  
 64. **PLACE**  
 65. **REMARKS**  
 66. **SIGNATURE**  
 67. **DATE**  
 68. **TIME**  
 69. **PLACE**  
 70. **REMARKS**  
 71. **SIGNATURE**  
 72. **DATE**  
 73. **TIME**  
 74. **PLACE**  
 75. **REMARKS**  
 76. **SIGNATURE**  
 77. **DATE**  
 78. **TIME**  
 79. **PLACE**  
 80. **REMARKS**  
 81. **SIGNATURE**  
 82. **DATE**  
 83. **TIME**  
 84. **PLACE**  
 85. **REMARKS**  
 86. **SIGNATURE**  
 87. **DATE**  
 88. **TIME**  
 89. **PLACE**  
 90. **REMARKS**  
 91. **SIGNATURE**  
 92. **DATE**  
 93. **TIME**  
 94. **PLACE**  
 95. **REMARKS**  
 96. **SIGNATURE**  
 97. **DATE**  
 98. **TIME**  
 99. **PLACE**  
 100. **REMARKS**  
 101. **SIGNATURE**  
 102. **DATE**  
 103. **TIME**  
 104. **PLACE**  
 105. **REMARKS**  
 106. **SIGNATURE**  
 107. **DATE**  
 108. **TIME**  
 109. **PLACE**  
 110. **REMARKS**  
 111. **SIGNATURE**  
 112. **DATE**  
 113. **TIME**  
 114. **PLACE**  
 115. **REMARKS**  
 116. **SIGNATURE**  
 117. **DATE**  
 118. **TIME**  
 119. **PLACE**  
 120. **REMARKS**  
 121. **SIGNATURE**  
 122. **DATE**  
 123. **TIME**  
 124. **PLACE**  
 125. **REMARKS**  
 126. **SIGNATURE**  
 127. **DATE**  
 128. **TIME**  
 129. **PLACE**  
 130. **REMARKS**  
 131. **SIGNATURE**  
 132. **DATE**  
 133. **TIME**  
 134. **PLACE**  
 135. **REMARKS**  
 136. **SIGNATURE**  
 137. **DATE**  
 138. **TIME**  
 139. **PLACE**  
 140. **REMARKS**  
 141. **SIGNATURE**  
 142. **DATE**  
 143. **TIME**  
 144. **PLACE**  
 145. **REMARKS**  
 146. **SIGNATURE**  
 147. **DATE**  
 148. **TIME**  
 149. **PLACE**  
 150. **REMARKS**  
 151. **SIGNATURE**  
 152. **DATE**  
 153. **TIME**  
 154. **PLACE**  
 155. **REMARKS**  
 156. **SIGNATURE**  
 157. **DATE**  
 158. **TIME**  
 159. **PLACE**  
 160. **REMARKS**  
 161. **SIGNATURE**  
 162. **DATE**  
 163. **TIME**  
 164. **PLACE**  
 165. **REMARKS**  
 166. **SIGNATURE**  
 167. **DATE**  
 168. **TIME**  
 169. **PLACE**  
 170. **REMARKS**  
 171. **SIGNATURE**  
 172. **DATE**  
 173. **TIME**  
 174. **PLACE**  
 175. **REMARKS**  
 176. **SIGNATURE**  
 177. **DATE**  
 178. **TIME**  
 179. **PLACE**  
 180. **REMARKS**  
 181. **SIGNATURE**  
 182. **DATE**  
 183. **TIME**  
 184. **PLACE**  
 185. **REMARKS**  
 186. **SIGNATURE**  
 187. **DATE**  
 188. **TIME**  
 189. **PLACE**  
 190. **REMARKS**  
 191. **SIGNATURE**  
 192. **DATE**  
 193. **TIME**  
 194. **PLACE**  
 195. **REMARKS**  
 196. **SIGNATURE**  
 197. **DATE**  
 198. **TIME**  
 199. **PLACE**  
 200. **REMARKS**  
 201. **SIGNATURE**  
 202. **DATE**  
 203. **TIME**  
 204. **PLACE**  
 205. **REMARKS**  
 206. **SIGNATURE**  
 207. **DATE**  
 208. **TIME**  
 209. **PLACE**  
 210. **REMARKS**  
 211. **SIGNATURE**  
 212. **DATE**  
 213. **TIME**  
 214. **PLACE**  
 215. **REMARKS**  
 216. **SIGNATURE**  
 217. **DATE**  
 218. **TIME**  
 219. **PLACE**  
 220. **REMARKS**  
 221. **SIGNATURE**  
 222. **DATE**  
 223. **TIME**  
 224. **PLACE**  
 225. **REMARKS**  
 226. **SIGNATURE**  
 227. **DATE**  
 228. **TIME**  
 229. **PLACE**  
 230. **REMARKS**  
 231. **SIGNATURE**  
 232. **DATE**  
 233. **TIME**  
 234. **PLACE**  
 235. **REMARKS**  
 236. **SIGNATURE**  
 237. **DATE**  
 238. **TIME**  
 239. **PLACE**  
 240. **REMARKS**  
 241. **SIGNATURE**  
 242. **DATE**  
 243. **TIME**  
 244. **PLACE**  
 245. **REMARKS**  
 246. **SIGNATURE**  
 247. **DATE**  
 248. **TIME**  
 249. **PLACE**  
 250. **REMARKS**  
 251. **SIGNATURE**  
 252. **DATE**  
 253. **TIME**  
 2

TABLE D-1 (Cont.)

[illegible]

## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 11 SEPTEMBRE

**Cours relevés à 13 h 30**[illegible]

# COMPTANT

(\*selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernière cours
<b>Obligations</b>					
Emp. E. S. 1876			C.L.M.	665	...
10/102 2000F	70 30	7 00	CLITRAM 85	2874	...
Emp. E. S. 11/83	103 49	9 10	Comptoir	300	900
Emp. E. S. 11/83	103 49	9 10	Ch. Industrielle	3000	...
Emp. E. S. 12/22 84	100 29	7 30	Ch. Lyon Allevard	321	329 50
10.25% rev 86	102 36	5 14	Ch. M. 1875	530	530
OAT 10% 5/2000	106 45	2 53	Cop. M. P. 1907	17	17
OAT 9.9% 12/1897	102 80	7 38	Ch. C. Ind.	130	...
OAT 9.9% 1/1996	101	6 02	C. Univer. Ind.	430	430
PTT 11.2% 85	100	6 01	Dagblom	580	580
CF 10.30% 86	102 50	6 05	Dominion	1710	1725
CF 10.30% rev 90	102 45	5 06	Dumas Valen.	2305	...
CNA 10 % 1975	100 10	5 04	Droit Societ.	540	...
CNA 10.50% 1975	100 10	5 04	E. S. B. 1975	3398	2952
CNA B. 5000F	96 30	1 80	E. S. 1975	338	335
CNA Paribas 5000F	...	...	E. S. 1975	472	...
CNA Suez 5000F	...	1 88	E. S. 1975	1725	1730
CNA 70/22 5000F	96 21	1 88	E. S. 1975	369 70	370
CNT 8 % 86	...	3 48	F. S.	300	300
CHU 10.50% d. 85	104 20	8 85	F. S.	...	...
CHU FCE 3% 190	154	50	F. S.	...	...
CHU	1042	...	F. S.	...	...
C. S. 1975	2200	...	F. S.	...	...
Alcan 5 % jan. 88	636	...	F. S.	...	...
L. E. 8% 0.5%	774	...	F. S.	...	...
Thom. 8 % 86	770	...	F. S.	...	...
<b>Actions</b>					
Apple (ex fin.)	630	630	G.P.C.	305	302
			Groupe Vichy	195	195
			G.T. (Transport)	327 80	327 80
			Imprimerie	545	540
			Imprimerie	4600	4600
			Imprimerie	3202	...
			Imprimerie	...	...

**ANT** (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paris Orléans	155				
Paris-Lyon-Méd.	281				
Paris-Strasbourg	274				
Nord	1015	1000			
Provinc.	468 1/2				
Chemins (C)	548	545			
Polign.	639	638			
Chemins de fer	118	118			
Rosario	151				
Rougr.	222	223			
SACER	430	431			
SAFAA	211				
SAFEC Alcan	170				
Saint	369	365			
Saint Domingue (F.)	104 50	104			
Santos de Ind.	523	525			
Santos de M.	154				
SACA	68				
Smeds	465				
S.Ét.Ét. (M)	112	115			
Saint	541	549			
Silic	101 20	100			
SUPH	128	128			
SAMCI	100				
Solid	508				
Solid	275				
Solid	1020				
Solid	88				
Solid	2215				
Solid	680	689			
Solid	330				
Solid	518				
Solid	2131	2150			
Solid	220	208			
Solid	111				
Solid	480	505			
Solid	1500	1500			
Solid	125				
Solid	300				

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paris Orléans	155	
Paris-Lyon-Méd.	281	
Paris-Strasbourg	274	
Nord	1015	1000
Provinc.	468 1/2	
Chemins (C)	548	545
Polign.	639	638
Chemins de fer	118	118
Rosario	151	
Rougr.	222	223
SACER	430	431
SAFAA	211	
SAFEC Alcan	170	
Saint	369	365
Saint Domingue (F.)	104 50	104
Santos de Ind.	523	525
Santos de M.	154	
SACA	68	
Smeds	465	
S.Ét.Ét. (M)	112	115
Saint	541	549
Silic	101 20	100
SUPH	128	128
SAMCI	100	
Solid	508	
Solid	275	
Solid	1020	
Solid	88	
Solid	2215	
Solid	680	689
Solid	330	
Solid	518	
Solid	2131	2150
Solid	220	208
Solid	111	
Solid	480	505
Solid	1500	1500
Solid	125	
Solid	300	

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paris Orléans	155	
Paris-Lyon-Méd.	281	
Paris-Strasbourg	274	
Nord	1015	1000
Provinc.	468 1/2	
Chemins (C)	548	545
Polign.	639	638
Chemins de fer	118	118
Rosario	151	
Rougr.	222	223
SACER	430	431
SAFAA	211	
SAFEC Alcan	170	
Saint	369	365
Saint Domingue (F.)	104 50	104
Santos de Ind.	523	525
Santos de M.	154	
SACA	68	
Smeds	465	
S.Ét.Ét. (M)	112	115
Saint	541	549
Silic	101 20	100
SUPH	128	128
SAMCI	100	
Solid	508	
Solid	275	
Solid	1020	
Solid	88	
Solid	2215	
Solid	680	689
Solid	330	
Solid	518	
Solid	2131	2150
Solid	220	208
Solid	111	
Solid	480	505
Solid	1500	1500
Solid	125	
Solid	300	

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paris Orléans	155	
Paris-Lyon-Méd.	281	
Paris-Strasbourg	274	
Nord	1015	1000
Provinc.	468 1/2	

**SICAV**

**(sélection)**

10/9

VALEURS		VALEURS		VALEURS	
Emission	Rachet net	Emission	Rachet net	Emission	Rachet net
Frais incl.		Frais incl.		Frais incl.	
Alcan.	185 06	17 18	105 16	102 08	10776 25
Alcan. E.	6806 46	6544 70	470 94	456 28	311 49
Alcan. E. M. S.	27319 12	27319 12	441 42	428 05	3089 71
Alcan. E. M. S. E.	806 23	688 57	94 53	91 68	101 81
Alcan. E. M. S. E. C. T.	7402 96	7402 96	1145 96	1112 85	125 81
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	1112 13	1112 13	36 12	36 12	62 82
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E.	398 42	398 42	42 11	41 49	158 83
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E.	1053 33	1020 70	72 77	228 34	5190 57
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E.	1673 64	1640 73	874 64	853 31	1139 50
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E.	170 75	166 78	854 50	833 68	1149 04
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E.	9145 54	9145 54	15019 71	14944 49	2154 26
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E.	975 95	945 59	152 30	150 03	118 66
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E.	753 20	710 59	117 68	114 81	116 78
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E. E.	126 12	121 48	14281 79	14281 79	737 12
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E.	101 21	98 25	1590 25	1590 25	506 10
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E.	104 08	101 08	10529 00	10232 04	453 77
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E.	140 74	136 64	13625 23	13296 07	3544 43
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E.	129 65	125 69	510 44	500 43	178 15
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E.	115 58	112 41	142 66	136 50	1211 72
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E.	140 48	136 40	287 71	283 46	1402 69
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E.	11 78	11 84	2309 97	2308 51	762 87
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E.	1037 73	1017 38	12657 21	12657 21	1890 40
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E.	1027 05	1008 85	6450 33	6252 46	671 67
Alcan. E. M. S. E. C. T. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E. E.	1016 32	998 35	11387 83	11387 83	51 01
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	6449 02	6442 38	29843 87	29769 48	423 43
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	8386 44	8271 02	963 09	956 53	91 51
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	1332 25	128 77	2104 36	2104 36	676 92
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	3232 25	128 77	28075 53	28075 53	376 79
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	2599 34	2633 85	536 32	530 60	207 27
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	321 73	315 42	670 79	615 25	401 35
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	418 60	407 57	105 06	160 24	5 91
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	1235 04	1269 65	10088 18	9986 32	1063 94
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	68 86	685 98	69760 28	68760 26	317 54
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	92 40	89 93	74405 68	74405 80	930 42
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	71258 66	71258 66	84117 53	84117 53	193 69
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	184 48	175 55	13665 98	13639 38	159 83
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	1056 61	1038 05	29142 00	29142 00	527 79
Alcan. E. M. S. E. C. T. E.	1029 93	1020 48	1776 82	17741 50	2174 80
Alcan. E. M. S. E. C. T. E					

## PUBLICITÉ

\_\_\_\_\_

## FINANCIERE

**Renseignements :**

**46-62-72-67**

DC CDP	156	156	Paris France		108 30	107		
Cote des Changes					Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/9	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/9	
			achat	vente				
Euro Unis (1 unit)...	4 826		4 8	5 7				
Ecu...	6 892		329	349	Or fin (juln en barre)...	53350	53700	
Allemagne (100 dm)...	340 520		16 8	18 8	Or fin (en lingot)...	53900	53900	
Belgique (100 fr.)...	16 524		281	311	Napoleon (20fr.)...	316	311	
Canada (100 \$)...	320 520		4 2	4 7	Pièce Fr (70 fr.)...	365		
Italie (1000 lire)...	4 454		9 1	9 9	Place Fr Suisse (20 fr.)...	307	307	
Danemark (100 lre)...	88 100		2 4	3 1	Place Suisse (20 fr.)...	310	314	
Cote Bretagne (1 L)...	9 504		372	382	Souverain...	412	407	
Grèce (100 drachm)...	11 038		58	58	Pièce 20 dollars...	1820	1895	
Suède (100 kr.)...	394 160		62	90	Pièce 5 dollars...	645		
Norvège (100 kr.)...	93 180		46 7	49 7	Place 5 pièces...	2000	2005	
Autriche (100 sch.)...	48 434		4 3	4 5				
Espagne (100 pes.)...	5 245		3 8	4 2				
Portugal (100 esc.)...	3 890		3 8	4 2				

### Ham costs

Sque Hydro Energie.	284	
Calphos.	63	
C S N Cogenerator.	8	
Capra.	582	
Pratt & Whitney.		
Supra.		
Comp Accum.	81	311
Comp Saules Ind.	12 85	10 05
Sackett S.A.	56 55	58
Say Diagram.	400 10	
Lactos de Monde.	180	
Locales.	1050	
Paraparc Paraparc	350	
Quercier.	40	
Roesto R.V.	223	223
Soc. Gabane Industrie	1804	
SEPR.	2050	
S.M.T. Group.		0 61
S.P.R. ex B.	296	286
Waterm.	1150	

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu







# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 12 septembre

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Une honte tiède

**E**NGORE le Somalie ? Désolé. Ce que montrait l'Envoyé spécial de la famine à Mogadiscio, c'est bien simple, on ne trouve pas les mots pour le raconter. A quoi bon répéter que ce sont les images les plus cécis, les moins cela ? Voir ce reportage, c'était avoir envie de partir à bas sur le champ, grossir les rangs des organisations humanitaires, dont on ne dira jamais assez que malgré leurs embarras, leurs insuffisances, leur désespoir parfois, elles sauvent l'honneur de notre fin de siècle pourrie d'argent et de misère, elles nous le font dans le même mouvement haïr et aimer. Ce reportage donnait honte aussi d'avoir, le matin, accompagné des enfants dans des écoles proprettes, avec de beaux cartables neufs, de belles chaussures, des écus de fautes, un crayon HB 2, une petite boîte pour les bons points.

On ne trouve pas les mots, mais on a envie de dire tout de même. Dire la geste de ce bras d'outre-tombe repoussant le bol de bouillie, ce corps trop faible pour avaler. Dire que dans un rapprochement obscène il nous rappelle un instant les caprices de nos bébés, refusant de finir leurs pâtes. Dire la comptabilité de ce jeune responsable du déchargement du riz dans le port de Mogadiscio : « A partir de trois morts par décharge-

ment, on s'inquiète. A partir de dix, on arrête le déchargement. » Dire ces mères qui se disputent les miettes après le déchargement et que repoussent les sœurs, à la batonnnette.

Au milieu du reportage, surgit soudain Bernard Kouchner. Il était à genoux, au milieu des enfants agonisants, les paumes tournées vers un ciel vide, ou caressant les petits corps perdus. Il criait. Il nous engueulait. Il engueulait la terre entière, ceux qui partent en vacances, ceux qui se vautrent devant les Jeux olympiques, tous ceux qui se fichent de la Somalie, ou l'ont enfermée dans un petit tiroir mental, — on l'ouvre — on la ferme à sa guise, c'est pratique. Ces enfants, criait-il, n'ont même pas un drapeau pour les enterrer.

On se sentait tout flageolant, sur son canapé, à le voir ainsi agenouillé dans la poussière. C'est tiède, la honte, c'est cotonneux. On avait envie de se rebeller, de lui crier : « Et toi ? » Et toi, monsieur le ministre, tu n'es pas un enfant dans une école des beaux quartiers, une maison de vacances au bord d'une plage de rêve ? Oui, mais lui était à bas, à répéter sans illusion des gestes absurdes et inutiles, à cruser le désert à la petite cuiller. Et nous pas. Alors, on ne pouvait que se taire, se taire et pleurer.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; O Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 11 septembre

TF 1

20.45 Série : Rick Hunter.

avec l'hebdo **Investir**

**PROFITEZ DES ATOUTS DU PEA**  
LES PLACEMENTS DE LA RENTRÉE  
en vente dès samedi

22.25 P Magazine : 52 sur la Une.  
Les Messagers de Dieu, de Gilles de Maistre.

22.25 Divertissement : Arthur, émission impossible.

F 2

20.50 Série : Maigret.  
Maigret et le corps sans tête, de Serge Leroy, avec Bruno Cremer, Aurélien Recoing.

22.25 Sport : Football.  
Championnat de France de D2 : Ajaccio-Bastia.

0.15 Journal des courses, Journal et Météo.

0.40 Cinéma : Ascenseur pour l'échafaud, a a Film français de Louis Malle (1957). Avec Jeanne Moreau, Maurice Ronet, Georges Poujouly.

F 3

20.45 Magazine : Thalassa.  
L'or des Incas, de Marie-Monique Robin et Jean-Michel Venemant.

21.40 Magazine : Caractères.  
Présenté par Bernard Rapp. Invités : Elisabeth Badinter (K. V de l'identité masculine), Lisa Brenner (le Sculpteur de femmes), Jean Echanoz (Nous trouvons Patrick Kien de Belton de Guayana), Marie Rouanet (les Enfants du bagne).

22.55 Campagne pour le référendum.

23.00 Journal et Météo.

23.15 Sport : Premier Raid Paris-Moscou-Pékin.  
Traverses.  
Riviera nocturne, d'Anita Tregosi (rediff.).

CANAL PLUS

20.35 Téléfilm : Qu'est-il arrivé aux sœurs Hudson ?  
De David Green, avec Vanessa Redgrave, Lynn Collins.

22.05 Documentaire : Dernières images d'une guerre.  
De Stephen Olson et Scott Andrews.  
En Afghanistan.

22.55 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Jours de tonnerre.  
Film américain de Tony Scott (1989). Avec Tom Cruise, Robert Duvall, Nicole Kidman.

M 6

20.35 Magazine : Capital.

20.45 Série : Le Saint.

22.30 Série : Mission impossible.  
Série, vingt ans après.

23.25 Magazine : Emotions.

23.55 Magazine : Capital.

ARTE

20.40 Magazine : Transit.  
De Daniel Leconte.

22.10 Téléfilm : Les Traîtres de novembre.  
De Ronan Monok, avec Rudolph Rühling, Otto Graf.  
Un film d'histoire politique qui a reçu en 1989 le Prix de la télévision en Allemagne.

FRANCE-CULTURE

21.30 Musique : Sleek end Blue.  
Le Club du jazz : une saison au Paradis.

22.40 Les Nuits magnétiques.  
Avec ou sans ordonnances : médicaments et autres remèdes. 4. Le génie génétique.

0.05 Du jour au lendemain.  
Dans la bibliothèque de... Hubert Nyssen.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (en direct de Francfort) : Don Juan, poème symphonique op. 20, de R. Strauss ; Concerto pour piano et orchestre en la mineur, de Grieg ; Symphonie n° 5 en ré mineur op. 47, de Chostakovitch, par l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. : Dimitri Kitajenko ; L'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. : L'Orchestre symphonique de la radio de Francfort.

23.05 Jazz club.  
1.05 Papillons de nuit. Per David Jasse. Petit voyage musical au pays des lépidoptères.

TF 1

13.15 Magazine : Reportages.  
Bogota... les enfants de la misère, de Gérard Ramirez.

13.50 Jeu : Millionnaire.

14.15 La Une est à vous... 5 ans déjà !

17.20 Divertissement : Mondo Dingo.

17.50 Magazine : Trente millions d'amis.

18.20 Jeu : Une famille en or.

18.50 Divertissement : Les Roucesseries.

19.15 Jeu : La Roue de la fortune.

19.45 Divertissement : Le Bébé Show (et à D.50).

19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).

20.00 Journal.

Météo et Tiroc.

20.25 Sport : F1.  
Essai présenté par Catherine Pic avec Alain Prost.

20.45 Divertissement : Histoires d'enfants.  
Emission présentée par Roger Zabel.  
Les blagues et les histoires drôles des invités.

22.40 Série : Les Douze Salopards.  
Vive l'air de la campagne, de Kevin Connor, avec Ben Murphy, John Statton.

23.40 Sport : F1 Magazine.  
Spécial Grand Prix d'Italie à Monza.

0.15 Magazine Formule Sport.  
Football : 6<sup>e</sup> journée du Championnat de France.

F 2

13.30 Magazine : Géopolis.  
Présenté par Claude Sérillon.  
L'Europe.

14.20 Magazine : Animalia.

15.15 Magazine : Sport passion.  
Jeu paralympiques de Barcelone ; Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin.

15.45 Journal et Météo.

16.15 France-CP-Afrique, à Villeneuve-d'Azay ; A 15.20, Tirage, en direct de Vincennes.

17.30 Divertissement : La Machine à chanter.  
Présenté par Daniela Lum.

TF 1

11.05 Magazine : Téléfoot, 6<sup>e</sup> journée du Championnat de France.

11.55 Météo.

12.00 Jeu : Millionnaire.

12.25 Jeu : Le Juste Prix.

12.53 Météo et Journal.

13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.

14.20 Sport : F1 à la Une.  
Grand Prix de formule 1 d'Italie, à Monza. A 15.00, Le départ. A 15.25, Le podium.

16.40 Divertissement : Rire en boîte et boîte à rire.

16.55 Disney Parade. Spécial Disney sport.

18.00 Série : Starsky et Hutch.

19.00 Magazine : 7 sur 7.  
Invité : Alain Juppé, député du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris ; Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture ; Philippe de Villiers, député de la Vendée.

20.00 Journal, Tiroc et Météo.

20.40 Cinéma : Poule-Poule.  
Film français de Jean Grout (1983). Version colorisée.

22.20 Magazine : Ciné dimanche.

22.25 Cinéma : Pétrone ! Pétrone !  
Film français de Christian Gion (1981).

0.00 Journal et Météo.

0.10 Magazine : Le Vidéo Club.

0.25 Documentaire : Marie. De Tony Palmer.

F 2

11.00 Messe.  
Célébrée en la chapelle des Carmes, à Paris.

12.00 Magazine : L'Heure de vérité.  
Invité : Bouros Bouros-Chail, secrétaire général de l'ONU.

12.59 Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin et Météo.

13.25 Cinéma : Martin.  
Le monde est à vous, avec Serge Lama.

14.55 Série : Tagalia et Bonetti.

15.50 Cinéma : Martin (suite).  
L'école des fous, avec Serge Lama ; Aini font, font, font.

17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Les Requins.

18.15 Magazine : Stade 2.  
Athlétisme : Football : Tournoi de table ; Automobile : Grand Prix de formule 1 d'Italie, à Monza ; Omnisports : Rugby ; Jeux paralympiques ; Cyclisme ; Tennis ; Soccer.

19.30 Série : Maguy.

19.59 Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin, Journal des courses et Météo.

20.50 Cinéma : Airport 80.  
Concorde. Film américain de David Lowell Rich (1979).

broso, Gérard Holtz et Sidney.

18.30 Série : Léo et Léa.

18.55 INC.

19.00 Magazine : Frou-frou.  
Présenté par Christine Bravo.

19.59 Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin, Journal des courses et Météo.

20.50 Magazine : La Nuit des héros.

22.55 Sport : Boxe.  
Championnat du monde WBC, poids plume : Bérachou (France)-Hodkinson (Grande-Bretagne), en direct de Strasbourg.

0.15 Journal et Météo.

F 3

13.00 Samedi chez vous.  
Télévision régionale.

14.00 Série : Matlock.

14.50 Samedi chez vous.

16.30 Série : Brigade criminelle.

17.00 Samedi chez vous.

18.00 Magazine : Montagne.  
Une cathédrale à ciel ouvert, la vallée des Merveilles, de Dominique Sanfourc.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

18.55 Un livre, un jour.  
Le Dernier des Mohicans, de James Fenimore Cooper.

19.00 Le 19-20 de l'information.  
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.05 Film d'animation : Les Fables géométriques.

20.15 Divertissement : Yacapa.

20.45 Fautilton : La Vierge noire.  
D'Isaac Niddam, avec Pierre Banderet, Micheline Doye (dernier épisode).

21.45 Série : Dites-moi que je me trompe.  
Présenté par Philippe Allouf.

23.00 Journal et Météo.

23.15 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.

23.25 Documentaire : Whatever Happened to Susi.  
De Sally George.

0.15 Série : Les Incorruptibles.

Dimanche 13 septembre

22.45 Magazine : Bouillon de culture.  
Présenté par Bernard Pivot. Invités : Pierre Assoline (Série), Bertrand Tavernier (L. 627) ; Michel Alexandre, co-scénariste de L. 627 ; Didier Bezace et Charlotte Kady, interprètes de L. 627 ; Roger Le Tallant, ancien commissaire divisionnaire et écrivain.

0.10 Journal et Météo.

0.25 Magazine : Musiques au cœur.  
Marie Calles : Le Tocco, de Pucelli, le Berceuse de Séville, de Rossini (extraits).

F 3

11.00 Magazine : Musicales.  
Présenté par Alain Duaut. Hommage à Marie Calles. Portrait inédit, sa vie, son œuvre.

12.00 Flash d'informations.

12.05 Télévision régionale.

12.45 Journal.

13.00 Magazine : Sports 3 dimanche.

13.30 Magazine : D'un soleil à l'autre.

13.50 Jeu : Au pied du mur.

14.20 Magazine : Sports 3 dimanche.

14.50 Jeux paralympiques : Automobile ; Rallye Paris-Moscou-Pékin ; Sport inféu ; Téléthon international du Jura ; Chasse sous-marine ; Concours de pêche en Aveyron ; A 16.20, Tirage, en direct de Longchamp.

17.30 C'est Lulo !  
Les Enquêtes de Chlorophylle : Jeu : Les mondes fantastiques. Jeu : A vos amours. Présenté par Caroline Tresca. Invité : Francis Perrin.

19.00 Le 19-20 de l'information.  
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.05 Divertissement : Téléchat.

20.15 Série : Benny Hill.

20.45 Spectacle : Le Cirque Ringling Bros and Barnum Bailey Circus.  
Présenté par Sergio.

22.05 Magazine : Le Divan.  
Présenté par Henry Chapier. Invité : Bertrand Tavernier (2<sup>e</sup> partie).

22.30 Journal et Météo.

22.45 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.

22.55 Cinéma : Le Roman de Werther, a a a Film français de Max Ophüls (1938).

0.15 Musique : Portée de nuit.  
Nel aspro mio dolor, de Scarlatti.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 14.00

13.30 Le Journal du cinéma.  
Spécial Tom Cruise.

14.00 Série : Le Juge de la nuit.

14.45 Sport : Athlétisme.  
Meeting de Villeneuve-d'Azay, 1<sup>er</sup> jour.

17.00 Sport : Football américain.  
Championnat NFL, 1<sup>re</sup> journée.

En clair jusqu'à 20.30

18.00 Décade pas Sunny.  
Le Diable de Tasmanie.

19.05 Dessin animé : Les Simpson.

19.25 Flash d'informations.

19.35 Le Top.

20.30 Téléfilm : Rêves de mortuaires.  
De Tony Bicar, avec Peter Firth, Amanda Donohoe.

22.00 Flash d'informations.

22.05 Documentaire : Mozu, le singe des neiges.  
De Masanori Iwasaki.

23.00 Magazine : Jour de foot.  
Batailles et extraits des matches de la 6<sup>e</sup> journée du Championnat de France de D1.

23.30 Cinéma : Le Fissure 2.  
Film américain de Tibor Takacs (1989).

1.00 Sport : Tennis.  
Open des Etats-Unis : 1<sup>re</sup> journée, finale dames, demi-finales messieurs.

M 6

13.00 Série : Equalizer.

13.55 Série : Supercopier.

14.50 Série : L'Incorruptible Hulk.

15.40 Variétés : Micromusique.

16.55 Magazine : Culture rock.  
The Who.

17.25 Série : Amicalement vôtre.

18.20 Série : Les Têtes brûlées.

19.10 Magazine : Turbo.  
Présenté par Dominique Chappatte.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Papa Schultz.

20.35 Magazine : Fun glisse (et 1.05).

20.45 Téléfilm : Bangkok Hilton.  
De Ken Cameron, avec Nicole Kidman, Daniel Ehlert.

0.35 Musique : Flashback.

0.30 Flamenco.

ARTE

17.00 Magazine : Transit.  
De Daniel Leconte.

19.00 Documentaire : Histoire parallèle.  
Actualités américaines et japonaises de la semaine du 12 septembre 1942 (v. o.).

20.00 Jass Mestars : Herbie Hancock.  
De Terry Carter.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Documentaire : Rien ne sera plus comme avant.  
De Werner Filler et Ernst-Michael Wingers.

22.05 Cinéma d'animation : Possibilités de dialogue.  
De Jan Svankmajer.

22.15 Cinéma d'animation : L'Obscurité, la lumière, l'obscurité.  
De Jan Svankmajer.

22.25 Musique : Les Soupirs du bandonion.  
Tango argentin.

23.25 Documentaire : O Core mio, chansons napolitaines.  
D'Angelo Caperna.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait.  
Jorge Lavelli, metteur en scène.

20.45 Avignon 92.  
Comédie entre les murs, de Jean-Philippe Domecq.

22.35 Musique : Opus.

0.05 Rencontre au clair de la nuit.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Soirée lyrique. A 20.00, Opéra (en direct de Stockholm) : Une pièce de rêve, opéra en deux actes de Loholm, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra royal de Stockholm, dir. Kjell Ingebrezen ; sol. : Hillevi Martinpelto, Hakan Hegager, Ingrid Tobiasson, Stan Wahlund, Curt Appelgren, Lars Kulenbo, Arild Relland, Anders Bergström, Steffen Sandlund, Rolf Cederf, Harriet Andersson.



## M. François Mitterrand a subi une intervention chirurgicale

Suite de la première page

A l'Elysée, on explique que le choix de la date de l'opération tient à la fois à des raisons médicales et aux obligations du président de la République. La campagne référendaire allège l'agenda du chef de l'Etat, alors qu'en revanche, quels que soient les résultats du scrutin, les obligations de M. Mitterrand seront nombreuses au lendemain du 20 septembre. De plus, le calendrier du chef de l'Etat dans les semaines à venir est chargé. Il doit notamment être à Libreville pour un sommet franco-africain les 6 et 7 octobre prochains.

On explique aussi à l'Elysée que toutes les dispositions ont été prises pour assurer le fonctionne-

ment normal des pouvoirs publics. M. Mitterrand est entré en contact téléphonique, vendredi matin, après l'opération, avec le premier ministre. En revanche, il est probable que le conseil des ministres de mercredi prochain sera présidé exceptionnellement, comme le permet l'article 21 de la Constitution, par le chef du gouvernement.

C'est ce qui s'était produit en 1984 lorsque le général de Gaulle avait lui-même été opéré de la prostate à l'hôpital Cochin. La nouvelle avait été connue que le 17 avril au soir, plusieurs heures après l'opération. Seuls quelques intimes et le premier ministre de l'époque, Georges Pompidou, avaient été mis dans la confidence. Le général de Gaulle avait quitté l'hôpital le 30 avril.

## Une lésion à priori bénigne

L'intervention chirurgicale sur la prostate est, schématiquement, mise en œuvre dans deux types de pathologie : l'adénome (tumeur bénigne) et le cancer. Les termes du communiqué — qui ne précise pas la nature du diagnostic — ne laissent à priori aucun doute quant à la nature de la lésion dont souffrait le président de la République. La résection transurétrale n'est en effet mise en œuvre que dans le cas de l'adénome, la lésion cancéreuse imposant une intervention chirurgicale beaucoup plus importante après leperotomie. On estime que l'adénome de la prostate concerne près de 30 % des hommes de plus de cinquante ans. Les dernières données épidémiologiques situent à 25 % la proportion des hommes qui, vivant jusqu'à 80 ans, doivent subir une intervention chirurgicale.

L'adénome de la prostate correspond à une hypertrophie de cette glande, masculine située à la base inférieure de la vessie et qui assure la synthèse de cer-

tains composants du sperme. Cette hypertrophie a pour conséquence mécanique de réduire la lumière de l'urètre et d'obstruer ainsi l'écoulement de l'urine. L'adénome se caractérise ainsi par l'augmentation de la fréquence du besoin d'uriner.

En dépit de différentes approches thérapeutiques développées ces dernières années, le chirurgie demeure le traitement de référence de cette lésion. La résection transurétrale présente l'avantage de ne nécessiter qu'une hospitalisation de courte durée (une semaine au maximum). Certaines contraintes techniques font toutefois que l'équipe chirurgicale peut être amenée, l'ensemble de la lésion n'ayant pas été enlevée, à intervenir une seconde fois.

Le professeur Adolphe Steg avait participé, le 17 avril 1984, à l'intervention chirurgicale qu'avait, pour les mêmes raisons et à l'hôpital Cochin, subi le général de Gaulle.

La préparation des élections sénatoriales

## Landes : le PS veut doubler la mise

MONT-DE-MARSAN

de notre correspondant

L'heure n'est pas au recul fiteux pour le PS dans le département de M. Henri Emmanuelli, et de Latche. Le parti de M. Laurent Fabius (qui est surtout ici celui des jospinistes) espère bien engranger les fruits des bons résultats enregistrés aux municipales de 1989, tout en se souvenant la soit d'une revanche mûrie depuis neuf ans.

En 1983, les socialistes visaient les deux sièges à pourvoir. Mais les grands électeurs landais envoyaient au palais du Luxembourg, en même temps que le maire de Mont-de-Marsan, M. Philippe Leberre (PS), celui de Dax, M. Yves Goussier-Dupin (UDF-PR). Si certains se réjouissent de voir le département représenté par les maires des deux principales communes, le PS peaufine d'ailleurs le second siège lui dévolu, notamment en raison de la candidature de M. Alain Dutoya (MRG), maire d'Hagetan, soutenu par des socialistes dissidents.

Depuis, beaucoup d'eau a coulé dans l'Adour. En 1989, des communes comme Saint-Sever, Parentis, Capbreton, Aire-sur-Adour, ont voté à gauche. Le PS apparaît en mesure de réaliser un double sénatorial. Au demeurant, M. Goussier-Dupin, malgré diverses pressions, a choisi de ne pas se représenter, vou-

lant se consacrer à son mandat de maire de Dax. L'opposition ne présente qu'un candidat : M. Michel Simon (RPR), conseiller général de Labrit, maire de Brocas, ancien président du Centre des jeunes agriculteurs, qui aura pour suppléant M. Jean-Louis Carrère, premier secrétaire de la fédération des Landes, président des élus socialistes d'Aquitaine, proche, comme M. Emmanuelli, de M. Lionel Jospin, dont il fut conseiller au ministère de l'Éducation nationale. M. Carrère ne détient aucun mandat électif, ce qui peut lui faire perdre quelques suffrages.

Ni les écologistes ni les chamois-pêcheurs ou partisans de la bataille. En revanche, M. Dutoya représente à nouveau le MRG. M. Pierre Fontenay, conseiller régional, défendra symboliquement les couleurs du Front national. Quant au PCF, sur l'épau duquel le PS compte au deuxième tour, il aligne ses deux conseillers généraux : M. Pierre Fontenay, maire de Tarnos, et M. Franck Marcadé, président du MODEF.

JEAN-CLAUDE FELON

Abandon définitif du projet de voie express rive gauche

## Les berges de la Seine sont inscrites au Patrimoine mondial

M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, a dévoilé, jeudi 10 septembre, à l'extrémité du square du Vert-Galant, face au Louvre, les plaques indiquant que désormais, le site des berges de la Seine, entre le pont Sully et le pont d'Iéna, est inscrit au Patrimoine mondial. Les pouvoirs publics doivent donc maintenant « un contrôle rigoureux pour préserver le tissu urbain environnant et ses particularités architecturales et les hauteurs des constructions visibles depuis les berges ».

Viennent après la décision de l'UNESCO de créer une convention protégeant « les biens naturels ou culturels du monde », le cœur de Paris trouve place parmi les 359 sites mis sous la sauvegarde de la communauté internationale. Ainsi l'UNESCO a décidé d'« amplifier le square du Vert-Galant pour affirmer que les sites des quais et passerelles de Paris, des places de la Concorde et de Saint-Germain-l'Auxerrois, des îles Saint-Louis et de la Cité ainsi que des bords de la Seine, sont des sites d'exception. L'urbanisme fait ici oublier la tragédie. En ces lieux, appelés à l'« ère du XIV<sup>e</sup> siècle », il faut aux « berges », le grand grand maître. Temples en effet montés sur le bûcher.

La présence de M. Jacques Chirac au côté de M. Mayor confirme la protection dont jouissent aujourd'hui ces berges. En se félicitant de la décision de l'UNESCO, le maire de Paris a entériné définitivement le projet, toujours dans les cartons,

de la voie express rive gauche. Son tracé le long de la Seine devait en effet défigurer les rives du fleuve qui font désormais partie du Patrimoine de l'humanité. Enfin, l'Etat et la municipalité de la capitale ont lancé un programme de restauration de ces berges. Le coût des travaux est estimé à 100 millions de francs.

JEAN PERRIN

## EN BREF

■ M. Rocard s'interroge sur le projet de loi anticorruption. Michel Rocard, invité du journal du soir sur TF1, jeudi 10 septembre, a émis des réserves sur les dispositions du projet de loi contre la corruption, adopté la veille par le conseil des ministres, qui tendent à interdire la participation d'entreprises au financement des activités politiques (le Monde du 11 septembre). L'ancien premier ministre a rappelé que le texte qu'il avait fait adopter en janvier 1990 retenait « un autre principe », qui était d'« exclure ces versements en les réglementant ». « Le choix de l'interdiction peut se comprendre », a-t-il ajouté, mais il comporte le risque d'un retour « à des procédures clandestines et frauduleuses ». L'ancien premier ministre a répondu que « la question d'aujourd'hui n'est pas de savoir si l'on viendra l'argent qui va manquer ».

■ Un troisième militant du Syndicat du Livre fauché après le conflit avec M. Alain Ayache. M. Maurice Lourdes, militant du Livre CGT, a été loupé de dégradation, jeudi 10 septembre, à la suite de la manifestation du 11 août à l'imprimerie Méaulle à Bernay (Eure). Cette troisième inculpation a provoqué le mécontentement de deux cents syndicalistes qui se sont rassemblés le même jour à Bernay. La dispersion a eu lieu sans incidents à l'appel de leur responsable, M. Roland Binger. Celui-ci a promis des « initiatives de la semaine prochaine pour le respect de l'accord signé avec Alain Ayache ». L'éditeur du Meil-leur et de Spécial dernière avait en effet annoncé le retrait de sa plainte, mais l'imprimeur de Bernay a maintenu la sienne.

■ NIGÉRIA : trois colonels de l'armée tués à Lagos. — L'agence officielle NAN a indiqué, lundi 7 septembre, que trois colonels de l'armée ont été abattus, la semaine dernière, par des inconnus armés, soupçonnés d'être des bandits. La plus récente victime a été tuée, dimanche, à un poste de contrôle de police, dans le centre de Lagos. Les deux autres officiers ont été abattus dans une banlieue résidentielle de la capitale. — (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
Et le Monde RADIO TÉLÉVISION

Au « Journal officiel »

## L'emploi des enfants mannequins est sévèrement réglementé

Les décrets d'application de la loi de juillet 1990 sur la protection des mineurs (scolaires et enfants) ont, après deux ans de négociation entre ministères et professionnels, été publiés au Journal officiel du 10 septembre 1992. Le texte permettra de mettre un peu d'ordre dans une activité qui, jusqu'à présent, attirait bien des personnes peu scrupuleuses. Il réglemente strictement la profession, mais aussi les agences et les intermédiaires, et impose des garanties pour l'emploi des enfants de moins de seize ans.

Ainsi, tout propriétaire d'agence de mannequins doit, à présent, disposer d'une licence accordée par le ministère du travail après avis d'une commission spéciale comprenant des représentants de plusieurs ministères (du travail, de la famille, de l'intérieur et de la culture), des représentants syndicaux et d'organisations professionnelles (agences, photographes etc.). De plus, un agrément est exigé pour l'emploi de mineurs de moins de seize ans. Pour obtenir cet agrément, les candidats doivent fournir des documents permettant d'établir l'identité tant des dirigeants que des associés et des gérants, ainsi que leur moralité (ils peuvent demander le bulletin n° 2 du casier judiciaire), la situation financière et les conditions de fonctionnement de l'agence.

Un contrôle régulier des agences et des intermédiaires est prévu : le renouvellement tous les trois ans de la licence et de

l'agrément, et la tenue obligatoire d'un registre où doivent être inscrites les identités et coordonnées des enfants sélectionnés ou employés, et toutes leurs activités au nom de l'agence. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur du travail et des représentants légaux de l'enfant. Ces derniers doivent d'ailleurs le contre-signer au moins une fois tous les trois mois.

Il est prévu, pour les enfants comme pour les adultes, deux contrats. Le contrat de mise à disposition, qui lie l'agence et l'utilisateur du mannequin, doit être remis avant que le travail commence et doit informer le mannequin de la nature et des conditions de la prestation. Le contrat de travail, liant l'agence au mannequin, doit mentionner, entre autres, les conditions de rémunération et de couverture sociale. Lorsqu'elles sollicitent les services d'un enfant les agences doivent lui remettre une notice sur l'agence, les durées d'emploi et la rémunération. Les temps d'utilisation d'un enfant-mannequin sont strictement réglementés en fonction de son âge et du moment de l'exercice de l'activité (en période scolaire ou pendant les vacances).

Avec ce texte, la France donne un coup de frein à l'utilisation abusive des enfants. Elle espère que les autres pays européens la suivront. La Belgique a déjà fait savoir qu'elle s'intéressait au nouveau dispositif français.

Ch. Ch.

Après la perte de son titre mondial des constructeurs

## Honda se retire de la formule 1

Honda, a annoncé, vendredi 11 septembre à Tokyo, son retrait du Championnat du monde de formule 1 dès la saison 1993. En 1992, la firme japonaise, dont les moteurs équipent les voitures de l'écurie McLaren, a perdu le titre de champion du monde des constructeurs qu'il détenait depuis six ans en profit de la firme française Renault, associée à l'écurie Williams (le Monde du 21 juillet). McLaren,

qui a remplacé le pilote autrichien Gerhard Berger (parti chez Ferrari) par l'Américain Michael Andretti, serait en négociation outre-Atlantique avec le motoriste Ford. Privée de Honda et de Gerhard Berger, l'écurie britannique est également suspendue à la décision d'Ayrton Senna. Le pilote brésilien n'a pas fait mystère de son intention de quitter McLaren.

## Un débat entre M. François-Poncet et M. Chevènement au « Grand Jury RTL-le Monde »

« Le grand jury RTL-le Monde » organise, dimanche 13 septembre, de 18 h 30 à 19 h 30, un débat contradictoire entre M. Jean François-Poncet, ancien ministre, sénateur UDF de Lot-et-Garonne, partisan du « oui », et M. Jean-Pierre Chevènement, socialiste, ancien ministre, député de Belfort, partisan du « non ».

Ce débat sera animé par André Passeron, du Monde, et Henri Marquet pour RTL.

(Publicité)

## DÉCLARATION D'ABSENCE

Extrait d'une requête présentée par M. Patrick MAIRE, avocat au barreau de SAUMUR (49400), y demeurant 10, rue Bury, auprès de M. le président et messieurs les juges composant le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE SAUMUR :

Il résulte que :  
M. Henri TEDESCHI, né le 25 mai 1912 à TREZEL (ORAN-ALGERIE), retraité, demeurant 46, rue du Docteur à BAGNEUX (49400), sollicite du tribunal de Grande Instance de SAUMUR de déclarer l'absence de M. Lucien TEDESCHI, né le 16 mai 1918 à TENIET EL HAAD (ALGERIE), avec toutes ses conséquences de droit en application de l'article 122 alinéa 2 du Code Civil.

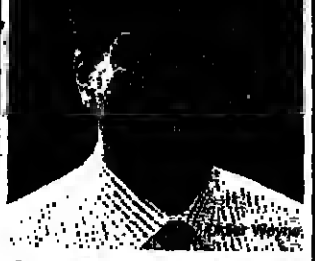
Une ordonnance définitive constatant les présomptions d'absence a été rendue le 3 août 1988 par M. le Juge des Tutelles du Tribunal d'Instance de SAUMUR. M. Lucien TEDESCHI n'ayant pas restitué à son domicile à SAO PAULO (BRÉSIL) depuis le 29 mai 1982.

SAUMUR, le 7 septembre 1992. Pour copie conforme. P. MAIRE.

## CARNEGIE®

Leader mondial de la Formation

STAGES DE QUALITE



Comment progresser en :  
\* relations humaines  
\* confiance en soi  
\* communication  
\* leadership  
\* mémoire  
\* enthousiasme  
\* maîtrise du stress  
\* épanouissement  
\* expression en public, en réunion, en entretien

Venez voir !

CONFÉRENCES GRATUITES  
« LA QUALITÉ »  
• 30 CHAMPS ÉLYSÉES  
14, 15, 16 Sept : de 18h30 à 19h15  
14, 15, 16 Sept : de 19h à 20h45  
• Gare de Lyon, Hôtel Princesse  
Jeudi 10 Sept : de 18h à 20h45  
• La Chesnaye, 2 rue de Marly  
Jeudi 10 Sept : de 18h à 20h45  
Jeudi 14 Sept : de 18h à 20h45

ENTRAÎNEMENTS DALE

CARNEGIE®

Stages dans 30 villes en France pour  
Sociétés, Administrations, Particuliers  
Stages : 30 Wayne Tél. : 1 39 54 91 95

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Maastricht : « Oui à la nation, non au nationalisme », par Marc Fumaroli ; « Un oui protestataire », par Alain Touraine ..... 2

### ÉTRANGER

La conflict en Bosnie-Herzégovine : des négociations sont prévues à Genève ; M. Boutros-Ghali recommande l'envoi d'environ 7 000 « casques bleus » supplémentaires ..... 3  
La ratification du traité de Maastricht : le chancelier Kohl met en garde contre les risques d'un retour aux « rivalités d'hier » ..... 4  
Chili : une fuellada fait quatre morts à Santiago ..... 4  
Afrique du Sud : l'ANC accepte la proposition de M. De Klerk d'une rencontre au sommet ..... 5  
Thaïlande : « anges » contre « démons » à Bangkok ..... 5  
Israël : la visite de M. Pèré en France et les réactions des déclarations de M. Rabin sur le Golon ..... 6  
Irak : l'opposition en exil dénonce la poursuite du harcèlement des populations du Sud ..... 6

### POLITIQUE

La campagne pour le référendum sur le traité de Maastricht ..... 8 et 9

### SOCIÉTÉ

Le gouvernement revient sur l'interdiction d'importer des déchets australiens ..... 10  
Les protestations et les orthodoxes dénoncent la résurgence du nationalisme en Europe ..... 10

### CULTURE

Cinéma : trois cinéastes au féminin en compétition à la Maastricht de Venise ..... 13  
Rentrée des artistes : Aurélien Recoing et Dominique Valadié, le combat de l'amour de Faust ..... 13

Théâtre : le Fou et la Nonne à la Main d'Or ..... 13

Arts : Rebeury l'ennemi ..... 14

### ÉCONOMIE

Un premier bilan des privatisations dans l'ex-Allemagne de l'Est ..... 17  
Le groupe néerlandais ING prêt à lancer une OPA sur la Banque Bruxelles Lambert ..... 17  
Le Crédit lyonnais apporte 1 milliard de francs à la Financière Pinault ..... 18

### SANS VISA

• La deuxième libération d'Hô-Chi-Minh-Ville et Escalot : Sur le plan du carbone et Le Grand Orient en pleine lumière • Nostalgie saïgonnaise • Le sang et la soie • Fragonard l'écorsé • Table : une sauce catalane • Epices : le safran • Emballage à Zuydcoote ..... 23 à 30

### Services

Abonnements ..... 6  
Annonces classées ..... 12  
Jeux ..... 28  
Loto, Tiro-tiro ..... 20  
Marchés financiers ..... 18 et 19  
Météorologie ..... 20  
Philatélie ..... 14  
Radio-télévision ..... 21  
Spectacles ..... 15  
Week-end d'un chineux ..... 20  
La télévision du Monde : 36 15 LEMOND 36 15 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa »  
Le numéro du « Monde » daté vendredi 11 septembre a été tiré à 494 422 exemplaires.

## Demain dans « le Monde »

### « Heures locales » :

### Pas si folle que ça, la braderie de Lille

Les trois jours et deux nuits de « kermesse flamande », programmés chaque année, sont aussi un bon placement pour les ambitions européennes d'une ville qui sait s'amuser. Également dans ce supplément : Saint-Étienne à l'heure de la privatisation ; la croissance possible de l'île-de-France ; Roissy-CDG, cette ville qui pousse entre les pistes de l'aéroport Charles-de-Gaulle ; l'expansion alsacienne du bilinguisme à l'école maternelle.

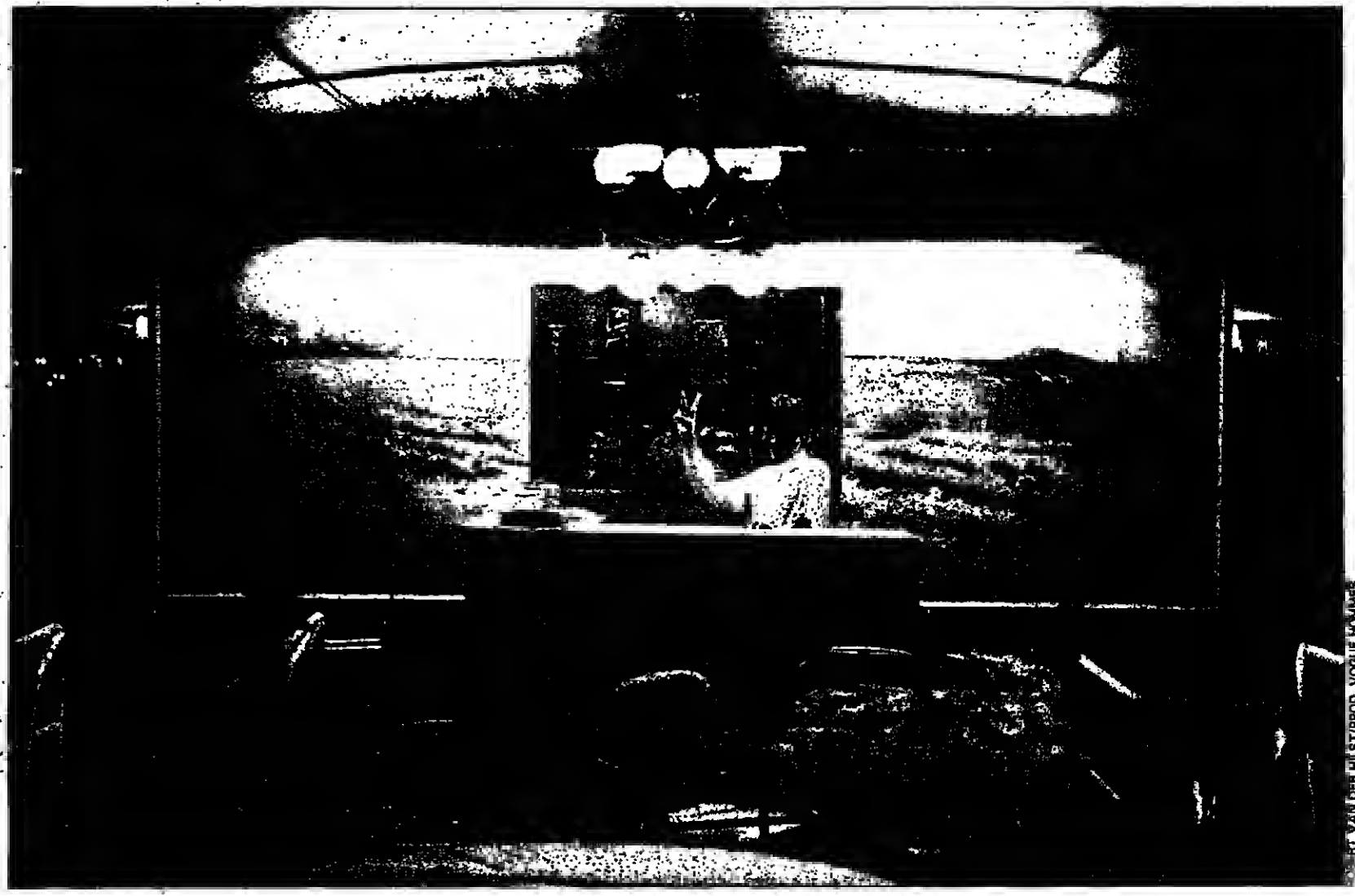
Chic et mérite.  
LES  
« PREMIERS PRIX »  
DE LA MODE  
SONT DES « PRIX  
D'EXCELLENCE »  
Voilà les tissus « niveau génial »  
de qualité, de création et de goût.  
(depuis 30F le mètre)

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS



# S A N S V I S A

## La deuxième libération d'Hô-Chi-Minh-Ville



Bar d'un restaurant flottant ancré au bout de la rue Catinat.

**Vie nocturne, petit commerce, initiatives : la vie a repris dans l'ancienne Saïgon, coupée du monde pendant une dizaine d'années après la victoire communiste de 1975 et qui avait, au fil des guerres, accumulé un retard considérable. Aujourd'hui, profitant du «renouveau», la métropole, que ses habitants n'appellent pas volontiers Hô-Chi-Minh-Ville, essaie de rattraper le temps perdu.**

LS sont tous là, accroupis sur un trottoir, debout derrière leur comptoir, assis derrière leurs bureaux, la tête penchée en avant et les deux pouces qui trottaient rapidement sur leur *game boy* ou *game gear*. Pauvres comme riches, les Saïgonnais ont trouvé, ces tout derniers mois, une nouvelle occupation, le *mai dien tu*, petit jeu électronique le plus simple qu'ils louent 1 000 dôngs l'heure, soit l'équivalent de 50 centimes. On qu'ils achètent, quand ils en ont les moyens, environ 100 francs. Il passe de main en main, dans les cafés et dans les bars, chez le marchand ambulant, de client au serveur et vice-versa. Et, dans cette métropole si amicale de rattraper le temps perdu, il faut faire vite car les modes peuvent changer du jour au lendemain. Coupée du monde extérieur pendant une bonne

dizaine d'années après la victoire communiste de 1975, Hô-Chi-Minh-Ville avalu le temps, avec ses ambitions encore médiocres, ses misères et ses fortunes. La population de Saïgon-Cholon et de leurs faubourgs a, en moyenne, moins de vingt ans d'âge. La jeunesse dort quand on lui coupe le courant, ce qui arrive encore. Mais, qu'elle brasse pas mal d'air, elle tourne le reste de la journée et de la nuit, s'alimentant à la moindre rentrée d'argent, redécouvrant, dès qu'elle le peut, son vif appétit de consommation.

La grande découverte, voilà deux ans, avait été la vidéo. L'appareil ne se loue, encore aujourd'hui, que 20 000 dôngs, soit 10 francs, la nuit. Ajoutez-y le prix de la location de quatre films, de préférence des «kung-fu» ou des policiers tournés à Hongkong, soit 3 francs en tout, ainsi que celui de deux bouteilles d'alcool de riz - 3 francs la bouteille, - et même les petites gens peuvent s'offrir à domicile une longue veillée sympathique. Les enfants s'endorment les uns après les autres sur une natte étendue au pied de l'écran et les adultes commentent jusqu'à l'aube les exploits, qui défilent devant leurs yeux, de Robins des bois chinois aux impressionnants sauts périlleux. Le tout pour moins de 20 francs, même dans les bidonvilles de Hô-Chi-Minh-Ville, à condition d'avoir l'électricité. Mais, faute d'abonnement, le courant se détourne à l'aide de fils branchés illicitement sur le réseau public.

La deuxième découverte, l'an dernier, fut le *karaoke* des Japonais, une passion qui se confirme. Nul n'est besoin de fréquenter dans une clientèle cossue, pour l'essentiel la minorité des Vietnamiens enrichis et les Asiatiques de passage. Non, la grande métropole sud-vietnamienne fourmille de *quân*, petits cafés avec ou sans hôtesse, où n'importe qui, à raison de 2 francs l'heure, peut exercer sa voix, avec accompagnement d'orchestre, derrière un micro relié à

un écran sur lequel défilent paysages et paroles des rengaines à la mode. Le *mai dien tu* a mordu sur le *karaoke*, lequel l'avait déjà fait sur la vidéo.

La plus sérieuse victime, mais personne ne s'en plaint, est encore le jeu de cartes, passion nationale. Regardez bien au coin des rues : même les cyclo-pous, les vendeurs de journaux à la criée, les cireurs de chaussures commencent à délaïsser les cartes pour le *game gear*. Quitte, bien sûr, à abandonner le tout quand le client se présente, quand il y a cinq sous à glaner, quand une affaire s'annonce. A Hô-Chi-Minh-Ville, il n'y a plus de temps mort.

Avant l'aube, sur le quai de la rivière de Saïgon et boulevard Nguyễn Huệ, c'est l'heure de l'exercice physique. Les vieux, pratiquant le tai-chi, vieille discipline chinoise, pour se dénouer les membres. Les adultes dressent leurs filets de badminton dans les jardins du quai. Les jeunes préfèrent jouer au football sur la chaussée. Dans les rues adjacentes, les employés de la municipalité terminent de balayer des trottoirs où les débris se sont accumulés la veille, autour des étals des marchands ambulants et des petits débits de boisson. Quelques sans-logis ou vagabonds dorment encore sous les portes cochères tandis que, leurs paniers suspendus à un filon placé sur l'épaule, les vendeuses de sucreries, de fruits et de soupes arrivent déjà pour préparer les petits déjeuners, qui se prennent à même le trottoir, assis sur un minuscule tabouret.

Le défilé continue ainsi toute la journée autour de mille petites activités. Il y a dix ans encore, Hô-Chi-Minh-Ville était une ville morte où l'on soupait avant la fin de la nuit. Aujourd'hui, les gens ne rentrent leurs marchandises que par peur des voleurs et pour les débarrasser de nouveau quelques heures plus tard. La mairie se plaint des embouteillages de vélos, motos et voitures qui commencent à se former aux heures de pointe, aux portes de la ville. Elle tente de

faire face mais ses moyens sont modestes : elle ne parvient vraiment à entretenir que le quart des quelque 800 kilomètres de bitume empruntés par près de quatre vingt mille véhicules à quatre roues, de l'antique 203 Peugeot à la toute neuve Renault 19.

Hô-Chi-Minh-Ville, près de cinq millions d'habitants, dont un demi-million de sans-logis, est répartie pour un tour. Souvent, ceux qui commencent à gagner leur vie n'ont pas encore les moyens de monter une petite affaire ou un commerce. Ils investissent donc provisoirement dans la pierre, se font bâtir un petit logement. Cette construction sauvage est présente un peu partout, surtout dans les banlieues qui bordent l'aéroport de Tân-Son-Nhat. Tout en la déplaçant, les autorités la perpétuent, à juste titre, comme un signe de confiance. Tout comme la fréquentation scolaire : après avoir diminué ces dernières années, elle a repris depuis deux ans, ce qui veut dire que les gens désespèrent moins de l'avenir, que les enfants retournent à l'école le matin avant d'exercer, l'après-midi, de petits métiers pour apporter leur mince écot au budget familial. De nouvelles écoles se sont même ouvertes.

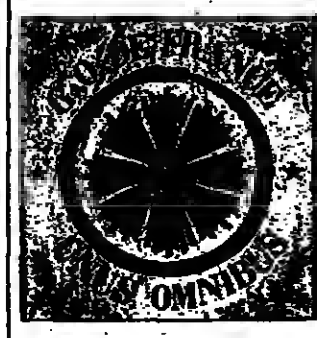
La ville a également ses zones d'ombres. Le demi-million de gens sans toit ne viennent pratiquement plus des provinces méridionales du Vietnam. Depuis la libéralisation de la production, des prix et du commerce, le delta du Mékong est redevenu un grenier à riz, à telle enseigne qu'il éprouve du mal, cette année, à stocker et à vendre ses récoltes. Et, de toute façon, ses chômeurs vont plus volontiers tenter leur chance de l'autre côté de la frontière, au Cambodge, surtout depuis que l'ONU y mène une opération de paix. Non, l'afflux de population - « par trains ou par cars entiers », dit un haut fonctionnaire - provient des plaines pauvres du Vietnam central. Les autorités avaient voulu créer des zones économiques nouvelles. Ce fut l'échec, faute de moyens et

de structures d'accueil. De temps à autre, on renvoie ces gens, mais ils réapparaissent quinze jours plus tard. « Nous souhaitons que la population de Hô-Chi-Minh-Ville ne dépasse pas les 5,5 millions d'habitants en l'an 2000, mais nous avons peu de chance de réussir », explique M. Lê Ngoc Huê, directeur du bureau des statistiques de

la ville. Le développement des « problèmes sociaux » est une autre source de préoccupation. Les belles de nuit envahissent les trottoirs du boulevard Soviet Ngô-Tinh, et les *café-âm* - les cafés avec hôtesse - prolifèrent.

de notre envoyé spécial  
Jean-Claude Pomonti  
Lire la suite page 26

### AU SOMMAIRE



- Grand Orient, les maçons au musée... p. 25
- Tauromachie, les couleurs de la mort... p. 27
- Table, les mystères du safran... p. 29
- Zuydcoote, les Alliés pris au piège... p. 30

Échecs (p. 24) Têles (p. 24)  
Jeu (p. 28) Gastronomie (p. 23)

# CUBA CHOC 4.990 R.

OFFRE SPECIALE SUR LE VOL DU 20 SEPTEMBRE

## HOTEL RANCHO LUNA

Offre spéciale : pour le prix d'une semaine (8 jours, 6 nuits), nous vous offrons la deuxième semaine, gratuite, selon disponibilité.

Inclus : vol, séjour plage, transfert aéroport-village-aéroport

POUR EN SAVOIR PLUS, FAITES 3615 OT. CUBA  
TÉLÉPHONEZ AU (1) 44 79 00 66  
OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE





# Sur la piste du caribou

## QUÉBEC

**S**UR le sentier qui mène au mont Jacques-Cartier, à moins de 1 kilomètre de l'abri-observatoire qui marque le sommet (1 270 mètres) de la plus haute montagne du « Québec habité », les randonneurs s'immobilisent soudain. A une soixantaine de mètres, museau à ras de terre, bois (ici on dit le *panache*) à l'oblique, un caribou avance au milieu du chemin. Un instant de flottement puis les appareils photos crépitent. Le caribou, réputé pour sa mauvaise vue, poursuit son chemin en toute quiétude. En fait, un vent favorable permet aux marcheurs de ne pas être repérés. Vingt mètres puis quinze les séparent de l'animal qui, flairant le sol en quête de lichen, « frôle » le groupe figé sur le sentier. A quelques longueurs derrière lui, deux jeunes mâles ainsi qu'un faon du printemps dernier.

Ce genre de rencontre, relativement courante, explique la fréquentation des sentiers du mont Jacques-Cartier, au cœur du parc de Gaspésie qui, avec ses lacs, ses plateaux entrecoupés de vallées profondes, ses petites rivières encaissées, ses peuplements de truites et de saumons de l'Atlantique, ne manque pas d'attraits. A commencer par sa végétation qui, sur un espace restreint, voit cohabiter des espèces appartenant à des domaines climatiques différents. Dans les vallées et sur les versants, la forêt; sur les sommets, herbacées, petits arbustes arctiques, mousses et lichens... dont la clonnie, met favori du caribou.

Le parc de Gaspésie est également le seul endroit d'Amérique du Nord où coexistent le cerf de Virginie (chevreuil), le caribou et l'orignal (élan d'Amérique), le plus grand des cervidés (il peut dépasser les 500 kilos) qui peuple, parfois massivement (deux à trois kilomètres carrés) certaines sections du parc. Au galop, ce bulldozer de la forêt peut atteindre une vitesse de pointe de 55 kilomètres à l'heure. Cet étonnant animal peut aussi plonger dans les lacs, à plus de 5 mètres de profondeur, et rester sous l'eau pendant une demi-minute. Une véritable attraction pour les visiteurs qui espèrent le surprendre en train de se nourrir de nénuphars et autres plantes aquatiques. Mais, timide et méfiant, l'animal n'est pas toujours au rendez-vous.

Les chances de rencontrer des caribous des bois sont nettement plus grandes, même si les quelques deux cents animaux qui habitent les montagnes du parc ne représentent qu'une faible fraction du troupeau qui, à une époque plus ancienne, occupait tout le sud du Québec et le nord des États-Unis. En fait, les caribous locaux sont aujourd'hui menacés de disparition. D'où les efforts déployés pour leur survie. Un exemple parmi d'autres : la protection des jeunes faons, proies particulièrement faciles pour les ours noirs et les coyotes, que l'on s'efforce de piéger sur les chemins qui les mènent des vallées (leur habitat naturel) aux plateaux où régneront les caribous. Une protection temporaire qui cesse dès que les jeunes faons ont atteint une vitesse et une force suffisantes.

Déterminante dans ce cas, l'intervention humaine est également à l'origine de la création des dix-sept parcs québécois. Difficile de les découvrir à l'occasion d'un



LEN RUC JIRAPAKO

unique voyage, la province du Québec s'étendant sur une superficie égale à plus de trois fois celle de la France. Mieux vaut se concentrer sur une seule région, la péninsule gaspésienne par exemple (une fois et demie la Bretagne), où se trouvent quatre parcs

— dont celui de la Gaspésie déjà évoqué — ainsi qu'un magnifique jardin.

Situé sur la rive sud du Saint-Laurent, le parc du Bic, havre naturel entouré d'îlots et de promontoires, est un refuge très apprécié des oiseaux, poissons et autres ani-

maux, contre vents et courants. Parmi les pensionnaires les plus fidèles, une petite colonie de phoques gris et de phoques communs qui utilisent plates-formes et rochers de l'anse comme aires de repos. Dans le parc de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé, ce sont plus de 50 000 fous de Bassan qui régneront en maîtres. Tout y est fait pour assurer leur protection et leur tranquillité tout en permettant aux visiteurs de s'approcher pour les observer.

Au parc de Miguasha, l'histoire de la Terre est inscrite dans la pierre. Constitué d'un escarpement abrupt, au fond de la baie des Chaleurs, le site livre, depuis sa découverte en 1842, des fossiles animaux et végétaux datant de 365 millions d'années. Valant également le détour, les jardins de Métis, où fleurissent annuellement quelque cinq cents espèces et variétés de plantes et de fleurs qu'on ne s'attend pas à trouver sous cette latitude.

D'autres curiosités on sites méritent également d'être signalés. Les îles du Pot-à-l'Eau-de-Vie, face à Rivière-du-Loup, au milieu du Saint-Laurent, pour passer une nuit dans le vieux phare, à l'écoute des oiseaux marins qui nichent ici en abondance ou pour apercevoir bélugas et baleines qui fréquentent ces eaux. Le parc national Forillon, face à Gaspé. Les stations piscicoles et le Centre d'interprétation consacré au saumon de l'Atlantique, à Sainte-Flavie, pour tout apprendre sur le roi des poissons. L'Écluse de Cap-Chat, sur le Saint-Laurent, qui, avec ses 110 mètres de haut, est la plus puissante éolienne à axe vertical du monde. Sans oublier les nombreux lieux historiques et le Musée des Acadiens, à Bonaventure, histoire de ne pas oublier qu'un pays, ce sont aussi et d'abord des hommes et leur culture. Et de ce point de vue, aussi, la Gaspésie vaut le voyage.

de notre envoyé spécial  
Jean-Frédéric

## Guide

• S'y rendre. Air Canada assure deux vols quotidiens Paris-Montréal, trois vols hebdomadaires Nica-Montréal via Londres et deux vols hebdomadaires Lyon-Montréal-Toronto. Pour Montréal, tarifs « Meilleure aubaine » entre 4 530 et 4 990 F aller/retour, selon les périodes. On peut également rallier Québec (de 4 850 à 5 120 F) depuis Paris, Lyon et Nice, via Montréal. Renseignements au 43-20-12-00 à Paris et au 78-42-43-17, à Lyon. Parmi les autres compagnies desservant la Gaspésie, citons Air France (45-35-61-61), Canadian (49-53-07-07), Air Liberté (agences), Air Transat (Trafic Toura et agences) et Nationalreprésentée par les voyagistes Nouveau Monde, Charters et Cie (en agences) et Nouvelles Frontières (agences NF).

Avec qui? Parmi les très nombreux voyagistes programmant la Gaspésie, Vacances Air Canada (9, rue du Mont-Thabor, 75001 Paris, tél. : 42-86-89-38) loua notamment des motor-homes (à des conditions préférentielles pour les

personnes volant sur Air Canada) et proposa des voyages à la carte avec forfait comprenant le transport aérien, l'hébergement sur des itinéraires définis et la location d'un véhicule.

Circuler. La meilleure solution, c'est la voiture. Principaux loueurs : Avis, Budget, Emergency, Hertz, Thrifty, Tilden et Via Route. Comptez pour le modèle de base et pour 7 jours (avec un kilométrage de 2 100 km), de 1 295 F à 1 610 F selon la saison. Pour un « van » de 7 places, de 2 535 à 2 585 F. Si, au vu de la météo, on vous invite à « ne point chauffer dans la neige », c'est la voiture. Principaux loueurs : Avis, Budget, Emergency, Hertz, Thrifty, Tilden et Via Route. Comptez pour le modèle de base et pour 7 jours (avec un kilométrage de 2 100 km), de 1 295 F à 1 610 F selon la saison. Pour un « van » de 7 places, de 2 535 à 2 585 F. Si, au vu de la météo, on vous invite à « ne point chauffer dans la neige », c'est la voiture.

Se loger. On a le choix entre les motels (environ 300 F pour une chambre double), les « gîtes du peacant » (chambre + petit déjeuner) situés dans un village ou une ferme, et des auberges très accueillantes.

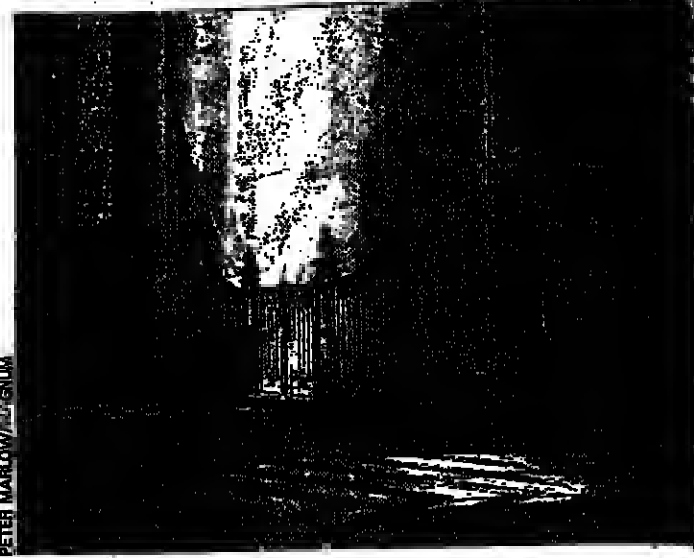
Originale. La nuitée dans le phare des îles du Pot-à-l'Eau-de-Vie, au milieu du Saint-Laurent. Au menu, la traversée à partir de Rivière-du-Loup, une excursion commentée (durée 3 heures), l'hébergement, un souper gastronomique, le petit déjeuner et un « goûter santé ». Il en coûte 150 \$ canadiens par adulte pour la première nuit, 120 pour les suivantes. Les jeunes (10-15 ans) accompagnés d'un adulte paient respectivement 95 et 75 \$. Les enfants de moins de dix ans ne sont pas admis. Renseignements : Société Duvernier, 200, rue Heyward, CP 305 Rivière-du-Loup G5R 3Y8. Tél. : (418) 867-1660.

Marcher. Dans chaque parc, il existe des sentiers de petites et grandes randonnées. S'adresser à la Fédération québécoise de marche, 4545, av. Pierrre-de-Coubertin, Montréal (Québec) Canada H1V 3R2. Autre adresse utile : la Fédération québécoise de camping et de caravanning, à la même adresse, tél. : (514) 252-3003.

Savourez. Nombreux sont les établissements proposant une cuisine régionale soignée. Au menu : agneau, lapin, poisson, fruits de mer. Goûter aux plats à base de pétoncles et de langoustes ou du jus de morue ainsi qu'à la « chaudière » aux cinq poissons. Égalant à l'honneur, l'esturgeon, le saumon (frais ou fumé), le flétan mariné, le pété du caribou et les fèves (nos haricots secs) au lard. Au dessert, la tarte au sirop d'érable, la tarte au sucre, le pudding, sans oublier les bleuets (myrtilles). Parmi les bonnes tables, la Maison du pêcheur, à Percé, le café l'Indépendant, à Carleton, la Gîte du Mont-Albert, au cœur du parc de la Gaspésie, la Maison Rafford, au Jardin de Métis, l'exceptionnelle Auberge Sainte-Luce, à Sainte-Luce, et la très typique Auberge Saint-Simon, à Saint-Simon.

Consulter. Le guide Vise Au Québec et les guides Bleu et du Routard (Hachette). Le guide Vert Canada (Michelin). Québec et l'Est canadien (guide Jike). Québec (Arthaud). Québec (Carnet du voyageur, Gallimard). Guide des sites naturels du Québec (Quintin). Québec (Petite Planète, Seuil).

Se renseigner. Office du tourisme du Québec, 4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, tél. : 45-00-95-55, Minitel 3615 Québec. Pour tout savoir sur la « Belle Province ». •



Cathédrale d'Amiens en Regards de photographes - Département Somme. (Éditions Troch Cailloux.)

## Une saison en Picardie

Une programmation excellente, de remarquables interprètes, des lieux de concerts magnifiques dans une région riche en églises gothiques et en châteaux : au dire des critiques musicaux, tout est réuni pour faire du « festival des cathédrales », dont la cinquième édition a lieu du 11 septembre au 3 octobre, le rendez-vous des mélomanes. Occasion rare d'écouter Coën, un oratorio oublié d'Alessandro Scarlatti, dont on appréciera l'ouverture avec violon concertant, la richesse des parties instrumentales, l'originalité de l'écriture vocale (le 18 septembre, église du Saint-Sépulchre d'Abbeville).

L'ensemble Tafelmusik donnera son premier concert en France. Cet orchestre canadien d'instruments anciens, connu pour la limpidité et la richesse de sa sonorité, a reçu le Juno Award en 1990 pour son enregistrement des concertos pour violoncelle de Boccherini. Il interprétera le 19 septembre en l'abbatiale de Corbie et le 20 en l'église de Château-Thierry — des œuvres de ce même compositeur. Peu connu, l'*Oratorio du Couronnement*, écrit à l'occasion du sacre de Charles X par le compositeur picard Jean-François Le Sueur, sera donné le 3 octobre en la cathédrale d'Amiens.

L'ensemble Europa Galante dirigé par Fabio Biondi sera, pour sa part, au service de Boccherini (19 septembre, église de Rue et 25, église de Ham) tandis que la Capella Savaria fera chanter le *Stabat Mater*, de Pergolèse, et la *Passion selon saint Jean*, de Haendel (le 25 septembre, cathédrale de Noyon). Le récital de clavecin de Gustav Leonhardt aura lieu le 25 septembre (château de Fayel). Le 26 (abbatiale de Saint-Léon-d'Esserent), Bach (*Messe en sol majeur*, BWV 236) et Haendel (*Concerto grosso opus 6 n° 1*, *Psautre 112*, HWV 237) seront associés dans la même soirée.

Ceci fan tutte, de Mozart, sera présenté en version de concert par la Petite Bande jouant sur

instruments anciens (27 septembre, Palais des congrès d'Amiens). Pour tous ces concerts (prix des places de 50 à 120 F), informations et réservations au 05-32-22-72 (numéro vert) et dans les offices de tourisme des localités concernées.

## Hier à Saint-Petersbourg

Impériale, Saint-Petersbourg demeure par son patrimoine architectural et muséographique de premier plan malgré la dérive économique et morale actuelle. Cela fait un an que, reniant Léline, la ville fondée par Pierre le Grand a choisi de reprendre son nom originel (après une variante, Petrograd, de 1914 à 1924).

Saint-Petersbourg, sortie des marécages en 1703 par la volonté de son impérial monarque, compte aujourd'hui plus de cinq millions d'habitants. Du 4 au 8 novembre prochain, Rêve/Vacances (57, rue de Bassano, 75008 Paris, tél. : 47-23-32-71) y conduira un voyage intéressant, plus d'un titre : patrimoine de la grande-duchesse Wladimir de Russie, caution du maître de la ville, M. Anatoli Sobtchak et, surtout, programme de qualité. Il comporte, outre la visite des grands classiques petersbourgeois et du premier d'entre eux, le Musée de l'Ermitage, celle du Musée russe, passionnant et souvent oublié des voyageurs.

En soirée, ballets du Kirov au Théâtre Marinski, concert de la Philharmonie de Saint-Petersbourg, opéra. Les fastes d'antan reflueront lors du dîner et du bal donnés au palais de l'Impératrice Catherine à Pouchkine (ancien Tsarskoïe Selo). Le maire de la ville, qui s'est engagé dans une lettre aux candidats à ce voyage à « veiller à ce que les hommes d'affaires français qui le souhaitent puissent rencontrer leurs homologues russes et établir ainsi de fructueuses relations », offrira une réception.

Prévisions que 2 500 F des 17 300 F par personne que coûtera ce voyage seront remis à ce dernier comme contribution aux travaux de restauration des monuments historiques de Saint-Petersbourg.

## TÉLEX

Le Guide des moulins en France raconte leur histoire et décrit les techniques ancestrales qui pressent et broient pour donner des produits artisanaux aussi divers que huile, farine, cidre, papier, cuir ou pastel. En 254 pages comportant cartes, glossaire et illustrations en noir et blanc, 100 F. Aux éditions Pierre Horay, qui publient également d'autres ouvrages spécialisés dont un *Guide des monastères* et un *Guide des maisons d'hommes célèbres*.

Saisons et climats, le Guide de tous les voyageurs, est le vademecum du globe-trotter. Il indique, saison par saison et mois par mois, le temps qu'il fait partout dans le monde et précise quand, où et avec quel parti. La dernière édition tient compte des bouleversements politiques, fait le point sur le sida, le paludisme et le choléra et publie la liste des centres de vaccination agréés par l'Organisation mondiale de la santé. Aux éditions Balland, 400 p., 149 F.

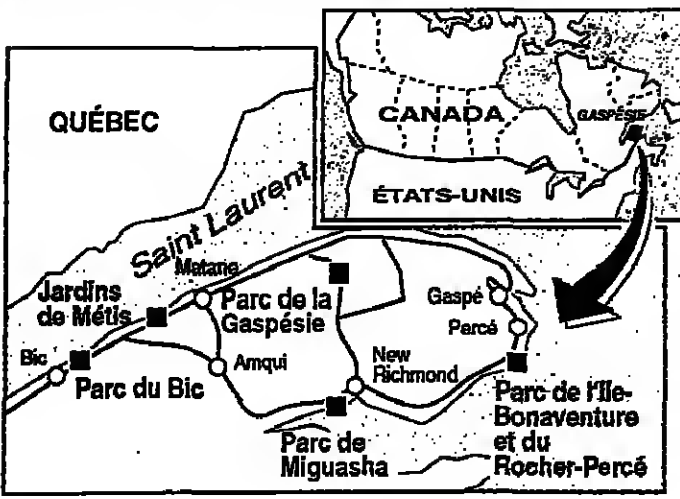
Six siècles d'histoire pour The Grand, à Amsterdam, un cinq étoiles situé entre deux canaux, à

quelques minutes du quartier financier de Dam Square. Cette ancienne résidence des Princes a ouvert cette année 147 chambres (à partir de 1 875 F pour une double) et 19 suites assorties des services d'un établissement de luxe international. The Grand, tél. : (31) 20-555-31-11.

Le spectacle équestre du Musée vivant du cheval est présenté tous les dimanches après-midi de septembre, à 15 h 15 et 16 h 45, sous le dôme des Grandes Écuries du château de Chantilly. Spectacle et visite du musée : 70 F. Renseignements : 16-44-57-13-13.

Les « Imaginaires » du Mont-Saint-Michel, on les très riches heures de l'abbaye mise en lumière et en musique : une forme de spectacle à découvrir lors d'une promenade libre et nocturne. Jusqu'au 3 octobre, tous les jours sauf le dimanche, de 22 heures à minuit. Entrée : 35, 50 ou 60 francs.

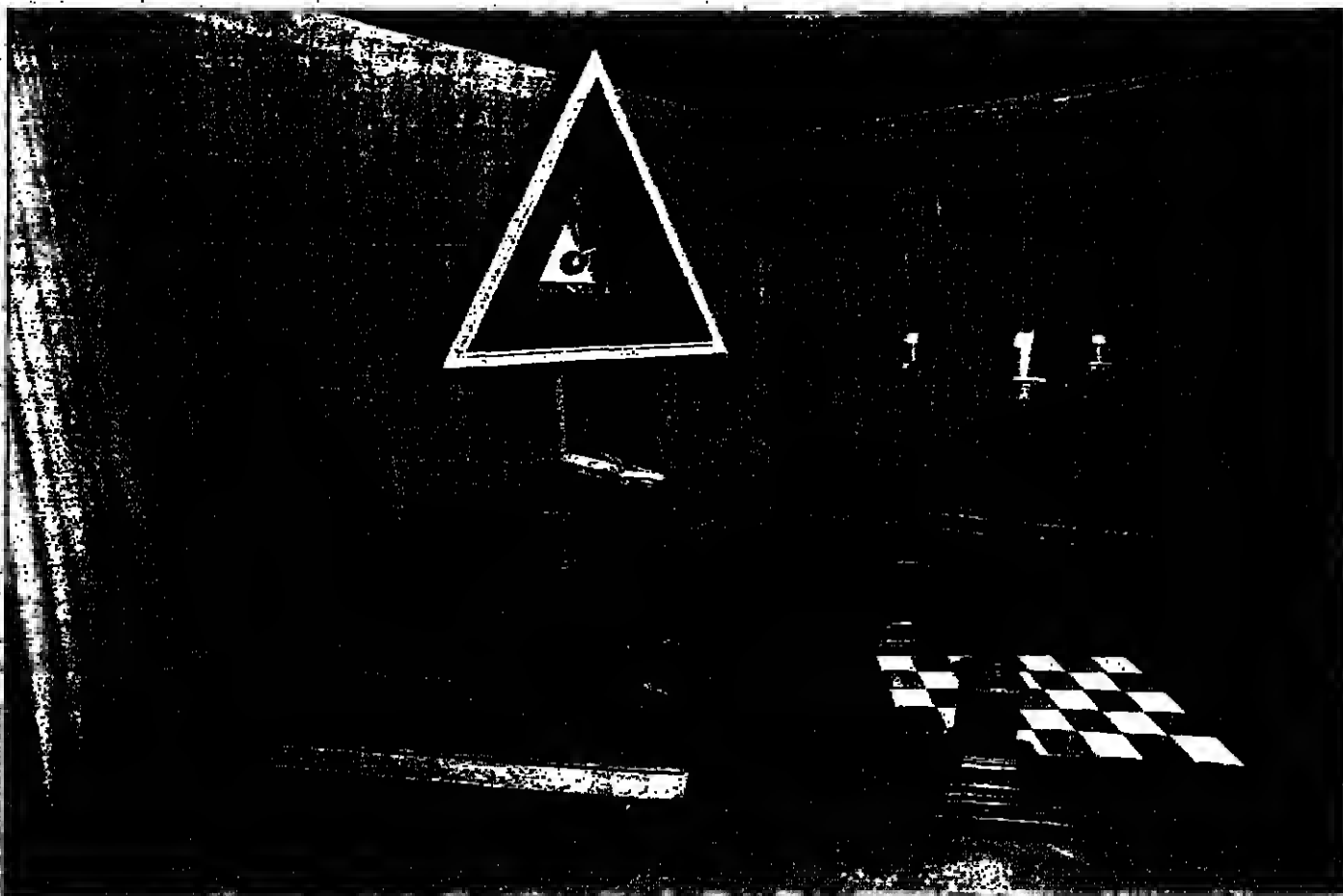
Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard





# Le Grand Orient en pleine lumière

Si l'on ne peut accéder à la pensée maçonnique ni entrer dans le mystère de ses rites qu'en acceptant d'être initié, rien n'interdit de faire connaissance avec l'organisation et son histoire en allant visiter, à Paris, le Musée du Grand Orient.



Reconstitution, au musée, d'une loge maçonnique. Ci-dessous, une gravure anglaise.

« SOCIÉTÉ mondiale fermée », « société mondiale qui n'est pas secrète mais fermée », « association en partie secrète ». Les dictionnaires et encyclopédies qui s'adonnent à la tâche ardue de définir la franc-maçonnerie se retrouvent sur un point : le caractère déterminant de l'organisation est son opacité. Ces ouvrages de référence ne font ainsi que mettre en évidence le secret dont les maçons se sont jalousement prévalués alors même qu'il multipliait les fantasmes de certains profanes.

An 16 de la rue Cadet à Paris, siège de la principale obédience maçonnique française (1), on entre avec un soulagement teinté de déception. Difficile d'imaginer des messes noires ou des complots ourdis dans l'ombre devant cette imposante façade qui affiche ostensiblement un modernisme maussade. Quant à l'homme de l'accueil, il ne daigne pas même demander le moindre mot de passe ou signe cabalistique.

L'exaltation n'est définitivement plus de mise lorsqu'on entend que « le Musée du Grand Orient de France est ouvert au public tous les jours de 10 heures à 18 heures, sauf le dimanche et les jours fériés ». L'entrée est même gratuite (ou apprendra que, dans ce lieu où l'on ne transige pas avec les principes, les guides envoyés par les tours opératives sont instantanément priés d'aller percevoir leurs gratifications sur le trottoir).

Réagissant à cet effet qu'un parmi dix mille visiteurs annuels, on poursuit sa route dans ce lieu qui a décidé de se moquer de tout imaginaire. Une première pièce, exposition temporaire à l'occasion du cinquantième anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv, échoie au vu d'un seul de ses documents le rythme et les bruits de la rue commerçante. Le lieu est peut-être gratuit, mais il ne doit pas être gratuit, car de même nature que les bazars qui lui font face. Une fois franchi ce sas, on pénètre dans une vaste et unique pièce. Pas le moindre sombre recoin, tout est clair et lumineux, le parquet soigneusement entretenu.

Le Musée du Grand Orient de France et de la franc-maçonnerie européenne est né d'une exposition temporaire qui débute en 1973 le bicentenaire du convent constitutif

de l'obédience. Le provisoire dura dix ans. En 1983, transformée dans un sens plus didactique par Maurice Pannetier, ancien secrétaire général de l'obédience, l'exposition devint un musée permanent. « Il est classé par le ministère des affaires culturelles ». « C'est le seul consacré à la franc-maçonnerie qui soit reconnu par la direction des musées de France ». Prononcés par Paul Gourdod, ancien grand-maître du Grand Orient (1981-1984) et actuel conservateur du musée, et par son adjoint, Hélène Camou, bibliothécaire-archiviste, ces quelques mots révèlent sans doute un certain besoin de reconnaissance. On ne peut pas dire que le terrain ait été scrupuleusement balisé par le passé. Des précautions étaient donc nécessaires. Dans le musée, quelques lignes s'en chargent, en préambule à l'itinéraire historique : « Nous avons confronté nos documents d'archives aux ouvrages sérieux de chercheurs qualifiés pour leur érudition maçonnique (...). Nous avons conscience d'être restés fidèles à l'histoire. » Plusieurs dizaines de feuilles manuscrites soigneusement numérotées leur font suite, donnant à la visite une linéarité sans faille.

De la maçonnerie opérative (« les maçons n'ont pas construit que des cathédrales », souligne judicieuse-

ment l'obédience qui, dans son convent de 1877, supprimait de ses charges toute référence au Grand Architecte de l'Univers) aux photos de la manifestation condamnant l'attentat de la rue Copernic, on suit pas à pas (et bizarrement de droite à gauche) un itinéraire où tout dérapage est exclu. D'autant que cette suite logique se confond totalement avec l'histoire de France. « A la différence des obédiences de tradition anglaise, sortes de clubs de gens bien pensants, le Grand Orient vit dans son siècle, et a eu un impact historique sur la politique de la France. » Toujours selon Paul Gourdod, qui est également professeur à l'école des hautes études en sciences sociales, cette divergence provient du fait que les loges françaises ont servi, avant la Révolution, de « structure d'accueil aux idées nouvelles ». Dans les vitrines du musée, défilent les noms ou les portraits d'innombrables hommes politiques, scientifiques, écrivains. Toute une table des matières qui se serait ainsi échappée d'un livre d'histoire pour regagner quelques tableaux de maîtres ou procès-verbaux de réunions de loges. Révolution, Empire, Restauration...

L'habillage est nouveau, mais le propos reste le même. Au point

qu'on en vient parfois à se demander où est passée la franc-maçonnerie... Peut-être au fond de la pièce, sur cette scène qui reconstruit l'intérieur d'une loge. Un fauteuil de velours, trois chandeliers coarçonnant un dallage noir et blanc... On soupçonne la présence dans ce lieu, dont l'accès est interdit par un écriteau courtis, d'innombrables symboles que plusieurs vies se suffiraient à déchiffrer. Les tables des droits de l'homme de 1793 - celles qui introduisent le droit à l'insurrection », précise Hélène Camou - lui font face de l'autre côté.

Paul Gourdod ne souhaite à l'évidence pas sortir de la succession d'événements qui parsèment l'histoire de la franc-maçonnerie. Le réalisme des dates et des objets (banquettes, tabliers maçonniques du dix-huitième siècle, l'épée de La Fayette, le fauteuil de grand-maître que Philippe-Egalité occupa pendant la Révolution...) répond ici à l'imaginaire qui s'est délaissé depuis des lustres dans une abondante littérature anti-maçonnique. Les mauvais souvenirs, qui ne sont d'ailleurs pas si loins, figurent en bonne place dans les vitrines. Depuis une sentence de police du 14 septembre 1737 jusqu'au texte de la loi du 13 août 1940 en passant par l'évocation de tous les régimes totalitaires, les documents officiels et lettres de délation ne manquent pas pour rappeler les interdictions et persécutions dont furent victimes les francs-maçons. On peut donc se méfier à juste titre de l'esprit trop malléable du profane. L'ancien grand-maître explique avec pédagogie le processus qui a permis à des maçons « acceptés » (n'appartenant pas au métier), devenus peu à peu majoritaires dans les loges, de reprendre à leur compte sous forme de symboles les outils des bâtisseurs du Moyen Âge en créant la franc-maçonnerie « spéculative » moderne.

Cette histoire mouvementée, mais qui suit son cours avec assurance, force l'admiration d'un point de vue intellectuel. Mais on aurait souhaité que Paul Gourdod aille plus loin. La raison d'être du musée ? « On avait de belles pièces et il était naturel de les montrer. Cela ne correspond à aucune politique délibérée de communication. » Les propos d'Hélène Camou, en revanche, permettent davantage de recul : « La franc-maçonnerie avait laissé à ses adversaires le monopole de l'information la concernant. Elle s'est aperçue que sa discrétion lui avait fait du tort. »

Le Grand Orient a clairement choisi ces dernières années la voie de l'ouverture, multipliant les débats publics, les prises de position, les émissions de radio (l'obédience dis-

pose d'une émission régulière sur France-Culture, le premier dimanche de chaque mois à 9 h 40). S'agissant de la franc-maçonnerie, le dévoilement ne peut sans doute se faire qu'au prix d'une certaine ambiguïté. On ne saurait trop conseiller aux amateurs de paradoxes de taper « 3615 GODF » sur le Minitel, instrument privilégié de l'information interactive. Ils apprendront ainsi, dans de saisissants résumés dont la communication moderne a le secret, que l'équerre « concilie symboliquement les contraires, car elle réunit l'horizontale et la perpendiculaire ». On ne saura jamais ce qu'en auraient pensé les Anderson ou Dégalliers qui, entre 1721 et 1723, s'efforcèrent à rédiger les règles de la maçonnerie universelle.

Une formule du catalogue de l'ex-

position, qui évoque « le berceau historique des mystères de la franc-maçonnerie », résume parfaitement ce qu'est le musée. On en apprend effectivement davantage sur le lit que sur l'enfant qui y a grandi. Donnant toute la mesure paradoxale de cette présentation au grand public, il déploie des trésors de pédagogie mais se heurte à un obstacle de fond. Comment mettre en lumière les silences et mystères de l'initiation ? « Le secret est l'obligation contenue dans l'engagement que prend le profane en devenant Maçon de ne révéler à aucun « non-Maçon » tout ce qui a trait à la Franc-Maçonnerie. » La définition est donnée par Daniel Ligon (2). L'auteur, qui est par ailleurs cité dans le Musée du Grand Orient, aboutit au terme de son article à cette conclusion : « Le véritable secret maçonnique n'a rien que de très ordinaire : dans la mesure où la Franc-Maçonnerie est fondamentalement une expérience vécue, celle-ci est par définition incommunicable (...) Cela, aucun Maçon ne peut le transmettre à un profane. »

L'obstacle, aussi insurmontable soit-il, ne devait-il pas être désigné ? Pour remplir pleinement son rôle, le musée aurait dû jouer le jeu jusqu'au bout. Se dévoiler jusqu'à exposer le secret, en en donnant quelques justifications. Celui-ci, point d'ancrage sur lequel se sont fixés les violents détracteurs de la franc-maçonnerie, doit avoir une explication plus ambitieuse que la seule nécessité d'éviter les persécutions.

Tout profane qu'il soit, le visiteur oe pourrait-il comprendre qu'il lui est impossible de tout saisir, même avec un Minitel ? « Si tu diffères de moi, frère, loin de me léser, tu m'enrichis », écrit Saint-Exupéry. Ces mots sont gravés sur un mur de l'immuable de la rue Cadet.

Jean-Baptiste de Montvalon

(1) Le Grand Orient de France revendique 770 loges et près de 33 000 membres.

(2) Dictionnaire de la franc-maçonnerie, de Daniel Ligon, FUF.

► Musée du Grand Orient de France et de la franc-maçonnerie européenne, 16, rue Cadet, Paris-9. Tél. : 45-23-20-92. Ouverture à partir du 25 septembre.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

##### NICE

**HÔTEL VICTORIA\*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Petit centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, salle.  
Téléphone direct, minibar.

#### Mid-Pyrénées

##### 15600 MAURS-LA-JOLE

**LA CHÂTELLERAIE**,  
une hôtellerie de charme, d'espace et  
de loisirs, autour d'un petit château et  
sur 8 hectares de parc et de prairies  
(piscine, pratique de golf...).  
Pour découvrir les vallées du Lot et  
de la Dordogne, les monts du Cantal,  
ou tout simplement se reposer.  
Tél. : 71-49-09-09.

#### Paris

##### PORTE DES LILAS

**HÔTEL LILAS GAMBETTA\*\***  
223, avenue Gambetta  
Tél. : 43-62-85-60  
Téléc. : 211838. Fax : 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)  
Petit déjeuner à 25 F  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

##### SORBONNE

##### HÔTEL DIANA\*\*

73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F  
Fax : 46-34-24-30.  
Tél. : 43-34-92-55.

#### Provence

##### MAUSSANE-LES-ALPILLES

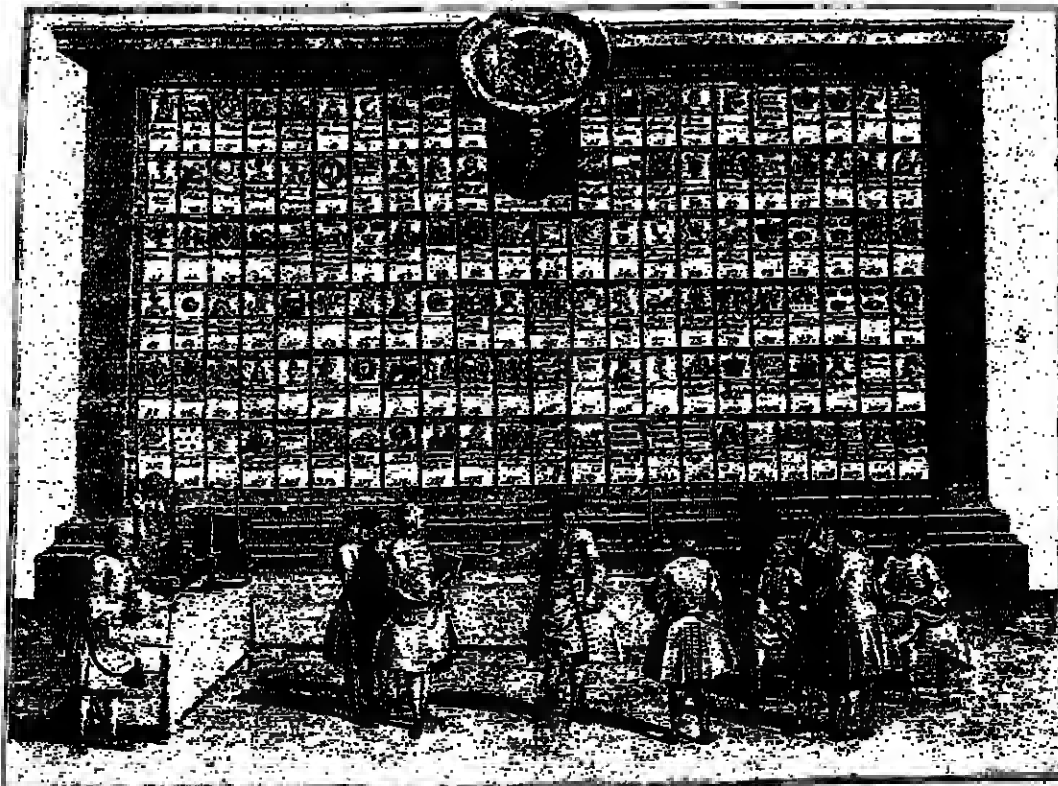
Au pied des Baux-de-Provence  
**VAL-BAUSSENC hôtel\*\*\***  
Une grande maison provençale en pierre  
des Baux vous ouvrira ses portes :  
21 chambres tout confort, restaurant,  
piscine, proximité provençales à  
cheval, golf et tennis. 122, avenue de la  
Vallée-des-Baux, 13520 MAUSSANE-  
LES-ALPILLES. Tél. : 90-54-38-90.  
Fax : 90-54-33-36.

#### Italie

##### VENISE

##### Hôtel LA FENICE

**ET DES ARTISTES\*\*\***  
San Marco N. 1936  
Tél. : (41) 52-32-333. Fax : 52-03-721  
et son restaurant  
nouvelle ambiance « bohème »  
Taverna LA FENICE  
Tél. : (41) 52-23-856. Fax : 52-37-866.





# Nostalgies saïgonnaises

Comment ne pas se sentir chez soi dans une ville où tout rappelle quelque chose, où rien ne s'efface définitivement. Portrait commenté de l'ancienne Saïgon.

CERTAINS l'appellent tout simplement *Ong Tay*, l'Occidental. Il aime cette ville et ses gens, tout ce qu'il faut entreprendre pour la découvrir, la saisir sinon la traduire. Commerçante, méridionale, cosmopolite, Saïgon, explique-t-il, « est un ensemble de couches superposées, moi imbriquées, de tranches d'histoire qui se recouvrent les unes les autres. Tout se tasse à la longue et, pourtant, rien ne disparaît ». Malgré quelques longues séparations, il se sent plus que jamais, au fond de lui-même, marié avec cette ville depuis plus d'un quart de siècle.

Un premier point de repère, d'abord, avec l'habitude de se situer, historiquement, « avant ou après la Libération ». « C'est passé dans les murs. Les gens disent rarement *Hô-Chi-Minh-Ville* alors qu'on dit systématiquement d'un événement postérieur à 1975 qu'il a eu lieu après la Libération. La moitié des Vietnamiens et, donc, des Saïgonnais, sont nés « après la libération ». Sait-on que l'histoire meurtrière de leurs parents les concerne déjà moins ? C'est une situation étrange. A Saïgon, une famille sur deux a un parent, souvent proche, installé en Occident. C'est une façon de se rappeler ce qui s'est passé et c'est tout nouveau dans l'histoire de ce pays. Avant la Libération, les Vietnamiens d'outre-mer n'étaient qu'une poignée. Depuis l'épisode des boat people, ils sont près de deux millions. »

En saison sèche, en fin d'après-midi, quand l'air venu de la rivière rafraîchit l'atmosphère, il aime remonter la rue Catinat, devenue, après le départ des Français, rue de la Liberté, puis, « après la Libération », rue Dong-Khoi ou de l'insurrection géographique. « Catinat était un maréchal de Louis XIV. C'est le nom que portait le navire amiral de la première escadre française qui a mouillé sur la rivière, juste en bas », raconte-t-il. Pour gagner le Plateau, où s'est construite la ville coloniale, les Français ont tracé cette rue, pas trop large mais ombragée et longue de plus de



1 kilomètre, barrée à l'autre bout par la masse d'une cathédrale co-brique construite devant le bel hôtel des postes. « Une rue commerçante, dit-il, avec ses cafés, ses magasins, ses hôtels, son théâtre municipal, ses chaumes-souris et, en prime, pendant la guerre française, quelques grenades. »

Du temps des Américains, la rue était devenue un « drôle de bazar ». Les journalistes du « Saigon circus » avaient envahi les grands hôtels, qui avaient conservé leur style français. Les bars à filles et les hôtels de passe s'étaient multipliés, surtout dans les petites rues latérales. Transformé en une Assemblée nationale aux débats parfois boueux, le théâtre municipal sentait de temps à autre la lacrymogène. « Après la Libération, la rue s'est assoupie, comme le reste de la ville, grilles baissées et pénombre. Elle ne s'est vraiment réveillée qu'avec le « renouveau », l'ouverture du pays,

en 1987 », explique-t-il. Lente-ment, les grands hôtels ont fait une toilette. Sur le quai Bach Dang, le Cuu-Long – qu'on appelle encore le Majestic – bénéficie d'une vue imprenable sur la rivière. Près du théâtre municipal, qui abrite désormais des représentations de théâtre populaire, le Continental trône toujours.

De sa terrasse, dit-on, feu Graham Greene avait écrit *Un Américain bien tranquille*, un classique d'atmosphère sur une époque où les Américains se préparaient à remplacer les Français. Pourrait-il encore y songer aujourd'hui ? Après treize ans de fermeture, le Continental Palace, qui accueillait deux générations d'écrivains et de journalistes, a bien ouvert ses portes fin 1989. Mais la terrasse, qui prolongeait une rue alors bruyante, en est désormais coupée par des vitres. Un restaurant italien s'y est réfugié dans l'air conditionné. « Ce Saigon-là, dit-il,

ne transpire plus. Il est inodore ». On a repeint le rez-de-chaussée en couleur or et affiné l'angle du beau bâtiment d'une énorme mapemonde scintillante. La clientèle, elle aussi, a changé : elle porte souvent cravate et attaché-case. « Les investisseurs de demain », commente l'homme.

La rue Catinat s'est refaite, au départ, dans les laques lustrées de nœuds, flamant neuves, quelques vieilles choses, les tissus et la céramique. Il en faudrait davantage pour en faire une véritable rue commerçante, comme les artères bruyantes et dégoûtantes de produits de Cholon, la ville chinoise. Ou comme, à deux pas de là, de l'autre côté du boulevard Nguyen-Huê, les ruelles du *choi*, le marché à ciel ouvert. Aujourd'hui, les anciens hôtels bourgeois portent beau, car Saïgon manque de chambres. Galeries marchandes, portiers, climatisation. On présente bien. « Moins la

rue garde sa poésie et ses attaches. La grande façade vitrée d'Air France, au rez-de-chaussée de l'hôtel Caravelle, a quelque chose d'immuable. Il y a encore de petits cafés oisifs qu'un petit monde traditionnel de vendeurs de souvenirs, monnaies et timbres anciens, cartes, quelques bouquins. On s'y ballade toujours avec plaisir », prononce-t-il en s'arrêtant devant des billets de banque à l'effigie de Bao-Dai, dernier empereur du Vietnam, ou de timbres à celle de feu Ngo Dinh Diem, le président du Sud assassiné en 1963.

Catnat ou Dong-Khoi, peu importe, la rue reste celle des étrangers avec ses derniers touristes soviétiques, ses hommes d'affaires japonais et les Occidentaux de passage, plus nombreux ces dernières années et, surtout, plus voyants. Les Vietnamiens lui préfèrent le quai où ils viennent boire, en famille ou en amoureux, une sucrerie le soir. C'est là que les Australiens ont planté, depuis deux ans, leur hôtel flottant, qui devra attendre un peu, le réflexe de curiosité passé, pour se fonder dans le paysage. « Il reste un peu en quarantaine. Il va falloir quelques astuces pour qu'il appartienne à Saïgon. Cela prend du temps », dit l'homme. Pourtant, l'hôtel est ancré en bas de la rue Hai-Ba-Trung, une rue qui ne changera jamais de nom : les deux sœurs Trung sont les héros légendaires – elles ont vécu au premier siècle de l'ère chrétienne – et mythiques de la lutte contre les envahisseurs chinois.

Plus haut, à 200 mètres de la rue Catinat, l'hôtel de ville construit par les Français dans un style rococo abrite le Comité populaire de Ho-Chi-Minh-Ville. Plus haut encore, le vaste boulevard de l'Unité a été rebaptisé boulevard du 30-Avril, jour de la chute de Saïgon. Cette avenue est chargée d'histoire. Véritable bunker tout blanc, l'ancienne ambassade américaine, du toit de laquelle les derniers hélicoptères s'élevaient en avril 1975, reste inoccupée, comme si elle pouvait de nouveau servir un jour. Redevenue un consulat général, l'ancienne ambassade de France la jouxte avec sa charmante résidence de style colonial au milieu d'un jardin. Sur le trottoir d'en face, l'ancienne chancellerie britannique a été récupérée par l'administration. Le boulevard reste fermé par l'imposante masse de l'ancien palais de l'Indépendance, devenu palais de l'Unité.

« Ce bâtiment était le siège et demeure le symbole du pouvoir dans le Sud. Les généraux l'ont bombardé en 1960, lors de leur

première révolte avortée contre Ngo Dinh Diem, et l'ont pris d'assaut en 1965, avec succès cette fois. C'est là qu'en 1975 « Big Minh », qui était déjà le leader de la junte militaire en 1963, a remis le pouvoir aux Vietcongs, dont les blindés avaient enfoncé les grilles. Il l'a remis au colonel Bui Tin, aujourd'hui dissident et réfugié en France », résume-t-il. Les histoires saïgonnaises tournent en rond. Le palais ne sert plus que pour les fêtes nationales ou pour accueillir un hôte de marque. « Roland Dumas y a dîné lors de son passage en février 1990 », dit-il. Derrière, au milieu d'un beau parc, l'autrefois célèbre Cercle sportif saïgonnais – ancien temple de la société coloniale – est devenu le Cercle des travailleurs. « On y joue toujours au tennis, entre cadres communistes, anciens bourgeois et nouveaux riches », dit-il.

En remontant la rue Hai-Ba-Trung, quatre blocs après avoir longé le consulat général de France, on tombe sur un beau parc un peu vide dans un quartier fort peuplé, celui de Dakao. « L'ancien cimetière français, explique-t-il. Il prenait beaucoup de place à un endroit important. On l'a déplacé ailleurs pour aménager ces pelouses. Mais il est peu fréquenté. Au pays des âmes errantes, on ne déterre pas les morts. » La gare centrale, elle aussi, a été déplacée vers la périphérie, ce qui a contribué à décongestionner les alentours du grand marché de Ben-Thanh, près duquel on envisage, maintenant, de construire un palais de mille chambres. « Il faudra quand même attendre un peu. L'investissement est énorme, de l'ordre de 500 millions de dollars. Où trouver tant d'argent ? Non, la face de Saïgon ne change pas de cette façon-là. Pour l'instant, on restaure, on aménage, on bricole et c'est déjà un énorme changement », dit-il.

Nostalgie ? « Tout est histoire dans cette ville. Allez à Cholon et vous retrouverez les traces du Grand Monde décrit par Bodard. C'est de la terrasse de l'hôtel Caravelle que le général Abrams, alors le chef des troupes américaines, avait dit qu'il ne pouvait pas laisser « tout ça » aux communistes... Regardez les grilles du palais de l'Unité et vous saurez comment s'est terminée la deuxième guerre d'Indochine. Et ne cherchez pas trop longtemps pourquoi on n'a pas reconstruit les locaux de l'ancienne ambassade américaine. L'avenir le dira », explique-t-il. Par endroits, sinon par quartiers, Saïgon n'est plus qu'une succession de petits cafés où l'on s'assoit autour d'une orangeade et d'une bière pour écouter des ballades populaires. Romaniques, souvent tristes, histoires d'amours perdus, d'être français. « Le Vietnam est un univers de nostalgie et pourquoi Saïgon échapperait-il à cette règle ? » On y entend aussi parfois une rengaine vieille comme le monde, « Saïgon, tu es la plus belle, ô Saïgon, ô Saïgon... ».

Des bouquinistes ont récupéré de vieux ouvrages, y compris quelques classiques de l'Ecole française d'Extrême-Orient. Dans les biels, les réceptionnistes francophones viennent du lycée Marie-Curie ou du Couvent des Oiseaux, fermés « après la Libération ». Dans le quartier des banques, la BFCE s'est installée à deux pas des anciens locaux de la Banque franco-chinoise. Et ceux qui en ont les moyens disent aller passer le week-end au « Cap », une référence au cap Saint-Jacques, l'ancien nom français de la station balnéaire de Vung-Tan. « A chacun son fil conducteur », dit-il. Mais comment ne pas se sentir chez soi dans une ville où tout rappelle quelque chose, où rien ne s'efface définitivement ? Chaque jour, on y amasse sa petite quantité de souvenirs. Pour un autre passage, pour un autre demain... »

J.-C.P.

## La deuxième libération d'Hô-Chi-Minh-Ville

Suite de la page 23.

Certains endroits, comme le grand marché Ben-Thanh, sont plus traditionnellement le royaume des voleurs à la tire. Ce qui paraît plus inquiétant, cependant, est la déconvenue d'un gang qui kidnappait des enfants âgés de cinq à six ans pour les exploiter comme mendiants après leur avoir brisé les bras ou les jambes. Ou les premières apparitions de sex-tours dans lesquels étaient impliqués Vietnamiens et Chinois d'outre-mer. La criminalité ne semble pas pour autant se développer, en dépit de la misère dans laquelle vivent souvent les sans-logis et les invalides de guerre. Mais la police paraît plus efficace et les arrestations se multiplient.

Hô-Chi-Minh-Ville a commencé à sortir de sa torpeur en 1987 avec l'annonce de *dinh moi*, du « renouveau » prôné par le Parti communiste. La ville n'a pris, cependant, un véritable élan que depuis un an, avec la normalisation des relations avec la Chine et la signature d'un accord de paix, à Paris, sur le Cambodge. Depuis, les Chinois de Hongkong, de Singapour, de Taïwan ou de Malaisie font le détour par le Vietnam. Ils ont renoué leur tissu de relations avec les Chinois de Cholon. La métropole sud-vietnamienne a eu un taux de croissance économique de 9 % en 1991. Pendant le premier trimestre de cette année, il est déjà de

16 % dans le seul secteur industriel. La ville représente entre 33 % et 35 % du PNB vietnamien. 60 % du commerce extérieur du pays y transite. Le niveau de vie y est plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale. Elle bénéficie des deux tiers des investissements étrangers, ce qui se voit à la multiplication des restaurants japonais, coréens et occidentaux.

Saïgon était, avant-guerre, soit il y a un demi-siècle, au moins l'égale de Bangkok. Au fil des guerres, elle a accumulé un retard considérable. Depuis quelques années, elle vit une transition, somme d'espérance, de bricolage, de fondations. Elle respire, s'offre un peu de bon temps, se met au travail. Ses journées sont pleines. Tout ce qui est nouveau, quelle qu'en soit l'origine, y est le bienvenu. Vidéos, *karaoke* et *game boy*, autant de modes asiatiques, sont davantage que des passe-temps. Hô-Chi-Minh-Ville semble prête à tout happen au passage, dans une atmosphère, bien vietnamienne, d'indiscipline. Comme si elle avait retrouvé le ressort qui l'incite à scruter l'avenir plutôt que de s'appesantir sur le passé.

de notre envoyé spécial  
Jean-Claude Pomonti



Statue d'Hô Chi Minh devant l'ancien hôtel de ville.



سكزا عن لامل

SANS VISA

Le Monde • Samedi 12 septembre 1992 27

LIVRE

nnaises

## Le sang et la soie

Le point de vue du taureau manque encore dans un livre sur la corrida. Un livre qui détaille les étapes de l'agonie de ces « braves » que le rite sacrifie dans l'arène pour les plaindre et louer leur courage sous les piques et l'épée, maudire la mort depuis les gradins, sentir remonter en soi la peur ancestrale du Minotaure et l'exquis soulagement de son expiation, sur le flanc, à 5 heures de l'après-midi.

Le compte n'y est pas pour les images du fauve, sans colère dans le corps à corps malgré sa hargne à chasser l'homme de la piste de sable, à charger la cape étourdisante, pour les instantanés de la bête, amenée, par un art équivoque, à faiblir peu à peu du garrot, à se retrouver « étonnée », c'est-à-dire en position basse, comme amoindrie, la tête près du sable, l'orte dorsale prête à l'estocade. A prier les antérieurs, enfin, pour se conformer à une nécessité dictée par les hommes pour une idée, jamais vérifiée, de rachat.

Passions d'arènes, l'album que le photographe Denis Cocula consacre aux mystérieuses besognes de la corrida, n'est pas encore ce livre-là. Des taureaux, il y en a bien dans cet ouvrage, masses sombres, flocons, des esquisses de taureaux en bord de cliché, comme si l'on avait craint que le monstre ne prenne trop de place, comme si la bête risquait de contredire le propos recher-



ché, à la manière de cette page où, en gros plan, deux yeux de bovin débordent d'incompréhension paraissent interroger, supplier l'objectif. Plutôt, alors, une évocation de

taureaux pour mieux magnifier le combat du torero. Presque un prétexte. Car Denis Cocula a délibérément choisi l'autre, l'homme sacrificiel, isolé dans ses ors et sa lumière, détaillé,

saisi dans la pause. Souvent statufié. Le torero Paco Ojeda livre la clé de cette observation partiale, dans la préface du livre : « Je n'ai jamais compris pourquoi il [le taureau] gardait souvent ses

manières brutales, pourquoi, jusqu'à la mort, il se refusait à mes caresses (...) ». Et, comme le photographe a invité quelques aficionados connus à écrire autour de ses clichés, l'un d'eux, l'acteur Christian Clavier, précise encore : « Dans le torero comme en amour, c'est avec lenteur que l'on arrive avant. »

C'est cela, pour les passionnés de corrida, ceux qui y cherchent un autre sens qu'un synonyme de boucherie, explorent sans cesse l'éloigne du mythe et de son expression tauromachique, l'arène est une histoire d'amour, plus un cœur à cœur qu'un corps à corps, aimer, être aimé à tuer, et Denis Cocula s'est attaché à la partition du torero, à sa cour nuptiale, à la débauche de sa séduction du monstre. Les naturelles, les chiclelins, les passes de cape sont effets de robe, ballets, espoirs d'envoûtement. L'habit d'or, les gilets chamarrés, ces couleurs vives que la photo exagère encore, lexique de poon ; les banderilles, la muleta rouge sang, messages.

Et Denis Cocula, derrière l'exubérance de ses tirages, leur ouraube même, ce rose, ce rouge obsessionnel, traque en fait plus crûment les séquences de cette invite. Il y voit, chez le torero, une préciosité de gestes, un maniérisme des attitudes, même au repos. Une forme d'égoïsme qui en dit long, peut-être, sur cet hymen et les illusions du taureau. Les matadors du photographe ont les fesses pincées, des

cambrures d'éphèbe qui rappellent celles de Michael Jackson, quelque chose d'efféminé qui paraît contredire la légende du mâle combattant d'arènes. S'il s'agit d'amour, est-ce bien lui le macho, l'autre, la femelle ? L'écrivain Claire Gallois rappelle, dans le livre, ce qui a toujours été écrit sur la symbolique sexuelle de la corrida, les piques et les banderilles comme « attributs phalliques », « (...) la provocante indécence du costume ». Bien des photographies semblent démentir cette répartition des rôles, ce tout cas la compliquer.

Les matadors de Denis Cocula ont les visages rudes des fils de gitans grandis dans les marais du Guadalquivir, mais des corps, un maintien lissés par l'esthétisme sévillan. A la Maestranza, la Mecque des plazas, les femmes, c'est bien connu, colorient les gradins, brassent l'air trop lourd de leurs éventails, en attendant, leurs mantilles en guise de parasol, les deux oreilles et la queue. La piste est donc affaire d'hommes et de toros. De mecs. « Serait », plutôt, car, en l'absence du monstre en ces pages, ces photographies, par la place faite à l'extrême raffinement, jettent un certain trouble sur l'affaire.

Philippe Boggio

Passions d'arènes, de Denis Cocula, préface de Paco Ojeda, textes de Pierre Albaladejo, Christian Clavier, Louis Féraud, Claire Gallois, Daniel Harrore, Serge Joly, Claude Vilalot. Denoël, 120 pages, 315 francs.

## Fragonard l'écorché

A Maisons-Alfort, dans l'enceinte de l'Ecole vétérinaire, un musée très ancien a fait peau neuve. Si l'on ose dire, car il abrite les écorchés d'Honoré Fragonard, cousin du peintre et tout premier directeur de l'endroit. Frissons.

EN 1766, vingt-huit ans avant celui du Louvre, le « Cabinet du Roy », qui allait devenir le Musée Fragonard, docteur de l'anatomiste premier directeur de l'Ecole vétérinaire d'Alfort et cousin du peintre Jean Honoré, était créé en même temps que l'Ecole dont il occupait des locaux. Pendant plus de deux siècles il n'allait recevoir que des étudiants vétérinaires et quelques rares initiés. Le purgatoire subi de son vivant par Honoré Fragonard, accusé de folie et renvoyé en 1771, le bouleversement de la période révolutionnaire, l'évolution de la pensée scientifique qui, à la fin du siècle dernier, expédia au magasin des accessoires les collections de l'ancienne histoire naturelle, expliquent en partie cette longue léthargie.

Son installation, en 1902, au premier étage d'un bâtiment typique de l'architecture du dix-neuvième siècle qu'il partage avec des salles de dissection au rez-de-chaussée ne le sortit néanmoins pas de sa confidentialité. Il fallut attendre le 15 avril 1991 pour qu'à la suite des projets de délocalisation de l'Ecole en province il s'ouvre au grand public. Aujourd'hui, il n'est pas question de déménagement et le musée, dont l'existence était menacée, se trouve sauvé. Vivant pour n'avoir jamais été aussi près de mourir, il connaît cette situation paradoxale d'être à la fois l'un des plus vieux musées de France puisqu'il a deux cent vingt-six ans et l'un des plus

jeunes puisqu'il ouvre depuis un peu plus d'un an.

Les trois vastes pièces en enfilade, au parquet craquant, qui composent le musée rassemblent, sur 500 mètres carrés, des préparations extraordinaires qui en font l'héritier des cabinets de curiosités d'autan. Elles se rapportent à l'anatomie, à la tératologie (l'étude des monstres), à l'anatomie pathologique, à la maréchalerie et à la zoologie. C'est ainsi que l'on peut voir notamment un bocal contenant le poumon et la trachée d'un cheval tué, le 31 mai 1905, lors d'un attentat qui échoua contre le roi d'Espagne en visite à Paris ; une « sirène » conservée dans le formol, en fait une enfant née à Maisons-Alfort dont les jambes soudées l'une à l'autre ont l'aspect d'une queue de poisson, des poules à quatre pattes, des animaux à deux faces, des siamois de toutes sortes... une collection de calculs dant un de 11 kilos et de corps étrangers retrouvés dans des estomacs d'autruches ou de bovins, morceaux de bois de 60 centimètres de long, de grillages et même une vraie perle formée dans la vessie d'une vache.

Certaines pièces allient la fonction pédagogique à la qualité artistique, comme les moulages en plâtre peint, d'une grande vérité où Richir, sculpteur et mouleur, qui travailla à l'Ecole de 1939 à

1959, s'efforça de reproduire les effets de luisance, de sécheresse et de viscosité. Il signa des moulages de poissons et de pièces de boucherie, ces dernières afin de permettre aux étudiants de discerner parmi les morceaux d'abattage, à chacun des cours d'anatomie.

La visite s'achève devant les vitrines où sont réunies une vingtaine d'écorchés réalisés par Fragonard, incontestablement les pièces les plus étonnantes de ce fabuleux grenier d'Ali-Baba.

Un écorché ne sur sa monture fixée dans un galop, immobile, évocation du Cavalier de l'Apocalypse, et un homme armé d'une mandibule de cheval, rappelait Samsoo, s'ils n'apportent pas grand-chose sur le plan pédagogique, revêtent chez leur auteur un goût prooocé de la mise en scène, réponse à un « voyeurisme pervers ». Débarrassés de leur peau, les artères et les veines courent sur les muscles saillants accrochés aux squelettes terrifiants et douloureux, ils règnent sur des foetus humains dansant ou prenant la position d'un cavalier.

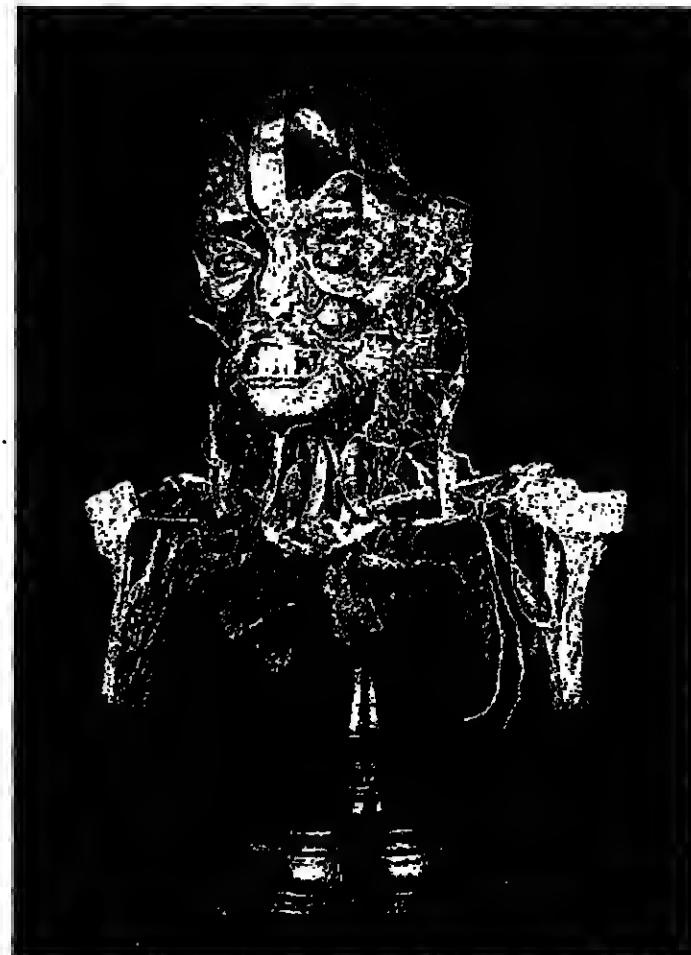
Jamais avant Fragonard, et jamais depuis, des écorchés n'ont atteint une telle perfection. A sa totale maîtrise de l'art de la dissection s'ajoute une technique de conservation dont tous les secrets ne nous sont pas connus encore aujourd'hui. Le mystère et les

légendes sulfureuses entourent ses « œuvres ». Ne dit-on pas que le Cavalier de l'Apocalypse serait une cavalière, le bruit ayant couru, du vivant de Fragonard, qu'il s'agissait de sa fiancée, morte, qu'il aurait embaumée, lui donnant, à défaut, de la vie, l'éternité, ce qui en ferait l'ancêtre du professeur Frankenstein. En mettant la Mort en scène, Honoré vient nous rappeler que le siècle des Lumières, dont son cousin fut un des symboles, avait aussi d'obscurs côtés.

Francis Gouge.

► Ecole vétérinaire d'Alfort, 7, avenue du Général-de-Gaulle, 94704, Maisons-Alfort. Tél. 43-98-71-72. Ouvert du lundi au vendredi, chaque après-midi de 14 heures à 18 heures, samedi et dimanche, de 10 heures à 17 heures.

► Les archives départementales du Val-de-Marne possèdent un fonds documentaire important sur l'Ecole d'Alfort : 6 000 pièces manuscrites et lettres de 1782 à 1903, les registres de contrôle des élèves depuis 1762, les procès-verbaux du conseil des professeurs de 1883 à 1955, une série de 564 plans des différents bâtiments de 1825 à 1980, plus de 1 000 photographies de 1861 à 1987, des doubles des livres de la très riche bibliothèque de l'Ecole, un film réalisé vers 1935.



Livres anciens sur les  
**PROVINCES DE FRANCE**  
Catalogues par Provinces  
Librairie GUENEGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. 43-26-97-91

Le Monde  
EDITIONS  
**Rencontres avec des citadins extraordinaires**  
Douze expériences culturelles, artistiques et sociales en milieu urbain  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

**MANOIR DU CLEUZIQU - LOUARGAT 22540**  
**HÔTEL \*\***  
25 chambres  
Dans un cadre du 17<sup>e</sup> siècle  
**RESTAURANT**  
MENU - CARTE  
**TENNIS-PISCINE**  
Tél. 16 (36) 43-44 et 90



## Bridge

n° 1501

DE VENISE  
A SALSOMAGGIORE

Au moment où une soixantaine de pays viennent de disputer les Olympiades à Salsomaggiore, en Italie, il est bon de rappeler que les précédentes olympiades avaient également eu lieu en Italie, mais cette fois à Venise.

Les Français n'avaient pas eu de médaille, mais ils avaient terminé dans le peloton de tête et leur meilleur souvenir aura peut-être été d'avoir largement battu les Italiens grâce notamment à ce grand chelem.

♠ A V 8 5	♥ A V 9 3 2	♦ A 4 3	♣ A 9 7 6 5
♦ 10 9 7	♥ D 8 5	♠ A 9 7 6 5	♣ 8
♦ 7 4	♥ 6	♠ 6 2	♥ D V 10
	♠ A R D 9 6 2		

Ann. : O. don. Pers. vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
de Falco Quantin Mariani Mullon  
passe 10 passe 34  
passe 44 passe 40  
passe 4 SA passe 50  
passe 5 SA passe 60  
passe 74 passe passe

Quest ayant entamé le 4 de Trèfle pour la 8 d'Est, comment Mullon en Sud a-t-il gagné ce GRAND CHELEM A TRÈFLE contre toute défense ?

## Réponse :

Le problème est de bien comptabiliser toutes les levées pour essayer d'arriver jusqu'à 13.

On doit compter six atouts de la main, trois coupes à Carreau du mort, As Roi à Pique et l'As de Cœur. Il manque donc une levée qui peut provenir de l'impasse à la Dame de Pique si elle réussit ou de l'affranchissement du Valet de Cœur par la coupe si la couleur est répartie 4-3. En tout cas il faut commencer par l'affranchissement des Cœurs et, si celui-ci échoue, on se rabattra sur l'impasse à Pique.

Le déclarant a donc tiré l'As de Cœur et coupé un Cœur, il est remonté au mort en coupant un Carreau (avec le 5 de Trèfle) et a coupé une deuxième fois Cœur (avec la Dame de Trèfle). Il a continué en coupant un Carreau (avec la 10 de Trèfle) et un troisième Cœur avec le Roi de Trèfle. Les Cœurs étant partagés, il ne restait plus qu'à couper le troisième Carreau et à reprendre la main par le Roi de Pique pour réali-

ser encore As Roi de Trèfle, l'As de Pique et le Valet de Cœur maître.

Si le Valet de Cœur n'avait pu s'affranchir, Mullon aurait essayé l'impasse à Pique.

AUTOMATISME  
DANGEREUX

Même quand un coup semble normal, réfléchissez avant de jouer car peut-être n'avez-vous pas poussé votre raisonnement assez loin. La donne suivante est typique, et la réussite du contrat par une des joueuses de l'équipe de France illustre bien notre propos.

♠ D 9 7	♥ 10 8 5	♦ R 10 8 7	♣ A 9 6
♥ V 7 2	♠ A 9 7 6 5	♦ A 3 2	♣ 10 8
♠ V 10 8 3 2	♥ R 6 5	♦ V 7 2	♠ D 9 4
♠ A 4	♥ A 6 3	♦ D V 9	♠ D V 3 2

Ann. : S. don. Tous vuln.  
Sud Ouest Nord Est  
Willard G. C... Resis Faivre  
1 SA passe 3 SA  
Ginette Chevalley en Ouest, ayant entamé le Valet de Pique, comment Sylvie Willard, en Sud, a-t-elle joué pour gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

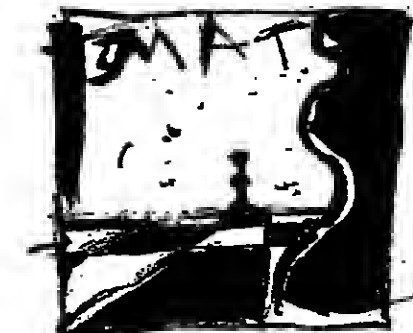
Note sur les enchères  
Ces enchères sont évidentes sauf si on joue l'ouverture de « 1 SA » faible (comme beaucoup d'Anglais) car Sud sera obligée d'ouvrir de « 1 Trèfle » et les annonces seront moins simples.

COURRIER  
DES LECTEURS

« J'ai appris, écrit J. Duval, qu'il y avait 25 pays au dernier Championnat d'Europe junior qui a eu lieu en juillet à l'École polytechnique de Palaiseau avec la participation de plusieurs pays de l'Est, mais quel a été le classement final ? »

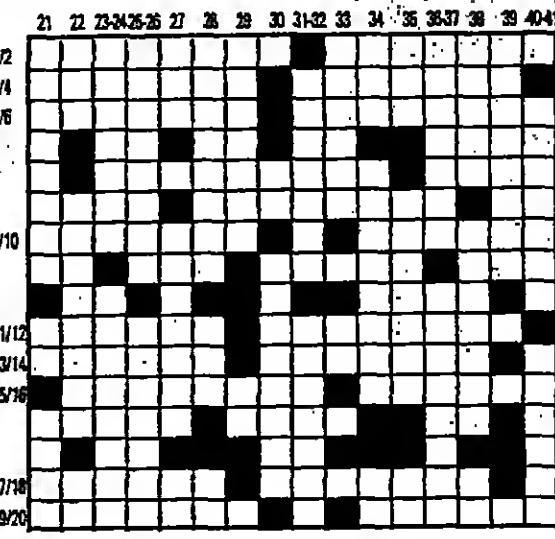
Voici ce classement en « points de victoires » :  
1. ITALIE (418) ; 2. Allemagne (409) ; 3. Norvège (403) ; 4. Grande-Bretagne (403) ; 5. Suède (396) ; 6. Pologne (394) ; 7. Autriche (388) ; 8. CEI (373) ; 9. Israël ; 10. Pays-Bas ; 11. Finlande ; 12. Hongrie ; 13. France (343) ; 14. Grèce ; 15. Danemark ; 16. Belgique ; 17. Islande ; 18. Portugal ; 19. Irlande ; 20. Roumanie ; 21. Lituanie ; 22. Turquie ; 23. Estonie (212).

Philippe Brugnot



## Anacroisés

n° 732



## HORIZONTALEMENT

1. EFFEGIR. - 2. BELPRUX. - 3. MINOS. - 4. CEHINT. - 5. EILSTU. - 6. AHEPIORU. - 7. CDEHILNU. - 8. AHEPIORU. - 9. EINHRT. - 10. AHEPIORU. - 11. CEHINT. - 12. CEHINT. - 13. EILSTU. - 14. BELPRUX. - 15. EINHRT. - 16. EINHRT. - 17. EINHRT. - 18. EINHRT. - 19. EINHRT. - 20. AHEPIORU.

## VERTICALEMENT

1. AHEPIORU. - 2. EILSTU. - 3. EINHRT. - 4. AHEPIORU. - 5. EINHRT. - 6. AHEPIORU. - 7. EINHRT. - 8. AHEPIORU. - 9. EINHRT. - 10. AHEPIORU. - 11. EINHRT. - 12. AHEPIORU. - 13. EINHRT. - 14. AHEPIORU. - 15. EINHRT. - 16. AHEPIORU. - 17. EINHRT. - 18. AHEPIORU. - 19. EINHRT. - 20. AHEPIORU.

## SOLUTION DU N° 731

1. PROCEA (POURCE). - 2. CAMELOTE (CLOMATE). - 3. RILNITE. - 4. CRIERIE. - 5. CRANIERA. - 6. ABRIENT. - 7. ALLEMANI. - 8. ANCIEN (CANINE). - 9. ICEBERG. - 10. RENTATES (RESTANTE).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

## Dames

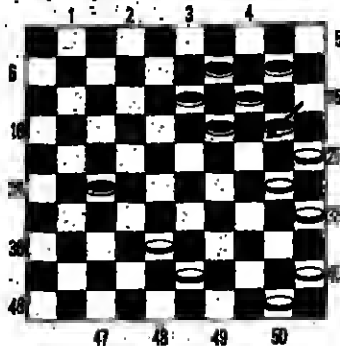
n° 439

Dans les quatre chroniques précédentes ont été indiquées et illustrées huit des principales règles internationales, codifiées par la Fédération mondiale du jeu de dames. Voici, pour les débutants, souvent en désaccord entre eux sur ces bases du jeu, deux autres règles à appliquer à la lettre.

## LE COIN DU DÉBUTANT

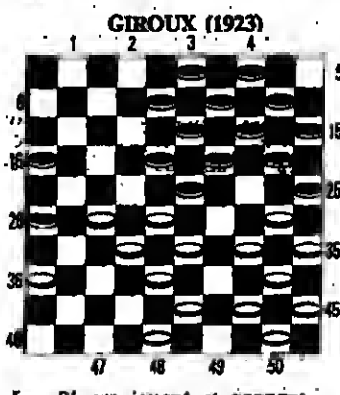
Le « coup de claquant » : Le « coup de claquant » consiste, dans son schéma le plus simple, à chasser une pièce adverse, soit pour ouvrir le passage d'une rafle, soit pour démasquer une pièce que l'on veut attaquer.

Exemple de schéma Costelan (1943)



Les Blancs jouent et gagnent. - Séquence : 30-24 (20x28) 25-20 (14x25) 38-32 (27x49) 50-44 (49x40) 45x51, dame, +.

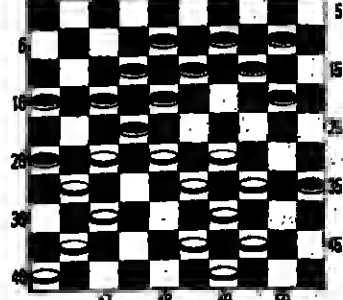
Exemple d'application  
Se munir d'un damier numéroté pour suivre la solution et se hisser de plusieurs degrés vers la difficulté.



Les Blancs jouent et gagnent. - Sur le thème du « coup de claquant », SOLUTION DANS LA PROCHAINE CHRONIQUE. Jean Chaze

## L'UNIVERS MAGIQUE

En jouant, en 1900, contre le docteur DUSSAUT, l'ancien champion du monde WEISS, probablement détenteur du record des combinaisons brillantes, nous donnons un nouvel aperçu de son très grand talent.



Les Blancs jouent et gagnent. - Séquence : 30-24 (20x28) 25-20 (14x25) 38-32 (27x49) 50-44 (49x40) 45x51, dame, +.

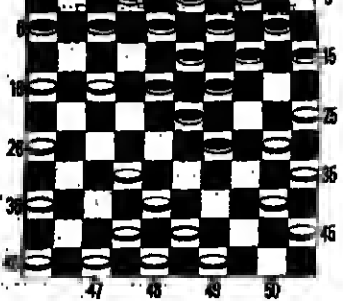
## SOLUTION DU PROBLÈME

N° 438  
P. CARLOPEAU (Rochefort) 1968.

Blancs : pions à 27, 28, 30, 32, 34, 38, 39, 41, 42, 43, 44, 47. Noirs : pions à 7, 8, 9, 10, 11, 13, 16, 18, 19, 23, 29, 35, 36. 27-21!! (29x49) 38-33!! (16x29) Les Blancs se sont procurés trois temps de repos 39-34! (49x44) 42-37! (23x41) 34x1! (dame) (35x24) (cette prise a dû être différée de quatre temps) 1x4 (13-19) 4-22! (11-16) 22-27 (19-24) 27-38 (24-30) 38-43 (34-35) 43-49, etc., +.

## PROBLÈME MANOURY

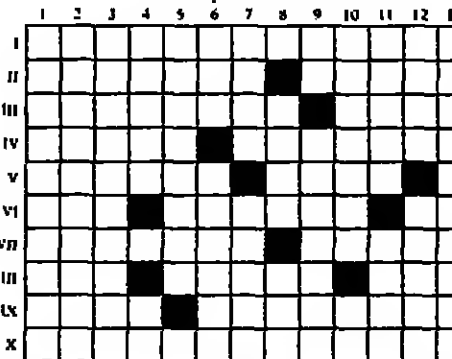
(1970)



Les Blancs jouent et gagnent. - Sur le thème du « coup de claquant », SOLUTION DANS LA PROCHAINE CHRONIQUE. Jean Chaze

## Mots croisés

n° 731



## HORIZONTALEMENT

1. Prisonnier dans son pays. - II. Force en ne peut plus tranquille. Relève la sauce. - III. Sans manières. Épaissit la sauce. - IV. A son efficacité. Courrait parfois sans but. - V. Ajustant leur chandelle. Compositeur. - VI. Au violon. Méthodiquement, dit Descartes. Voyelles. - VII. Isolés ou en masse, il est dangereux de les rencontrer. Refusa de déguerpier. - VIII. Direction. Guigne un siège. En otage. - IX. N'entend pas raison dans le bon sens. Parle de tous côtés. - X. Font toujours un effet de surprise.

## VERTICALEMENT

1. Une des facettes du L. - 2. Spécialité de l'étude des corps. - 3. Fautes tout expirés. - 4. On doit en rire. Pronom. - 5. Motif. - 6. Commune en Russie. Descend de l'arène. - 7. Il faudra y reconnaître le bien et le mal. Tradition. - 8. Doit venir. Doublié. - 9. L'endroit, il devient odiable. -

9. Entre en scène. Annonce. - 10. Se passe à table. Menure. - 11. On les regarde. Pour la vedette. - 12. On y apprécie peu le 1. Évidente dans le bon sens. - 13. Valent le démentement.

## SOLUTION DU N° 730

Horizontalement  
1. Interposition. - II. Nouvelle. Imbu. - III. Dite. Aimer. - IV. Une. Envisagée. - V. Sculpteur. Idre. - VI. Tirée. Sa. Avis. - VII. Ré. NRF. Impact. - VIII. Radiera. Sue. - IX. Gue. Ulcère. Le. - X. Lance-missiles.

Verticalement  
1. Industriel. - 2. Noircie. Ga. - 3. Tuteur. Roz. - 4. Eve. Lenz. - 5. Ré. Eperdue. - 6. Plant. Film. - 7. Olives. Eci. - 8. Séminaires. - 9. Est. Mars. - 10. Tira. Ap. Ei. - 11. Imaginas. - 12. Ob. Educule. - 13. Numérotées.

François Dorlet

## Echecs

n° 1504

Défense sicilienne avec deux temps de plus pour les Blancs.

1. 6. h3 ; 6. Ff4 et 6. Fg5 sont également jouables.

2. Afin de contrôler la case centrale d5 et de donner à la D la case e7. Cette continuation semble préférable à 6... Fg4 ; 6... Cg5 ; 6... Cb4.

3. On joue habituellement 7. e4, afin de limiter l'expansion des Noirs sur l'aile-D, ou 7. h3 pour empêcher des tentatives comme Cg4 ou Fg4 ou encore 7. Td1 et 7. Fg5.

4. Ou 8. Dd2, b5 (si 8... Dc7 ; 9. e5, Cb5 ; 10. Dd3) ; 9. e5, Dd5 (si 9... Cb5 ; 10. Td1) ; 10. d6, Cb5 ; 11. Fb6 ; 12. Dd3 ; 13. Dd8 ; 14. Fg7 ; 15. Fg6 (Rogers-Azmaipourshvili, Groningue, 1989).

5. Après 8... Dc7 ; 9. e5, Cb5 ; 10. Fg5, d6 ; 11. Fxg7, Tg8 ; 12. d5, Cb4 ; 13. d6, Da5 ; 14. Fg4, Cb6 ; 15. Fb3, Fd6 ; 16. Cg5, Fd5 ; 17. e3, Cb5 ; 18. Cxd5, Cxd5 ; 19. Df3, f5 ; 20. Ta-d1, e4 ; 21. Txd4, h4, b4 ; 22. Dxd4, Fb2 ; 23. d7 h5, les Blancs gagnent (Hovell-Snape, 1988).

6. Maintenant la pression avec calme. 9. e5 paraît prématuré à cause de 9... d6 ; 10. d6, Cg4. 9. Dd2 et 9. a3 sont aussi à envisager.

7. Et non 11. Cc5 ? Cc5 ; 12. Fd5, Cc6!

8. Interdit l'attaque Cg4 tout en visant la case d5 via c4.

9. De la manière la plus précise et la plus tranquille, Karpov va s'opposer à tout contrôle par son adversaire de la colonne d.

10. Prévoyant son installation en d4 via d6.

11. Surveillant la case d6.

Les Noirs ont atteint leur objectif stratégique et n'ont plus qu'à résoudre le problème du développement de leur F-d.

Afin d'interdire au Cc6 la case e5.

Un affaiblissement de l'aile-D mais, après 17... b6 ; 18. c3, Ta-d8 ; 19. a5, le pion a7 sera en prise.

Les Noirs ont achevé leur développement et obtenu le maximum de leur position, mais une attaque sur l'aile-R exige un nouveau regroupement.

Et non 22... Cc6 ? 23. Cc5, Fd5 ; 24. Fd6.

Notons que les Blancs ont finalement gagné le contrôle de la case d6.

Mais Karpov a vu très loin et entre maintenant, après tous ces préparatifs si élaborés, dans la phase concrète de la finale, exploitant de manière impressionnante la faiblesse structurelle de l'aile-D ennemie.

Forcé, sinon le pion e5 tombe.

Après 30... Cg5 ; 31. Cc2! Les Noirs perdent un pion de l'aile-D.

Les Noirs avaient prévu le sacrifice de pièce 31. Fg7, bxc4 ; 32. a6 et pensaient pouvoir résister par 32... Rd7, mais la suite est légèrement différente.

Karpov avait en tête d6. Dd6 ; ce double sacrifice.

Et non 33... a6 ; 34. a6, et le pion a ne peut être arrêté.

En effet, le Fc5 ne peut quitter la diagonale a3-f8 et le R noir doit surveiller les cases b8 et a7. Rien ne peut s'opposer à l'arrivée du R blanc.

## SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1503

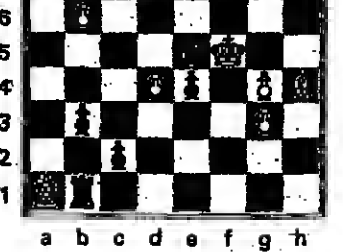
PETROFF  
(Position d'été de 1812)

(Blancs : Rh1, Fd5 et d4, Ch3 et g4. Noirs : Rh7, Ta4, Cb8 et c8, Pa5, b6, f7, d6, e6, f7, g6, h5.)

1. Cg5+ ; Rg8 ; 2. Ch6+ ; Rf8 ; 3. Ch7+ ; Rg7 ; 4. Cg8+ ; Rf7 ; 5. Ch8+ ; Rg6 ; 6. Ch7+ ; Rf8 ; 7. Ch7+ ; Rf7 ; 8. Ch8+ ; Rg6 ; 9. Ch8+ ; Rf5 ; 10. Ch7+ ; Rf4 ; 11. Ch6+ ; Rf3 ; 12. Ch5 mat.

## ÉTUDE N° 1504

L. BRAUDE  
(1991)



Blancs (7) : Rf5, Ta1, Fb4, Fb6, d4, g4, g3.

Noirs (9) : Rf8, Tb1, Cf7, Fb3, c7, c2, e5, h4, h7.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine



## TABLE

## Une sauce catalane

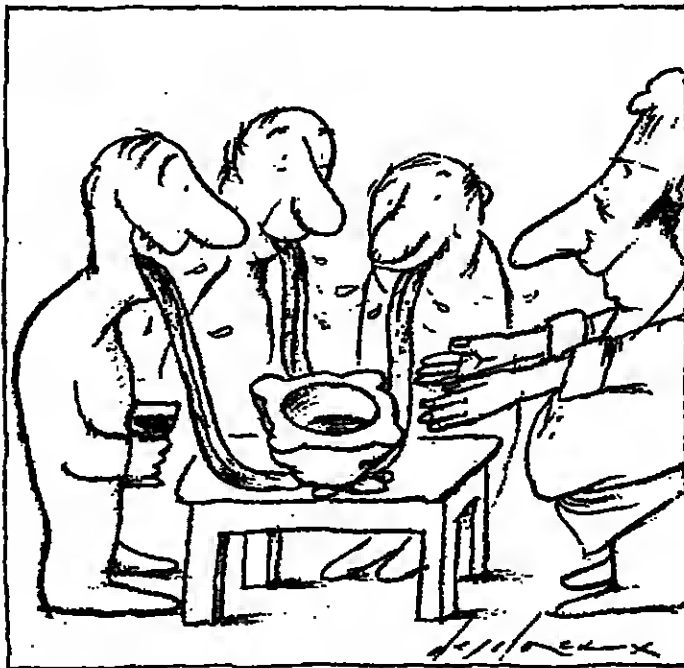
MES compatriotes qui ont découvert, à l'occasion des Jeux olympiques, Barcelone et ses environs ont peut-être appris que la Catalogne espagnole (comme de reste la France) était une région gourmande. La plus «gastronomique» d'Espagne, assurent certains. C'est là-bas qu'est née la *carzuela de mariscos* (littéralement : «opérette de poissons»). Et bien d'autres mets. Les fruits y sont superbes et, dès l'automne, de gros champignons charnus (*rovellons*), grillés, avec ail et persil finement hachés, sont l'accompagnement des viandes et du gibier, voire de la *botifarra* (boudin).

A Barcelone même, dix restaurants sont étoilés au Michelin. Encore ne distingue-t-il point l'*Agut d'Avignon* (3 Trinitat; tél. : 302-60-34) qui, il y a quelques lustres, aux Rencontres gastronomiques internationales de Genève, nous avait proposé une langouste au cacao (imitée de la diode au chocolat à la mexicaine, c'est-à-dire farcie et cuite en cocotte, sa sauce dégraissée puis déglacée au bouillon et au vin blanc liée de crème et de poudre de cacao !).

Excellent ! Mais c'est dans les petites auberges à l'entour de Barcelone qu'il faut découvrir une cuisine bon enfant.

Albert Bausil, poète catalan français, disait un jour : «*Je rêve de l'auberge catalane où l'on pourrait les soirs d'été, assis à l'ombre de nos treilles, devant des paysages de vignes, de lumière et de poésie, goûter avec des amis à toutes ces choses délectables que recèlent jalousement la cave et le garde-manger de nos ménagères de village !*». Pour la cave, il exagérât sans doute (du moins du côté espagnol où la Catalogne, ai les vignes datent de l'époque gallo-romaine et si les vins étaient célèbres au Moyen Âge, ne produit que peu de grands vins). Mais, pour la cuisine rustique, il est permis de penser que les visiteurs-spectateurs des Jeux olympiques n'auront point été déçus.

Ne serait-ce qu'avec cette sauce tarragonaise d'origine et appelée *romesco* (peut-être indiquant ainsi son origine romaine puisque l'ar-



ragone fut le centre de la puissance romaine en Espagne - elle en a gardé une essence, un squelette, un amphithéâtre, une nécropole !).

Peut-être faudrait-il dire *romesco* selon l'érudite Eliane Thibaut-Cornelade qui précise que selon les puristes gourmets du coin, «le romesco est une préparation culinaire et non simplement une sauce».

En fait, comme toujours avec les vieux plats du terroir, il y a plusieurs recettes - ou plutôt plusieurs «manières». Mais l'essentiel reste les amandes et les piments. Amandes grillées au four, sur une plaque, une dizaine de minutes, puis passées au mixer. Dans un mortier, pilez alors cette poudre d'amandes avec ail (une cuillerée pour quatre d'amandes), sel, poivre de Cayenne (une demi-cuillerée) une tomate pelée, épluchée et hachée, un peu de vinaigre de vin. Battre au fouet en ajoutant petit à petit un quart de litre d'huile d'olive pour obtenir une «sauce» consistante que l'on pro-

posera avec viandes froides, poissons et fruits de mer grillés ou bouillis. Mais on peut aussi faire frire dans un quart de litre d'huile d'olive un demi-poisson vert et un morceau de pain, puis écraser dans un mortier ce pain grillé, trois gousses d'ail, 75 grammes d'amandes grillées. Ajouter au besoin un petit verre d'eau-de-vie et verser dans l'huile de cuisson du poisson et du pain. Ajouter enfin une bonne pincée de poivre rouge et cuire dix minutes. Ce romesco-là peut accompagner notamment les viandes et la *botifarra*. Mais je trouve encore ailleurs ce mélange d'amandes grillées, de piment doux et de cannelle ajouté à la morue cuite, essorée finement et passée dans l'huile d'olive.

En tout cas, essayez donc une fois (eulisme du dimanche ?) ce romesco (ou romesco) catalan, cela vous consolera de n'avoir point assisté aux Jeux olympiques.

La Reynière

## ÉPICES

## Le safran

Le safran est à la fois une épice d'Orient et de chez nous. Grâce à Olivier de Serres, cette plante à bulbe de la famille des Iridacées, pousse dans le Comtat Venaissin et dans le Gâtinais, qui comptent de nombreuses safrannières. Il provient d'Asie Mineure, et «safran», en arabe, veut dire jaune. Il est né, dit-on, dans la «Provence», l'ait adjectif. Le jaune, c'est la couleur de Van Gogh, celle exaltante des beaux «soirs safran» (Arago) de cette région. *Crocus sativus*, c'est le nom botanique de la plante. Les fleurs, violet clair ou pourpres, viennent en septembre, comme les colchiques, qui sont d'une autre famille. Trois styles et trois stigmates ou «fêches» empenchent cette fleur d'or et seront délicatement cueillis à la main.

Ce sont ces parties de la plante, minces filaments desséchés, qui se nomment safran. Un arôme très puissant, surtout s'il vient d'Orient, une couleur tenace, produits de la crocine, caractérisent cette magnifique épice. Un rendement faible, une récolte manuelle, des filaments qui perdent au soleil et à l'évaporation tout leur poids, cela explique la rareté et le prix de cette épice, qui a été de commande avec la poudre jaunâtre - le carthame ou safran bâtarde - vendue parfois en capsules sous ce nom. Cent mille fleurs sont nécessaires pour un kilo de safran purifié. Aussi, pour la vente, le mélange-on parfois avec les pétales du souci. Et aujourd'hui encore, dans la cuisine classique, l'utilise-t-on avec modération et précaution.

Une infusion de safran viendra lier le jus d'un mignon de veau, et quelques filaments pourront orner les pâtes fraîches, qui auront la couleur ébène au Moyen Âge culinaire. Et on peut dire médiévaux les plats tels que la bouillabaisse, la paella, le curry et certains risottos, par la densité d'épices qui s'y rencontrent. Bien que généralement partisans d'une cuisine modérée en épices, les chefs et les som-

meliers - tel Patrick Masbatin, de L'Aiguère (37 bis, rue de Montreuil, Paris-11; tél. : 43-72-42-32) - préconisent un vis poissant pour dialoguer les plats relevés. Le chardonnay plus que le sauvignon et le pinot noir plus que le gamay seront les vins recommandés. A la lettre, le safran, on oppose, dit-on, à la «Provence», Saint-Aubin 1988, et la chaleur d'un cornas Châteauneuf, de chez Delas, 1986, épaulera le grenadin aux grillées et safran. La cuisine est un choix subtil, et si à chaque épice convient une préparation elle n'est la cible que d'un seul mets, viande ou poisson. Multiplier les épices au cours d'un même repas exige un rare talent.

L'exemple fâcheux de tant de paellas où les saveurs sont éteintes, de tant de «bouillies» qui ne sont pas des soupes d'or fraîches et claires, de risottos sans âme, est présent à nos mémoires. Et l'ail du vin, même d'un «rioja» somptueux à la couleur rubis, ne viendra compenser le daltonisme du cuisinier, fut-il candide. La bouillabaisse fameuse de Jean Guez et de son fils (La Farigoule, 104, rue Balard, Paris-15; tél. : 45-34-35-41), comme le *risotto milanese* de Paolo Pétini (1, rue d'Argenteuil, Paris-10; tél. : 42-60-56-22) ou sont «lançés» qu'à la commande. Ce dernier parfume aussi de safran les tagliatelles aux langoustes. Nombreux sont les chefs qui aujourd'hui utilisent cette épice avec discernement : au *Poquelin* (17, rue Molière, Paris-1; tél. : 42-96-22-19), nous avons le souvenir d'agréables raviolis de légumes au safran; chez *Olympe* (8, rue Nicolas-Charlet, Paris-15; tél. : 47-34-86-08), qui a revu ses prix à la baisse (moins à 160 F et 200 F), c'est une poêlée de coquillages au safran. Quant à Christian Etienne (10-12, rue de Mons, Avignon; tél. : 90-86-16-50), il assure toujours le succès de ses desserts avec le sorbet au fenouil sur sa sauce safran.

Le safran, comme beaucoup d'épices, tels le *Curcuma longa* au pouvoir tinctorial puissant ou le *Bixa orellana*, le rocou, à la fois épice et colorant chez les Indiens d'Amérique du Sud, sont des plantes à usages multiples. Et, selon des thèses savantes (1), ces plantes ont d'abord été domestiquées pour leur couleur, leur saveur et leur usage thérapeutique. Maintenant que fait retour la médecine phytothérapique, on peut envisager avec sérénité que le safran entrât dans la composition de l'élixir de longue vie, aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. On considère aujourd'hui qu'il est un médicament euménagogue, propre à conforter la nature féminine (2). Le safran, comme toutes les épices, favorise la digestion. Est-ce tant par sa valeur d'enzyme que par un tropisme particulier faisant qu'épices et aromates sont des messagers qui disent le parfum et la saveur des mets qu'ils ornent et agrémentent ?

Le jeune safran est la couleur du soleil. A la table médiévale, il colorait les mets délicats et excitait le goût. Croyez-vous, dit en substance Georges Duby, que les contemporains du *Roman de la rose* masquaient d'épices l'insalubrité de leur nourriture ? Certainement pas. Les épices sont un fait de culture. Au temps de Rabelais, on pensait et disait qu'«en être au safran» était signe de banqueroute. Et si Panurge craint fort que Frère Jean des Entonneurs, faute de paiement, soit «safrané et endetté», que ne redoute-t-on d'être roulé dans la farine - jaune - de quelque détestable plat. Mais, en Orient, le jaune est la couleur de la sagesse. D'où la robe safran des moines bouddhistes, mangeurs de riz.

Jean-Claude Ribaut

(1) *Agricultural Origins*, de C.O. Sauer, 1962.  
(2) *Le Livre des épices*, de Louis Lagarde, Moulins, 1968.

## Semaine gourmande

## Le Van Gogh à Asnières

Paris à moins de 6 kilomètres, alentours des bouillottes modernisées... Et c'est un coin presque campagnard, au bord de l'eau, qui rappellerait Médan à Zola et ses amis, où le Grenouillier aux canotiers de Bougival d'autrefois. Ce musée, on le doit à la municipalité asnoise qui a su aménager l'île Robiosoo, où Van Gogh venait peindre et où allait s'implanter le cimetière des chiens. C'est aujourd'hui le port Van Gogh, port de plaisance privilégié dont voici le restaurant.

Une immense terrasse, une grande salle claire ouverte sur la Seine, la cuisine enfin de Robert Daubiois que nous connaissons à Caubouvo puis chez lui à Royan, avant de revenir ici, charnais de pure touche, ce pionnier. Escorté de l'air iodé du terroir nimbant les poissons de grande fraîcheur et d'arrivage particulier depuis l'Atlantique. En entrées comme en plats, ils dominent heureusement la carte, ce qui n'empêche point les «carnivores» de s'acharner du tournedos périgourdins, du pigeon rôti, du bœuf à la ficelle et du rognon Beaufort. Très bons desserts et cave aussi soignée que l'accueil de Pierrette Daubian qui vous commentera ses vins préférés.

En ces derniers beaux jours, quel plaisir que les dîners en terrasse, quel spectacle que celui de la Seine coulant, paisible, entre ses frondaisons illuminées le soir ! On s'étonnera sans doute de voir que le Miehelin ne lui accorde point ses honneurs (les autres grands guides ne mentionnent pas, eux, leurs compliments). A la carte, compter 350-500 F pour la fête.

► La Van Gogh, 2, quai Augustin, à Asnières, 92101. Tél. : 47-91-05-10. Fermé samedi et dimanche. Parking particulier et voirie. A.E.D.C.-C.B.

## Paris-Passy

Ici c'est le Paris des villages d'autrefois et d'un village «littéraire» : les Goncourt au 67 du boulevard de Montmorency, Dumas et Sainte-Beuve «pensionnaires» du docteur Véron au 25 de la rue de l'Assomption, Balzac au 47 de la rue Raynoud, etc. Avec sur la place du village la maison où Rousseau écrivit le *Devin du village*. C'est sur cette même place de Passy que le chef Bernard Blot officie. L'accueil de M<sup>me</sup> de Lavillat comme du personnel reste «sympa». Passons sur le menu (une entrée, un plat à 59 F) mais signalons le banc de fruits de mer, les bons plats «villagesois» (pot-au-feu, cassoulet, etc.), la sole Marco-Polo, un excellent tartare, l'andouillette de Troyes aux blancs de poireaux, etc. Carte de bons vins bien choisis, et primés. Compter 150-250 F.

Paris-Passy, 3, place de Passy. Tél. : 42-88-15-19. L.J. Parking : Passy, G.B.-D.L.-A.E.

## Candido

Nous voici à Paris mais cocore en province, dans cette petite maison hors du temps, avec au fond de la sombre salle un mini-jardin ouvert inattendu. On sait que Candido, fils de Candido, est l'un des rares (et bons) restaurants de cuisine espagnole de Paris. Mais, outre le jambon Serrano, la paella (à emporter sur commande) et autres zarzuelas, il faut signaler le «déjeuner affaires». Choix entre trois entrées (soupe de poissons, moules à l'espagnole, chorizo aux olives), le poisson ou la viande du jour, les desserts «maison», une demie «cuvée du patroc» et le café (185F). A la carte, compter 250-350 F avec le xérès et les bons vins de là-bas. Et ces tapas catalanes !

► Candido, 40, avenue de Versailles. Tél. : 45-27-86-68. Fermé dimanche soir.

## L'Hôtelier du Château à Fère-en-Tardenois

Dans le parc où le château du Comte de Montmorency n'est plus que ruine historique, c'est une résidence luxueuse (golf de neuf trous, tennis, appartements, chambres et salles de réunion). C'est aussi, avec l'arrivée d'Eric Briffard une cuisine intéressante. Nous ne sommes pas loin de la Champagne, aussi ce vin des princes ensauvra-t-il le bar de ligne au fenouil confit, la fondue d'échalotes escortant la côte de Charolais est-elle au Bouzy, le soufflé de raisins confit au marc de Champagne. A noter aussi le chausson d'escargots du pays, la meunière d'anguille, la tourte de

civet de lapereau au foie gras et un beau chariot de desserts. Eric Briffard est passé par l'enseignement de Joël Robuchon, cela se voit, se sent et se déguste. Menu «du marché» 290 F, menu «dégustation» 470 F et carte (compter 450/550 F).

► Hôtelier du Château, route de Fismes à La Fère-en-Tardenois 02130, t.l.j., tél. : 23-82-21-13, A.E.-C.B.

## Le Moulin Rouge à Médan

Une carte postale d'autrefois nous découvre la Seine paisible, quelques barques de pêcheurs et, sur la berge, une vieille bâtisse. Affranchie à 10 centimes, elle date la chose. Maître Maurice Rheims qui inaugura, il y a sept ans, le Musée de l'association Emile-Zola a pu point perdu sa soirée... de Médan ! S'il a été dîner ensuite dans cette - d'où la cuisine, signée d'un élève de Jean Delaveyne, est plus gourmande que l'autour de Nana ! La carte (compter 300/350 F), mais aussi le menu (150 F) valent ce petit voyage littéraire du souvenir. Au menu vous goûterez, par exemple, la hure de saumon citron et poivre vert, ou la salade Moulin Rouge du moment, la ballotine de volaille, le tourados de rumsteack aux cinq baies ou l'assiette du pêcheur à l'oscille, la marquisse au chocolat amer sauce café, ou le taboulé de fruits au thé à la menthe.

► Le Moulin Rouge, 1, rue de Seine à Médan, Villeneuve-sur-Seine 78670, tél. 39-75-80-85. Fermé lundi. C.B.

## GASTRONOMIE

Au cœur de St-Germain-des-Près ! De 12 h à 3 h du matin.  
**L'ARBUCI**  
L'art de la cuisine  
25 rue de Buci - 6<sup>e</sup>  
Tél. : 44.41.14.14  
JAZZ CLUB - JUSQU'À L'AUBE

**LE SOUFFLÉ**  
Menu à 210 F  
art des soufflés.  
38, rue de MONTMARTRE  
(près de la place Vendôme)  
Réservation : 42-60-27-15.  
Fermé le dimanche.

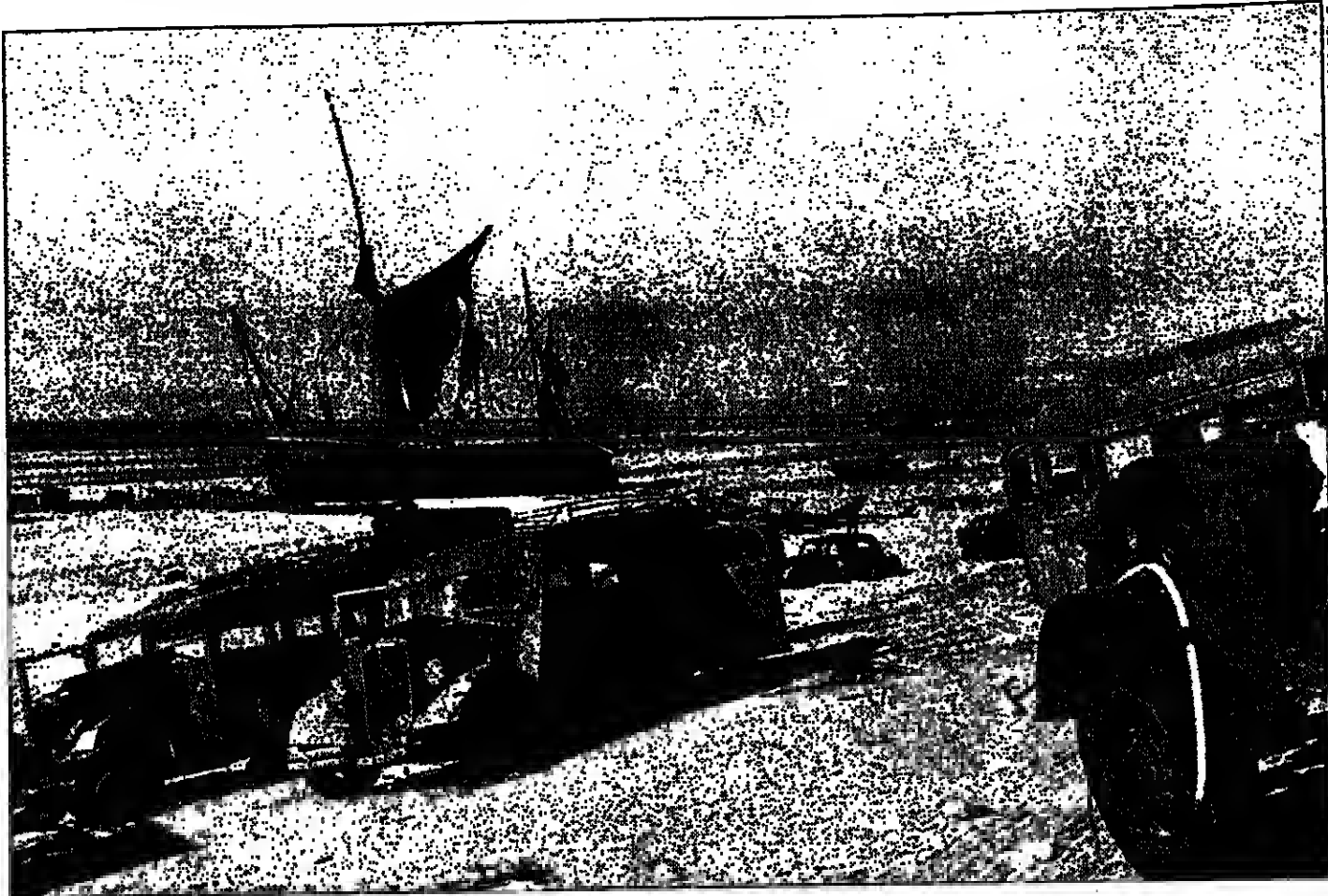
**la Mare au Blable**  
LE RESTAURANT DE MELUN-SÉNART  
à 35 km de Paris (RN 6 entre Lieusaint et Melun)  
200 F Le superbe menu d'affaires tout compris (entrée, plat, fromage, dessert, vins et café inclus).  
200 F Les bouteilles de champagne des plus grandes marques.

**LES GRANDS ESPACES**  
RANDONNÉES & DÉCOUVERTES AUX 4 COINS DU MONDE  
PARIS - PASSY - 3, place de Passy. Tél. : 42-88-15-19. L.J. Parking : Passy, G.B.-D.L.-A.E.

**la Taverne**  
L'Ambassade d'Alsace des grands boulevards.  
24 Bd des Italiens, Paris 9<sup>e</sup>  
Tél. : 47.70.16.64



# Embarquement à Zuydcoote



Près de Malo-les-Bains, un mois après les opérations d'embarquement des troupes alliées

Les Anglais donnèrent à cette opération le nom de code de «Dynamo»: du 26 mai au 4 juin 1940, une grande majorité des 380 000 Alliés bloqués par l'avance allemande à Dunkerque et sur le littoral étaient rapatriés dans les ports d'outre-Manche. Un «miracle» pour les uns, une sale affaire et une vilaine défaite pour les autres.

**D**ERRIÈRE le vitrage blindé du grand large, des Belges dévorèrent en flamand des «moules frites» qu'ils avaient commandées en français. Européens. La conversation semblait rouler sur la politique anglaise dans le marché commun. «...de engelse politiek in de Europese markt». Difficile d'eo comprendre plus. Là-bas, froid comme un glaçon, un soleil de septembre laissait tomber sur la plage les dernières forces pâles d'une journée d'not profitant encore quelques chars à voile. Tout était paisible dans cet absolu contraire de Saint-Jean-Cap-Ferrat, et la servente, une jolie fille mince aux longues jambes, qui disait «il vous plaît» à chaque geste qu'elle déposait sur la table — car c'est une coutume dans le Nord, au risque d'impacter, de dire «il vous plaît» à chaque mouvement d'attention qu'on a pour l'autre, — semblait s'amuser du ravissement de ces quelques clients rares, tombés en mélancolie devant un paysage qui commençait, à elle, à lui faire souverainement horreur.

Zuydcoote replait sans faire de bruit un état ordinaire en espérant que personne ne vienne lui remettre en mémoire la fâcheuse confusion qui s'était emparée de l'endroit un certain matin de mai 1940, où les Alliés entamaient, dans la panique et le bricolage, des préparatifs de repli non prévus par des états-majors à l'esprit un peu trop flamboyant.

— «Comment trouvez-vous cette guerre?»

Il avait dit cela exactement du ton dont il aurait dit: «Comment aimez-vous ce film, cette pièce de théâtre, cette tasse de thé?»

— «Mauvaise.»

Gabet (jeune et rose, capitaine et Anglais) fit un geste qui englobait la mer, les bateaux, les files de tombées, les villas détruites.

— «Ce qui me provoque, dit-il à mi-voix, c'est l'extrême futilité de tout ceci.»

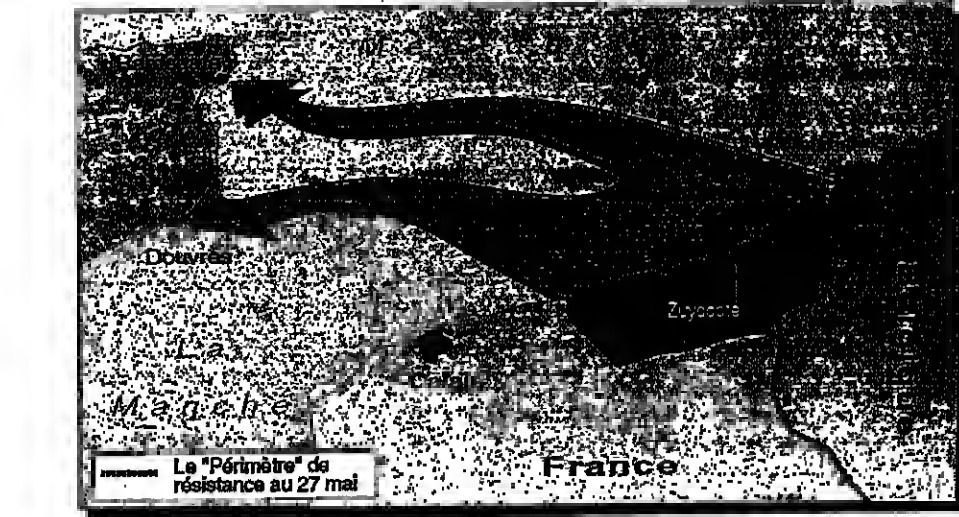
En écrivant *Week-end à Zuydcoote* (1) — Prix Goncourt 1949, — Robert Merle n'avait eu qu'à collecter ses souvenirs d'agent de liaison entre l'armée française et l'armée britannique, les deux vieux ennemis amis qui se retrouvaient unis et désunis dans un même et magistral fiasco, solidaires et irréversiblement défaits. Maillat, le soldat-narrateur, va laisser traîner sur le camp retranché, tout au long de

cette rocambolesque et pénible fin de semaine, l'œil aigu et désenchanté d'un désinvolte trop chanceux pour vivre longtemps, trop désengagé pour ne pas souhaiter rencontrer rapidement le coup dur et définitif. Ce qui l'autorise à faire grincer ses phrases, comme ce sable (ici un peu trop chaud pour la saison et le combat), qu'il fait crisser sous des bottes un peu trop oives dans des promenades sans but puisque sans issue.

«C'est saugrenu, songeait-il, tous ces hommes en gros drap kaki, sales et mal rasés, et à qui les dunes, la mer, le ciel radieux au-dessus d'eux donnaient une allure d'estivants.» Ces compagnons d'infortune, qui s'étaient cooptés à la sympathie au rythme de l'éparpillement de leurs unités, avaient fini par se trouver un abri, plutôt tranquille, avec repas à la cloche et dancours au dessert. Peinards, co attendant que le pire arrive avec ses feuillements de canons de 77 et la grosse voix des Stukas. Français, popote. Lui fait du mauvais esprit. Alors, lui, tout va bien! : «C'est parfait! Je constate, c'est parfait! Et les Anglais s'embarquent, et les Français ne s'embarquent pas!» Maisieur auxiliaire les fautes d'être fait prisonnier peut-être? «Fus du tout! Je suis ravi. Depuis le temps qu'un entend parler des Frits, je me demandais s'ils existaient vraiment.»

Faut pas dramatiser, patience, attendons que tout ça s'organise, les convois de la Royal Navy finiront bien par arriver. A son tour, un gars de la bande joue les sarcastiques: «Les Anglais, à l'heure actuelle, ils nous considèrent comme nous, nous avons considéré les Belges après le coup du canal Albert...» Fin mai, il faisait beau, seules les nuits étaient un peu fraîches. Et le désordre extrême.

Incarcé dans ses sables, à l'abri des murs du sanatorium de Zuydcoote, Maillat ne pouvait avoir une vue très claire de la situation. Mais qui au juste savait réellement ce qui se passait? Bousculées des champs de bataille perdus par Gamelin, serrées jour après jour sur un territoire de plus en plus restreint, n'ayant plus que Dunkerque comme seul port d'embarquement, ces armées en débandade qui avaient abandonné leur matériel et leurs armes au fil des renoncements et de la fatigue, ne voyaient bientôt plus que l'horizon de la mer du Nord comme ultime chance de salut. L'ennemi réduisait les unes après les autres les arrières-gardes laissées en protection du «corridor» qui protégeait en outre les routes menant vers le rivage. Des corps d'armée se croisaient en réclamant la prio-



rité. On en venait aux mains et puis aux coups, et aux coups de pistolet. Dans l'exaspération et le dépit, dans la peur et le désespoir, les frères d'armes d'hier ne se reconnaissaient plus, ne s'entraidaient qu'à peine. Le commandement divergeait. Sans prévenir, la Belgique capitulait; depuis quelques jours Churchill trouvait un goût amer à ses havanes; sur le terrain, Montgomery avait des hauts et des bas. On allait doucement vers le désastre.

A Bray-Dunes, à Zuydcoote, à Malo-les-Bains, la plage est redevenue lisse, nette; sans larmes. Force de la mer qui sait faire disparaître les épaves de l'histoire et laver les blessures du temps. Il ne reste presque rien de ce grand sauvetage soudain dant chacun des camps se réveillait étonné et flépi, comprenant à peine comment un épisode pareil avait pu se dérouler et trouver un semblable épilogue.

Mystère des bouteilles qui donnent aux vaincus la chance de pouvoir continuer à défendre leur cause. Les Anglais parlèrent de «miracle», les Français blémirent sous l'offense, le commandement allemand — qui venait de bafouiller la première réplique de l'acte I de la bataille d'Angleterre, et peut-être de perdre la bataille d'Angleterre — s'empressa d'oublier l'anéantissement manqué en posant ses divisions avec plus de vélocité encore sur ce qu'il lui restait de terrain, de terres et de pays à faire plier. Tout le monde y trouva son compte et y gagna en vérité.

Citant Shakespeare pour obtenir son billet d'embarquement et passer sur l'autre bord, où régnait «l'ordre, le calme et la sécurité», Maillat, le sergent aux galons incertains, n'était resté sur le cargo battant pavillon anglais que

le temps pour la Luftwaffe de repérer le navire et de lui régler son compte. Quand il leur raconta comment les tombées avaient préféré mourir dans les flammes plutôt que se jeter par-dessus le bastingage (à quelques centaines de mètres à peine du rivage, dans une mer agitée par une risée qui n'avait le droit d'inquiéter aucun mauvais nageur muni d'une ceinture de sauvetage), Maillat préféra ne pas répondre à l'étonnement de son reliquat de héros en train de réinventer la gastronomie en faisant mijoter des boîtes de sago et de plonger leurs quarts dans des bouteilles de vin rouge sortis d'un ne savait trop quelles réserves.

Mai aussi, avait-il pensé, je trouve cette guerre et ce moment assez futiles («The utter futility of all this»), mais, entre des hommes qui se font rôtir tout vifs en s'accrochant à leurs idées et mes saltimbanques gastronomes, des chaînes déjà passées aux pattes, la capote déjà presque tatouée d'un «Krieg Gefangener» majuscule, c'est curieux, mais je préfère les premiers sacrifices. Robert Merle n'a jamais voulu aller plus loin ni en dire plus, et quand Maillat passe par les armes les deux violeurs de Jeanne, la jeune fille trop pure agressée trop magistralement par deux biffins en chaleur, il ne veut que dénoncer la continuité des crimes de guerre dont les soudards se rendront éternellement complices même, et surtout, si ça se passe dans des lits assoupis par les siestes de la légation.

Pour dire le vrai, Maillat ne sait plus quoi penser de ces actualités tournées au ralenti où l'on voit des villas roses disparaître dans des explosions de sacs en papier; des marées de baigneurs s'enfoncer, habillés comme pour le défilé,

dans une mer plate comme l'eau d'un bol de barbillon d'ail, du large, des bateaux leur envoient des esquifs pour les amuser («On aurait dit qu'on jouait à l'embarquement»); de ces avions de Luna Park qui lancent leurs bombes avec obéissance — précis seulement pour impressionner; de toute cette paix tragique saisie dans ce décor de fin de monde dont on ne voyait pas ce qui pouvait vraiment en faire dériver le cours. De l'autre côté du Channel, à Douvres, un vice-amiral, promu passeur général, avait en charge de faire croire à tous que ce mauvais rêve était réalité, mais qu'avec beaucoup de chance et un peu d'opiniâtreté on pouvait tout de même tenter la traversée.

Derham et Weygand voulaient contre-attaquer. Churchill, sans vraiment prévenir le gouvernement Reynaud ni le commandement en chef, préféra faire rentrer le corps expéditionnaire britannique dans ses casernes. En toute priorité. Ce qui laissait entendre que les autres, les Hollandais, les Belges et les Français, pouvaient choisir la méthode qui leur conviendrait le mieux pour se faire tailler en pièces ou capituler, mais sans l'Union Jack à leurs côtés. De fait, durant les premiers jours du sauvetage, on entendit beaucoup sur les plages entre Bray-Dunes et Malo-les-Bains: «Anglais à droite, Français à gauche.» A gauche, c'était la salle d'attente... Avec des histoires terribles qu'un racontait d'hommes jetés par dessus bord, des «clandestins» montés à la sauvette, qui n'étaient pas des sujets de Sa Majesté. L'affaire devenait délicate à mesure qu'il était clair que la mer, seule, offrait une porte de sortie à toute cette armée en fuite. Cette fante de goût à la sauce anglaise restera gravée dans les

esprits, et malgré les arrangements d'embarquement qui devaient être trouvés par la suite — un voyage de Churchill à Paris fut nécessaire pour régler les modalités, — Albion et ses coups de Jarnac allaient pour longtemps assez joliment servir la propagande de Vichy.

La mer du Nord était calme, d'huile; les marins s'en étonnaient encore. Le temps était d'une grande douceur, mais le ciel se couvrait quand il le fallait pour empêcher l'aviation de commettre trop de dégâts. Guderian, qui aimait foncer, avait fait savoir qu'il avait d'autres ambitions pour ses chars qu'une fois aller baguenaudant dans le «mer» — étrangement, Hitler lui donnait raison et stoppait l'avance de sa cavalerie lourde. Tout semblait s'être réuni pour minusculer la casse. La tâche était cependant immense, car malgré que les forces allemandes aient eu des objectifs plus impératifs que la réduction du périmètre dans lequel étaient bloqués les Alliés, elles dépechaient vers l'endroit de robustes colonnes d'infanterie dont il y avait tout à craindre et aucune mollesse à espérer...

A Douvres, Bertram Ramsay, le grand aiguilleur, jouait contre la montre en prévoyant un score inhumain avec 45 000 soldats rapatriés. Aidé par la flotte française, ils en ramèneront 338 000, dont la presque totalité du corps expéditionnaire anglais: près de 200 000 hommes. En destroyers, mais aussi en ferries, en péniches, en chalutiers, en yachts, en gabares, en voiliers. Du 26 mai au 4 juin 1940, neuf jours de régates ininterrompues qui furent payées de 5 000 mille marts. 125 000 Français étaient passés (2); de 35 000 à 40 000 restèrent prisonniers. Dont certains la trouvaient saumâtre, ayant aidé jusqu'au dernier moment à protéger et à couvrir les manœuvres d'embarquement.

Aux Communes, Churchill demanda à son auditoire de modérer son enthousiasme: il ne s'agissait que d'une «opération d'évacuation réussie». Mais le Premier ministre avait sauvé ses hommes et clairement démontré la rigueur et l'aplomb des Britanniques à ne s'avouer vaincus que le match une fois définitivement joué.

De notre envoyé spécial  
Jean-Pierre Quénin

(1) Gallimard  
(2) Ainsi qu'environ 16 000 Belges et Hollandais; 4 000 autres Français étaient évacués directement vers Le Havre et Cherbourg.

► Deux livres: *Dunkerque, la bataille des dunes*, d'Eric Lefèvre, éditions Laffont, 210 F; *Le Miracle de Dunkerque*, de Walter Lord, éditions Robert Laffont, 84 F.